

AMÉRIQUES

États-Unis

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'AFFAIRE LANCE

M. Carter continue de soutenir son directeur du budget coupable d'irrégularités financières

De notre correspondant

L'« affaire Lance », du nom du directeur du budget de l'administration Carter, continue de se développer. Dimanche soir 4 septembre, le porte-parole de la Maison Blanche a démenti une information que publie ce lundi l'hebdomadaire « Time » et selon laquelle M. Lance, qui est accusé d'irrégularités financières, aurait déjà proposé deux fois à M. Carter sa démission. Selon « Time », la démission de M. Lance n'est de toute façon qu'une question de temps.

Washington. — Ce n'est pas — ou pas encore — un nouveau Watergate. Mais l'« affaire Lance » n'aurait sans doute pas pris les mêmes proportions sans les mésaventures survenues au président Nixon. Et c'est sans doute pour n'avoir pas été jusqu'au bout des conclusions que ce précédent imposait que M. Carter, élu président sous l'image de marque de la probité et de la vertu, se trouve en difficulté là où il paraissait invulnérable.

Les péripéties de l'affaire sont trop embrouillées pour être relatées dans le menu. Mais quelques grandes dates émergent. Peu après son élection, M. Carter décide de confier à un de ses amis de toujours, un Géorgien comme lui, M. Bert Lance, le poste très important de directeur du budget (Office of Management and Budget) à la Maison Blanche. Comme les autres Géorgiens de l'équipe victorieuse, l'homme n'est guère connu sur le plan national. Mais son intimité avec le président, les vues très orthodoxes qu'il professe en matière budgétaire, l'expérience qu'on lui prête — sans entrer dans les détails — dans l'activité bancaire, créent un préjugé favorable. C'est ainsi qu'une difficulté que le Sénat lui accorde, en janvier, sa confiance.

Les doutes n'apparaissent qu'au printemps : quelques articles mettant en lumière des pratiques douteuses de M. Lance lorsqu'il dirigeait plusieurs banques de Géorgie. Une enquête, confiée à un contrôleur fédéral, M. John Helmann, aboutit à un rapport publié le 18 août : le document révèle que le directeur du budget n'a rien fait de répréhensible au regard de la loi. Un peu vite, M. Carter croit l'affaire terminée, et réaffirme par un geste spectaculaire — il quitte sa retraite de vacances pour apparaître à Washington devant les caméras au côté de son ami et collaborateur — sa confiance totale à M. Lance.

Un peu vite, car le rapport brossé en même temps du directeur du budget un portrait qui n'est guère conforme au « profil » requis pour un membre important de l'administration Carter. On y apprend que M. Lance empruntait fébrilement à droite et à gauche — et il apparaît plus tard que ces emprunts servaient à financer ses activités politiques, notamment la campagne électorale infructueuse qu'il fit pour briger le poste de gouverneur de Géorgie, en 1974. Or ces emprunts, qui se chiffraient par dizaines et portaient sur des millions de dollars, n'étaient pas déclarés, comme le veut la loi, aux directions des banques dans lesquelles M. Lance avait des participations. Enfin, le trop entreprenant banquier était à l'origine d'une grande échelle des chèques sans provision : le montant de ses découvertes, de ceux de sa femme et d'autres membres de sa famille était allé jusqu'à 450 000 dollars.

M. Lance avait encore utilisé par deux fois les mêmes avoirs pour garantir des emprunts différents. Toutes ces pratiques, qui paraissent au minimum étrangères à l'Amérique, ont été récemment dénoncées comme « non usuelles » par l'Association des banquiers américains.

M. Carter avait dû déjà faire un démenti à la presse dans une conférence de presse du 23 août, admettant qu'« il est évidemment mieux de ne pas tirer à découvert sur son compte en banque ». Mais il n'en réaffirmait pas moins sa confiance en « son ami Bert », décrit comme « l'un des hommes les plus compétents et intelligents que j'aie connus dans ma vie ».

Les briefings quotidiens de M. Powell, le très compétent porte-parole de M. Carter à la Maison Blanche, sont certains jours presque entièrement dominés par « l'affaire Lance », comme aux beaux jours du Watergate. Mais, avec plus d'éloquence et de sérénité que M. Ziegler, le porte-parole de M. Nixon, M. Powell endure une véritable séance de suppliques chinoises : que pense-t-il de la dernière révélation produite par les journaux ? Si telle personnalité était présente à telle conversation entre B. et C. sur les finances de M. Lance, pourquoi n'en-t-il rien dit à D. ? Que pense-t-il des allégations faisant état d'un intérêt financier de B. dans les affaires de D. ? etc.

On ne sait pas encore ce que fera M. Carter. Le président est allé un peu trop loin dans son soutien public à M. Lance et il semble décidé à tenir bon, au moins pendant les prochaines semaines, en espérant soit que la campagne de presse mourra d'elle-même — hypothèse peu probable, — soit que M. Lance trouvera dans les auditions « à la vue » de son cas au Sénat une meilleure occasion de se justifier. Toujours est-il qu'un nombre croissant de personnalités, notamment dans les milieux d'affaires, prennent position pour une démission de M. Lance, ne serait-ce que pour permettre à M. Carter et à un nouveau directeur du budget de s'occuper des problèmes de l'économie. Après James Reston, puis les deux grands organes des milieux d'affaires qui sont Business Week et la Wall Street Journal, un des commentateurs les plus en vue d'Atlanta, Neil de M. Carter et jusqu'à présent porte-parole fidèle du « clan » des Géorgiens, s'est prononcé en ce sens.

Le problème n'est plus tellement de savoir si M. Lance est coupable au regard de la loi, mais plutôt si son comportement est compatible avec les normes morales très strictes qu'annonçait la présidence Carter. De ce point de vue, avec ou sans démission du directeur du budget, le prestige du président est atteint du jour où il a soutenu un peu trop bruyamment M. Lance, alors pourtant que les faits déjà connus prêtent à contestation.

Une autre ligne doit être tirée de cette affaire, mais il est déjà trop tard pour l'appliquer. Après le Watergate, il fallait s'attendre que les activités des dirigeants soient passées au crible avec encore plus de vigilance qu'auparavant, notamment par la presse. Or, M. Carter, tout en fixant des directives générales pour le recrutement de ses collaborateurs, n'a pas jugé utile de soumettre ces derniers, leur situation financière et leurs références morales à un examen en bonne et due forme, collectif et contradictoire. Son conseiller « éthique », dans l'équipe de transition, M. Moore, se bornait à enregistrer les déclarations des intéressés, mais il semble aujourd'hui dépassé par les événements : en évitant qu'il ne soit capable de se prononcer sur les allégations avancées contre M. Lance, il donne à penser qu'il était encore moins au courant au moment où il donnait ses conseils — en décembre et en janvier.

M. Carter tente de rattraper au moins partiellement cette bavure en mettant à jour, au prix de grands efforts, toute la comptabilité de sa campagne électorale. La Maison Blanche a fait savoir avec le plus grand sérieux qu'elle régèlerait à l'Etat de Caroline du Sud — qui ne lui demandait rien — une somme de 250 dollars pour la Caroline du Sud.

Le problème n'est plus tellement de savoir si M. Lance est coupable au regard de la loi, mais plutôt si son comportement est compatible avec les normes morales très strictes qu'annonçait la présidence Carter. De ce point de vue, avec ou sans démission du directeur du budget, le prestige du président est atteint du jour où il a soutenu un peu trop bruyamment M. Lance, alors pourtant que les faits déjà connus prêtent à contestation.

Une autre ligne doit être tirée de cette affaire, mais il est déjà trop tard pour l'appliquer. Après le Watergate, il fallait s'attendre que les activités des dirigeants soient passées au crible avec encore plus de vigilance qu'auparavant, notamment par la presse. Or, M. Carter, tout en fixant des directives générales pour le recrutement de ses collaborateurs, n'a pas jugé utile de soumettre ces derniers, leur situation financière et leurs références morales à un examen en bonne et due forme, collectif et contradictoire. Son conseiller « éthique », dans l'équipe de transition, M. Moore, se bornait à enregistrer les déclarations des intéressés, mais il semble aujourd'hui dépassé par les événements : en évitant qu'il ne soit capable de se prononcer sur les allégations avancées contre M. Lance, il donne à penser qu'il était encore moins au courant au moment où il donnait ses conseils — en décembre et en janvier.

M. Carter tente de rattraper au moins partiellement cette bavure en mettant à jour, au prix de grands efforts, toute la comptabilité de sa campagne électorale. La Maison Blanche a fait savoir avec le plus grand sérieux qu'elle régèlerait à l'Etat de Caroline du Sud — qui ne lui demandait rien — une somme de 250 dollars pour la Caroline du Sud.

DIPLOMATIE

M. WALDHEIM EN VISITE OFFICIELLE À MOSCOU

Moscou (A.F.P., Reuters). M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, est arrivé dimanche 4 septembre à Moscou en visite officielle de quatre jours à l'invitation du gouvernement soviétique. Il est accompagné de MM. Guyer et Chevtchenko, sous-secrétaires de l'ONU respectivement chargés du Proche-Orient et des affaires politiques et de sécurité. On s'attendait à ce que M. Waldheim ait avec MM. Gromyko et Kosyguine des entretiens sur le Proche-Orient, notamment sur le conflit dans la corne de l'Afrique. Il sera reçu par M. Brejnev, qui est rentré dimanche à Moscou après un séjour de plus d'un mois en Crimée.

Le secrétaire général doit quitter Moscou mercredi pour la Mongolie, où il y demeurera deux jours.

LE SÉJOUR DU MARÉCHAL TITO EN CHINE

Pékin et Belgrade ont mis au point un programme de coopération économique

Le président Tito, qui a achevé ses conversations avec les dirigeants de Pékin, a commencé samedi 3 septembre, une tournée de cinq jours en Chine. Il s'est rendu à Shanghai, capitale du Chekiang, en compagnie de M. Li Sién-nien, vice-premier ministre et vice-président du P.C. Aucun communiqué n'a été publié à l'issue des entretiens sino-yougoslaves. Mais on assure, de part et d'autre, que ces conversations ont été utiles et franches. « C'est une bonne base pour le développement futur des relations entre les deux pays que rien n'entrave », indique une source yougoslave. Pékin et Belgrade ont mis au point un programme de coopération économique, technique, scientifique et culturelle et ont décidé de quadrupler, en 1978, le volume de leurs échanges commerciaux.

Les divergences observées sur quelques questions internationales ne semblent pas devoir entraver cette coopération. Si les positions chinoises et yougoslaves se sont révélées identiques ou très proches sur le problème israélo-arabe, la situation dans la corne de l'Afrique et l'établissement d'un nouvel ordre économique international, elles se sont séparées en ce qui concerne la détente et le désarmement. Le maréchal Tito a fait, en particulier, remarquer que, contrairement aux Chinois, il ne considérait pas « inévitable » une prochaine guerre mondiale. En revanche, la Chine a exprimé son soutien à la politique de non-alignement poursuivie par la Yougoslavie.

Enfin, si l'on laisse entendre, dans l'entourage du président, qu'une reprise des relations entre le P.C. chinois et la Ligue des communistes yougoslaves n'était attendue que par le ministre et vice-président du P.C. chinois qui a récemment recouvré ses fonctions, et si l'on souhaite le succès pour la nouvelle période qui s'ouvre dans l'histoire de la Chine et dans laquelle, écrit-il, le dirigeant jouera un grand rôle en raison de ses importantes fonctions, M. Giscard d'Estaing évoque la visite que M. Tang Xiao-ping, le chef de l'Etat français titulaire, a faite en 1975 et assure qu'il n'a cessé de suivre l'évolution de la situation en Chine. Il assure que l'existence d'une Chine forte et prospère favorise les intérêts de la paix et donc ceux de la France et espère l'espèce de voir les relations franco-chinoises se développer. Il prie M. Tang de transmettre au président Hua Kuo-feng les assurances de sa haute considération. — (A.F.P.)

● L'institut international de droit d'expression française (I.D.E.P.) tient son congrès à Abidjan, du 5 au 10 septembre, sur le thème « le rôle des sociétés dans le développement économique des Etats ».

● M. Raja Tan Sri Azman a été nommé ambassadeur de Malaisie en France. Diplômé de carrière de quarante-huit ans, M. Raja Tan Sri Azman a été précédemment ambassadeur de Malaisie en Inde, au Japon et en Union soviétique.

Cent mille personnes de quelque cent nations travaillent actuellement au sein de plus de deux cents institutions internationales. L'Administration qui se cherche encore, où finissent des réglementations dont l'extrême variété ne s'explique pas seulement par la différenciation des tâches. C'est à une entreprise de stabilisation de cette administration en développement que s'est attaché M. Alain Plantey. Il a évité toutes les fioritures et présenté un outil de travail à tous ceux qui de près (c'est-à-dire de l'intérieur) ou de loin portent intérêt à la fonction publique internationale.

Cette charte du multilatéralisme se présente en sept parties. L'auteur après avoir défini dans l'abstrait (définitions et conceptions) étudie les problèmes politiques et les situations juridiques, les obligations professionnelles et la discipline, la gestion (recrutement, organisation des carrières), les avantages financiers et sociaux, les protections et juridictions.

Comme c'est le vœu de M. Plantey, la « coopération entre les nations » ne peut que gagner à se servir de l'instrument qu'il a forgé.

★ Editions du C.N.R.S., 500 pages, 80 F.

ASIE

« L'Humanité » condamne les atteintes aux droits de l'homme à Phnom-Penh

Dans une réponse à « Un lecteur de Vitry », M. Jean-Marie Vidal commente, dans l'Humanité, du 3 septembre, les atteintes aux libertés au Cambodge. Il écrit notamment : « Depuis le premier jour et jusqu'à la victoire, et longtemps après, nous avons soutenu la lutte de libération du peuple cambodgien, comme celles des peuples vietnamien et lao. Nous avons défendu la lutte pour la démocratie, contre le colonialisme français d'abord, puis contre l'agression de l'impérialisme américain. De sorte que personne, pas plus le socialiste démodé qu'un autre, n'est habilité à nous donner des leçons (1) (...). »

« Au Cambodge, la coupure est pratiquement totale avec le monde extérieur. En dehors des déclarations officielles et des éditoriaux diffusés par le radio de Phnom-Penh, les seules informations dont on dispose sont les refusés de la presse internationale de leur pays. Si les estimations diffèrent de l'une à l'autre, elles font toutes état d'excès, de massacres qui auraient eu lieu après la libération, d'un état d'urgence, d'une surveillance de la population, d'un régime de terreur, d'un régime de libération individuelle. L'exercice des libertés individuelles. »

« Il apparaît aussi que les villes ont été vidées de leurs habitants au printemps 1975, et ne sont que très partiellement repeuplées aujourd'hui. Le remodelage systématique des campagnes a entraîné le déplacement d'un grand nombre de villages et de leur population. »

« Les communistes français sont attachés, on le sait, aux libertés fondamentales et à la défense des droits de l'homme partout dans le monde. Des atteintes à ces droits au Cambodge, dont l'ampleur ne peut être exactement appréciée mais risque de se révéler d'une extrême gravité, ne peuvent que susciter la condamnation de notre parti. »

M. DE GUIRINGAUD : une grande inquiétude

D'autre part, dans une réponse à une question de M. P. Bas (député R.P.R. de Paris), publiée dans le Journal officiel du 3 septembre, M. de Guiringaud écrit que « les informations sur le Cambodge soulèvent une grande inquiétude ». Il ajoute : « Les témoignages qui rapportent les refusés sur la situation dans ce pays, qui s'est isolé quasi complètement de l'extérieur, semblent indiquer que la population cambodgienne connaît depuis la victoire des révolutionnaires, de cruelles épreuves. La démission dont fait preuve le nouveau régime, son indifférence aux souffrances des individus et le refus de toute aide étrangère ont entraîné des pertes humaines considérables. Quels que soient les desseins poursuivis par le pouvoir de Phnom-Penh et les difficultés de la situation au sortir de cette guerre civile atroce, le gouvernement français ne peut que condamner fermement ces méthodes de gouvernement. La France se réserve de prendre les initiatives qui s'avèreraient utiles et réalistes pour venir en aide au peuple cambodgien, auquel nous portons une ancienne et profonde amitié. »

(1) Secrétaire national du P.S., M. Jean-Marie Vidal a écrit, le 3 août, une libre opinion (« Les socialistes et le Cambodge ») dans laquelle il a condamné la politique des dirigeants de Phnom-Penh, mais ne prenait pas à partie l'attitude du parti communiste français (N.D.L.R.).

Les élections générales auront lieu au Pakistan le 18 octobre comme l'avaient promis les militaires qui ont renversé le 7 juillet le régime de M. Bhutto. La tenue de cette consultation paraît compromise après l'arrestation, samedi 3 septembre, à Karachi, de l'ancien premier ministre M. Bhutto est, depuis, une résidence surveillée à Lahore et sa mise en liberté sous caution a été refusée. Il pourrait être gardé à vue pendant une dizaine de jours afin de répondre notamment d'une accusation de complicité d'assassinat portée contre lui (le Monde daté du 1er et 4-5 septembre).

Le général Zia Ul-Haq avait laissé entendre il y a deux mois qu'il n'avait pas l'intention d'engager de poursuites contre l'ancien chef de gouvernement. Il semble depuis avoir été sensible aux nombreuses pressions exercées sur lui dans ce sens et avoir sensiblement changé d'attitude.

Mais un mariage prolongé de M. Bhutto en détention pourrait faire de lui un martyr et susciter des réactions violentes de la part de ses partisans, encore nombreux. Onze d'entre eux, qui avaient manifesté contre l'arrestation de leur chef, ont été emprisonnés dimanche. Jus-lors, les dirigeants de l'ancien mouvement gouvernemental, le Parti du peuple pakistanais, avaient affirmé qu'ils participeraient quoi qu'il arrive aux élections. C'est évidemment la seule chance — mais elle diminue de semaine en semaine — qu'a le P.P.P. de reprendre le dessus et peut-être de reconquérir le pouvoir.

Cependant, l'avenir politique de M. Bhutto semble hypothéqué. Il

Pakistan

APRÈS L'ARRESTATION DE M. BHUTTO

La tenue d'élections en octobre pourrait être compromise

La tenue d'élections en octobre pourrait être compromise. Les élections générales auront lieu au Pakistan le 18 octobre comme l'avaient promis les militaires qui ont renversé le 7 juillet le régime de M. Bhutto. La tenue de cette consultation paraît compromise après l'arrestation, samedi 3 septembre, à Karachi, de l'ancien premier ministre M. Bhutto est, depuis, une résidence surveillée à Lahore et sa mise en liberté sous caution a été refusée. Il pourrait être gardé à vue pendant une dizaine de jours afin de répondre notamment d'une accusation de complicité d'assassinat portée contre lui (le Monde daté du 1er et 4-5 septembre).

Le général Zia Ul-Haq avait laissé entendre il y a deux mois qu'il n'avait pas l'intention d'engager de poursuites contre l'ancien chef de gouvernement. Il semble depuis avoir été sensible aux nombreuses pressions exercées sur lui dans ce sens et avoir sensiblement changé d'attitude.

Mais un mariage prolongé de M. Bhutto en détention pourrait faire de lui un martyr et susciter des réactions violentes de la part de ses partisans, encore nombreux. Onze d'entre eux, qui avaient manifesté contre l'arrestation de leur chef, ont été emprisonnés dimanche. Jus-lors, les dirigeants de l'ancien mouvement gouvernemental, le Parti du peuple pakistanais, avaient affirmé qu'ils participeraient quoi qu'il arrive aux élections. C'est évidemment la seule chance — mais elle diminue de semaine en semaine — qu'a le P.P.P. de reprendre le dessus et peut-être de reconquérir le pouvoir.

Cependant, l'avenir politique de M. Bhutto semble hypothéqué. Il

La dernière émission télévisée de M. Nixon apporte d'importantes précisions sur les circonstances de sa démission

De notre correspondant

Washington. — Pourquoi M. Nixon n'a-t-il pas fait démission, quand il en était encore temps, les bandes magnétiques qui ont incriminé dans l'affaire du Watergate ? Ce point d'histoire, qui a plongé dans la perplexité la majorité des observateurs étrangers, est bel et bien éclairci, du moins partiellement, par la cinquième et dernière émission télévisée réalisée par le journaliste britannique David Frost avec l'ancien président.

Cette conversation, qui doit être diffusée cette semaine par plusieurs chaînes de télévision américaines, apporte plus de précisions que les précédentes sur ce que M. Nixon appelle lui-même « l'apogée » de sa démission. Selon M. Nixon, par exemple, l'effraction au quartier général de la démocratie du Watergate n'aurait pas eu lieu si la maladie mentale de Mme Mitchell, femme de l'ancien président, n'avait pas été prise en compte. Mme Mitchell est décédée l'an dernier, et son mari purge une peine de prison. Aussi cette explication n'a-t-elle suscité aucun commentaire de la part des personnes concernées.

Quant au problème des bandes magnétiques, on sait qu'il avait surgi tout à fait fortuitement au cours de l'enquête, lorsqu'un témoin secondaire avait révélé, en juillet 1973, que toutes les conversations de M. Nixon à la Maison Blanche étaient enregistrées. L'ancien président ne nie pas que ces enregistrements l'ont perdu, mais il affirme avoir connu leur existence que fort tard : jusqu'en avril 1973, c'est-à-dire après plus de quatre années de présidence. Il croit, que seules certaines conversations étaient enregistrées, non pas toutes.

Lorsqu'il apprit la vérité, il charges son secrétaire général, M. Haldemann, d'une part de changer le système de manière à pouvoir brancher ou débrancher les magnétophones, d'autre part de détruire toutes les bandes qui « n'avaient pas de valeur historique ». Du moins crut-il donner cette instruction, car l'intéressé vit plutôt une suggestion... à laquelle il ne se conforma pas. Cette dernière explication, sans doute la plus convaincante. Sinon, comment comprendre que

M. Kissinger

présenté comme un « dur »

Ce dernier entretien apporte aussi une révélation de taille en politique étrangère. Selon l'ancien président, lorsque, en avril 1969, un avion de reconnaissance américain fut abattu par la chasse nord-coréenne — ce qui entraîna la mort des trente et un membres de l'équipage — l'homme qui se montra le plus « dur », dans l'équipe présidentielle, allant jusqu'à recommander la destruction en représailles « deux ou trois avions nord-coréens », fut M. Kissinger. Celui qui n'était encore que le conseiller international d'un « test » dont les Soviétiques, les Chinois et les Vietnamiens tiennent compte pour juger l'administration républicaine dans toute sa nouveauté « Nous devons réagir fortement », aurait-il dit, selon M. Nixon.

Finalement, le président fit un choix moins énergique : la reprise des raids de reconnaissance, mais avec une escorte armée — sur les conseils de MM. Rogers, secrétaire d'Etat, et Laird, secrétaire à la défense. M. Nixon craignait surtout la réaction des Chinois et faisait valoir que « l'un des fils de Mao avait été tué en Corée en combattant les Américains ». Bien qu'il ne le dise pas explicitement, il n'entendait pas non plus entreprendre une action de nature à contraindre son grand projet de rapprochement avec Pékin, qui n'en était encore qu'à ses débuts.

Il est en tout cas piquant d'entendre l'ancien président rappeler aujourd'hui à son secrétaire d'Etat qu'il « avait une guerre sur les bras (au Vietnam) était saffisant » et qu'il n'était pas question d'en déclencher une autre « dans laquelle les Chinois seraient très près et les Russes aussi ». M. Kissinger, actuellement en vacances, n'a pas encore réagi à cette révélation. Mais il n'est pas sûr qu'il soit contrarié d'apparaître aujourd'hui comme un « dur » après avoir traité les affaires avec une réputation exagérée de « colombe ». — M. T.

BIBLIOGRAPHIE

« DROIT ET PRATIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE » d'Alain Plantey

Il faut non seulement avoir vécu comme M. Alain Plantey, au sein de diverses organisations internationales (Nations unies, O.C.D.E., U.E.O.) avec un intermédiaire comme ambassadeur de France à Madagascar, mais posséder une âme de charité pour faire le tour en cinq cents pages du Droit et de la pratique de la fonction publique internationale. La discipline du conseil d'Etat n'a pas été pour rien, non plus, dans cette façon de traiter une matière foisonnante.

Cent mille personnes de quelque cent nations travaillent actuellement au sein de plus de deux cents institutions internationales. L'Administration qui se cherche encore, où finissent des réglementations dont l'extrême variété ne s'explique pas seulement par la différenciation des tâches. C'est à une entreprise de stabilisation de cette administration en développement que s'est attaché M. Alain Plantey. Il a évité toutes les fioritures et présenté un outil de travail à tous ceux qui de près (c'est-à-dire de l'intérieur) ou de loin portent intérêt à la fonction publique internationale.

Cette charte du multilatéralisme se présente en sept parties. L'auteur après avoir défini dans l'abstrait (définitions et conceptions) étudie les problèmes politiques et les situations juridiques, les obligations professionnelles et la discipline, la gestion (recrutement, organisation des carrières), les avantages financiers et sociaux, les protections et juridictions.

Comme c'est le vœu de M. Plantey, la « coopération entre les nations » ne peut que gagner à se servir de l'instrument qu'il a forgé.

★ Editions du C.N.R.S., 500 pages, 80 F.

travers le monde

LE MONDE

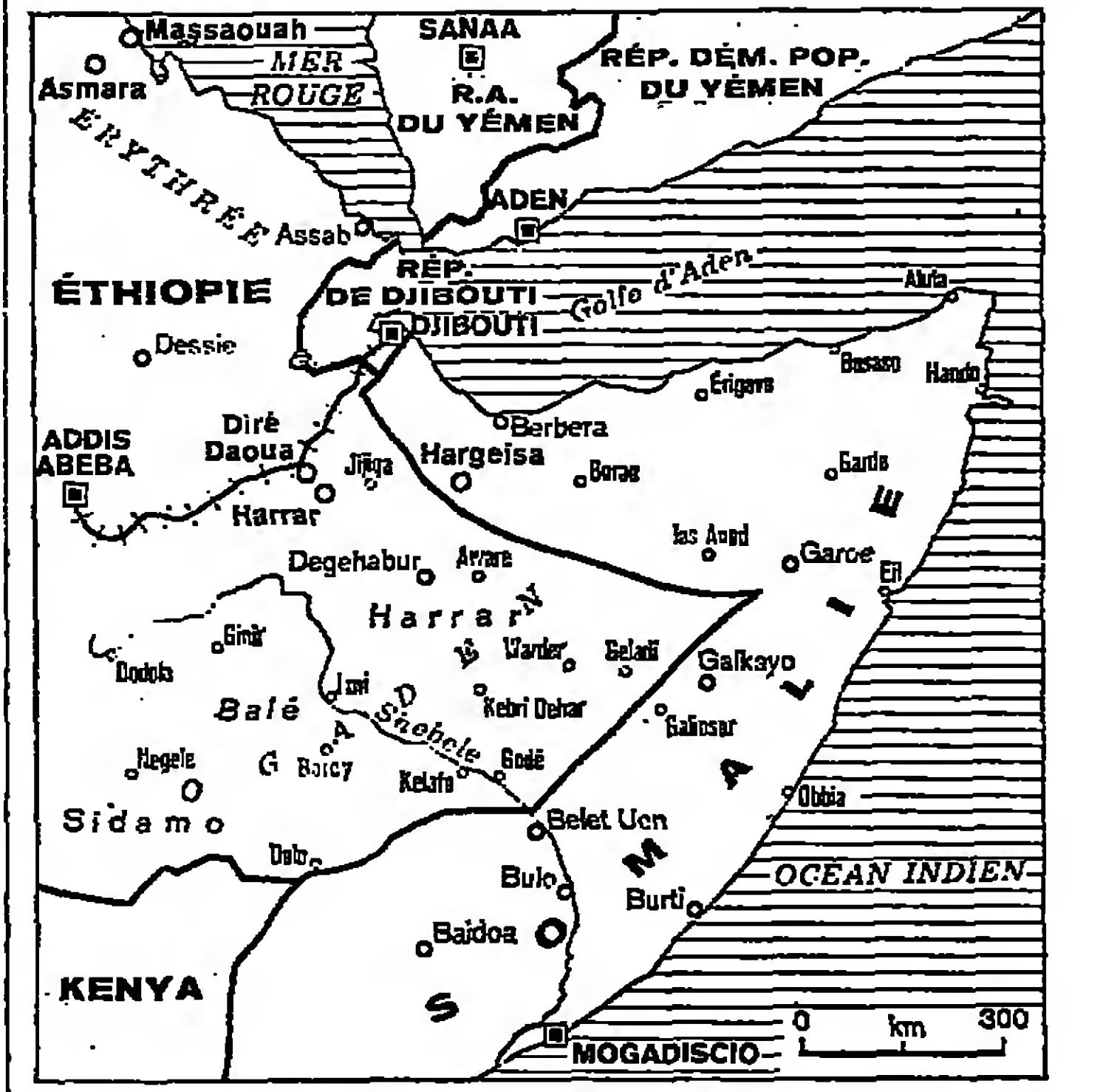
AFRIQUE

LA GUERRE D'USURE EN OGADEN

(Suite de la première page.)
Celle région constitue un abîme de fixation comme celle de Dolo, au sud de l'Ogaden, où l'annonce de la fin des combats, par Radio Addis-Abeba, a été démentie dimanche par le F.L.S.O. lequel affirme avoir « libéré » cette agglomération située non loin de la frontière kenyenne.
La stabilisation apparente des « fronts » militaires depuis près de trois semaines explique sans doute en partie le silence observé jusqu'ici par Mogadiscio sur les résultats du voyage du président Syaad Barre à Moscou. Le comité central du parti socialiste révolutionnaire somalien (P.S.R.) a siégé la nuit de vendredi à sa-

appelait également à tous les Etats étrangers pour qu'ils s'interviennent pas dans le conflit et réclamerait leur condamnation par la Ligue, au cas où ils le feraient, ce qui est interprété ici comme une référence à l'aide militaire fournie par Moscou à Addis-Abeba.

Les experts soviétiques en « congé de fait »
Autre indice d'une dégradation croissante des relations entre Moscou et Mogadiscio pour la première fois depuis le départ, le 28 août, du président Barre pour Moscou, la télévision sovi-



medi, soit vingt-quatre heures après le retour du président somalien, via Le Caire, où il s'est entretenu avec son homologue égyptien.
Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de cette séance. On sait seulement que la Somalie a soumis, pendant le week-end, à la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe réunie au Caire, un mémorandum lui demandant de considérer comme une « cause arabe » la lutte pour la libération de l'Ogaden, de « reconnaître » et d'apporter « un appui matériel que moral » à ces mouvements de libération ainsi que de défendre leurs points de vue au sein des organisations internationales (officiellement, le F.L.S.O. se bat dans la province de Harar, tandis que la lutte est conduite, dans celles de Sidamo et de Bale, par une deuxième organisation, le Front de libération des Somalis-Abi).
L'acte-mémorandum somalien en

lique a rappelé samedi la position de l'U.R.S.S. « En faveur d'un règlement pacifique et politique du conflit », selon les termes d'une déclaration de l'agence Tass diffusée le 14 août. Autrement dit, les Soviétiques entendent toujours — le commentateur de la télévision l'a redit — que des unités régulières des deux armées battent dans l'Ogaden, alors que les Somalis déclarent être engagés directement dans le conflit au-delà de leurs frontières.

Des sources indépendantes indiquent également à Mogadiscio que, si des conseillers et experts soviétiques auprès de l'armée somalienne se trouvent toujours sur place, ils sont « en congé de fait ». Les trois bataillons soviétiques aperçus au large de la capitale somalienne en août y auraient été chargés des fournitures en vertu de contrats passés antérieurement aux combats de juillet, et depuis les livraisons soviétiques auraient été stoppées. Enfin, les Somalis auraient beau jeu de rappeler à leurs alliés soviétiques que le traité d'amitié et de coopération passé entre les deux pays, le 2 novembre 1974, invite les deux parties contractantes « à ne pas joindre des alliances militaires ou des groupes d'Etats, comme à ne pas prendre part à des actions dirigées contre l'autre partie contractante ». (Article 10.)

Un choix tragique

Les Somalis ont tenté, sans trop de succès jusqu'ici, de trouver d'autres fournisseurs d'armes et de munitions. L'attentisme manifesté dans ce domaine par les puissances occidentales, ainsi que les réticences de certains pays arabes face aux liens maintenus par Mogadiscio avec Moscou, laisseraient penser que les Somalis se trouvent devant un choix tragique : celui de changer de camp ou de retirer leur appui à la lutte armée par le F.L.S.O. en Ogaden. A la limite, l'équation pour eux se résume ainsi : choisir entre l'Ogaden et l'alliance avec Moscou. Ce qui semble exclu en tout état de cause, c'est que Mogadiscio accepte une paix soviétique contraignant les mouvements de libération de l'Ogaden à cesser toute activité.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Kenya

LES AUTORITES KENYANNES ont décidé d'interdire à partir du 1^{er} novembre tous les vols entre Dar-Es-Salaam et Nairobi, même lorsqu'il s'agit de simples escales de transit dans la capitale de la Tanzanie. Cette décision est une mesure de rétorsion, à la suite de la décision prise en février par la Tanzanie de fermer sa frontière avec le Kenya, fermeture qui faisait, elle-même, suite à l'éclatement des divers services communs aux trois territoires anglophones est-africains (Kenya, Tanzanie et Ouganda), et en particulier de la compagnie aérienne East African Airways. — (U.P.I.)

M. HOUPHOUËT-BOIGNY A RENCONTRE A GENÈVE LE MINISTRE SUD-AFRICAINE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrivé dimanche 4 septembre dans sa résidence de Cologny, près de Genève, M. Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, y a reçu pendant deux heures M. Pit Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères.
Les porte-parole des deux pays se sont abstenus de tout commentaire sur ces entretiens, qui suivent de peu les propositions anglo-américaines sur la Rhodesie.
Dans les milieux diplomatiques, on note que la Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud partagent les mêmes préoccupations concernant le développement de l'influence soviétique sur le continent africain. Le président Houphouët-Boigny, au demeurant, a été à l'avant-garde d'un début de dialogue entre l'Afrique noire et le régime de Pretoria en 1971. Depuis, les deux pays ont continué d'entretenir de bonnes relations. En mai dernier, le président ivoirien avait eu un entretien avec le premier ministre sud-africain John Vorster à Genève, dans des circonstances analogues.
A Jérusalem, le porte-parole du ministre des affaires étrangères a confirmé que M. Botha venait d'effectuer une brève visite en Israël. Il a ajouté que celle-ci avait eu un « caractère privé » et il a refusé de préciser si M. Botha avait rencontré des dirigeants israéliens. Il semble que M. Botha ait rencontré à Jérusalem M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères. — (A.F.P. Reuter.)
[En septembre 1974, le président Botha avait reçu, dans son village natal de Yasmoussouk, M. Vorster. Les entretiens s'étaient alors déroulés en présence de M. Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal.]

Hostile à son orientation raciste

LA RÉDACTION D'UN HEBDOMADAIRE PUBLIÉ A ANVERS DONNE SA DÉMISSION

De notre correspondant
Bruxelles. — Toute la rédaction, soit sept journalistes, d'un hebdomadaire européen de langue anglaise publié à Anvers, a démissionné pour protester contre la colonisation raciste donnée à cette publication. Seuls les deux rédacteurs en chef de *The point international* continuent à assurer l'édition du magazine.
La plupart des journalistes avaient été recrutés en Grande-Bretagne, l'année dernière. Ils avaient notamment appartenu aux rédactions de *The Financial Times*, du *Times*, du *Daily Express*, de la *B.B.C.* et de l'agence Reuter. L'éditeur, le Hollandais Hubert G. Jussen, également propriétaire du magazine sud-africain *To the point*, avait assuré

LE NOUVEL ECONOMISTE

QUI SERA LE MANAGER DE L'ANNEE 1977?

VOUS AVEZ LA PAROLE

Vous trouverez votre bulletin de vote, cette semaine, dans le Nouvel Economiste.

Demandez le chez votre marchand de journaux

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

J'ai renoncé à toute forme de contact avec M. Vorster

nous déclare M. Léopold Sédar Senghor

M. Léopold Sédar Senghor, président de la République sénégalaise, séjourne actuellement à Paris. Il a été reçu vendredi par M. Giscard d'Estaing. Voici l'interview qu'il a accordée au « Monde ».

« Vous avez accepté de vous associer aux premières initiatives prises par le président Houphouët-Boigny de Côte-d'Ivoire pour tenter d'instaurer une politique de dialogue avec l'Afrique du Sud. Avec-vous l'intention de prendre quelque nouvelle initiative de nature à relancer les discussions avec Pretoria ? »

— M. Colin Eglin, qui est l'un des leaders du parti progressiste sud-africain, viendra me voir ce mois-ci à Dakar. C'est un des Blancs sud-africains libéraux avec lesquels je reste en étroites relations. En revanche, j'ai renoncé à toute forme de contacts avec M. Vorster et avec ses amis politiques.

— Pensez-vous que le dernier plan anglo-américain de règlement négocié de l'affaire rhodésienne ait une chance de réussir ?

— Pas plus que les cinq plans qui le précèdent, ce sixième n'a la moindre chance de succès. Certes, la nomination de lord Carver constitue un acte positif de la part de la Grande-Bretagne, mais si l'on veut réellement contraindre Ian Smith à céder, il faut que les Britanniques, qui ont laissé commettre un acte illégal le 11 novembre 1965, aillent jusqu'au bout de leur logique en reprenant totalement la Rhodesie en main.

— Estimez-vous inquiétante la poursuite de l'activité militaire de l'Unita en Angola ?

— Le gouvernement de Luanda doit en réalité faire face à l'activité de trois types de maquis armés : ceux de l'Unita, ceux du F.N.L.A. et ceux des amis de Nino Alves, exclu du M.P.L.A. La seule solution pour obtenir un retour à la paix qui permettrait aux Cubains et aux Soviétiques de quitter le pays sans perdre la face — serait la tenue d'une « table ronde » qui préparerait la formation d'un gouvernement de coalition.

Comment expliquez-vous qu'à la zone orientale de l'Afrique, les Soviétiques aient abandonné l'alliance somalienne au profit de l'alliance éthiopienne ?

— Tout d'abord, l'Éthiopie compte trente millions d'habitants. Ensuite, elle n'a jusqu'à présent été vaincue par aucun envahisseur, excepté, à la veille de la deuxième guerre mondiale,

L'Érythrée ne doit pas être indépendante

— L'Érythrée ne vous semble-t-elle pas conquérir le droit d'accéder à l'indépendance ?

— Il faut absolument respecter les frontières héritées de la colonisation. Les Sénégalais, qui exigent ce respect, y ont quelque mérite. Car enfin, voyez le cas de la Gambie, dont les populations appartiennent aux mêmes races, à la même religion, au même espace géographique que le Sénégal — le cas de la Gambie dont nous respectons l'indépendance. Les Sénégalais aussi le cas de la rive droite du fleuve Sénégal, qui n'a été détachée qu'en 1965 du territoire du Sénégal pour former la Mauritanie, et dont nous avons pourtant, en 1960, au moment de la proclamation de notre indépendance, dissuadé les habitants de réclamer leur retour au Sénégal.

De toute façon, personnellement, je ne suis jamais favorablement opposé à la balkanisation de l'Afrique, déjà comme député au Parlement français. L'Europe, qui a 700 millions d'habitants, compte trente-cinq Etats et l'Afrique, qui n'en a que 400 millions, en compte déjà quarante-neuf, et ce n'est pas fini.

— L'Érythrée a droit à l'autonomie dans le cadre de l'Etat éthiopien, mais il ne saurait être question de lui accorder l'indépendance.

— Estimez-vous que le cas de l'Ogaden et celui de l'Érythrée présentent des analogies ?

— L'Ogaden est un territoire éthiopien. Pour ne pas la créer d'une confédération regroupant le Soudan, l'Éthiopie, la Somalie, la République de Djibouti, permettrait-elle de mettre un terme à

A travers le monde

Bulgarie

M. CEAUSCESCU, chef de l'Etat et du P.C. roumain, fait, depuis ce lundi 6 septembre, une visite officielle en Bulgarie. — (A.F.P.)

Irak

UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL est intervenu le dimanche 4 septembre en Irak, entraînant le départ de onze des quatorze ministres d'Etat qui composaient le gouvernement. A-t-on appris à Bagdad, le remaniement a cinq reprises depuis le début de l'année, le gouvernement irakien comptait auparavant treize membres. La réduction du nombre des ministres d'Etat paraît répondre au souci d'alléger la structure gouvernementale.

En même temps, la constitution provisoire irakienne a été amendée de manière à autoriser les membres de la direction régionale du parti Baas au pouvoir à siéger en qualité de membres au sein du Conseil de la révolution irakienne, qui devient ainsi l'instance politique suprême de l'Etat et du parti Baas. Les dix-sept membres de la direction régionale font leur entrée au sein du conseil, dont le nombre des membres passe de cinq à vingt-deux.

Parmi eux, neuf sont des ministres d'Etat qui viennent d'être relevés de leurs postes. Cinq autres font partie du gouvernement : MM. Tareq Aziz (information), Tayeb Abdel Karim (pétrole), Souriane Edine Rahmani (ministre d'Etat), Mohamed Mahjoub (éducation), et Adnane Hussein El Hamadani (plan).

Italie

UN CENTRE CHRETIEN-DEMOCRATE INTERNATIONAL DE RECHERCHE sera créé dans la villa, au bord du lac de Côme, où le chancelier Adenauer passait ses vacances, annoncent les édiles de la localité de Cadenabbia. Cette

villa, entourée d'un grand parc, a été récemment acquise à sept millions par la fondation Conrad Adenauer. — (Reuter.)

Rhodésie

UN PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT RHODÉSIE a confirmé dimanche 4 septembre à Salisbury l'arrestation d'une religieuse blanche et de trois autres responsables de la commission catholique Justice et Paix, qui s'apprêtaient à publier un rapport sur la torture en Rhodesie. Sœur Janice McLaughlin, citoyenne américaine, est incarcérée depuis la semaine dernière. Le porte-parole a ajouté que les trois autres personnes arrêtées avaient été libérées sous caution jeudi et qu'elles seraient jugées le 30 septembre. Il s'agit du président de la commission, M. John Deary, et des Pères Dieter Scholtz et Joseph Dupuis. — (A.F.P.)

Union soviétique

MILLE SEPT CENTS HABITANTS de la ville de Gorki (anciennement Nijni-Novgorod) ont signé une pétition pour demander la réouverture d'une église. Il ne reste en activité que trois petites églises pour 1 500 000 habitants. La pétition est adressée à M. Brejnev, aux autorités locales et à la conférence de Belgrade. — (Reuter.)

Zambie

LE GOUVERNEMENT DE LUSAKA a annoncé samedi 3 septembre la mise en vigueur du couvre-feu et du black-out, de 2 heures à 5 heures du matin, à Lusaka, Kafue, Chilanga et Livingstone, à la suite d'une attaque aérienne rhodésienne. Les autorités zambiennes ont affirmé que l'avion rhodésien avait attaqué la semaine dernière la région de Feira, proche de la frontière. — (Reuter.)

EUROPE

République démocratique allemande

EN NEUF MOIS

Une trentaine d'intellectuels ont dû quitter le pays

Berlin. — La R.D.A. a expulsé, le samedi 3 septembre, un nouveau groupe de citoyens contestataires vers l'Allemagne de l'Ouest. Parmi eux, deux écrivains peu connus, des universitaires et des étudiants, tous originaires d'Allemagne. Les autorités de la R.D.A. avaient refusé de leur octroyer des visas d'émigration, en novembre dernier, avec les écrivains qui avaient protesté contre la décision du gouvernement de Berlin-Est de priver de sa citoyenneté est-allemande le poète Wolf Biermann. Ils étaient depuis lors sous les verrous. Déjà, la semaine dernière, les autorités de la R.D.A. avaient rejeté vers l'Ouest trois proches amis de Biermann, le jeune écrivain Jürgen Fuchs et deux défenseurs des droits civiques, les uns et les autres en détention provisoire depuis quelque neuf mois.

Le « mur » ne suffit plus

La « fuite des cerveaux » vers l'Ouest n'est pas un phénomène vraiment nouveau en R.D.A. Parmi les deux à trois millions de personnes qui sont passées en Allemagne fédérale, ou qui ont choisi de s'établir dans ce pays, jusqu'à la construction du mur en 1961, se trouvent un nombre d'intellectuels, de médecins, d'ingénieurs, de professeurs, Du philosophe Ernst Bloch, mort récemment, à l'écrivain Uwe Johnson, en passant par le spécialiste de littérature Alfred Kantorowicz, la liste est longue de ceux qui, au cours des années, ont préféré l'Ouest. La fonction principale de ce « mur » fut précisément de stopper net cette émigration, qui coûtait au jeune Etat est-allemand ses meilleurs forces. Aujourd'hui encore, cette saignée fait sentir ses effets : la R.D.A. est l'un des rares pays européens dont la population a stagné

De notre envoyé spécial

(17 millions d'habitants) depuis la fin de la guerre. S'il ne fut jamais totalement étanché, le mur n'en représente pas moins une mesure de dissuasion suffisamment efficace pour empêcher les tentatives de fuite. De 1961 à 1975, on ne comptait guère, selon une liste publiée le 30 août par la *Frankfurter Allgemeine*, qu'une vingtaine de départs parmi les intellectuels en place, soit moins que pendant les neuf derniers mois.

Le changement de mentalité et de politique qu'a représenté, en novembre 1976, la mesure d'expulsion prise contre Wolf Biermann, a été l'expression d'une crise qui atteint gravement le régime et pas uniquement sa politique culturelle ou ses rapports avec les milieux intellectuels. C'est pour tenter d'y remédier que le parti avait réplacé, un mois avant le bannissement de Biermann, M. Willy Stoph à la tête du gouvernement. Ancien ministre de la défense et de l'intérieur, M. Stoph avait été, en 1961 l'un des principaux exécutants de la décision d'ériger le mur de Berlin. Mais, aujourd'hui, le mur ne suffit plus. Il n'initie plus les uns, pas plus qu'il ne rassure les autres. Aux yeux des contestataires, il n'a pas transformé l'au-delà du Styr en cet enfer invivable quotidiennement décrit par la propagande du régime. Et, compte des paradoxes, la R.D.A. rejette maintenant vers cet Occident humilié des gens qu'elle se révèle incapable d'intégrer ou de tolérer, mais qui n'avaient pas obligatoirement envie de quitter leur pays.

Un échec flagrant

La nouvelle politique des dirigeants est-allemands a comporté d'autres aspects : l'un de ceux fréquemment oubliés est l'aspect humanitaire. A tout prendre, il vaut mieux, pour les contestataires, vivre en liberté à l'Ouest, même contre leur gré, plutôt que croquer dans une prison à l'Est, ou végéter pendant des

années dans l'isolement et sans travail, comme ce fut le cas du grand poète lyrique Peter Huchel, finalement autorisé à partir en 1971. Cette campagne d'expulsions n'en est pas moins, pour le régime, un échec flagrant. Dans son désir de plaire et de rompre avec l'austérité de la période précédente, M. Honecker avait fait sensation lors de son arrivée au pouvoir, il y a six ans, en annonçant la « fin des tabous » en matière culturelle. Les années qui suivirent furent effectivement les plus libres, les plus fructueuses qu'aient connues les intellectuels est-allemands depuis l'établissement du régime. Les résistances dans l'appareil, puis, à partir de 1974, des difficultés économiques consécutives à la crise de l'énergie, enfin le malaise créé par la lutte pour les droits civiques en Europe de l'Est, mirent fin progressivement à cette détente.

Le drame, pour le régime, est plus profond encore. Deux années de chasse aujourd'hui ne sont pas tous, loin s'en faut, des bourgeois ou des représentants de l'ordre ancien. Ce sont aussi des jeunes élevés dans le régime et souvent tels Jürgen Fuchs ou Reiner Kunze, des fils d'ouvriers. En les rejetant, le « premier Etat allemand des ouvriers et des paysans » a voulu cruellement ses faiblesses et ses difficultés à former un « homme nouveau ». Partelle intolérance ne le met pas, en tout cas, en position particulièrement favorable pour dénoncer la « violence » et l'injustice de l'Etat ouest-allemand. A moins de vouloir faire de leur pays une nation unique, ment « musculaire » les dirigeants est-allemands ne peuvent tout de même pas compter, pour payer leurs complicités, avec leurs rivaux occidentaux, sur le seul succès de leurs athlètes sur les stades, aussi remarquables fussent-ils.

MANUEL LUCBERT.

La fronde contre M. Adolfo Suarez semble s'apaiser

Espagne

De notre envoyé spécial

Madrid. — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, semble avoir rétabli la discipline au sein de l'Union du centre démocratique (U.C.D.), la coalition au pouvoir. Les ministres, qui, au début de la semaine dernière, émettaient des doutes sur la « viabilité » d'un gouvernement par trop hétérogène, attribuent, depuis le retour de M. Suarez à Madrid, à l'inspiration des journalistes les rumeurs sur un éventuel remaniement ministériel. Les observateurs restent cependant divisés sur l'attitude des collaborateurs de M. Suarez : « crise chaotique », disent les uns ; « crise profonde » qui débouchera à terme sur un départ, affirment les autres. Le fait que les institutions démocratiques espagnoles ne fonctionnent pas encore pleinement explique dans une large mesure ce flottement. Les Cortes (Parlement) élues le 15 juin ont commencé leurs travaux en commissions, mais aucun débat n'y a encore eu lieu qui aurait donné aux partis d'opposition et à ceux de la coalition gouvernementale l'occasion de prendre position sur les principaux problèmes actuels : la situation économique et l'autonomie des régions.

On ignore notamment l'importance des divergences entre les diverses fractions de l'U.C.D. : une alliance hétéroclite qui regroupe conservateurs et sociaux-démocrates, libéraux et démocrates-chrétiens. Que les rescapés du franquisme ne ceux qui furent ses victimes de ce régime ne fassent pas bon ménage n'est guère surprenant. Qu'ils se séparent trois mois à peine après leur victoire aux élections le serait toutefois étonnant.

La gauche n'a pas cherché à exploiter les faiblesses de l'U.C.D. Le parti socialiste (P.S.O.E.), qui repousse toujours l'idée d'un gouvernement de coalition, attend « son heure ». Mais d'autres, comme M. José María de Arelliza, plaident d'impitance. Le ministre des Affaires étrangères affirme-t-on, atténuer l'attention sur les risques de l'agitation au

l'avoir supplanté dans les faveurs du roi. M. de Arelliza, qui s'est déclaré en faveur d'un gouvernement de « concentration » nationale, ne serait pas étranger, dit-on, aux critiques formulées contre le gouvernement par le quotidien libéral *El País*. L'éditorialiste du journal madrilène se rendit dimanche à la charge pour condamner de nouveaux les « dissensions » qui conduisent le gouvernement à l'immobilisme. « Après avoir élaboré un plan d'action immédiate, l'équipe économique, écrit-il, est incapable de le mettre en pratique, faute d'un accord de principe avec les autres partis au Parlement et pour cette même raison les négociations entamées avec les syndicats pour fixer les augmentations de salaires sont dans l'impasse ».

Les centrales ouvrières, communistes et socialistes, paraissent disposées à un accord avec le gouvernement. Encore faudrait-il, souligne-t-on dans les milieux de l'opposition, que celui-ci fasse des concessions : la limitation des augmentations salariales implique notamment un effort pour contrôler les prix, d'autant que l'inflation risque de compromettre, à brève échéance, les bénéfices de la dévaluation du mois de juillet. Mais certaines mesures préconisées, sur le plan fiscal, pour répartir plus équitablement les sacrifices, ne sont pas du goût de tout le monde. La loi sur le budget, pour modeste qu'il soit, et la levée du secret bancaire susciteraient déjà des divisions au sein du cabinet.

A croire *El País*, le malaise a gagné l'armée. Trois chefs militaires, les généraux Prada Canillas, capitaine général de la sixième région militaire à Burgos, Vega Rodriguez et Villa Escamez, ont demandé à être relevés de leurs fonctions pour prendre une sorte de préretraite. L'intégrité territoriale de l'Espagne les préoccupe. Ils soulignent, ajoute-t-on, atténuer l'attention sur les risques de l'agitation au

Pays basque, où l'ETA et les partisans de l'indépendance jouent de nouvelles, malgré leur échec aux élections, un rôle de premier plan.

Deux cent mille personnes ont manifesté vendredi à Bilbao et cent cinquante mille samedi 3 septembre à Saint-Sébastien pour réclamer la liberté de Miguel Angel Apalategui et une amnistie générale en faveur de quelques dizaines de prisonniers politiques.

Débordé par les Basques, M. Suarez doit aussi affronter la grogne des élus catalans, qui accusent le chef du gouvernement d'être parvenu dans leur dos à un accord de principe sur un statut provisoire pour la Catalogne. En fait, M. Tarradellas, président en exil de la Généralité, n'a guère consulté la commission de négociation et a même limogé l'un de ses membres, le sénateur Josep Benet, a mis vendredi dernier les parlementaires devant le fait accompli. Ils se sont solidarisés avec M. Benet et ont refusé de se rendre sans lui en France, où le président de la Généralité les a convoqués pour les informer de la teneur de l'accord.

Les qualités dont M. Suarez a fait preuve jusqu'aux élections ne suffisent plus aujourd'hui, alors qu'il s'agit de pratiquer la démocratie, estiment ses détracteurs. L'habileté manœuvrière du président, qui a fait merveille, passe maintenant, à leurs yeux, pour de l'opportunisme.

PHILIPPE LABREVEUX.

● M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, devait avoir, ce lundi 5 septembre, des entretiens avec les dirigeants espagnols. M. Owen, qui restera deux jours à Madrid, doit notamment s'entretenir de la candidature de l'Espagne au Marché commun et de l'avenir de Gibraltar avec le roi Juan Carlos. M. Suarez et M. Owen, ministre des affaires étrangères.

PROCHE-ORIENT

A l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies

Les pays arabes veulent obtenir une condamnation de la politique israélienne dans les territoires occupés

Les ministres des affaires étrangères arabes, réunis au Caire, ont décidé, dimanche 4 septembre, de lancer une offensive diplomatique, visant à obtenir à la communauté internationale une condamnation de la politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés, à l'occasion de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Les ministres arabes se sont, en revanche, opposés à une proposition syrienne, demandant l'exclusion d'Israël des Nations unies ou l'adoption de sanctions contre l'Etat hébreu.

Le projet de résolution suggéré par le Liban, intitulé « L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre les mesures nécessaires pour condamner les récentes mesures israéliennes et mettre fin à l'occupation des territoires occupés », demandait aux pays membres de l'ONU de rompre immédiatement toutes leurs relations avec Israël, et de s'associer à la politique de boycott arabe contre Jérusalem. Le chef de la diplomatie syrienne avait également proposé la tenue d'un « sommet » arabe en octobre, pour régler les différends entre les pays membres de la Ligue, notamment le conflit égypto-libyen.

L'Egypte a rejeté la première proposition syrienne. « Il faut faire preuve de logique et de réalisme », a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ismail Fahmy. Ce n'est pas avec des surenchères, des cris et des mises en accusation que nous atteindrons nos objectifs. La position égyptienne a été appuyée par l'Arabie Saoudite et par le chef de la diplomatie irakienne, M. Saâdoun Hammâd, qui a déclaré au Conseil qu'il n'était pas « nécessaire d'adopter une position dure ». En ce qui concerne la tenue d'un « sommet » arabe en octobre, M. Fahmy a souligné qu'il n'était pas opportun de décider maintenant de la date d'une éventuelle conférence. Répondant au ministre syrien des affaires étrangères, qui avait implicitement critiqué l'Egypte pour son différend avec le Liban, M. Fahmy a indiqué que la solidarité arabe ne signifie pas qu'un pays intervienne dans les affaires intérieures d'un autre en y organisant des opérations de sabotage.

Les ministres des affaires étrangères arabes se réuniront à nouveau le 12 novembre pour préparer une conférence des souverains et chefs d'Etat. Les ministres n'ont pas réussi toutefois à se mettre d'accord sur le lieu de

La visite en France du roi Hussein

La coopération économique franco-jordanienne demeure très limitée

Si le voyage en France du roi Hussein — attendu à Paris ce lundi après-midi 5 septembre — est selon l'Élysée, d'ordre purement politique, les deux délégations n'en feront pas moins un tour d'horizon des relations économiques entre les deux pays. Amman n'a guère profité du développement des échanges franco-arabes. Malgré une augmentation de 17 % de 1974 à 1976, les importations françaises (130 millions de francs cette dernière année) ne représentent pas

plus de 0,02 % des échanges commerciaux de la France. Et dans la liste des fournisseurs arabes de Paris, la Jordanie ne figure qu'à la dixième place, devant le Yémen, la Somalie et le Bahreïn. Les équipements militaires eux-mêmes souffrent de ces maigres relations : avec ses dix-huit hélicoptères Alouette-III et un avion Falcon-20, le royaume doit être un des plus modestes clients de l'armement français. Le roi a, il est vrai, été formé dans un collège militaire britannique et l'influence anglo-saxonne est telle sur l'armée jordanienne qu'il n'y a pas le moindre contre-poids à la moindre négociation en vue.

Dépourvus de pétrole, la Jordanie n'exporte guère en France que des phosphates (336.500 tonnes) et des noix de gomme, pour 10,5 millions de francs en 1976. Elle reçoit des machines et engins mécaniques, du fer, de la fonte et des aciers, des véhicules divers, du lait et divers produits, pour 120,3 millions de francs. La balance commerciale est donc largement excédentaire en faveur de la France, et cette tendance s'est accentuée ces dernières années. Le plan quinquennal jordanien (1976-1980), qui prévoit un taux de croissance annuel du P.N.B. de 12 %, exige un afflux de capitaux étrangers. Toutes les facilités sont d'ailleurs accordées aux investisseurs (exonération d'impôt, permis de travail, etc.).

La France et la Jordanie ont signé, en 1977, un protocole financier pour un montant de 250 millions de francs, qui doit permettre à Amman d'obtenir certaines facilités financières. Deux autres accords ont été signés sur la garantie des investissements et pour éviter une double imposition. Cela permettra-t-il à la France d'accroître sa part du marché jordanien (3,84 %) ? Déjà deux cent cinquante sociétés françaises sont représentées en Jordanie, et la firme SEPT-Basignolles a obtenu de réaliser le complexe d'engrais d'Araba, un des plus grands projets industriels du royaume, qui coûtera 270 millions de dollars.

Admise à la Ligue arabe

LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI APPLIQUERA LE BOYCOTTAGE D'ISRAËL

La République de Djibouti a été admise le samedi 3 septembre à la Ligue arabe, dont elle sera le vingt-deuxième membre, a annoncé au Caire M. Mahmoud Rami, secrétaire général de l'Organisation. Commentant dimanche cette admission, M. Abdallah Kamil, ministre djiboutien des affaires étrangères, a déclaré que son pays allait appliquer le boycottage d'Israël malgré les conséquences de cette politique pour le port de Djibouti. Il a renouvelé, d'autre part, l'appel « urgent » qu'avait déjà lancé le Hassan Gouled, chef de l'Etat, en faveur d'une aide financière arabe à Djibouti.

La jeune République, en outre, conformément à la charte de la Ligue arabe, fera « dans les plus brefs délais » de l'arabe la langue officielle de Djibouti. Le français restera néanmoins la deuxième langue du pays. L'arabe n'est pas langue officielle aux Comores, la candidature de Moroni en revanche n'a pas encore été acceptée. L'admission des Comores à la Ligue arabe, a précisé M. Mahmoud Rami, est ajournée. — (A.F.P., U.P.I.)

Depuis 33 ans, le journal spécialisé

“Les annonces” est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

Boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.

En Vente Partout 150 F et 35, rue de Malte, 75011 Paris

Italie

Après le refus de visa à un professeur communiste

Le gouvernement s'étonne de l'attitude des autorités soviétiques

De notre correspondant

Rome. — Le refus des autorités soviétiques d'accorder un visa d'entrée à un professeur communiste italien, inscrit au parti communiste italien, a provoqué des réactions à Rome (le Monde daté 4 septembre).

Dimanche 4 septembre, l'Unità, organe du P.C.I. — qui, dès samedi, avait regretté le refus de visa à M. Strada, — est revenu sur cette affaire. « Des critiques provoquées en Italie par le refus soviétique », L'Unità cite M. Aldo Tortorella, membre de la direction du parti communiste et responsable de la commission culturelle : « Nous sommes intervenus plusieurs fois pour dire notre incompréhension et protester après l'intervention de se rendre en U.R.S.S. faite à notre camarade Strada, éminent spécialiste de langue et de littérature soviétiques. » M. Tortorella juge l'attitude de la Russie « inacceptable et en contradiction ».

avec la conception d'ouverture dans les rapports et les échanges culturels internationaux, conception dont chacun se réclame ». M. Tortorella estime enfin que sans ouverture culturelle l'on ne peut pas concevoir une politique de détente internationale.

Le refus de visa au professeur Strada, qui a traduit en italien plusieurs œuvres importantes, a également fait l'objet d'un communiqué officiel du ministère des affaires étrangères italiennes. Celui-ci exprime « sa surprise et son regret ». Le ministre des affaires étrangères, M. Ciriaco De Mita, a déclaré qu'il était prêt à intervenir auprès des autorités soviétiques pour que les relations entre les deux pays « se développent librement ». Une réunion était prévue lundi matin à la Farnesina pour évoquer cette affaire.

Dans ce contexte, l'absence de l'ambassadeur soviétique à Rome, M. Nikita Rjov, a été particulièrement remarquée samedi à l'inauguration de la Semaine italo-soviétique à Venise. Rjov a fait état d'« engagements préalables » pour expliquer son absence, mais les milieux politiques ont immédiatement fait le rapprochement avec l'affaire Strada.

Le professeur Strada devait faire partie de la délégation de la maison d'édition milanaise Einaudi, qui assistera mardi à l'ouverture de la Foire internationale du Livre de Moscou.

(Interim.)

LA NOUVELLE RAY-BAN



AVEC VERRES SANS ENTOURAGE

J.P. Coffignon OPTICIEN

81, Bd. MALESHERBES 75008 PARIS

M. BILLY GRAHAM A PRÊCHÉ A BUDAPEST

Budapest (A.F.P., Reuters.)

Le pasteur évangéliste américain Billy Graham a prêché dimanche 4 septembre, dans un camp baptiste aux environs de Budapest. Il a consacré son sermon à l'amour entre les hommes. Il a obtenu de toute attention politique directe, il a toutefois condamné le racisme en Afrique du Sud et déploré la course aux armements.

Le prédicateur s'est félicité de l'accueil qui lui était fait. Il a précisé qu'ayant son départ le président Carter lui avait téléphoné pour lui dire qu'il priait pour les chrétiens hongrois. M. Billy Graham a constaté qu'il n'y avait pas de révé de prêcher l'Evangile devant cette grande nation. « C'est une indication que les temps ont changé », a-t-il ajouté.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

VAUCLUSE : le radicalisme sans radicaux

De notre envoyé spécial

Avignon. — La route s'arrête à Sivergues, dernier hameau face à la crête austère du Lubéron. Sur le chemin empierré et silencieux qui mène à l'ancien corps de ferme dans lequel une pièce tient lieu de mairie, la DS noire du maire d'Orange, M. Louis Giorgi, s'arrête. Candidat communiste aux élections sénatoriales dans le Vaucluse, M. Giorgi est venu, accompagné de trois collaborateurs, discuter avec le maire, M. Raoul Esparon, des problèmes de cette commune de trente-huit habitants. M. Giorgi est conseiller, M. Camille Fare, maire de Beaumes-de-Venise, se sont partagés les cent cinquante et une communes du département, que l'un ou l'autre aura visitées d'ici au 25 septembre.

« Nous ne courons pas après les faveurs. Si nous sommes élus, nous n'en ferons pas une maladie », dit M. Giorgi, qui vante à M. Esparon les mérites du « service après-vente » des élus communistes. « C'est vrai, dit-il, que quand nous avons été portés à la tête d'une municipalité, on ne nous en déloge pas facilement. C'est que nous faisons bien notre travail. » M. Esparon, on vit surtout de l'élevage du mouton et un peu de la culture de la lavande. A en croire le maire, la vie n'y est pas facile : on compte même trois chômeurs. Assis sous le buste de Marianne, les neuf conseillers municipaux de Sivergues ont désigné dimanche un délégué au collège électoral, qui comprend, dans le Vaucluse, outre les vingt-quatre conseillers généraux et les trois députés, huit cent vingt membres élus. Vingt communes envoient, à elles seules, quatre cent quatre-vingt-un représentants au collège, Avignon (83 000 habitants) en ayant cent, huit autres villes (de 8 000 à 20 000 habitants) vingt-sept, et enfin onze communes (de 3 500 à 9 000 habitants) étant représentées chacune par quinze délégués. Les petites communes rurales ne pèsent donc pas d'un poids déterminant dans l'élection.

M. Giorgi rappelle l'époque, au lendemain de la libération où un système proportionnel avait permis à un communiste d'être élu conseiller de la République dans le Vaucluse. Aujourd'hui, il affirme compter sur trois cent cinquante à trois cent quatre-vingts suffrages. Mais, chez les socialistes comme dans la majorité, on n'attribue que cent soixante voix aux candidats communistes, qui encouragés par les succès municipaux que leur parti a remportés à la tête de listes d'union de la gauche, en enlevant à la majorité Orange et Bollène, font une campagne active, sans prendre garde aux sarcasmes qu'elle provoque chez leurs adversaires.

Des deux sénateurs sortants, l'un, radical, M. Edouard Grangier, maire de Montoux, âgé de soixante-dix-huit ans, l'autre, socialiste, M. Jean Geoffroy, maire de Saint-Saturnin-d'Apt, seul le second se représente. Sénateur depuis vingt-sept ans, M. Geoffroy souligne qu'il a été désigné au premier rang par les sections socialistes, appelées à choisir leurs candidats au scrutin secret. « Il est donc faux de dire que j'ai imposé ma candidature au parti », déclare le sénateur, qui estime que si le président du conseil général, M. Jean Garcin, est le rival de quelqu'un, c'est plutôt de M. Henri Duffaut, député, maire d'Avignon, désigné comme second candidat et dont

pourrait la favoriser en ne maintenant pas ses candidats au second tour. En effet, le maire d'Avignon, élu au Sénat, abandonnerait son siège de député, qui devient ainsi le principal enjeu de l'élection. « On ne m'a pas demandé de me retirer », déclare M. Duffaut, qui estime qu'à soixante-dix ans, président de la commission des finances du conseil général et de celle du conseil régional, investi d'un nouveau mandat municipal, il est raisonnable de poursuivre sa tâche de législateur au Sénat plutôt qu'à l'Assemblée nationale. Le candidat socialiste au siège de député est tout désigné : il s'agit de M. Dominique Taddei, membre du secrétariat national du P.S., chargé des questions culturelles, et adjoint au maire d'Avignon.

Douze en 1958 un en 1977

Au pays d'Edouard Daladier, le radicalisme, on le voit, n'est pas mort, bien que les radicaux ne soient plus que l'ombre de ce qu'ils furent. Leur sénateur âgé, il est vrai, de soixante-dix-huit ans — abandonne le siège : en 1958, ils étaient douze (sur vingt-deux) au conseil général, qui, aujourd'hui, sur vingt-quatre membres, ne compte plus qu'un radical. La plupart des restapés appartiennent au Mouvement des radicaux de gauche, qui présente deux candidats et espère obtenir une quarantaine de voix, laquelle a permis à M. Grangier de désigner un candidat membre du parti de M. Servan-Schreiber. Il semble que cela n'aille pas sans difficulté, et les partis gouvernementaux, qui estiment pouvoir réunir deux cent vingt voix, songent à trouver un autre candidat « sans étiquette » pour accompagner M. Georges Bonnet, élu maire de Visan avec le soutien tacite de la majorité.

Si l'élection de M. Duffaut se révélait difficile, la majorité

pourrait la favoriser en ne maintenant pas ses candidats au second tour. En effet, le maire d'Avignon, élu au Sénat, abandonnerait son siège de député, qui devient ainsi le principal enjeu de l'élection. « On ne m'a pas demandé de me retirer », déclare M. Duffaut, qui estime qu'à soixante-dix ans, président de la commission des finances du conseil général et de celle du conseil régional, investi d'un nouveau mandat municipal, il est raisonnable de poursuivre sa tâche de législateur au Sénat plutôt qu'à l'Assemblée nationale. Le candidat socialiste au siège de député est tout désigné : il s'agit de M. Dominique Taddei, membre du secrétariat national du P.S., chargé des questions culturelles, et adjoint au maire d'Avignon.

Si l'élection de M. Duffaut se révélait difficile, la majorité

PATRICK JARREAU.

Deux élections cantonales

VAL-D'OISE : canton de Sarcelles (1^{er} tour).

Inscr. 17 112 ; vot. 5 104 ; suffr. expr. 3 008.

Mme Marie-Claude Bedeau, P.C., adj. au m. de Sarcelles, 2 261 voix ; MM. Bernard Deforges, R.P.R., 1 121 ; Jean-Yves Autexier, P.S., 1 021 ; Gérard Sillam, P.R., 318 ; Gérard Blondel, P.S.U., 285. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Michel Briand, P.C., conseiller municipal de Sarcelles, décédé, qui avait été élu conseiller général du canton de Sarcelles au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 3 510 voix contre 3 507 à M. Charagat, U.D.R. Au premier tour du scrutin de 1973, Michel Briand était arrivé en tête avec 3 849 voix, contre 1 534 à M. Charagat, U.D.R., 1 083 à M. Puppont, P.S., 501 à M. Arrighi, Cent., 419 à M. Rivat, P.S.U., 356 à M. Moutet (sans étiqu.) et 328 à M. Perez (sans étiqu.).

Le canton de Sarcelles a été scindé en 1974. Le siège du canton de Sarcelles-Saint-Brice était revenu en mars 1976 à M. Raymond Lamontagne (mod. mal.).

L'Association des élus de progrès, qui regroupe une soixantaine d'élus com. pour la plupart de tendance socialiste, refuse de « cautionner » les rassemblements prévus le 9 septembre prochain, à Ajaccio et Bastia, pour protester contre « le séparatisme et la violence ». Elle demande à la population « de ne pas déferer à l'infonction des clans ».

M. Antoine Frasseto, administrateur civil, est nommé chargé de mission au cabinet de M. Jacques Sourdilhe, secrétaire d'Etat à la recherche, en remplacement de Mme Michèle Legras, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

DORDOGNE : canton de Périgueux-Ouest (2^e tour).

Inscr. 12 406 ; vot. 9 087 ; suffr. expr. 8 758. M. Roger Gorse, P.C., 5 214 voix. ELU : Mme Paulette Labatut, cons. mun. de Périgueux, membre du comité central du R.P.R., 3 541.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Yves Péron (P.C.), ancien député, décédé en juin dernier. Yves Péron, qui avait représenté le canton de Périgueux à l'Assemblée départementale de 1951 à 1958, avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 dans le canton nouvellement créé de Périgueux-Ouest. Les résultats du scrutin avaient été les suivants : Yves Péron, 3 885 voix ; Mme Paulette Labatut, U.D.R., 2 562 ; sur 7 417 suffrages exprimés.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : M. Roger Gorse (P.C.), 3 338 voix ; Mme Paulette Labatut (R.P.R.), 2 553 ; MM. Didier Delcay (P.S.), 1 556 ; René Chateauraynaud (act. loc.), 391 ; Louis Bosviel (Front progressiste), 78. Il y avait 8 111 suffrages exprimés et 8 228 votants sur 12 471 inscrits.

M. Gorse — secrétaire de la fédération départementale du P.C. — a bénéficié au second tour du désistement du candidat socialiste ainsi que de celui du Front progressiste. Le total des voix de ces trois candidats au premier tour représentait 61,29 % des suffrages exprimés : M. Gorse en totalise seul 59,35 % au second tour, soit 7,99 points de plus que Yves Péron au second tour de septembre 1973.

Mme Labatut, au profit de qui M. Chateauraynaud s'était retiré, a obtenu 40,44 % des suffrages au second tour (elle en avait recueilli 47,83 % en 1973) alors qu'au premier tour le total de ses voix et de celles de M. Chateauraynaud représentait 38,70 % des voix.

LE CONSEIL DE PARIS A DÉSIGNÉ SES REPRÉSENTANTS AU COLLEGE ELECTORAL

Le Conseil de Paris a désigné, dimanche 4 septembre, à la représentation proportionnelle, avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, les 223 délégués qui, associés aux 109 conseillers et 28 députés de Paris, éliront les 13 sénateurs de la capitale. Le groupe Union pour Paris, que préside M. Jacques Chirac, a obtenu 1141 sièges, le groupe communiste 457, le groupe socialiste 311 ; les listes Paris-Renouveau et centriste Liberté de Paris ont totalisé chacune 146 sièges, et le groupe radical de gauche 42. Enfin la liste présentée par M. Dabestan (gauche d'opposition) a obtenu 21 sièges. Une telle répartition devrait permettre l'élection de 8 sénateurs de la majorité et de 4 sénateurs de l'opposition. La liste unique de la majorité sera conduite par M. Christian de La Malène (R.P.R.), premier adjoint au maire (le Monde du 14 juillet), qui a été chargé de conduire les ultimes négociations. Selon M. Yves Landien, secrétaire de la fédération R.P.R. de Paris, la désignation des délégués sénatoriaux par le Conseil de Paris « confirme l'espoir de voir être cinq sénateurs R.P.R. ». De leur côté, P.C. et P.S. devraient obtenir 2 sièges chacun au palais du Luxembourg.

OUTRE-MER

QUARANTE-CINQ RÉFUGIÉS HMONGS SONT ARRIVÉS EN GUYANE

(De notre correspondant.)

Cayenne. — Venant de Bangkok (Thaïlande), quarante-cinq réfugiés Hmong sont arrivés samedi 3 septembre à Cayenne (Guyane).

Des manifestations hostiles à leur venue avaient eu lieu la semaine précédente. Un important service d'ordre avait été mis en place à l'aéroport de Rochambeau.

Les Hmong ont été accueillis par le préfet du département et Mme Claude Ho-A-Chuck, épouse du maire de Rouba, commune où les réfugiés s'installent (au Herditi Cacao). Ils ont été conduits sur place par camions militaires.

réussite sociale-professionnelle

parlez en public

avec aisance sans trac improvisez

MAURICE OGIER : Méthode Moderne Conseils Personnels

contacts faciles

Vous acquiessez Confiance en vous et aisance parfaite. Votre Personnalité s'exprime : vous Renseignez mieux. Méthode "Audace et Parole" : vous vous exprimez facilement, clairement, logiquement. Progress très rapides.

Paris : entraînement hebdomadaire en petits groupes amicaux. Province : Techniques Pratiques diffusées par poste.

Institut Perfectionnement Personnel 6 r. Mermoz, 94160 St-Mandé 328.89.19

DOCUMENTATION GRATUITE A.P. c.11

M. OGIER, date, profession, adresse

Main PEYRENTTE

Réponses à la violence

732 pages, format 16 x 24, 58 Francs.

EDITE PAR LA DOCUMENTATION FRANCAISE

29-31 quai Voltaire 75007 PARIS - Tél : 261-50-10

165 rue Garibaldi 69401 LYON Cedex 03 - Tél : 63-23-02



Rien n'arrête l'homme No.1 Hertz.

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme No.1.

Et un homme No.1 n'attend pas.

Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz. Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz No.1 Club.

Un membre du Hertz No.1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt, nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz No.1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop ! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme No.1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz No.1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.

Hertz No.1 Club

Téléphonez, signez et prenez le volant.

PARIS (01) 788.51.51 LYON (78) 27.28.86 NICE (93) 83.07.01

TIONS LÉGISLATIVES

Le P.C.F. estime que l'attitude des... ne permet pas d'assurer un accord...

POLITIQUE

DEUX POINTS DE VUE SUR LE PARTI SOCIALISTE

Le P.S. et la classe ouvrière

EN 1993, lorsque s'est reconstitué le parti socialiste, peu d'ouvriers l'ont rejoint. Le vide politique laissé dans la classe ouvrière « classique » par l'effondrement de la S.F.I.O., la stratégie d'union de la gauche à peine amorcée, les écueils de la collaboration de classes encore très vives, ne pouvaient rendre crédible le P.S. aux yeux des travailleurs manuels d'opinion socialisante.

Le congrès d'Epinal, en 1971, la publication du programme de gouvernement du parti socialiste, la venue de François Mitterrand à la direction de ce parti, l'élaboration et la signature du programme commun de gouvernement de 1972 avec l'allié communiste n'ont pas suffi à convaincre les milieux ouvriers de la crédibilité et de la sincérité des socialistes. Lorsqu'on milite parmi les professions les plus durement exploitées du système capitaliste, l'on sait que la confiance ne se crée pas comme se décrit un programme ou s'élabore une stratégie.

Il aura donc fallu plusieurs années pour que les objectifs du partenariat socialiste deviennent dignes de confiance pour l'ouvrier. Dire ou écrire que la classe ouvrière aspire inlassablement à l'unité, c'est répéter une évidence historique.

La rôle unitaire joué par François Mitterrand, tant au sein du P.S. en formation qu'après des années du P.C., n'a pas échappé aux ouvriers socialistes. Les assises du socialisme en 1974, si elles se situaient dans la continuité de la réalisation de l'unité des familles et des courants socialistes, n'ont cependant pas été le grand débat précédant la constitution du grand parti de masse des socialistes.

Le parti socialiste, parti des masses populaires attachées au socialisme démocratique, reste à faire.

Si l'implantation des sections et des groupes d'entreprises marque le pas — à peine un millier au congrès de Nantes — les électeurs et ouvriers socialistes ont le droit de s'interroger sur l'orientation du parti et sur son organisation sur les lieux de travail.

Alors que la motion « Unité et responsabilité », adoptée à Nantes par plus de six cents délégués, préconise en priorité le développement du secteur entreprises et l'implantation de la classe ouvrière, orientation déjà maintenue lors de la dernière conférence nationale, le parti socialiste ne peut pas se contenter de constater que jusqu'ici le pouvoir des parlements législatifs régionaux et locaux a primé les pouvoirs et contrôles ouvriers.

Quant à l'action des organisations socialistes là où elles sont implantées — administrations, secteur nationalisé en priorité, — elle s'apparente davantage à l'activisme de présence qu'à la prise en charge des revendications socio-politiques des travailleurs par l'action quotidienne. Alors que le parti communiste pratique le forcing pour s'implanter, atteindre l'objectif de dix mille cellules pour 1977, objectif auquel il convient de rendre hommage, le P.C. sait sans équivoque que le processus de transformations sociales prévu au programme commun nécessite un militantisme ouvrier permanent. Le P.S. semble lui l'ignorer, ce qui est regrettable et dangereux.

Ainsi, la crédibilité des travailleurs dans l'efficacité de l'action du P.S. demeure très moyenne, d'autant que le partenaire communiste, directement ou par syndicat interposé, développe une action constante envers les ouvriers socialistes, réformistes selon lui. La récente enquête réalisée par l'INSEE démontre que l'électorat ouvrier représente 8,2 millions pour une population active de 21,8 millions en 1976.

Alors que l'électorat ouvrier socialiste est le deuxième groupe socio-professionnel, soit 30 à 35 % selon les sondages, les adhérents et militants de ce groupe ne dépassent pas 7 % au P.S. Ces chiffres signifient éloquentement que le parti socialiste n'est pas attirant pour ses sympathisants ouvriers. De nombreuses raisons peuvent expliquer cette réticence, dont celles-ci :

- La trop grande importance accordée aux élections au détriment de l'action de chaque jour ;
- Les théories autogestionnaires incompréhensibles dont le réalisme n'apparaît pas ;
- L'absence totale de responsabilités ouvrières dans les instances nationales du parti.

— La suprématie du discours sur l'action ;

— La pénétration sans cesse grandissante des moyens et des grands bourgeois.

Ces raisons ne peuvent être démenties par les militants ouvriers, qui peuvent aisément les vérifier à l'intérieur de l'organisation et y ajouter :

- Une formation politique et un discours de niveau secondaire et universitaire inaccessible aux ouvriers et aux petits employés ;
- Une discrimination permanente contre la prise de responsabilité tant au plan local que fédéral par les éléments ouvriers ;
- L'existence et le renforcement des coteries petites-bourgeoises issues des courants de pensée dont certains menacent à tous moments la fragile unité du parti.

De fait, il peut être affirmé que, jusqu'à présent, le parti socialiste, parti de doctrine ouvrière, n'a pas voulu accepter en son sein une base ouvrière importante, garante de ses objectifs sociaux et économiques à court terme et force dynamique indispensable pour la marche vers une société de libertés et de progrès social.

Il est grand temps que le P.S. donne à la partie des ouvriers qui lui font confiance sa place dans son organisation, tant aux niveaux responsables qu'à la base militante. La réussite des objectifs de justice sociale que les socialistes se sont assignés dépend essentiellement de la prise en considération de ce fait.

Sans cesse toujours plus représentative de la petite et moyenne bourgeoisie, pouvant même s'identifier aux buts et aux objectifs de certains secteurs de la grande bourgeoisie nationale et européenne dont elle peut aller jusqu'à défendre les intérêts, la politique socialiste est suivie avec beaucoup d'attention et de vigilance par la classe ouvrière qui a choisi la démocratie socialiste dans la liberté.

Continuer à ne pas donner la priorité sur le terrain à l'organisation ouvrière socialiste serait commettre une erreur lourde de conséquences dont le socialisme français pourrait être la première victime.

(*) Ouvrier d'entretien, militant syndical, ancien secrétaire de la section socialiste d'Argenteuil.

Le P.S. et les agriculteurs

M. J.-J. BEUCLER affirme que trop peu de personnes ont lu le programme commun (1). Cette constatation, en forme de regret, s'applique vraisemblablement à lui-même. Car s'il avait lu le programme de la gauche, il n'aurait pas écrit que celui-ci prévoit l'établissement progressif de l'agriculture. A moins que les propos du secrétaire d'Etat à la défense ne s'inscrivent dans la vieille campagne de calomnies que la droite conduit, non sans succès jusqu'ici, contre le mouvement socialiste.

Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie française s'efforce de faire partager au peuple des campagnes sa propre peur du mouvement ouvrier syndicalisé et politiquement organisé. Elle a construit, à cet effet, le mythe du paysan qui convoite les biens des honnêtes gens. Contre le « rouge » qui menacerait l'ordre social, elle a tenté d'édifier la « Sainte-Alliance » de la propriété. Elle célèbre avec d'autant plus de force les vertus de l'homme de la terre qu'elle le confine au dernier rang de la société en tant que consommateur et qu'elle contraint la majorité de ses enfants à l'exode.

Cette propagande est souvent efficace, car elle touche le paysan à son point sensible à une époque où :

(1) Le Monde, « Qui trompe-t-on ? », 20 août.

par YVES TAVERNIER (*)

sa condition de petit propriétaire est de plus en plus précaire. Son seul dérivé est de ne reposer sur aucun fondement.

Qu'il soit permis de rappeler que depuis le congrès de Nantes du parti ouvrier français, en septembre 1894, la démarche des socialistes n'a pas varié. Loin de vouloir chasser l'agriculteur de son lopin de terre, ils entendent l'aider à la conserver, car ils considèrent la propriété paysanne non comme un capital, mais comme un outil de travail. Selon eux, le paysan, travailleur indépendant, maître pour l'essentiel de ses instruments de production, qui vit du fruit de son effort et qui n'exploite aucune force de travail étrangère à sa famille, représente fondamentalement des valeurs anti-capitalistes. Voilà pour quelles raisons la perspective d'une étatisation de la production agricole ne se rencontre que dans les pamphlets des forces conservatrices. Pour les socialistes, un tel choix serait absurde.

Que ceux qui doutent de la sincérité des écrits interrogent l'histoire. Le premier gouvernement à avoir proposé un plan d'ensemble organisant les rapports entre la production agricole et le système économique est celui du Front populaire. L'Office du blé, qui arrache les paysans à l'emprise des spéculateurs et garantit le revenu des producteurs, est imposé malgré l'opposition de la droite, qui s'indigne et crie déjà à l'« étatisation ». Ce même gouvernement favorise le développement de la coopération au grand scandale des défenseurs de la libre entreprise. Il faut rappeler que le statut du fermage et du métayage, adopté à la Libération, est l'œuvre d'un ministre socialiste. De même qu'en 1956-1957 l'indexation des prix agricoles qui garantit le revenu paysan est mise en place par le gouvernement de Front républicain.

Loin de couvrir la France de kolchozes, le mouvement socialiste a élaboré une législation de défense de l'exploitation familiale. Ainsi sont les faits. Le principal reproche qui puisse lui être adressé est que, agissant dans le cadre d'un système économique de caractère capitaliste dont il n'avait pas remis en cause les fondements, il a été conduit à donner le maximum aux plus forts pour ten-

CORRESPONDANCE

L'affichage des revenus

M. J. Guernonprez, de Paris, nous écrit :

M. Bachy (P.S.) souhaite l'affichage obligatoire des salaires dans les entreprises. « Il » aurait un impact psychologique déjà considérable qui pourrait entraîner des aménagements dans la hiérarchie salariale beaucoup plus importants que des décrets. »

Mais pourquoi l'affichage des seuls salaires ? Pourquoi donc seulement dans les entreprises ? Partout ! Partout, et au moins deux personnes travaillent ensemble !

Dans les lycées, dans les universités, dans les ministères, les casernes de pompiers, les gares, les métros, les arrêts d'autobus, les salons de coiffure, les postes, les salles de rédaction, que sais-je, dans les magasins. Dans tous les commerces, petits et grands, on devrait pouvoir lire en rentrant : chiffre d'affaires, tant ! bénéfice du mois précédent, tant ! Patron : tant ! Vendeur : tant ! etc.

On lit que le P.S. veut conquérir les classes moyennes, méconnaissables.

Comment y parvenir si les bonnes idées de M. Bachy sont limitées aux salaires ? C'est se priver d'un « impact psychologique » qui pourrait être beaucoup plus considérable.

Attention, plus que vingt-six semaines pour ne pas voter idiot !

A bas les automatismes qui nous ont fait tant de mal ! Il est temps d'en finir avec les croyances politiques aveugles ! Mais ce n'est pas facile d'être libre au lieu d'obéir ; de voter responsable...

Dans six mois, le coup de gong électoral nous donnera soudain une France « de gauche » ou « de droite ». Six petits mois de discours, de mise en condition, voire d'intox. Le vertige. De quoi se perdre. Faites l'effort de comparer, de réfléchir, de comprendre.

Ce livre est l'indispensable détonateur de votre critique, il met en ordre vos espoirs et vos refus, il bouscule les adhésions machinales.

Harcelés par des salves de questions impitoyables, les futurs responsables de notre destin, les vainqueurs et les vaincus de 1978 mettent, bon gré mal gré, cartes sur table. Lisez dans leur jeu. Jugez. Sans connaissance, il n'y a ni liberté, ni démocratie. Un livre indispensable pour choisir votre camp.

Après, il sera trop tard pour tordre son mouchoir.



Editions Ramsay

ANGLAIS à GENÈVE SUPER-INTENSIF

- 6 semaines, 4 h. p/jour
- Du lundi au vendredi

ASC Audio-visual System of Communication

72, rue de Lausanne CH-1204 Genève Tél. 1941/22/31 85 20

هكذا من الاجل

le point

EXCLUSIF EXCLUSIF EXCLUSIF EXCLUSIF

LES EXTRAORDINAIRES DOSSIERS DE L'ESPIONNAGE ISRAËLIEN

Dans le Point, à partir du numéro de cette semaine, trois journalistes racontent, pour la première fois, les exploits du Mossad, le plus hardi service secret du monde.

NUMÉRO DU POINT DU LUNDI 5 SEPTEMBRE : LE VOL DES PLANS DU MIRAGE

Comment les Israéliens ont subtilisé les deux tonnes de documents secrets portant les spécifications de l'avion français et de l'outillage permettant de le fabriquer.

NUMÉRO DU POINT DU LUNDI 12 SEPTEMBRE :

APRÈS LE MASSACRE DE MUNICH, LA VENGEANCE DU MOSSAD

Comment les Israéliens ont traqué et éliminé un par un les membres du commando palestinien qui avait ensanglanté les Jeux Olympiques de Munich.

NUMÉRO DU POINT DU LUNDI 19 SEPTEMBRE :

ÉLIE COHEN LE MAÎTRE-ESPION DE TEL AVIV

Comment les Israéliens ont réussi à placer leur meilleur agent au cœur des secrets militaires syriens et comment cet espion a failli devenir le Ministre syrien de la Défense.

CHAQUE SEMAINE,
D'ÉTONNANTES RÉVÉLATIONS.

COPYRIGHT LE POINT, ÉDITIONS INTERNATIONALES ALAIN STANGE

LE POINT, EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX.

AMID
VID

sin

ORDINAIRES S DE ISRAELI

de cette semaine.
la première fois.
service secret du monde.

NUMERO DU POINT
DU LUNDI 13 SEPTEMBRE
ELIE COHEN
LE MAITRE-ESPION
DE TEL AVIV

CHACUN SEULE
ET INDIVIDUELLEMENT

POLITIQUE

Conflit au sein de la communauté urbaine de Dunkerque

De notre correspondant

Dunkerque. — Un conflit s'est ouvert au sein de la communauté urbaine de Dunkerque. La municipalité de cette ville (R.P.R., P.R. et modérés), dirigée par M. Prouvost, a accusé, le 28 août, la communauté urbaine (que préside M. Albert Denvers, député P.S. du Nord) de favoriser les villes gérées par la gauche, « alors que Dunkerque assure plus de la moitié des ressources de la CUD ». Selon M. Prouvost, ce traitement est l'un des plus élevés opérés sur un budget communal.

En avril dernier, sept maires de petites communes avaient arbitré entre les dix-neuf voix de Dunkerque et les vingt-quatre voix de gauche ou favorables à M. Denvers, président sortant. Ce dernier avait été réélu, battant le premier adjoint au maire de Dunkerque, M. Dewerd (P.R.), par vingt-sept voix contre vingt-deux et une abstention.

A défaut d'obtenir un nouvel accord amiable, Dunkerque pour-

DÉFENSE

Une unité de la légion étrangère à Béziers ?

De notre correspondant

Montpellier. — Dans un vœu adopté au cours de sa dernière assemblée générale, la chambre de commerce et d'industrie de Béziers a souhaité, en envisageant l'éventualité du rapatriement en France de la 13^e demi-brigade de la légion étrangère, actuellement stationnée à Djibouti, la présence de cette unité à Béziers.

L'Assemblée consultative a établi un dossier qu'elle a transmis au ministre de la défense indiquant les avantages que pouvaient présenter la ville et sa région en infrastructure et champ de manœuvre.

Elle estime que cette unité, avec ses 1300 hommes, 150 sous-officiers et 50 officiers, apporterait 80 millions de francs à l'économie locale actuellement très éprouvée.

Le président de la chambre de commerce et d'industrie, M. Guy Laurens-Polier, a reçu l'avis de certaines communes du Biterrois et a pris contact avec la municipalité de Béziers, présidée, depuis les dernières élections municipales par M. Paul Balmigère, député communiste.

Unanimité, la municipalité (union de la gauche) s'est montrée favorable à l'installation d'une unité militaire à Béziers, mais dans une lettre à M. Laurens-Polier, M. Balmigère estime que « si cette unité devait être la légion étrangère une étude préalable s'imposerait ». — R. B.

MÉDECINE

LA CLOTURE DU CONGRÈS D'HONOLULU

« Une page honteuse de l'histoire de la psychiatrie »

affirme le représentant soviétique

Honolulu (A.F.P.). — Le sixième congrès mondial de psychiatrie s'est achevé samedi 3 septembre à Honolulu. Intervenant au cours de la séance de clôture, M. Edouard Babayan, chef de la délégation soviétique, a vivement critiqué les deux résolutions adoptées le 31 août par le congrès, qui dénonçaient l'usage abusif de la psychiatrie à des fins politiques, et dont l'une mentionnait explicitement l'U.R.S.S. (le Monde du 3 septembre).

JEUNESSE

LA RÉORGANISATION DES ACTIVITÉS SPORTIVES DE MONTAGNE

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, vient de signer deux arrêtés d'application du décret du 17 juin 1976, relatifs à l'encadrement et à l'enseignement des activités sportives de montagne. Le premier est relatif à la formation d'accompagnateurs en moyenne montagne, aspirant guide et guide de haute montagne. Il comporte en particulier la création du brevet d'Etat d'accompagnateur de moyenne montagne. Ce brevet concerne particulièrement les jeunes, mais pourra aussi être mis à profit par les guides qui, pour des raisons d'âge ou de santé, ne pourraient plus exercer en haute montagne.

Le second concerne la profession de moniteur de ski pour enfants. Il définit, lui aussi, les modalités d'obtention du brevet et d'exercice de la profession. Avenant déjà été publiés les arrêtés relatifs aux examens de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne, au brevet d'Etat de ski (option ski nordique de fond premier, deuxième et troisième degré, et option ski alpin premier degré) Les textes concernant le deuxième et le troisième degré de ski alpin et la nouvelle commission consultative ski et alpinisme interviendront prochainement.

Réouverture
la Sologne
8 RUE DE BELLECHASSE PARIS 7^e
705 98 66. F.S et D

Préparation à l'entrée en Médecine
PHARMACIE-DENTAIRE
• Préparation scientifique (5 au 30 sept.)
• Encadrement annuel par CHU
• Année préparatoire
• Baccalauréat - D.P.S. - V.N. - C.E.C. - Baccalauréat - C.E.C. - Baccalauréat - C.E.C.
6 CENTRES
CEPES
172.94.94 ou 745.09.19

Sotheby Parke Bernet
London Zürich New York

prépare actuellement ses ventes de
ZÜRICH - NOVEMBRE 1977

HAUTE JOAILLERIE
ORFÈVRE - BOITES EN OR - ICONES
ET OBJETS D'ART RUSSE

montre-pendatif
en diamants et
émeraudes

Vente de Zurich
Mai 1977
60 000 FS

Les bijoux et objets destinés à ces ventes
doivent être présentés aux experts,
N.C. Rayner, B. Ivon-Jones et J. Stuart
qui recevront sur rendez-vous :

Bruxelles le 9 septembre
Paris les 12, 13 et 14 septembre
Genève les 19 et 20 septembre

Veuillez contacter :
Sotheby Parke Bernet
33, rue de l'Abbaye, Bruxelles 1050, tél. (2) 343.50.07
Sotheby Parke Bernet (France)
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. 266.40.60
Sotheby Parke Bernet
20 Bleicherweg 8022 Zurich, tél. 202.00.11

MIDAIR

Une nouvelle façon de voyager.

UNE nouvelle compagnie aérienne, c'est un événement. La création de MIDAIR en est un. Mais pas parce que MIDAIR s'ajoute désormais aux autres compagnies : plutôt parce que MIDAIR ne leur ressemble pas.

Les avions
Aller où l'on veut, quand on veut, 24 heures sur 24, à bord d'avions performants, aussi sûrs et confortables que ceux des lignes régulières, ça existe. Grâce à MIDAIR, ces avions cessent d'être l'apanage d'une minorité. Avec MIDAIR, vous voyagez à bord de luxueux jetprop, dont la pressurisation vous permet de vous détendre loin au-dessus des turbulences. Avec un équipage de deux pilotes et d'une hôtesse, aussi qualifiée que sur les gros porteurs, au service de 5 à 8 passagers privilégiés.

Ces appareils, ces équipages peuvent être à vous, grâce à MIDAIR.

Les prix
— Tout de même, tout ça doit coûter très cher ! direz-vous.

MIDAIR répond non. Vous payez une cotisation annuelle, tout à fait raisonnable, qui donne droit en plus à une personne de votre entourage de profiter elle aussi des mêmes avantages que vous. Vous pouvez avoir des invités, par exemple des clients, des collaborateurs, ou vos enfants. Ensuite, vous payez uniquement la distance parcourue par chaque personne, exactement comme sur un vol régulier, au tarif première classe. Rien de plus.

Rien de plus... mais ce sont tous les avantages précieux et prestigieux du jet privé qui vous sont offerts. Y avez-vous songé ?

Les avantages
— Vous proposez votre horaire d'arrivée, 24 heures sur 24. MIDAIR organise votre départ en conséquence. Vous posez directement tout près de là où vous allez. Rien qu'en France, il y a 300 aéroports qui peuvent vous accueillir, dont une centaine par tout temps et à toute heure du jour et de la nuit : c'est dix fois plus que d'aéroports régulièrement desservis par les grandes compagnies aériennes.

Vous vous posez rarement à plus d'une trentaine de kilomètres de votre lieu de rendez-vous. A l'inverse, MIDAIR, où que vous habitez, met à votre porte, en direct et sans souci, les grands aéroports internationaux et assure votre correspondance avec les vols intercontinentaux.

— Paris-Tokyo, c'est direct. C'est direct. Mais Paris-Péroux ? Mais Paris-Baden-Baden ? Rotterdam-Bergerac ? MIDAIR, c'est le porte-à-porte. La France, l'Europe en travers, en moins d'une journée aller et retour, au jour et à l'heure qui vous conviennent.

— Plus de précipitation, de délai exorbitant pour vous rendre à l'aéroport, de peur de rater l'avion.

Avec MIDAIR, on vous attend pour décoller, votre voiture vient se ranger à quelques mètres de l'appareil.

— Plus d'avions complets. Plus de liste d'attente.

MIDAIR sera toujours en mesure de vous transporter.

— Plus de bagages égarés (ça arrive), au contraire c'est en toute quiétude que vous emportez avec vous des échantillons, des maquettes, un tableau de valeur sous le bras, ou encore votre sac de golf, votre paire de skis.

— Vous pouvez emmener votre chien avec vous. Finies les affreuses soutes, nos compagnons ont droit, aussi, à la qualité de la vie.

— Vous travaillez dans l'avion comme à votre bureau, entouré de vos collaborateurs. Ou bien vous prenez un repas à bord, qui ne manquera jamais de vous être agréable.

— Vous êtes chez vous. Tout au plus, si vous n'occupez pas tout l'avion, y rencontrerez-vous un autre habitué de MIDAIR qui allait dans la même direction. Et comme vous détendez, comme vous êtes entourés des soins attentifs et souriants d'une hôtesse qui n'a jamais plus de 8 passagers à s'occuper.

— Tout cela, MIDAIR vous l'offre pour un prix compétitif qui vous surprendra. Vous séduira. Vous aurez découvert une nouvelle façon de voyager dont vous ne pourrez plus vous passer.

Vous voulez en savoir plus sur MIDAIR ? Alors retournez-nous le coupon-réponse ci-joint : vous recevrez une documentation complète et les conditions d'adhésion.

J'aimerais recevoir votre documentation complète. MO 1

NOM..... FONCTION.....
PRÉNOM..... ADRESSE.....
SOCIÉTÉ..... TÉL.....
Envoyez ce coupon à : MIDAIR, Tour Gan codex 13, 92082 Paris La Défense.
TÉL. 774.50.17

MIDAIR
Une nouvelle façon de voyager.

SWEARINGEN FAIRCHILD MERLIN III A ET METRO II

ÉDUCATION

DANS UNE INTERVIEW AU « MONDE DE L'ÉDUCATION »
M. Haby : j'ai bon espoir
que la contestation de la réforme
ne portera que sur des points de détail

« Je ne crois pas que les modifications apportées par la réforme prennent les professeurs à contre-pied. (...) En fait, je constate que les fondements mêmes de la réforme ne sont que très rarement contestés et j'ai bon espoir que la contestation ne portera que sur des points de détail. » Dans une longue interview publiée dans le numéro de septembre du « Monde de l'éducation », M. René Haby expose à la fois les objectifs de sa réforme et les raisons qui le conduisent à considérer avec optimisme l'application de celle-ci à la rentrée (1).

Le ministre de l'éducation rappelle que l'instauration du « collège unique », qui est la pièce maîtresse de la réforme, a pour but d'assurer un enseignement secondaire de masse, qui reste de qualité. Grâce à la suppression des filières en sixième, il n'y aura plus, à ce stade, de traitement différencié pour les « bons » élèves et les « médiocres ». Malgré cela, estime le ministre, « les bons élèves ne seront pas dévalorisés » du fait qu'ils pourront commencer l'enseignement secondaire plus jeunes et grâce aux « techniques d'approfondissement » ; celles-ci consistent à donner aux élèves à l'aise devant l'enseignement un travail personnel de recherche, qui est « la meilleure façon d'utiliser leur capacité d'autonomie ».

M. Haby reconnaît toutefois qu'il y aura un problème pour les élèves qui, à treize ans, n'ont pas encore atteint la formation de l'école élémentaire et pour lesquels il faudra « organiser des structures nouvelles d'accueil ».

M. Haby expose ensuite la philosophie qui a présidé à la mise au point des nouveaux programmes de sixième. « Ces programmes doivent être prévus non comme la préparation exclusive d'un second cycle d'enseignement général, mais d'abord comme une préparation à la vie et aussi à une formation professionnelle. On a voulu définir, en quelque sorte, le bagage du jeune « homme » de notre société. Cela implique à la fois moins et davantage d'ambitions que les programmes anciens. La prévision des notions ne peut plus être conçue en fonction des seuls « faits en cours ». Toutefois, M. Haby ne croit pas que ces changements entraînent une « primarisation » du premier cycle puisque demeure, à partir de la sixième, ce qui caractérise l'enseignement secondaire, et la présence de disciplines spécialisées, en particulier d'une langue étrangère, d'un certain niveau d'abstraction et une démarche intellectuelle plus souple, mais plus exigeante qu'à l'école primaire, due à la présence de professeurs spécialisés ».

Le ministre annonce d'autre part son intention d'utiliser l'inspection des professeurs de collège par la création d'une « inspection pédagogique régionale adaptée aux problèmes particuliers des collèges ». « Bon nombre » des actuels inspecteurs départementaux de l'éducation nationale « devraient pouvoir être intégrés dans ces corps ».

Dans l'enseignement primaire, le ministre déclare avoir eu comme intention de « resserrer les institutrices et les professeurs » en réorganisant et en redéfinissant les programmes. Après avoir constaté qu'il existait un assez large accord sur les orientations de la réforme, le ministre a rappelé qu'il était prêt à discuter avec les opposants si ceux-ci avaient d'autres suggestions précises à lui faire, notamment à propos de la mise en place de l'enseignement de soutien. « Certains syndicats disent : « Nous ne ferons pas de soutien, »

Le ministre déclare avoir eu comme intention de « resserrer les institutrices et les professeurs » en réorganisant et en redéfinissant les programmes. Après avoir constaté qu'il existait un assez large accord sur les orientations de la réforme, le ministre a rappelé qu'il était prêt à discuter avec les opposants si ceux-ci avaient d'autres suggestions précises à lui faire, notamment à propos de la mise en place de l'enseignement de soutien. « Certains syndicats disent : « Nous ne ferons pas de soutien, »

Le ministre déclare avoir eu comme intention de « resserrer les institutrices et les professeurs » en réorganisant et en redéfinissant les programmes. Après avoir constaté qu'il existait un assez large accord sur les orientations de la réforme, le ministre a rappelé qu'il était prêt à discuter avec les opposants si ceux-ci avaient d'autres suggestions précises à lui faire, notamment à propos de la mise en place de l'enseignement de soutien. « Certains syndicats disent : « Nous ne ferons pas de soutien, »

Le ministre déclare avoir eu comme intention de « resserrer les institutrices et les professeurs » en réorganisant et en redéfinissant les programmes. Après avoir constaté qu'il existait un assez large accord sur les orientations de la réforme, le ministre a rappelé qu'il était prêt à discuter avec les opposants si ceux-ci avaient d'autres suggestions précises à lui faire, notamment à propos de la mise en place de l'enseignement de soutien. « Certains syndicats disent : « Nous ne ferons pas de soutien, »

Le ministre déclare avoir eu comme intention de « resserrer les institutrices et les professeurs » en réorganisant et en redéfinissant les programmes. Après avoir constaté qu'il existait un assez large accord sur les orientations de la réforme, le ministre a rappelé qu'il était prêt à discuter avec les opposants si ceux-ci avaient d'autres suggestions précises à lui faire, notamment à propos de la mise en place de l'enseignement de soutien. « Certains syndicats disent : « Nous ne ferons pas de soutien, »

Le ministre déclare avoir eu comme intention de « resserrer les institutrices et les professeurs » en réorganisant et en redéfinissant les programmes. Après avoir constaté qu'il existait un assez large accord sur les orientations de la réforme, le ministre a rappelé qu'il était prêt à discuter avec les opposants si ceux-ci avaient d'autres suggestions précises à lui faire, notamment à propos de la mise en place de l'enseignement de soutien. « Certains syndicats disent : « Nous ne ferons pas de soutien, »

RELIGION

AU MAS-SOUBEYRAN DANS LE GARD
Dix mille pèlerins protestants ont assisté
à l'assemblée du désert

De notre envoyé spécial

Alès (Gard). — Dix mille personnes ont assisté, dimanche 4 septembre, à l'assemblée du désert, réunie chaque année par les protestants français au Mas-Soubeyran, près de Milet (Gard).

Le culte a été célébré par le pasteur Maillot, selon le rite traditionnel, prédication et Sainte Cène. Le thème, cette année, était consacré aux psaumes qui ont joué un très grand rôle dans le développement de la sensibilité musicale et religieuse protestante et qui ont servi, aussi, de chants guerriers aux camisards insurgés.

France-Culture rediffusera les cérémonies le 9 septembre, en différé, de 19 h. 25 à 19 h. 55.

Un passé encore brûlant

« On ne peut pas ressortir la hache de guerre. Le passé, c'est le passé, il ne faut pas le ressasser. » Telle est la conviction de cette protestante de la plaine languedocienne « montée » dans les Cévennes pour participer à l'assemblée du désert. Pour cette femme dans la quarantaine, les événements évoqués, qui remontent au dix-huitième siècle, constituent un passé encore brûlant. L'assemblée du désert réunit non seulement des protestants

de déchristianisation qui affecte les Églises issues de la Réforme, mais aussi bien que l'Église catholique. Le grand rassemblement annuel des protestants français se maintient et progresse même en effectif d'une année à l'autre. Les dix mille pèlerins du Mas-Soubeyran en témoignent.

Les « enracinés » et les « mouvant »

Dès l'aube, une constatation saute aux yeux dans cette assemblée de Milet : elle apparaît sensiblement plus âgée que la moyenne de la population languedocienne ou française en général. « L'impression exacte, confirme le professeur Bouillier, doyen honoraire de la faculté de théologie protestante de Montpellier, mais comparée à la moyenne d'âge des participants aux cultes dominicaux dans les Églises réformées, l'assemblée du désert est, malgré tout, relativement jeune. Toutefois, la plupart des jeunes gens qui fréquentent encore l'assemblée du désert » semblent fort peu connaître l'histoire des camisards, raison d'être de la réunion publique. Tandis que, dans leur majorité, les plus de trente-cinq ans peuvent généralement nommer plusieurs d'entre eux. Il est aisé de faire croire à la génération suivante qu'Abraham Mazel, Esprit Séguier, Roland Laporte et Jean Trépo ont été les chefs de guerre au temps de Louis XIV, viennent de ranger leurs voitures au parking qui surplombe le Gardon.

Les pèlerins pour lesquels les pèlerinages viennent à l'assemblée du désert sont extrêmement variés. Il s'agit, pour la plupart, de catholiques qui, pour des raisons diverses, ont rejoint le protestantisme. Les « enracinés » et les « mouvant ».

Le type canon de l'enraciné, c'est M. Fernand Travier, soixante-quatre ans, descendant direct des camisards, qui ne sait pas lire ; il a travaillé à la vigne des « Jags » de six ans. Il habite en dessous de la courbe des Cévennes. Dans sa ferme, il y a toujours la cachette pour le pasteur que poursuivaient, dans les draps du ro, et tout récemment, avec le parti religieux catholique, apparaitrait à M. Travier comme une insulte envers les combattants de 1914. « Enracinés » aussi, mais beaucoup plus modernes, sont M. et Mme Mourgues, ménage dans la trentaine, exploitants agricoles à Thodras, près de Moulès (Gard), dont les familles participaient aux assemblées clandestines du dix-huitième siècle.

En revanche, M. Gérard Laplace, trente-cinq ans, éducateur à la fondation John-Bost, de La Force, près de Bergerac (Dordogne), incarne tout à fait le « mouvant » : ce qui compte à ses yeux, c'est le christianisme. L'évangile de Jésus-Christ, les Évangiles lui importent peu.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

SOCIÉTÉ

A Brest
La police a expulsé les résidents
d'un foyer de jeunes travailleurs

De notre correspondant

Brest. — Un huissier, une escouade d'agents transportés dans un autobus pour donner le change, ont évacué, jeudi 1^{er} septembre, les résidents d'un foyer de jeunes travailleurs à Brest. Les résidents étaient sous le coup d'un arrêté d'expulsion prononcé le 19 août par le tribunal des référés.

Pourquoi une telle épreuve de force ? Le différend remonte à la fin du mois d'avril. Les résidents de Ker Heol (la maison du Soleil) réclamaient aux Amitiés sociales association philantropique qui gère ce foyer (1), un prix unique du repas du soir — le tarif est différent selon que l'on occupe une chambre ou un studio, — la suppression du forfait des repas et l'application d'un règlement élaboré par les résidents eux-mêmes. Les jeunes travailleurs désiraient surtout pouvoir bénéficier du libre accès des chambres à toute heure.

« Ce n'est pas, en réalité, la modification du règlement intérieur du foyer qui cherchait les résidents, mais la destruction pure et simple des Amitiés sociales », affirme le comité du Nord-Finistère pour justifier sa fermeté. Il rappelle, d'autre part, que ses cinquante-trois administrateurs bénévoles œuvrent depuis une vingtaine d'années pour créer des équipements sociaux qui rendent quotidiennement services à plus

(1) La création des Amitiés sociales remonte à 1927-1928. Des étudiants s'étaient alors réunis du sort de jeunes travailleurs qui, venant apprendre un métier en ville, vivaient dans des conditions très difficiles. A l'instigation de ce groupe, un foyer aurait ses portes pendant la guerre dans la ville. Depuis, les Amitiés sociales se sont transformées en Fédération nationale.

JEAN DE ROSIÈRE.

Le choix d'un cours d'enseignement secondaire privé

L'Enseignement Privé doit :
 — Durant toute l'année scolaire, suivre l'élève sur le plan moral, intellectuel et physique.
 — Créer des contacts nombreux entre élèves, professeurs et directeurs, dans un cadre d'affection et de discipline.
 — Donner à l'élève le goût de l'effort intellectuel et lui inculquer une méthode de travail.
 — Offrir un corps professoral possédant les meilleures références pédagogiques.
 — Donner un enseignement strictement conforme aux programmes officiels.
 — Garantir la constance des résultats aux examens du B.E.P.C. et du baccalauréat.

Tantôt la synthèse de ces objectifs est le but du :

COURS PRIVÉ MICHELET

Enseignement Secondaire de la 6^e au Baccalauréat (1993 Régies)

Année scolaire : rentrée le 22 septembre

PENSION - DEMI-PENSION - EXTERNAT

46, rue Giffredo, NICE - Tél. : 85-30-32

Premier emploi ? Nouvel emploi ? Prochain emploi ?

Vous êtes... ☐ DEMANDEUR D'EMPLOI, vous pouvez bénéficier d'un STAGE de 3 mois GRATUIT et RÉMUNÉRÉ.

☐ JEUNE, 18 à 25 ANS, en recherche de premier emploi : vous pouvez bénéficier d'un STAGE de 6 mois GRATUIT et RÉMUNÉRÉ (90 % du SMIC).

☐ SALARIÉ, employé administratif, technique ou commercial, agent de maîtrise, cadre moyen... vous pouvez aussi bénéficier de stages (à temps partiel).

☐ AUTRES (stages payants, non rémunérés).

...Vous recherchez une bonne qualification professionnelle attestée par le certificat d'un établissement connu et réputé.

<input type="checkbox"/> Certificat d'aide-comptable analytique (prix de rev.)	<input type="checkbox"/> Certificat d'assistant contrôle de gestion	<input type="checkbox"/> Certificat d'aide-comptable	<input type="checkbox"/> Certificat d'acheteur	<input type="checkbox"/> Certificat d'assistant gestion financière
<input type="checkbox"/> Certificat de comptable matières	<input type="checkbox"/> Certificat d'agent service commercial	<input type="checkbox"/> Certificat d'agent service export-import	<input type="checkbox"/> Certificat de vendeur	<input type="checkbox"/> Certificat d'agent service personnel

Début des stages : 3 octobre 1977
 DEUX CENTRES : PARIS, CERGY

INSCRIPTIONS : dans l'ordre des candidatures (nombre de places limité, stages agréés par les Commissions nationales paritaires de l'emploi, conventionnés par l'Etat, ouvrant droit à la rémunération des stagiaires).

DOCUMENTATION gratuite, appropriée à votre cas personnel : cochez les cases qui concernent votre situation et les certificats qui vous intéressent.

M. Mme, Mlle Age

Prénoms Adresse

Code postal

C.E.P.G. CENTRE D'ENSEIGNEMENT PRATIQUE DE GESTION DU GROUPE ESSEC
 Association sans but lucratif. — Etablissement d'Enseignement Privé BP 105, Rue de la Grande-Ecole, 95001 CERGY. Tél. : 030-40-57

Le Monde
dossiers
et documents
 NUMERO
 DE JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE
 ● LES DROITS
 DE L'HOMME
 ● VACANCES
 EN FRANCE
 Le numéro : 250 F

Le Monde
 met à la disposition de ses lecteurs une nouvelle
 rubrique dans les pages d'annonces classées
« OFFRES PREMIER EMPLOI »
 cette rubrique regroupe les propositions uniquement
 destinées aux jeunes à la recherche d'un premier
 emploi.

SCIENTES
LE BANGLADESH
ENVISAGE DE CONSTRUIRE
UNE CENTRALE NUCLÉAIRE
AVEC L'AIDE DE LA FRANCE
 La société française Sofratome va étudier la construction éventuelle d'une centrale nucléaire à Rooppur à 160 kilomètres de Dacca, au Bangladesh. Un programme d'étude d'un montant de 200 000 dollars a été approuvé par le général Ziaur Rahman, président du Bangladesh. Sofratome est une filiale à parts égales du Commissariat à l'énergie atomique et de l'É.D.P. Elle a été créée en 1975 et son rôle est de fournir une assistance technique aux maîtres d'œuvre étrangers pour la construction de centrales nucléaires. Le projet porte sur un réacteur nucléaire d'une puissance de 175 mégawatts. Un deuxième réacteur pourrait ensuite être ajouté. Le rôle de Sofratome est de s'assurer que le site retenu convient, et de conseiller le gouvernement pour le choix des types de réacteur. L'objectif est d'installer en énergie le nord-ouest du Bangladesh, afin de permettre son industrialisation.

● PRECISION. — A la suite de notre article sur les prêtres de campagne et campagne sans prêtres, publié dans le Monde du 18 août, nous avons reçu une lettre du maître de Valges (Mayenne), qui s'inscrit en faux contre notre affirmation qu'il ferait partie d'une faction anticléricale.

UNE ASSOCIATION D'AMATEURS A LA RECHERCHE DES OVNI

Les ufologues sont là

Pas l'ombre d'un doute. Les OVNI existent. En vingt ans, sur les douze mille objets volants qui leur furent signalés de l'armée de l'air américaine en ont reconnu onze mille trois cents comme ballons-sondes, foudre en boule ou reflets de lune. Mais sept cents sont restés « non identifiés ». Voilà donc, avec le label de l'U.S. Air Force, sept cents OVNI si l'on s'en tient à la lettre du sigle.

Autant de vaisseaux de l'espace pilotés par des « Martiens » en visite ? Là, c'est une autre histoire. En revanche, il est absolument certain que les ufologues existent (1). On peut les rencontrer un peu partout sur la planète, sous tous les régimes.

En France, la SVEPS (2) — parmi cent autres sociétés analogues, qu'elle estime d'ailleurs à des degrés variables — est actuellement construite en Suisse une station automatique de détection qui va la placer en tête de ses concurrents européens. La SVEPS réalise ainsi le projet de son fondateur — décédé voici quatre ans — qui conçut ladite station-laboratoire : René Hardy, docteur de sciences de la faculté de Paris, grand officier du Mérite pour la recherche et l'invention, membre des Académies des sciences de New-York et de Rome, successivement directeur de recherches de L.M.T. (France), I.T.T. et R.C.A. (Etats-Unis), collaborateur de la firme Matra, du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.), de la marine nationale, etc. Pour qui s'atten-

draît, risquant un premier pas dans cet autre monde, à ne trouver qu'aimables rêveurs, cette rafale de titres officiels interroguent un peu. Le triporteur qui maintenant dirige la SVEPS, incroyablement active, n'est pas moins rassurant. Le président, cordial, affable autant qu'un Valoisien, ignore le langage exalté des visionnaires. Il a le ton et le comportement de l'« honnête homme » curieux de son temps. Son maître mot demeure précisément un vocabulaire modeste : curiosité. Il s'agit de

s'intéresser et de chercher à savoir. Ses adjoints immédiats plus jeunes — un enseignant et un étudiant en droit — insistent sur un adjectif : « Curiosité, certes, mais curiosité scientifique. » Affaire chez eux une tension, une passion qu'ils contiennent également, au travers d'un langage rationnel dépourvu de lyrisme ; ils veulent étudier, « analyser » et passer une bonne part de leur temps à faire dans les « témoignages » le tri des calembredaines et des faits à considérer.

SVEPS au titre d'association culturelle.

La station automatique mobile va coûter 9 000 francs. L'ingénieur qui dirige sa fabrication travaillant bénévolement, comme tout le monde. « Outre une surveillance permanente, elle permettra d'obtenir des renseignements fiables, objectifs, à l'insu de bien des témoignages humains. » Par la machine (3), l'OVNI sera, donc, traité en phénomène physique. « Un ordinateur capable d'effectuer 500 000 opérations par seconde, contrôle et gère l'ensemble : d'une part, capteurs magnétique, photo-électrique, infrarouge, d'ionisation et spectromètre ; d'autre part, une station météo mesurant la pression, la température, le degré hygrométrique, la luminosité de l'atmosphère. Enfin, des antennes UHF et un radar pour détecter les perturbations hertziennes. » De quoi décourager tous les visionnaires.

Une station de détection avec ordinateur

« affirmations. On cherche. » L'enseignement précise : « Il ne s'agit pas pour nous de religion, de « croire » ou de ne pas croire. Nous avons certes des hypothèses de travail — il en faut bien. — mais nous partons de faits, de phénomènes qui, après étude, laissent une interrogation. » Au passage, il note que ses élèves lui posent bien souvent des questions à ce propos. « Les farfelus, les « camelots de l'étrange », les mystiques s'éloignent d'eux-mêmes. Notre méthode les décourage. Ils ne retiennent pas. » Reste une centaine de membres actifs, sans compter bien sûr les correspondants lointains, étrangers, et les abonnés (un millier) à la revue trimestrielle *Approche*.

Et la ville de Toulon attribue une subvention de 1 000 francs à la

cation d'observateurs, ces militants de l'espace se répartissent en commissions de travail spécialisées. Trois grands secteurs : recherche, animation, information. Outre la permanence et les réunions bi-hebdomadaires du bureau, chaque section a son travail : comité de rédaction pour la revue, service de traductions, relations extérieures (avec d'autres sociétés françaises et étrangères, ou même des organismes scientifiques officiels, tels que depuis peu le C.N.R.S. portugais), recherche et mise au point des moyens techniques, organisation de stages d'observateur, préparation de tournées de conférences, d'articles de presse, d'émissions de radio, etc. On ne lésine pas sur

les heures de travail. Au cours des stages d'enquêteur, par exemple, « les matières suivantes seront traitées : ufologie, liaison informationnelle, médecine spatiale, exobiologie, technologie des appareils d'étude, astronomie, météorologie, géologie, botanique, aéronautique. » Professeurs et enseignants auront du pain sur la planche. Pour les conférences publiques, le programme n'est pas moins chargé : manœuvres à Toulon même, elles pèrissent dans tout le département. Mais les conférences de la SVEPS sont requies un peu partout : après Aix, Alès, Montpellier, Lyon, Bastia, ils se sont rendus à Genève, Lausanne, Vevey, et préparent d'autres tournées à l'étranger.

Dans la plus parfaite harmonie

Qu'on admette ou qu'on s'étonne, le fait est là : de cette activité à la fois passionnée et méthodique. En sortant des locaux de la SVEPS, on se surprend à regarder le ciel. Toutefois, sur le seuil, le président apporte un additif plus terrestre : « Cette curiosité collective dont je parle... elle rassemble ici les gens les plus divers. Des gens qui s'entrevoient dans la rue pour des raisons politiques, sociales, religieuses, travaillent dans la plus parfaite harmonie. » De l'OVNI considéré comme facteur de réconciliation ? A regarder le ciel — ce n'est pas d'hier, — la Terre s'étoile.

comme « un pivot entre des groupements humains divers, capables de se retrouver dans le but commun ». Qu'il en soit, le tirage de la revue augmente régulièrement. Le nombre d'adhérents aussi.

JEAN RAMBAUD.

(1) Ufologue de UFO : Unidentified Flying Object.
(2) Société caroline d'étude des phénomènes spatiaux, créée par la loi de 1901, 6, rue Paulin-Guyard, 83100 Toulon.
(3) La station détectrice — conçue par André Hardy et actuellement en cours de construction — est décrite dans le n° 10 du bulletin de l'association d'août 1974 par la revue *Science et Vie*.

Libres opinions

Les managers de la toxicomanie

par FRANCIS CURTET (*)

A U départ, le deuxième congrès mondial sur les communautés thérapeutiques, qui s'est tenu à Montréal du 21 au 26 août, n'était pour moi que prétexte à une visite touristique. D'ailleurs, les communautés thérapeutiques, je ne savais pas ce que c'était. Le mot « communauté » me fait inévitablement penser à de joyeux lurons hirsutes qui s'envoient en l'air en mangeant du fromage de chèvre. Quant à l'aspect thérapeutique, je pensais à certains de nos foyers de post-cure dont l'utilité est certaine auprès des toxicomanes. Comme ceux qui y habitent, y vivent en commun, partagent les tâches et les responsabilités, j'avais imaginé naïvement qu'il s'agissait de communautés thérapeutiques. Eh bien non ! Et c'est là que mon voyage d'agrément s'est transformé en séjour d'étude, car nous avons appris beaucoup de choses au Canada.

Une communauté thérapeutique, c'est une entité, c'est comme une appellation contrôlée. Et même lorsque les dirigeants des organismes internationaux gérant ces communautés se déclarent prêts à élargir leurs définitions pour englober des communautés thérapeutiques plus informelles, qu'elles soient européennes ou américaines, cela ressemble étonnamment à ces sociétés multinationales qui dévorent avec un sourire en forme de dollars les petites entreprises familiales.

Soyons plus précis : les communautés thérapeutiques, c'est Daytop, c'est Phoenix House et leurs succursales. Schématiquement, il s'agit d'institutions hautement hiérarchisées, régies par des principes stricts dont les plus importants sont : l'interdiction formelle de la drogue, de la violence et de la sexualité ; l'obéissance inconditionnelle à l'équipe « soignante » ; une restructuration complète de la personnalité faisant suite à un démolissage en règle par le biais d'humiliations, de confrontations, de sanctions, pancartes culpabilisantes, etc. ; une progression par paliers tendant à donner à l'ancien toxicomane des responsabilités de plus en plus importantes, jusqu'au jour où il détient les trois fondements de la réhabilitation à l'américaine : l'honnêteté, la confiance et l'ardeur au travail. Ajoutez-y le sens de la famille, une poignée de religion et une bonne dose de conformisme, et vous aurez un toxicomane guéri !

N'exagérons pas, j'ai rencontré quelques anciens toxicomanes qui ont tiré bénéfice indiscutable, et ces « cabanes » canadiennes ou américaines ne sont quand même pas des prisons ignobles et malfaisantes. Certains aspects sont à retenir : l'intérêt des groupes d'hostilité (technique d'inspiration behavioriste) permettant une efflorescence et une canalisation de l'angoisse et de l'agressivité ; l'indéniable honnêteté intellectuelle des travailleurs de base de ces institutions ; l'étonnante densité affective qui émane de certains résidents dont le sourire est une thérapeutique en soi.

Si le terme de « fascisme » a pu être employé à propos de ces organismes, il apparaît moins adapté aux institutions elles-mêmes qu'aux gens qui en vivent au niveau international. Car là, c'est le royaume de la « magouille », de la combine et de la politique au sens le plus péjoratif du terme. Ces managers de la toxicomanie vont vendre de la communauté thérapeutique comme d'autres vendent du Coca-Cola. Certes, au Québec, l'américanisation butte sur l'obstacle de la francophonie. Mais le poids de la proximité des Etats-Unis reste prédominant : Elvis Presley inonde encore les radios, et Emerson, Lake et Palmer ont rempli le stade olympique, exploitent l'association Charlebois, Vignault, Leclerc, Léveillé n'a jamais pu réaliser. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il puisse exister au Québec une institution influencée par Daytop, dont l'originalité canadienne se limite à un accueil préférentiel des francophones.

Il n'est pas dans mon propos de condamner l'impérialisme américain, mais une certaine inquiétude est légitime dans un congrès où l'invité d'honneur fut Mohammed Ali, dans sa phase mystique. Son voisin, au banquet de clôture, était Mgr O'Brien, président de Daytop Village Incorporated et de la Section des communautés thérapeutiques du Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et de la toxicomanie, qui, la veille, sur un ton docte et agacé avait proposé son aide à la délégation française, comme d'autres font l'aumône.

Ainsi, si à Marmottan, comme dans d'autres centres, nous n'avons jamais cessé de répéter qu'en matière de prise en charge des toxicomanes il faut tenter des expériences originales, des approches différentes, des techniques nouvelles, il nous apparaît cependant important de mettre en garde ceux de nos confrères qui seraient prêts à importer en France des communautés thérapeutiques vendues, clé en main, ou Cassius Clay en main, ce qui revient au même !

(*) Médecin, assistant au centre médical Marmottan, à Paris.



Découvrez les merveilles du monde antique (telles qu'elles apparurent à Alexandre le Grand) en lisant "Les Histoires d'Hérodote"

Savez-vous comment on a construit les pyramides d'Egypte, les jardins suspendus de Sémiramis à Babylone, la statue en or de Zeus, le temple d'Artémis à Ephèse, le colosse de Rhodes ? Hérodote, témoin de son temps, nous l'explique en détail.

C'est le premier grand reportage sur le monde antique vu par un contemporain.

Le jeune Hérodote d'Halicarnasse a parcouru, 500 ans avant la naissance de J.-C., une grande partie du monde antique alors connu. Conteur incomparable, c'est grâce aux histoires qu'il nous a laissées que nous connaissons aujourd'hui les mœurs et les coutumes des peuples antiques dont nous aurions, sans lui, perdu la trace pour toujours.

Fils d'une famille célèbre d'Halicarnasse, alors sous la domination perse, il dut s'exiler parce qu'il se trouva mêlé à quelque tentative de rébellion contre le tyran qui gouvernait. Il entreprit alors de grands voyages : Grèce, Asie Mineure, Egypte, Libye, Palestine, Assyrie, Macédoine, etc.

Les monuments nous disent ce que firent les Khéops, les Ramsès, les Thoutmès du monde officiel.

Hérodote nous apprend ce qu'on disait d'eux dans les rues de Memphis.

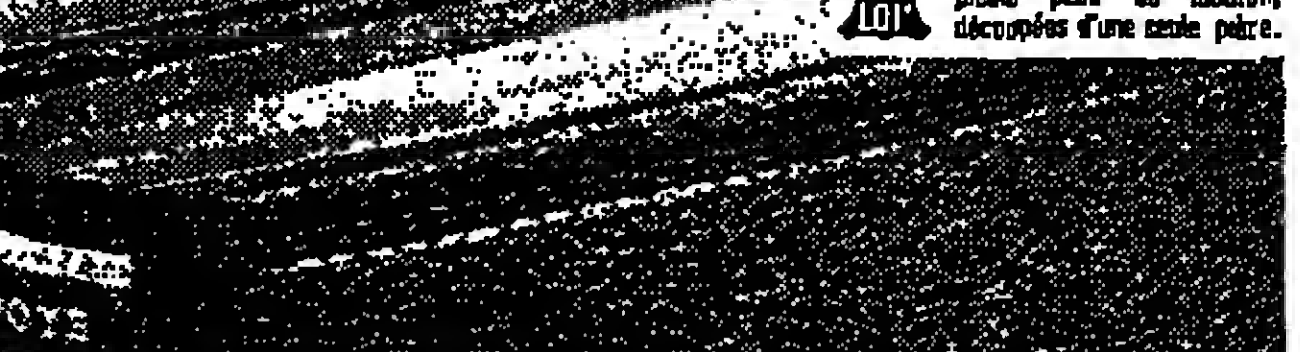
Les Histoires demeurent la source principale pour l'étude des guerres médiques et des peuples qui s'y sont trouvés mêlés. Le témoignage d'Hérodote est celui d'un Grec curieux de tout, avide de comprendre. Impartial, il critique, il interroge les témoins importants et l'homme de la rue, il

consulte les archives sacrées. Il se procure des listes officielles, fiscales, note les œuvres d'art, déchiffre les inscriptions. Il donne la situation politique et morale, les ressources des peuples. On connaît les causes qui ont abaissé les cités et donné aux autres une vraie grandeur.

Nous pouvons revivre, en lisant les Histoires, la vie des anciens Grecs, Phéniciens, Assyriens, Mèdes, Perses, Egyptiens, Nubiens, Libyens, etc., et nous voyons comment ils combattirent, comment ils bâtissaient leurs monuments colossaux et grandioses. Hérodote a dressé un inventaire précis des peuples et de leurs coutumes. Ses observations lui ont permis de décrire les hommes et les faits. C'est une immense enquête.

Fiche descriptive
2 tomes reliés en cuir rouge (14 x 21 cm) de 512 pages chacun, illustrés de 35 merveilleuses planches d'après des gravures représentant les scènes, les pyramides, les colonnes, etc.
Présentation typographique en double corps 12 caractères. Préface de Jean de Bournet, d'une carte placée en regard de la table des matières et de 72 cartes en noir et blanc les différentes armées des perses de l'époque. Papier vergé. Un volume à l'unité à la vente seule comme ci-dessus, et l'autre à la vente seule à la page de garde en lettres vertes et or sur fond de marbre noir.

* Nous garantissons que nos livres sont toujours au premier plan de la littérature de l'époque.



BON D'EXAMEN GRATUIT

Le questionnaire à Jean de Bournet, 7, Foch Saint-Hippolyte 95500 Foch (95)
• BDN donne droit à un examen gratuit de 10 pages, sans aucun engagement, de propriété intellectuelle des "Histoires".
• L'examinateur, après lecture, vous fera parvenir le résultat de votre examen. Vous recevrez également un exemplaire de la "Préface" de Jean de Bournet.
• Si je ne suis pas le gagnant, je vous le retournerai sous 10 jours, dans son emballage d'origine.
• Si, par contre, je décide la cession de vos droits de propriété intellectuelle, vous recevrez 75,00 F. + frais et taxes en plus.
• Au cas où vous ne seriez pas le gagnant, vous recevrez un exemplaire de la "Préface" de Jean de Bournet, sans que j'aie à le réclamer.
• Afin d'éviter tout retard ou erreur dans votre envoi, je vous rappelle, à cet effet :

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse complète : _____
Signature : _____

سكنا من الاجل

SCIENCES

Évolution et bricolage

(Suite de la première page.)

L'intérêt de ces créatures, c'est de montrer comment une culture manie le possible et en trace les limites. Métier de l'ordre dans l'univers représente une exigence du cerveau humain. Et il faut bien reconnaître que toutes les cultures y ont à peu près satisfait. Toutes fournissent à leurs membres une vision à la fois unifiée et cohérente du monde et des forces qui le gouvernent. On peut refuser les systèmes explicatifs offerts par les mythes ou la magie. On ne peut leur dénier ni unité ni cohérence. Ce qu'on leur reproche le plus souvent, c'est même un excès d'unité et de cohérence dû à leur prétention de tout vouloir expliquer par un même argument simpliste. À vrai dire, malgré leurs différences, tous les systèmes explicatifs — qu'ils soient mythiques, magiques ou scientifiques — se fondent sur un même principe. Il s'agit toujours, selon les termes de Jean Perrin, « d'expliquer du visible compté par de l'invisible simple ». On peut considérer un coup de tonnerre comme dû à une colère de Zeus ou à une différence de potentiel entre la terre et les nuages. On peut regarder une maladie comme le résultat d'un mauvais sort ou d'une affection

virale. Mais ce qu'on observe dans tous les cas, c'est l'effet visible d'une cause cachée, liée à l'ensemble des forces invisibles qui sont censées régir le monde.

Mythique ou scientifique, la représentation du monde que construit l'homme fait toujours intervenir son imagination. Car la démarche scientifique ne consiste pas simplement à observer, à réunir des données et à en déduire une théorie. On peut parfaitement examiner un objet pendant des années sans jamais en tirer la moindre observation d'intérêt scientifique. Pour parvenir à une observation de quelque valeur, il faut déjà, au départ, avoir une certaine idée de ce qu'il y a à observer.

Si la science évolue, c'est bien souvent parce qu'un aspect encore inconnu des choses se dévoile soudain, moins comme conséquence de l'apparition d'un appareillage nouveau que grâce à une manière nouvelle de regarder les objets, de les considérer sous un angle différent. Ce regard est nécessairement guidé par une certaine idée de la soi-disant réalité. Il implique toujours une certaine représentation de l'inconnu, de cette zone située au-delà de ce que les arguments logiques ou expérimentaux auto-

risent à croire. Comme le dit Peter Medawar, toute recherche scientifique commence toujours « par l'invention d'un monde possible ou d'un fragment de ce monde ».

Ainsi commence également la pensée mythique. Mais elle s'arrête là. Après avoir construit ce qu'elle considère comme le seul monde possible, elle insère sans

difficulté la réalité dans ce cadre. Pour la pensée scientifique, au contraire, l'imagination n'est qu'un des éléments du jeu. A chaque étape, il lui faut s'exposer à la critique et à l'expérience. Le meilleur des mondes possibles est celui qui existe et qui depuis longtemps déjà a fait ses preuves. La science s'efforce de confronter ce qui pourrait être et ce qui est.

Le prix à payer

Malheureusement, le prix à payer pour une telle démarche s'est avéré fort élevé. Ce fut, et c'est plus que jamais peut-être, la renonciation à une vision du monde unifiée. La plupart des autres systèmes explicatifs, les mythes, la magie, la religion, s'appliquent à tout. Ils couvrent tous les domaines. La science, quant à elle, procède différemment. Opérant à l'aide d'expériences détaillées, mais locales, elle paraît moins ambitieuse, du moins à première vue. Elle ne vise pas d'emblée à une explication à la fois complète et définitive de l'univers. Elle se contente de réponses partielles et provisoires à propos de phénomènes qu'elle parvient à circonscrire et à définir. En fait, la naissance de la science moderne date de

l'époque où, aux questions générales, se sont substituées des questions limitées ; ou au lieu de se demander : « Comment l'univers a-t-il été créé ? De quoi est faite la matière ? Quelle est l'essence de la vie ? » On s'est demandé : « Comment se fait la chute d'un corps ? Comment l'eau s'écoule-t-elle dans un tube ? Comment le sang circule-t-il dans les vaisseaux ? » Et cette substitution a eu un résultat surprenant : tandis que les questions générales ne recevaient que des réponses limitées, les questions limitées conduisaient à des réponses de plus en plus générales. Mais l'utilisation de la méthode scientifique ne pouvait qu'entraîner l'émiettement de la représentation du monde. Chaque branche de la science étudie un domaine

particulier qui n'est pas nécessairement lié à ses voisins. La connaissance scientifique se trouve ainsi formée d'îlots séparés. Bien souvent dans l'histoire des sciences, des progrès importants sont dus à la réunion de deux domaines jusque-là isolés ; à la constatation que deux observations préalablement indépendantes peuvent être regardées sous un angle nouveau qui les fait apparaître comme deux facettes d'un même phénomène. C'est ainsi que la mécanique terrestre et la mécanique céleste

sont devenues une seule science avec les lois de Newton ; que la thermodynamique et la mécanique ont été unifiées par la mécanique statistique, ainsi que l'optique et l'électromagnétisme par la théorie des champs magnétiques de Maxwell, ou encore la chimie et la physique atomique par la mécanique quantique. De même, avec les travaux des biochimistes, le monde vivant et le monde inanimé se sont trouvés formés des mêmes atomes obéissant aux mêmes lois.

La hiérarchie des objets

Dépendant, malgré toutes ces généralisations, on trouve encore de grands fossés qui risquent fort de persister longtemps. Il existe aujourd'hui une série de sciences qui diffèrent non seulement par les objets étudiés mais aussi par les concepts et les langages utilisés. On peut les ranger dans un ordre — physique, chimie, biologie, psychologie — qui répond à la complexité croissante des objets d'étude. En parcourant la série de la physique à la sociologie, on va des objets les plus simples aux plus complexes, mais aussi, pour des raisons évidentes, de la science la plus vieille à la plus jeune, du contenu empirique le plus pauvre au plus riche et, enfin, de la trame d'hypothèses la plus lâche à la plus serrée.

La science ne peut alors offrir une vision unifiée du monde que si elle parvient à relier les disciplines voisines. La hiérarchie des objets, il s'agit toujours d'expliquer le complexe avec les termes et les concepts utilisés pour le simple. C'est le vieux problème de la réduction, de l'émergence, de tout et de ses parties, etc. Est-il possible de réduire la chimie à la physique ; la biologie à la physique plus la chimie, etc. ? La complexité du simple est sûrement nécessaire à celle du complexe, mais est-elle suffisante ?

Ce genre de question a soulevé d'interminables débats. De toute évidence, les deux événements majeurs de l'évolution — l'apparition de la vie d'abord, celle de la pensée et du langage plus tard — ont donné naissance à des phénomènes qui dépassent de beaucoup tout ce que la Terre. Pour décrire et interpréter ces phénomènes nouveaux, il faut des concepts nouveaux qui restent dépourvus de sens au niveau inférieur. Que peuvent bien représenter les notions de sexualité, de prédateur ou de douleur pour la physique et la chimie ? Ou encore les idées de justice, de plus-value ou de démocratie pour la biologie ? À la limite, un réductionnisme total conduit à l'absurdité. Car, à prétendre réduire complètement chaque niveau au niveau inférieur, on en arrive à vouloir expliquer la démocratie par les propriétés des particules élémentaires ; ce qui n'a aucun sens. On peut aussi inverser le problème et parcourir la série des

objets en allant du simple au complexe. Les molécules sont composées d'atomes. Elles obéissent donc aux lois qui régissent le comportement des atomes. Mais, en outre, on peut énoncer deux propositions concernant les molécules. Premièrement, elles présentent souvent des propriétés nouvelles, telles que l'isomérisation, la racémisation (1), etc. Deuxièmement, les objets étudiés par les chimistes, c'est-à-dire les molécules trouvées dans la nature ou produites au laboratoire, ne représentent qu'une petite fraction de toutes les interactions d'atomes possibles. La chimie constitue donc un cas particulier de la physique. Cela est encore plus vrai de la biologie, qui s'occupe d'objets de plus en plus complexes.

Les objets qui existent à un niveau donné ne forment jamais qu'un échantillon limité de tous les possibles offerts par le niveau plus simple. L'ensemble des molécules trouvées chez les êtres vivants, par exemple, ne représentent qu'un choix très restreint parmi les objets de la chimie. Au niveau du vivant, le nombre des espèces animales vivantes s'élève à quelques millions, ce qui est peu en regard de ce qui pourrait exister. Tous les vertébrés sont composés de types cellulaires — musculaires, nerveux, cartilagineux, etc. — en nombre limité, deux cents au plus. Malgré leur grande diversité, les vertébrés ne diffèrent entre eux que par le nombre total de cellules ainsi que par la répartition et les proportions relatives de ces deux cents types. De même, les sociétés humaines qu'étudient l'ethnologie et la sociologie ne représentent qu'une petite fraction de tout ce qui est possible en matière d'interactions humaines.

FRANÇOIS JACOB.

(1) Isomérisation : changement dans l'agencement spatial des atomes sans modification de la composition globale de la molécule ; racémisation : isomérisation dans le cas de deux inverses optiques (molécules asymétriques l'une de l'autre par rapport à un plan).

Prochain article :

L'HISTOIRE ET LES CONTRAINTES

Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Créteil/Italie-Galaxie



250F

Imperméable gabardine, double boutonnage, doublé lainage, avec écharpe

QUINZAINES DE L'IMPERMÉABLE JUSQU'AU 17 SEPTEMBRE.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur surenchère du dixième, au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 22 SEPTEMBRE 1977, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ À CACHAN (94)

245, rue Gabriel-Péri
Contenance superficielle de 766 m², cadastrée section AH n° 128 du plan.

Mise à Prix : 335.500 francs

S'adresser S.C.P. BEUN et ROCHER, 54, boulevard Saint-Michel ; M^{re} J.-C. FREAUD, avocat à Paris (94), 59, rue d'Amsterdam ; au greffe des Salles Immobilières du Tribunal de Grande Instance de Paris, au Palais de Justice à Paris, où le cahier des charges est déposé ; sur les lieux pour visiter.

STYLES ANCIENS

MEUBLES DÉCORATIFS

TOUTES ÉPOQUES

R. BERBIGIER

961.14.97

BOIS
DÉCORATION
22, rue M. Berthelot

BOIS
DÉCORATION
4, rue A. B. 1961

BOIS ARGENTEAU

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

ÉCOLE PRIVÉE DE CHATEAU-BAS

au Château de Mimet (15 km d'Alx-en-Provence)

INTERNAT (mixte)

Toutes classes de la 6^e aux Terminales A, B, C, D
Enseignement littéraire et scientifique très solide
Activités sportives et artistiques
Atmosphère épanouissante — Très beau parc — Piscine — Équitation
Très petits effectifs — Enseignement par groupes

COURS DE VACANCES de juillet à septembre

(Séminaires au choix)

Retour scolaire : 26 septembre

Renseignements et inscriptions : CHATEAU-BAS
13120 MIMET — Tél. : (91 ou 42) 58-81-44

Restez près des portes de Paris,
venez à Montparnasse
à l'Hotel Sheraton



JUSTICE

REGARDS

FOUILLE A CORPS

Pendant l'heure du déjeuner, ce jour-là, le jeudi 18 août, ma femme, qui travaille à la Par-Dieu, était allée faire un tour avec une de ses collègues chez Jelmoli, l'un des grands magasins du centre commercial. raconte M. Georges Michallon. Vers 12 h. 45, Mme Régine Michallon et son amie sortent du magasin et sont arrêtées, sur le trottoir, par un couple qui, sans dire un mot, leur présente une carte indiquant leur appartenance à Jelmoli et leur fait signe de les suivre. Mme Michallon demande des explications, mais ses interlocuteurs ne parlent pas le français. Devant ses protestations, un attroupement se forme. « Le dialogue était impossible, dit M. Michallon, alors ces gens les ont traitées avec une certaine brusquerie pour les obliger à venir avec eux, dans un local baptisé « douane », près d'un quai de déchargement. »

Sous l'œil de son collègue, la femme veut fouiller à corps, commençant par l'examen de son corsage, Mme Michallon, qui s'y oppose avec vigueur. Finalement, l'homme sort et revient avec un interprète qui explique la situation. Ces deux personnes sont « inspecteurs », de nationalité allemande, employés par Jelmoli, entreprise à capitaux suisses et allemands, pour assurer la surveillance du magasin de Lyon. Mme Michallon est soupçonnée de vol et refuse de se laisser fouiller comme s'en indigne l'interprète. Il sort dès que Mme Michallon, affirmant qu'elle « n'a rien à se reprocher », reprend de se débattre tandis que l'inspectrice allemande reprend une fouille minutieuse. Tout y passe, ourlets, doublures... sans succès. « Nous sommes désolées, c'est une erreur », revient dire l'interprète. Il est alors 13 h. 20.

C'est seulement le soir, après 18 heures et au terme d'une longue « promenade » de bureau en bureau, que Mme Michallon et son mari pourront enfin rencontrer MM. Hauser et Girard, deux directeurs du magasin. M. Michallon leur fait part de son intention de porter plainte. « Non, ça peut s'arranger, répondent-ils. Que pouvons-nous faire pour vous ? Voulez-vous quelque chose en dédommagement ? » — « J'ai refusé de me laisser acheter ainsi », affirme M. Michallon. Il a écrit au procureur de la République le lundi 22 août. Il a déposé une plainte pour abus de pouvoir.

La fouille au corps, qui correspond à une perquisition, ne peut, en effet, être effectuée que par une personne habilitée (officier de police judiciaire, douanier). A Jelmoli, on prétend qu'elle n'est pratiquée qu'avec l'accord des personnes contrôlées, ce qui n'est pas exactement le cas pour Mme Michallon. Il reste une question : comment ces inspecteurs ont-ils pu arrêter quelqu'un qui n'avait rien pris ?

La direction du magasin a d'abord expliqué, le jeudi 18 août à M. Michallon, qu'une cliente avait déposé sa femme aux deux Allemands. Comment les connaissait-elle ? Et parlait-elle allemand ? « Étrange », se dit M. Michallon. Une deuxième version a été donnée aux journalistes régionaux reçus par les directeurs le samedi 27 août. La cliente aurait alerté une vendeuse qui, elle-même, aurait prévenu les inspecteurs.

« Ma femme n'en dort plus, conclut M. Michallon, ce sont tout de même des pratiques incroyables. »

EN BREF...

Un attentat à l'explosif a gravement endommagé dans la nuit du 3 au 4 septembre le relais hertzien central de l'Arège. Situé à près de 1 000 mètres d'altitude sur une colline dominant la ville de Poix, le bâtiment du relais abrite les installations des faisceaux hertziens de l'É.D.F., l'antenne de radiocommunication du service d'assistance médicale d'urgence (SAMU) de la région ainsi qu'un réémetteur de télévision. Les communications téléphoniques et les émissions de télévision ont été interrompues pendant plusieurs heures dans le secteur de Poix. Une installation mobile provisoire devait être mise en place ce lundi 5 septembre.

Les dégâts sont estimés à près de 1 million de francs. L'attentat n'a pas été revendiqué. L'inscripteur 1 « Non au nucléaire, vive la démocratie » a été découverte sur les murs du bâtiment.

Trente-trois morts dans un accident d'avion à Equateur. Un avion des lignes intérieures équatoriennes, transportant trente-trois personnes, s'est écrasé le dimanche 4 septembre peu avant d'atterrir à Cuenca. Il n'y a aucun survivant parmi les trente-trois passagers. L'avion, qui a pris feu en vol, assurait la liaison Guayaquil-Cuenca. — (A.F.P.)

En République sud-africaine, les corps de seize mineurs africains victimes du tremblement de terre qui a secoué deux mines

d'or du Transvaal, vendredi 2 septembre, ont été retrouvés. Les espoirs de retrouver des survivants parmi les dix-huit disparus s'amenuisent rapidement. Quatorze des cadavres retrouvés l'ont été à la mine de Blyvooruitzicht et les deux autres à celle de Hartbeesfontein.

Une fusillade dans un restaurant du quartier de Chinatown, le « Golden Dragon », à San-Francisco, a fait cinq morts et une blessée, dans la nuit de samedi à dimanche 4 septembre. Selon la police, il pourrait s'agir d'un épisode de la guerre des gangs chinois, connus sous le nom de mafia chinoise. — (A.F.P.)

Sept touristes français toujours retenus en Afghanistan. Après la meurtre de Dominique Cusin, une Lyonnaise âgée de trente ans, près de Kaboul (Afghanistan) (le Monde des 1^{er} et 2 septembre), dix-sept de ses compagnons de voyage avaient été retenus à Kaboul par les autorités afghanes. Dix d'entre eux ont été autorisés à quitter le pays jeudi 1^{er} septembre, mais les sept autres, tous des Français, doivent attendre le résultat des analyses de leurs cheveux pratiquées par les policiers. Des cheveux qui ont été retrouvés dans la grotte où a été découvert le corps de la victime. Les enquêteurs portent leurs soupçons sur les touristes, parce que Mlle Cusin est morte par strangulation, pratique extrêmement rare en Afghanistan.

LA RECHERCHE DES ASSASSINS DE L'ARDÈCHE

Vastes contrôles des communautés agricoles de la région

Le procureur de la République de Privas (Ardèche), M. André Tour, a publié dimanche soir 4 septembre le communiqué suivant à propos de l'affaire des tueurs de l'Ardèche : « A la demande des enquêteurs, il est précisé que le vol qualifié de Villéjors (Lozère) a été commis par trois personnes. Le conducteur s'est séparé de ses deux compagnons et n'a pris aucune part aux activités violentes commises en Ardèche. Celui-ci est invité instamment, et dans son intérêt, à prendre contact avec le juge d'instruction de Privas. »

Ainsi, dans les trois malfaiteurs qui ont participé le 24 août dernier au hold-up du Crédit agricole de Villéjors et qui ont tué deux automobilistes et blessé deux gendarmes et un touriste en promenade (le Monde des 26 et 27 août), l'un d'entre eux est mis hors de cause quant aux actions violentes commises. »

Dans le même temps, les policiers du S.R.P.J. de Montpellier, responsables de l'enquête, s'intéressent toujours à la communauté agricole du domaine de Rochebasse, près du mont Mezeac (Ardèche), animée par M. Pierre Conty, ancien ouvrier gréviste âgé de trente ans. On suppose en effet que les deux meurs de l'Ardèche « se sont planqués quelques jours à Rochebasse » du 23 août. Les services de la gendarmerie avaient découvert ce jour-là à Saint-Germain-Laprade (Haute-Loire), près du Fay, la voiture volée emportée par les deux malfaiteurs recherchés. La police, depuis lors, a perdu, semble-t-il, toute trace des deux assassins. Elle a constaté que M. Pierre Conty et M. Mouillaud — également membre de la communauté agricole — ont quitté la ferme. Elle ignore si ces deux personnes accomplissent les deux tueurs ou sont parties dans une autre direction.

Cela étant, M. Pierre Conty est activement recherché par la police, qui le considère comme un témoin « important ». Selon un communiqué du procureur de la République de Privas, publié vendredi 2 septembre, ces recherches ont été engagées en fonction « d'indices et non de preuves ni même de présomptions graves et concordantes » (le Monde daté 4-5 septembre).

Les deux meurtriers en fuite disposaient, lors du hold-up à Villéjors, d'un pistolet et d'une mitrailleuse. Ils se sont emparés par la suite de deux pistolets automatiques et d'un pistolet mitrailleur appartenant aux deux gendarmes blessés. M. Pierre Conty est en possession, semble-t-il, d'une carabine 23 long rifle et d'un certain nombre de munitions stratégiques normalement destinées à des pistolets mitrailleurs.

Dans le cadre de l'enquête sur le double meurtre commis le 24 août, les services de la gendarmerie effectuent actuellement des contrôles dans les quelques vingt communautés agricoles de l'Ardèche.

D'autre part, on apprend que l'état de santé du gendarme Dany Luczac, hospitalisé à Montpellier (Hérault) s'est considérablement aggravé.

M. Gérard Rang, complice présumé d'Albert Spaggiari, tenu pour le « cerveau » du cambriolage de la Société générale de Nice, a été libéré samedi 3 septembre. Il était détenu depuis le 12 mars et avait bénéficié, le 7 juin, d'une ordonnance de mise en liberté du magistrat instructeur. Toutefois, il avait été maintenu en détention pour y subir une peine de huit mois d'emprisonnement à laquelle il avait été condamné le 23 avril pour émission de faux chèques.

L'EXCLU

Aviateur à la base de Villacoublay (Yvelines) durant son service militaire en 1975-1976, M. Christian Raoult avait participé à la distribution d'un journal roneoté, Nouvelles Bases, rédigé par le comité de soldats de Villacoublay. Pour cela, le jeune appelé avait été sanctionné par seize jours d'arrêts de rigueur. Le bureau du parti socialiste, dont M. Raoult est membre, avait pris sa défense, et M. Mitterrand avait déposé une question écrite au ministre de la Défense (le Monde des 10 et 13 février 1976).

Une suite particulièrement fâcheuse est donnée à cette affaire, puisque le ministre de la justice vient de lui interdire de se présenter au concours d'accès à l'École nationale de la magistrature, d'où les épreuves ont commencé le 1^{er} septembre. C'est pourquoi le Syndicat de la magistrature a remis, vendredi 2 septembre, à la chancellerie une lettre de protestation au garde des sceaux d'où s'explique l'exclusion.

Le fait que l'intéressé est un militant politique d'opposition.

Qu'il a participé à la diffusion, au début de l'année 1976, d'un journal du comité de soldats de la base militaire où il effectuait son service, et s'est vu infliger des arrêts de rigueur de ce fait, mais n'a été impliqué dans aucune procédure dont le tribunal permanent des forces armées ou la Cour de sûreté de l'Etat aurait eu à connaître.

Ce journal — selon un officier général — n'avait « rigoureusement rien d'antimilitariste » et était animé du meilleur esprit.

Le syndicat critique « une attitude partisane que le sénateur Mac Carthy n'aurait pas reprochée ».

En principe, la jurisprudence du Conseil d'Etat est particulièrement nette sur le délit d'opinion. Dans une suite d'arrêts : Barel, Bedjaoui, Guyader, Fortunié et Lingols, la Haute Assemblée a jugé, le 28 mai 1964, qu'un candidat à un concours de l'Etat (il s'agissait à l'époque de l'École nationale d'administration) ne peut être écarté pour un motif « se fondant exclusivement sur ses opinions politiques ». Il faut aussi rappeler que, à l'époque, le ministre mis en cause avait refusé de produire les pièces permettant au Conseil d'Etat de se faire une opinion sur les motifs réels de l'exclusion.

La mémoire très précise qu'a rédigé M. Philippe Mequet, avocat aux conseils, en faveur de M. Raoult en fait foi.

Le plus étonnant dans cette affaire reste la faiblesse, au moins apparente, de la position officielle. Si le motif de l'exclusion est l'appartenance au parti socialiste, il faudrait révoquer une bonne partie de la fonction publique. Si c'est la participation au bulletin Nouvelles Bases c'est mener un bien piètre combat, tant il est inégal et dépassé. En sorte que, dans l'état actuel des choses, avec « l'affaire Raoult », la chancellerie fait surtout preuve de légèreté.

Arrestation

des deux frères Sorba.

Recherchés depuis plusieurs années, deux malfaiteurs du « milieu » lyonnais, les frères Augustin et Hubert Sorba, ont été arrêtés : le premier a été interpellé à Ajaccio, le 2 septembre, le second l'avait été quelques jours plus tôt, le 28 août à Paris.

Faits et jugements

M. Apalategui

pourrait être bientôt libéré.

M. Miguel-Angel Apalategui, le militant basque détenu à Marseille qui observait depuis le 30 juillet une grève de la faim, a mis un terme à celle-ci samedi 3 septembre ; le jour même où ses avocats faisaient part de leur conviction que leur client serait prochainement libéré et pourrait bénéficier du statut de réfugié politique sur le territoire français.

Un tribunal suisse contre la ceinture de sécurité.

Le tribunal fédéral de Lausanne a donné raison, le 3 septembre, au secrétaire de l'Association helvétique contre les abus de la technocratie, pour le canon du Valais, Jean-Pierre Favre, qui refusait d'acquiescer à une amende pour n'avoir pas mis sa ceinture de sécurité.

Ce jugement fait suite à une campagne contre le port de la ceinture, qui avait recueilli quatre-vingt-seize mille signatures en Suisse.

Le mouvement français Auto-défense a publié un communiqué dans lequel il se félicite de cette décision : « Après cette décision spectaculaire de la plus haute juridiction suisse, après le nouveau rejet par le Parlement anglais du projet de loi d'obligation, on se demande comment la France pourra encore maintenir le port obligatoire de la ceinture de sécurité en violation de l'article 4 de la déclaration des droits de l'homme : la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ».

M. Dominique Fratoni

contrôlera le Palais de la Méditerranée.

L'assemblée générale des actionnaires du casino Palais de la Méditerranée, réunie le 3 septembre à Nice, a entériné les propositions faites par le conseil d'administration après la précédente assemblée qui s'était tenue le 30 juin.

Pour épargner le déficit, de plus de 15 millions, le conseil d'administration a décidé, le 3 septembre, de réduire de 20 % les dépenses de fonctionnement, de réaliser de certains éléments de l'actif (ventes de terrains) et la mise en gérance libre du fonds de commerce, c'est-à-dire des locaux du futur hôtel, et il ne fait aucun doute qu'il s'agit de M. Dominique Fratoni, technicien des jeux et président-directeur général du casino Ruhl, assurera à la société une redynamisme suffisant pour lui permettre d'étendre complètement le passif.

Au cours de cette réunion, Mme Henri Le Roux, principale actionnaire, qui a intenté un procès en vue de faire annuler l'assemblée générale du 30 juin, car elle refuse l'éventualité d'une location-gérance et « la mainmise de M. Fratoni sur une affaire dont il n'est pas actionnaire », a renouvelé ses protestations.

elle n'a pu cependant s'opposer, avec les 3 490 voix dont elle dispose, avec sa fille cadette, Mme Patricia Blot, au vote des propositions du groupe adverse qui totalise 3 510 voix. La fille aînée de Mme Le Roux ayant apporté au camp opposé à sa mère ses actions personnelles, et avec celles-ci les dix voix qui assurent la majorité aux partisans de M. Fratoni.

Pendant que se tenait l'assemblée des actionnaires, ils sont trois cent quatre-vingts — s'étaient groupés devant le Palais de la Méditerranée autour de leurs délégués syndicaux pour manifester leur inquiétude et déclarer que, s'ils désapprouvaient les vingt années passées de mauvaise gestion qui ont conduit le casino où il en est, ils n'entendaient pas non plus voir l'établissement bradé à un groupe dont ils ignorent les véritables intentions.

Les Jeunes Avocats et la gratuité.

Les Jeunes Avocats sont satisfaits du projet tendant à instaurer la gratuité des procédures civiles par suppression des droits et taxes. La Fédération des jeunes avocats souhaite que la mise en œuvre de cette mesure, qu'elle n'ait elle-même cessé de réclamer, n'étudie pas la nécessité d'une concertation avec les professions juridiques, connaissant les besoins des justiciables, avant aussi les impératifs à respecter pour les satisfaire.

La Fédération « demande que l'effort de sincérité nouvellement manifesté par les pouvoirs publics se poursuive à propos des honoraires d'avocats et que ceux-ci cessent d'être présentés comme un facteur de cherté pour apparaître comme la juste part d'un service et des coûts qu'il occasionne ».

ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.

Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25", un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Ruiche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.



pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARSEILLAIS - RUE DU COMMANDEUR MICHAUDTTE - 75006 PARIS



La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui viennent se mêler à des sécrétions anormales. Le crâne vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants, les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.

Recevez, téléphones ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

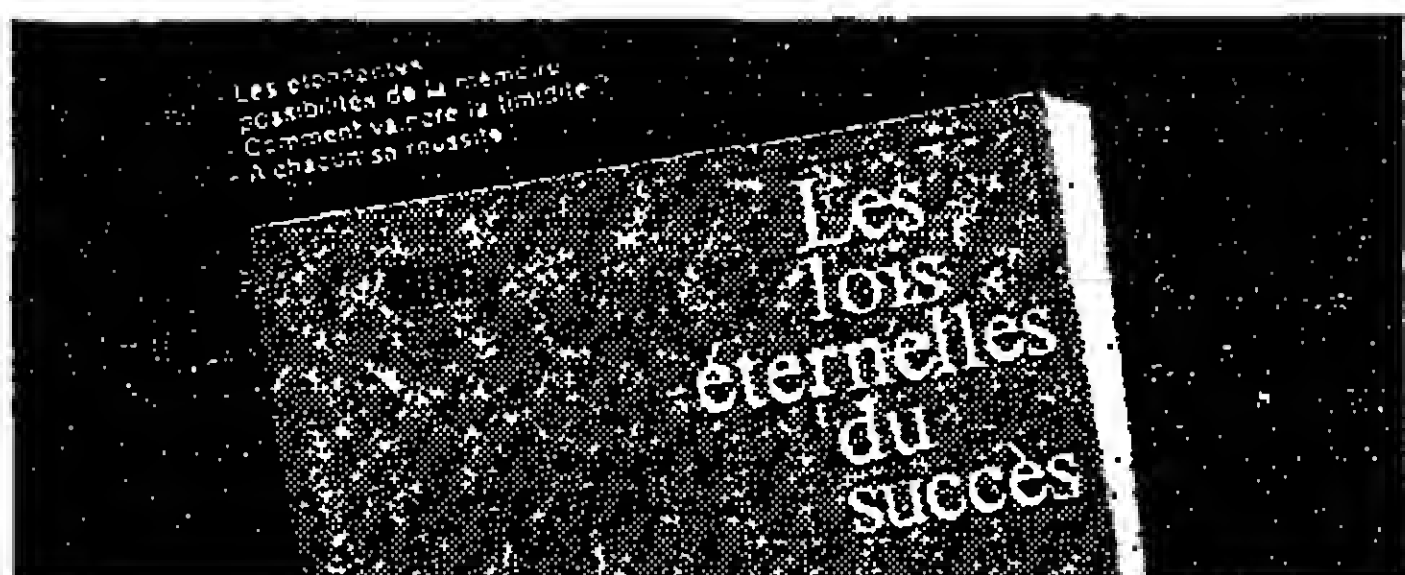
4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84

LILLE : 18, rue Faidherbe - Tél. : 51.24.19

BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. : 48.08.34

TOULOUSE : 42, rue de la Pomme - Tél. : 23.28.84

METZ : 24, rue Chapelle - Tél. : 75.00.11



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui n'a pas inventé la poudre, et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche, que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enroulons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : "Les Lois Éternelles du Succès".

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue, O.F. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT

pour recevoir "LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS",

Découpez ou récopiez ce bon et envoyez-le à :
O.F. BORG, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon.
Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.

NOM _____ PRENOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
SIMMONS
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR



LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS - XI • Métro Parmentier
Tél. 357.45.55

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CENTRE PARISIEN
DE MANAGEMENT

LE CENTRE D'ÉTUDES
SUPÉRIEURES
DE LA
DISTRIBUTION
DE PARIS

offre aux CADRES D'ENTREPRISES la possibilité d'actualiser et de perfectionner leurs connaissances de la commercialisation et du marketing des produits et services. (Cours du soir et du samedi matin.)

Délivrance d'un diplôme

Cliques des inscriptions :
23 SEPTEMBRE

Renseignements : CESDIP
78, avenue de la République,
75011 PARIS — Tél. 357-32-34

EN ÎLE-DE-FRANCE

UNE LETTRE DE M. JEAN-PIERRE FOURCADE

Redéploiement et liquidation industrielle

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, nous écrit :

La charité appellerait à faire silence sur l'article publié par M. Poussy, conseiller général du Val-de-Marne, dans votre édition du 23 août, sous le titre "Redéploiement et liquidation industrielle".

Si l'auteur avait eu pour seule ambition de donner publiquement une leçon d'aménagement du territoire, je me serais tué effectivement. Dans une démocratie libérale, les opinions sont libres et les avis, quels qu'ils soient, sont bienvenus. Au demeurant, je ne saurais faire grief à M. Poussy de sa lucidité lorsqu'il se demande : "c'est la conclusion de son article — il s'agit de propositions qui ne sont pas entachées de démagogie."

Mais je ne puis laisser passer sans mot dire ni une présentation foncièrement inexacte de l'évolution de l'emploi dans la région Ile-de-France ni une description malhonnête de la politique de décentralisation actuellement suivie qui me met personnellement en cause :

1) Sur l'évolution de l'emploi en Ile-de-France, je voudrais rappeler quatre éléments :

— De 1968 à 1975, en Ile-de-France, les emplois du secteur secondaire, S.T.P., compris, ont diminué de 45 000, soit une baisse annuelle moyenne de 0,3 % (chiffres du recensement). La décroissance de l'emploi industriel sur Paris même incontestée par M. Poussy n'est donc pas l'effet de la décentralisation vers la province, mais la conséquence du desserrement des usines sur la banlieue. Ce mouvement, très largement spontané, a permis de rapprocher l'emploi de l'habitat.

— Pendant la même période (chiffres du recensement également), les emplois du secteur tertiaire ont progressé de 337 000, compensant ainsi, et au-delà, les suppressions d'emplois secondaires.

Contrairement à ce qu'affirme M. Poussy, cette compensation s'est aussi largement faite sur la période plus récente en dépit de la situation économique plus difficile. En 1976, alors que les effectifs salariés du secteur secondaire régressaient de 22 000, les effectifs des autres secteurs s'accroissaient de 45 000 (chiffres du groupement régional des ASSEDIC de la région parisienne).

— Depuis plusieurs années, le taux du chômage en Ile-de-France est inférieur à la moyenne nationale, et cette région est la seule où les demandes d'emplois non satisfaites relèvent en majorité du secteur tertiaire.

2) Quant à la politique de décentralisation actuellement suivie, M. Poussy a voulu la décrire en empruntant une citation. Proscrite louable si, écopant ma phrase et la détachant de son contexte — probablement par souci de concision — il n'avait dénaturé l'idée.

J'ai dit à Nice, le 5 mai dernier : "Si nous voulons réussir à stabiliser et, dans certains cas, à inverser les mouvements migratoires qui risquent d'entraîner le vieillissement, le dépeuplement et l'appauvrissement irrémédiable de certaines parties de notre pays, il faut de toute évidence poursuivre la politique de décentralisation tertiaire à partir de Paris et de la région de l'Ile-de-France."

— Au moment où le maire de Paris s'interroge sur la politique à suivre dans ce domaine, je voudrais rappeler qu'il s'agit là d'objectifs d'intérêt national. Une politique d'aménagement du territoire qui ferait abstraction de la région parisienne n'aurait pas de sens. L'aménagement de la région parisienne fait partie intégrante

de la politique d'aménagement du territoire.

Les objectifs à atteindre sur ce point particulier sont sans équivoque :

— D'une part, faire profiter toutes les régions françaises du dynamisme de l'économie ;

— D'autre part, limiter la croissance de la région parisienne, non pas pour procéder à une sorte de nivellement par le bas, mais pour être en mesure de la doter des équipements et des infrastructures permettant à ses habitants de bénéficier d'une qualité de vie acceptable en dépit d'une concentration urbaine exagérée.

Ceci implique, dans le domaine industriel, une poursuite de la décentralisation des établissements importants qui n'ont plus leur place en région parisienne et notamment parce qu'ils ne parviennent à se développer qu'en faisant appel à de la main-d'œuvre étrangère alors qu'ils pourraient, s'ils étaient implantés en province où ils recruteraient sans peine de la main-d'œuvre locale, contribuer très efficacement à la solution du problème de l'emploi.

Mais je tiens à dire que la création et le développement des petites entreprises sont autorisés et doivent être favorisés. C'est la politique que le comité de décentralisation continuera de suivre selon mes instructions. Mais il n'est pas question de supprimer ni le régime de l'agrément ni la redevance qui sont encore indispensables pour orienter les investissements dans les directives de la politique d'aménagement du territoire.

En ce qui concerne les bureaux à Paris même, je ne pourrais approuver des propositions tendant à poursuivre la concentration des

activités tertiaires. Aussi bien, aucun problème d'emploi véritable ne se pose à Paris dans ce domaine. Par rapport à la population active résidente, les emplois disponibles sont excédentaires de plusieurs centaines de mille. Cette concentration a été effectuée au détriment des habitants.

Il convient donc que les bureaux quittent la capitale ou du moins cessent de croître.

L'effort de décentralisation et de desserrement des activités tertiaires de Paris intra muros doit donc être vigoureusement poursuivi et j'ai demandé au comité de décentralisation d'y veiller.

• • •

Avec la province, les villes nouvelles deviennent à leur tour démesurées. Le gouvernement a décidé de réduire l'objectif final qui leur avait été assigné. Cet objectif est défini par un des programmes d'action prioritaire du VII^e Plan. Je tiens à faire savoir qu'il ne sera pas dépassé.

En revanche, dans le domaine industriel, je constate et regrette à Paris intra muros le départ des artisans et des petites industries locales qui forment, avec les habitants et les autres activités économiques, un tissu harmonieux. Ce n'est pas la politique d'aménagement du territoire qui en est responsable, mais bien plutôt la politique d'urbanisme menée dans le passé, qui a laissé s'implanter des bureaux en nombre considérable au lieu et place d'anciennes usines. Il convient de réagir, et je ne verrais que des avantages à ce que la Ville de Paris propose et aide la réalisation de petites zones industrielles et artisanales sur les quelques terrains encore disponibles.

UN BILAN DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Bons équipements et mauvais résultats

La circulation en Ile-de-France est deux fois et demie plus sûre que dans le reste du pays, c'est par cette constatation que la délégation à la sécurité routière de la région parisienne commence son bilan pour l'année 1976. En dépit de ce chiffre, le nombre des victimes est demeuré élevé en 1976 et, les responsables le reconnaissent, on a même constaté une augmentation de 5 % du nombre de tués alors que dans le même temps le nombre des accidents diminuait de 1,2 %. Il y a donc eu en 1976 beaucoup plus d'accidents graves.

Ces mauvais résultats sont imputables à plusieurs facteurs, nous l'aurons du rapport. Tout d'abord, les usagers de la route « oublient » de respecter les limitations de vitesse : or, dans l'Essonne, par exemple, où la surveillance et la répression ont été renforcées en 1976, on a observé au cours des derniers mois de l'année une diminution du nombre des accidents de 14 %.

Ensuite, depuis le 1^{er} janvier 1976, l'autorité judiciaire s'est substituée à l'autorité administrative pour ce qui concerne le retrait du permis de conduire. La nonchalance de la justice, moins expéditive que la police, a entraîné un relâchement de l'action répressive, qui s'est immédiatement répercutée dans les chiffres... et le comportement des conducteurs.

Mais la sécurité sur la route n'est pas proportionnelle à la menace de répression dont les automobilistes sont l'objet. Ainsi la délégation régionale à la sécurité routière a mis au point durant l'année 1976 un certain nombre d'actions concernant notamment l'amélioration des infrastructures, des efforts d'éducation et des campagnes de sensibilisation.

Cinquante-neuf millions de francs, soit deux fois plus que

l'année précédente, ont été investis en 1976 dans l'aménagement des carrefours, la création de voies réservées aux piétons et la réalisation de pistes cyclables (38 kilomètres ont été mis en service en 1976). Enfin, un accord conclu en 1976 permettra aux motocyclistes d'abandonner le dangereux circuit de Rungis (Essonne) pour celui de Monthéry (Essonne).

Comme l'histoire et la géographie, la sécurité s'apprend dès l'école, et, en 1976, un important effort d'éducation a été fait à cet égard. La gendarmerie nationale, la police urbaine, les compagnies républicaines de sécurité, ont d'autre part accueilli cent vingt-cinq mille enfants sur leurs pistes de circulation ou à leurs séances d'éducation routière. Enfin, une série de campagnes d'information et de sensibilisation se sont développées en Ile-de-France en 1976. Deux cent mille dépliants concernant l'accroissement ont notamment été distribués.

Après deux ans d'existence, la délégation régionale à la sécurité routière peut donc dresser un bilan positif, mais l'effort qui a été fait n'a d'égal que celui qui reste à entreprendre. Tant qu'il y aura des accidents...

LA LIBERTÉ D'OPINION EST-ELLE MORTELLE ?

Chaque jour des hommes et des femmes, quelque part dans le monde sont jetés en prison, humiliés, torturés et parfois assassinés.

Leur unique crime est de ne pas avoir la race, la religion ou l'opinion politique de ceux qui les oppriment.

Ils n'ont pas eu recours à la violence, mais en sont les victimes.

Amnesty International est un mouvement mondial, financièrement indépendant, sans appartenance politique ou religieuse. Ses membres luttent pour la libération des prisonniers d'opinion, partout dans le monde, et pour l'abolition de la torture. Ce combat pour le respect des droits de l'homme est aussi le vôtre. Aidez-nous par vos dons.



AMNESTY INTERNATIONAL
section Française : 18, rue de Valenciennes 75001 Paris



Je désire contribuer à l'action d'Amnesty International en versant volontairement un don : moins de 50 F ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 500 F ☐ et plus.

Nom (surnom) _____ Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

J'atteste à l'ordre de Amnesty International 77 un chèque bancaire barré, un chèque postal ou virement CCP n° 33-489818 La Rochelle.



9.10.11.12
SEPTEMBRE

FOIRE AU
CHAMPAGNE
400 EXPOSANTS
LA GRANDE FOIRE QUI PETILLE

COURS RAY

ENSEIGNEMENT PRIVE

secondaire mixte

de la 6^e aux Terminales A, B, C, D

PREPARATION AU P.C.E.M. 1

Enseignement dispensé par professeurs diplômés

EXTERNAT - SEMI-PENSION

INTERNATS JEUNES GENS JEUNES FILLES

dans 3 villas avec jardin

RENTREE SCOLAIRE : LE 22 SEPTEMBRE
INTERNATS : LE 21 AU SOIR

Inscriptions année scolaire 77-78

12, rue Caffarelli - 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

A PROPOS DE...
CONCORDE A NEW-YORK ?

Brouillards supersoniques

La Maison Blanche a confirmé que le président Carter proposerait prochainement d'accorder des droits d'atterrissage à Concorde dans dix villes américaines, autres que New-York et Washington (nos dernières éditions de samedi). Les dix villes concernées seraient Anchorage, Boston, Dallas, Houston, Honolulu, Miami, Los Angeles, Chicago, Seattle et San Francisco. Ce pourrait être une bonne nouvelle pour Concorde si...

Cette proposition du président Carter n'est, en effet, qu'une proposition. Même si elle était retenue, chaque municipalité concernée devrait voter une loi autorisant l'atterrissage de la Concorde. Mais, prenant exemple sur l'attitude des autorités de New-York, les responsables de l'aéroport de Boston ont aussitôt fait savoir qu'ils s'opposent à l'initiative du président Carter. « Si le gouvernement fédéral nous avait consultés, je lui aurais dit depuis longtemps que cela n'arrivera jamais (...), et il n'aurait mentionné que neuf villes », a déclaré le directeur de l'aéroport de Boston.

Même opposition à Chicago, où le maire de Villa, une petite localité proche de l'aéroport international O'Hare, le plus actif du monde, vient d'attacher que ses concitoyens « feront tout » pour que Concorde ne puisse jamais atterrir chez eux. Il ne s'agit là, en fait, que d'une nouvelle péripétie dans la querelle qui oppose, aux Etats-Unis, partisans et adversaires de Concorde et à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'appareil franco-britannique. Celles-ci entendent rester maîtresses chez elles et le disent nettement. Mais le gouvernement fédéral n'a pas lui-même pu ou voulu adopter une ligne claire et définitive. Concorde, on le sait, a été autorisée à se poser sur l'aéroport fédéral de Washington pour une période d'essai de seize mois qui prendra fin le 24 septembre.

Que se passera-t-il alors ? M. Brock Adams, ministre américain, répondra cette semaine à la question que lui a posée l'Express. « Nous n'avons pas pris de décision, déclare-t-il, je fais tout ce

que je peux pour arriver, avant cette date, à l'élaboration d'une réglementation générale sur les vols supersoniques. Mais, à ce moment, les différentes agences gouvernementales pourrissent leurs observations, puis s'écoulera le délai réglementaire, ce qui nous mènera à janvier ou février prochain. »

Interrogé d'autre part sur le droit qu'a une autorité locale de refuser l'atterrissage des avions de certains pays lorsque la commission de l'aéronautique civile fédérale leur a donné l'autorisation d'atterrir, M. Adams précise : « Dans la législation actuelle, les aéroports ont, à l'individu, le droit d'écarter les avions qui ne sont pas en condition de voler. Ils ne sont pas en condition de voler en violation de la convention aérienne internationale de Chicago, dont nous sommes tous signataires. Ils ont le droit d'imposer leurs propres règles sous réserve qu'elles ne soient pas discriminatoires et qu'elles ne marquent pas l'intention délibérée d'imposer une charge injustifiée au commerce international. »

M. Adams indique finalement qu'il ne peut préciser si entre le 24 septembre et la date à laquelle la nouvelle réglementation sera édictée, les vols sur Washington pourront se poursuivre. « La question reste à débattre, dit-il. Il s'agit de savoir si un règlement supplémentaire doit être accordé tant que la réglementation est en discussion. A moins que cette réglementation n'édicte une interdiction pure et simple. »

Le souci de respecter les droits des autorités locales et de préserver l'environnement sont-ils dans cette affaire de bonnes raisons ou de mauvais prétextes ? Bien que M. Adams défende de tout machéverisme, comme certains que les constructeurs et les exploitants de Concorde ne se posent une nouvelle fois la question ?

ENVIRONNEMENT

La communauté urbaine de Cherbourg s'oppose à l'extension de l'usine de La Hague

De notre correspondant

Cherbourg. — Convoqué le 5 septembre pour étudier la question des subventions aux établissements scolaires de l'agglomération, le conseil de la communauté urbaine de Cherbourg a décidé, en fin de réunion, de s'opposer à la construction d'une nouvelle usine de retraitement de La Hague.

C'est la réponse que le ministre de l'Industrie, M. René Monory, a faite à une question écrite du député de Cherbourg qui a entraîné cette prise de position. Interrogé par M. Louis Darinot, député (P.S.) et maire de Cherbourg, sur l'important contrat en cours de signature pour le retraitement des combustibles nucléaires irradiés, M. Monory a répondu de manière évasive que le bureau de la communauté urbaine de Cherbourg, à la lecture de la lettre, a aussitôt rédigé le texte d'une motion qui a été adoptée à l'unanimité par les 50 conseillers (34 socialistes, 11 communistes et 5 non-inscrits).

Sans permis de construire, sans déclaration d'utilité publique, le Commissariat à l'énergie atomique a entamé la construction, sur le site de La Hague, de ce qui sera en fait une véritable deuxième usine de retraitement des déchets, et non pas un simple aménagement des installations existantes. La population locale n'en a jamais été informée : il est du devoir de ses élus de le faire et de s'opposer catégoriquement à une telle construction, est-il dit dans cette motion.

La communauté urbaine estime, pour sa part, que les besoins de retraitement des combustibles irradiés français ne justifient pas, à l'heure actuelle, la mise en place de la nouvelle unité de retraitement (U.P. 3) que la Cogéma (Compagnie générale des matières) veut voir fonctionner vers 1987-1988.

« Ce projet, déclare la motion de la communauté, est rendu nécessaire par tous les contrats que la Cogéma et le gouvernement passent avec de nombreux pays étrangers, faisant ainsi de La Hague la poubelle atomique du monde entier. Il ne s'agit donc

pas de mettre en cause l'indépendance énergétique de la France, ni de porter un jugement sur l'énergie nucléaire et les usines de retraitement. Le Nord-Cotentin devra peut-être accueillir une centrale nucléaire à Flamanville, ne peut être le lieu d'implantation d'une deuxième usine de retraitement, alors que, de l'avis de tous les scientifiques, cette usine est de loin celle qui pose le plus de problèmes au niveau de la sécurité. »

Considérant, enfin, que la population qu'ils représentent doit refuser de faire à elle seule les frais de la politique nationale, et encore moins des politiques des pays étrangers, les élus de l'agglomération de Cherbourg ont donc pris l'engagement, devant leurs électeurs, de tout mettre en œuvre pour empêcher l'extension de l'usine de La Hague. C'est en tout cas, la conclusion du texte qui a été remis à la presse locale : une résolution qui est dans le droit fil de la décision prise en juillet par le même conseil de ne pas faire figurer au schéma directeur d'urbanisme du Nord-Cotentin (SDAU) la future centrale nucléaire de Flamanville (le Monde du 30 juillet).

RENÉ MOIRAND.

● L'Etat paie pour embellir Nancy. — L'Etat apportera un concours financier supplémentaire de 1 400 000 francs en plus pour la réfection des grilles et fontaines de la place Stanislas à Nancy. Ainsi la participation de l'Etat, qui se trouve doublée, atteindra 40 % du financement global de l'opération.

A son arrivée à l'hôtel de ville de Nancy, M. Coukin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, avait décidé de suspendre l'opération publicitaire baptisée « feuille d'or », lancée par la précédente municipalité de M. Marcel Martin, sous forme de souscription publique. Selon le nouveau maire, cette opération aurait coûté 500 000 francs en contrats publicitaires rapportés seulement 36 000 francs en 1977. — (Corresp.)

La rentrée des trois chaînes

Les prescriptions du premier ministre concernant l'adaptation des programmes de télévision des 23 heures de nuit ont été prises en compte. La rentrée sera à l'honneur chaque mercredi à 21 h. 35 (« Deux roues ») et un magazine sera consacré chaque vendredi au football. Après la diffusion des trois épisodes du feuilleton « Le Riche et le Pauvre », Peyton Place reprendra sa place traditionnelle, le samedi soir.

● TF 1 : documents, sport et « Peyton Place ».

Les principaux rendez-vous de la première chaîne sont maintenus. Parmi les prévisions marquées figurent néanmoins une série espagnole de Jean-Émile Jeannesson (quatre numéros de « Lettres du bout du monde »), de nouvelles « Provinciales » de Jean-Charles Bringuier et Hubert Knapp (« La Vigne et le Vin »), trois études sur le dessin et la peinture

abstraites de Daniel Lecomte et une adaptation de l'ouvrage d'André Malraux sur le général de Gaulle : « Les Chénas qu'on abat ». La petite reine sera à l'honneur chaque mercredi à 21 h. 35 (« Deux roues ») et un magazine sera consacré chaque vendredi au football. Après la diffusion des trois épisodes du feuilleton « Le Riche et le Pauvre », Peyton Place reprendra sa place traditionnelle, le samedi soir.

● Antenne 2 : séries françaises et Boulevard le samedi soir.

La deuxième chaîne annonce son intention de promouvoir la création française en limitant les achats américains et prévoit deux séries mensuelles pour le samedi soir. Les « Héritiers » analyseront l'émotion d'une famille après un décès. Dans les « Rebélles », Jean-Pierre Chabrol retourne la vie d'un village minier des Cévennes entre 1933 et 1936. Reprise trimestrielle des « Grands procès » et des « Soirées du théâtre historique » : report de « Bande à part » et de « Zigzag » à 23 h ; promotion de Philippe Bouvard, qui s'entretiendra désormais le samedi soir à 23 h. 30 avec « Le Dessus du panier » ; retour, enfin, de Jean-Marie Cavada, dont le premier magazine mensuel portera, le 15 septembre, sur le général Bigard et la bataille de Dien-Bien-Phu.

● FR 3 : en attendant le 1^{er} janvier.

Seule modification prévue dans la grille de la troisième chaîne (qui effectuera sa véritable rentrée que le 1^{er} janvier 1978), un nouveau magazine d'information constitué par un débat, le mercredi vers 22 h. 30, et un « Dossier », le jeudi à la même heure. L'équipe du magazine « Vendredi » prépare également quatre émissions sur l'information dont la diffusion débutera le 23 octobre.

« RADIO-VERTE FESSENHEIM » ÉMET PENDANT SIX MINUTES

● La huitième émission de la station libre «Radio-Verte Fessenheim», qui a été diffusée samedi 3 septembre, a été interrompue au bout de six minutes par un hélicoptère de la police qui a pris en chasse les techniciens et les animateurs. Aucune transmission n'a été effectuée. Le matériel n'a pas été confisqué. «Radio-Verte Fessenheim» émettra à nouveau sur 101 MHz le 10 septembre, à 19 h. 45.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 6 SEPTEMBRE

— Le recteur Henri Gauthier répond aux questions des auditeurs concernant la rentrée scolaire sur France-Inter à 8 h. 45 ; — M. Michel Debassat, président de la F.N.S.E.A., est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

CHASSE

NE TIREZ PAS SUR LES PIGEONS VOYAGEURS

Il ne faut jamais tirer sur un pigeon voyageur : tel est l'appel lancé comme chaque année par l'Union des fédérations régionales des associations ornithologiques de France, qui se fait un devoir d'appeler l'attention des chasseurs sur la protection due aux pigeons voyageurs.

« Le pigeon voyageur n'est pas un gibier ! Ce n'est pas non plus un oiseau comme les autres ! Sans insister sur les services qu'il a rendus, il est incontestable qu'il mérite le respect. Chaque pigeon voyageur est immatriculé, son existence est connue des pouvoirs publics. Il est souvent de grande valeur et son propriétaire y est très attaché. »

« La loi le protège, les pouvoirs publics le défendent. Il suffit de s'en souvenir pour éviter d'être poursuivi par la justice pour avoir tiré sur un pigeon voyageur. »

« Au vol, le pigeon voyageur se distingue facilement par la couleur claire de son plumage, ses ailes, son vol est plus rapide, plus régulier, plus sportif, plus élégant. »

« Un peu de bonne volonté et de la prudence suffisent pour éviter l'accident. »

ARCHÉOLOGIE

CAMPAGNE DE FOUILLES A ORLÉANS

La première campagne de fouilles archéologiques prévues sur l'esplanade de la cathédrale d'Orléans (le Monde du 23 avril 1977) vient de commencer. Un chantier de fouilles sur le site sud de la cathédrale, sur l'emplacement d'un parking à proximité duquel une annexe de la préfecture et les nouveaux locaux du conseil régional doivent être édifiés. Les archéologues espèrent notamment mettre à jour les vestiges d'un édifice religieux du dixième siècle, l'église Saint-Pierre-Léonin.

La direction régionale des antiquités historiques a rassemblé une équipe d'une quarantaine de chercheurs, dont certains ont été recrutés par voie de petites annonces en Grande-Bretagne, où les spécialistes d'archéologie urbaine sont nombreux ; 150 000 F ont été dégagés par le FIAS (Fonds d'intervention pour l'archéologie de sauvetage) pour mener à bien cette première opération. — R. G.

AUX RENCONTRES D'AIX-EN-PROVENCE

Les partis de gauche envisagent la disparition de la S.F.P. et la mise en place d'« unités de programmes »

Les représentants des trois partis signataires du programme commun, MM. Jack Ralite (P.C.), François-Régis Bastide (P.S.) et François Loncle (radical de gauche) ont apporté quelques précisions, samedi 3 et dimanche 4 septembre, au cours des Rencontres internationales de télévision d'Aix-en-Provence, sur les projets de la gauche dans le domaine de l'audio-visuel.

Si la gauche l'emporte en 1978, l'éclatement de l'O.R.T.F. en sept établissements, décidé par la loi de 1974, ne sera pas remis en cause. Le « service public » de la radiotélévision comprendra donc un certain nombre de sociétés nationales qui correspondront à peu près aux actuelles sociétés. Trois innovations sont cependant prévues :

1) Un organisme de coordination « coiffera » les diverses sociétés, sans reconstituer pour autant l'ancien Office. Il sera chargé notamment de la répartition de la redvance et de la gestion des moyens de production lourds ; 2) La Société française de production disparaîtra : ses équipements seront répartis entre l'organisme de coordination et les sociétés de programmes ; 3) Des sociétés régionales de programmes, dont le nombre n'est pas fixé, seront instituées. D'autre part, des antennes locales ou régionales pourront être créées par dérogation au monopole de diffusion.

Les trois porte-parole de la gauche ont insisté sur leur volonté de « couper le cordon ombilical entre le pouvoir politique et la télévision », selon la

formule de M. Loncle. M. Ralite a souligné la nécessité de « sortir de l'idée qu'un pouvoir ne peut être pérennisé que s'il contrôle la radiotélévision ». Aussi les présidents des différentes sociétés de télévision ne seront-ils plus nommés par le gouvernement, mais élus par les conseils d'administration composés de représentants du Parlement (désignés à la proportionnelle), des personnalités des professions et des téléspécialistes, des modalités de choix, pour ces trois dernières catégories, restent à définir.

A propos de la publicité dont le programme commun, dans sa version « actualisée », envisage le maintien, M. Loncle a fait observer que les partis de gauche « n'ont peut-être pas mesuré le degré d'hostilité des créateurs », et qu'il est peut-être temps, avant que la négociation sur l'actualisation ne soit officiellement close, d'« assouplir les choses ».

La commission spécialisée du parti socialiste se réunira à Rennes les 22 et 23 octobre pour préciser ses propositions, le programme commun se contentant de fixer les grandes orientations. Dans le rapport qu'il présentera à cette occasion, M. François-Régis Bastide suggère notamment la mise en place, au sein des sociétés de programmes d'« unités de programmes » qui permettraient de décentraliser la production, des contenus seraient passés pour un an avec plusieurs équipes, qui, dans le cadre d'un budget donné, organiseraient librement leur travail, le contrat financier s'exerçant à posteriori. T. F.

LUNDI 5 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. FILM : LES PLUS BELLES ANNEES DE NOTRE VIE, de W. Wyler (1946), avec M. Loy, F. March, D. Andrews, T. Wright, V. Mayo, H. Russell (N) ; La difficile réadaptation à la vie civile et à l'amour d'un ancien combattant, un marin (revenu infirme), un aviateur et un fantassin.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Métro Mélodie ; 21 h. 30. Documentaire de création A la recherche d'Elie Faure, par D. Lecomte. Un portrait lyrique, mais documenté et construit, de l'auteur de « Histoire de l'art ». Au-delà des contradictions d'Elie Faure, à la fois poète et scientifique, Daniel Lecomte résume un visionnaire. 22 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (cinéma public) : OPERATION CROSBOW, de M. Anderson (1964), avec S. Loren, G. Peppard, T. Howard, J. Mills, R. Johnson, T. Courtenay (rediffusion). En 1944, des agents secrets alliés s'introduisent dans l'usine souterraine de Peenemünde où les Allemands fabriquent une arme secrète. 22 h. Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h. Carte blanche : le Mensonge, de N. Sarrante ; 21 h. Jeunes interprètes au Festival estival : le pianiste J.-F. Heiser ; 22 h. 30. Entretiens avec F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h. Livre parcouru jazz : Randy Weston ; 23 h. 30. Focale : Paul-Louis Rossi.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. Rhéteur, texte de Denis Diderot, musiques de Rameau, Corelli, Bach, Mozart, Schubert, Gerswald, Lully ; 20 h. 30. Festival de la S.M.C.C. : Morphologie, de A. de V. Von Bose ; 21 h. 30. Concert de B. B. de N. A. Rüber ; 22 h. 30. Symphonie, de P. Schat, par l'Orchestre symphonique de la Suisse romande ; 23 h. 30. Présentation : J.-P. Lauriol ; 23 h. 30. France-Musique les nuits : 23 h. 15. « Châtaî » the trance.

MARDI 6 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 30. Documentaire : Caméra au poing ; 13 h. 15. Sports : Championnats internationaux de tennis à Forest-Hills ; 16 h. 10. Pour la jeunesse : 17 h. 30. Visages du Canada (le Québec) ; 18 h. 30. Série : Sandokan ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 20 h. 30. Feuilleton : Adieu mes quinze ans ; 20 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

15 h. Série : Le monde en guerre ; 16 h. 30. Série : L'homme à la valise ; 17 h. 40. Feuilleton : Yao ; 18 h. 6. Vacances animées ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Rétrospective : La loi de vivre (Jean Delannoy) ; 20 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Tintin (le noir) et de Lolek et Bolik ; 19 h. 40. Soirées de la vie de province : Les Éboueurs, de B. Chouquet (FR 3 Rennes) ; 20 h. Jeux ; 20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : FANFAN LA TULIPE, de Christian-

Jaques (1951), avec G. Philipe, G. Lollobrigida, M. Herrand, O. Hussenot, G. Page (voir rediffusion).

Sous le règne de Louis XV, pendant la Guerre de sept ans, un jeune paysan, enrôlé de force dans l'armée, entreprend de réduire les prétentions que lui a faites une femme bohémienne. Une parodie spirituelle et protestataire enlevée des films de cape et d'épée. Mouvement, poursuites, trône et nonchaloir. Et Gérard Philipe, héros populaire inoubliable. 22 h. Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 25. Poésie : Paul-Louis Rossi (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; 8 h. 15. La civilisation du cheval ; 8 h. 30. Brèves ; 8 h. 30. Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7. Matinée de... l'actualité ; 10 h. 45. Stratégie mon ami ; 11 h. 2. Les jeunes interprètes, livre parcouru jazz ; 12 h. 5. Paris jazz ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Les jeunes interprètes à l'heure parcouru variétés ; 14 h. 5. Un livre des voix : « Le Léopard d'immortalité », de N. Delvaux ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture... Magazine d'Iran ; à 15 h. 25. Anthologie ; à 15 h. 35. Moscou, par G. Merut ; à 16 h. 35. En direct avec Patrick Draivey ; 17 h. 30. Jeunes interprètes au Festival estival ; 18 h. 30. Nouvelles de Francfort ; 19 h. 25. Sciences ; 20 h. 20. Dialogues. Hérité et milieu, avec Michel Tournier et Marc Soriano ; 21 h. 15. Musiques de notre temps ; 22 h. 30. Entretiens avec F. Mauriac, par : Amrouche (rediffusion) ; 23 h. Livre parcouru jazz.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Quatuor musique ; 9 h. 3. Clair obscur ; 10 h. La règle du jeu ; 13 h. La chanson ; 13 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale ; 14 h. 15. Mélodies sans paroles... musique ancienne... 14 h. 30. Bach (J. Rosen-Müller, A. Krieger, C. Pöhl, S. Knüpfer, J. Kuhnau, J. Schelle) ; 15 h. G. Pauré, Barock ; 15 h. 32. Stravinsky, Debussy, Schoenberg, Ravel ; 19 h. 25. Kioque ; 19 h. 45. Aubade inouïe ; 20 h. 30. Présentation du concert ; 21 h. 30. Semaines musicales de Lucerne par l'Orchestre radio-symphonique d'Allemagne, avec le violoncelliste Arto Noras ; « En sages », poème symphonique (Bibellus) ; « Concerto pour violoncelle » (Bibellus) ; « Rêverie », suite d'orchestre (Klimt) ; « Pièces pour piano » (Bibellus) ; 23 h. 15. France-Musique la nuit... le clavier ; 0 h. 5. Les fouleuses de paroles ; 0 h. 10. « Châtaî » the trance ; 1 h. Non scrites.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« COMME LA LUNE », de Joël Seria

La caricature est un genre assez mal vu, surtout au cinéma. Les réalisateurs se tuent à inventer des personnages convalincants, de plus en plus quotidiens, et reconnaissables. On est là à se réjouir que ce soit « comme dans la vie », on guette l'intrigue, l'émotion, l'humour, sans rien, les trois quarts du film, puis, grâce à une lueur de la bouche, on a droit à une plage de calme. L'amant furieux et triéte rencontre une secrétaire que personne n'a jamais su aimer, la console, se console. Les personnages deviennent alors ce qu'ils auraient été dans un film traditionnel, et bémollement on se met à croire au bonheur.

La victime de ce traitement est un malheureux réparateur de réfrigérateurs (Jean-Pierre Marielle), qui a plié femme et fille pour suivre une bouchère (Sophie Daumier). Il est complètement obsédé par sa blonde, complètement obsédé par leurs performances sexuelles. Il n'est pas méchant, mais « il est con », dit-on de lui. Ce n'est pas

seulement un don Juan de province prétentieux, c'est un naïf, tout à fait pathétique. Avec un tel sujet, la caricature ne peut qu'aboutir à un monument de vulgarité, d'autant plus insupportable que ça démolit un type plutôt brave. On vit dans l'horreur, sans rien, les trois quarts du film, puis, grâce à une lueur de la bouche, on a droit à une plage de calme. L'amant furieux et triéte rencontre une secrétaire que personne n'a jamais su aimer, la console, se console. Les personnages deviennent alors ce qu'ils auraient été dans un film traditionnel, et bémollement on se met à croire au bonheur.

Mais Joël Seria a refusé l'issue, la solution. Il a achevé une histoire sinistre, et bien trop méchante. On a la gorge qui se coince de temps en temps sur un rire nerveux, on n'en croit pas ses yeux qu'on puisse enlaidir à ce point des acteurs, et en sortant, la rue a un drôle de goût.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les films nouveaux.

Festival

Le jeune cinéma à Hyères...

Le Festival d'Hyères, qui a commencé le 30 août et s'achève le 6 septembre, est en France la principale manifestation consacrée au jeune cinéma. La notion de jeune cinéma n'est pas très précise : elle s'applique à des films de réalisateurs qui en sont, en général, à leur premier ou deuxième long métrage ; mais ce n'est pas une règle absolue. Ce sont aussi, à Hyères tout au moins, des films considérés comme non commerciaux. Les plus expérimentaux, qui sont d'ailleurs de durée variable, sont présentés dans une section à part, dite de « cinéma différent » : ils poursuivront, au mieux, une carrière marginale dans les ciné-clubs, les universités, les maisons de jeunes et de la culture.

Les autres, classés sous la rubrique « cinéma d'aujourd'hui », peuvent prétendre, s'ils sont bien accueillis, entrer dans le circuit des salles d'art et d'essai. Un représentant de l'Association française de cinéma d'art et d'essai (A.F.C.A.E.) assistait, cette année encore, au Festival.

Ces films, produits le plus souvent grâce à un financement précaire et réalisés dans des conditions artisanales, au prix de quelques dettes, sont à la recherche d'un distributeur. On n'en a pas vu beaucoup à Hyères, qui n'est pas Cannes. Mais une de ces perles rares séjournait au jury en la personne de Pierre Kallou. On compte aussi sur le bouche à oreille : Marie-Christine Bernault, Isabelle Huppert, Jacques Spisser, Henri Virlogeux, jurés vedettes, ne manquent pas de relations et Rui Nogueira, responsable de la sélection, a beaucoup d'amis.

Car le Festival d'Hyères, comme tout festival, ce n'est pas seulement l'addition d'un service de presse, de trois salles de projection et d'une équipe d'organisation, c'est aussi une petite communauté de gens du cinéma qui naît et évolue pendant une semaine autour d'échanges, de débats, de services mutuels. Pendant cinq ans, le Festival, qu'une liste socialiste, et M. Maurice Périès, fondateur de ces rencontres, devenu adjoint au maire, chargé des affaires culturelles, la manifestation, dont Toulon de toute façon ne voulait plus, est revenue dans sa ville natale. Elle y a trouvé, semble-t-il, une seconde jeunesse, bénéficiant bien entendu de l'attention particulière de la municipalité qui lui a attribué une subvention de 180 000 F (à laquelle s'ajoutent 50 000 F du conseil général et 25 000 F du Centre national de la cinématographie), et surtout de la bienveillance de tous.

Ce n'est pas que la population soit vraiment intégrée. Dans la rue,

les Hyérois, touristes ou autochtones, cherchent surtout, mais en vain, à apercevoir des acteurs célèbres et la longue grève des conducteurs d'autocars fait plus parler que les premiers films de ces jeunes « qui veulent percer ». Les spectateurs du Festival sont donc, pour la plupart, des habitués liés plus ou moins directement aux milieux du cinéma. Il n'empêche qu'à Hyères le Festival est chez lui et qu'il s'y sent plus à l'aise qu'à Toulon, trop grande ville probablement. C'est important pour la réussite de la manifestation, pour l'écho qui en sera donné et pour l'avenir des films en compétition.

Le palmarès des années précédentes inclut cependant à la prudence. Créé en 1965, le Festival avait couronné, lors de sa première édition, Une Fille et des Juifs, de Claude Lelouch, le prix spécial du jury allant à la Vieille Dame Indigne, de René Allio. Les années suivantes, Edouard Luntz José Varès, Philippe Garrel, Roger Andrieux, entre autres, et l'an dernier Francis Reusser, ont été récompensés. Certains de ces auteurs ont fait leur chemin, d'autres plénement.

Plusieurs des films que l'on a vus au cours du Festival 1977 méritent d'être cités, car ils sont remarquables, et ils sont imparfaits comme le sont nécessairement des premières œuvres. C'est le cas du film soviétique L'Esclave de l'Amour, de Nikita Mikhalikov. A Odessa, en 1917, où les Russes blancs tiennent le pouvoir, un groupe de cinéastes continue de tourner comme si rien ne se passait à Moscou. La belle Olga, star adulée et capricieuse, finira par se mettre au service de la révo-

lution. Sans aucun didactisme, avec une grâce et un humour auxquels le cinéma soviétique ne nous a pas habitués, Nikita Mikhalikov décrit un monde d'insouciance et de légèreté qui, peu à peu, se heurte à la réalité. Identification, film hongrois de Laszlo Lugossy, évoque aussi, dans un autre registre, les difficultés d'adaptation au régime nouveau-né en Hongrie au lendemain de la guerre. Prisonnier de retour d'Ukraine, Andras Ambrus a été inscrit au camp sous le nom d'un autre : il ne pense qu'à recouvrer son véritable état civil. Comme Olga, la diva, Andras le rejeté veut sortir du néant, renaitre à la vie. Ce film, d'une grande beauté plastique, nous parle aussi à mots couverts de la Hongrie d'aujourd'hui.

Le thème revient avec insistance dans quelques-uns des films projetés pendant cette semaine : la recherche d'une identité perdue. Le paysan hongrois privé de son nom dans Identification, le pianiste de jazz un peu ringard de Militia Battelfield, de la Tchécoslovaquie Jana Bokova, la femme de ménage qui s'invente une histoire de meurtre dans l'Eden Palace de Frédéric Compain, ont en commun le même sentiment de leur inexistence, la même impression d'être dépossédés d'eux-mêmes. Constat désespéré que chacun tente de surmonter avec ses moyens : Andras Ambrus, le paysan, par l'oblation ; Sir Lawrence, le pianiste, par dérisoire ; Louise, la femme de ménage, par l'imagination. Ces personnages se débattent pour échapper aux contraintes d'une société qui finit par imposer sa loi, son image, sa règle du jeu.

même coupé les ailes pendant de longues années par crainte d'être accusé de faire du « sous-Godard ». D'où le partage de l'avant-garde de 1977 entre un « pseudo-naturalisme » et les recherches de Chantal Akerman, Benoit Jacquot et Marguerite Duras.

Trois des allongés, présenté par son auteur comme « un reportage imaginaire sur la réalité », et l'Eden Palace, « tentatives de films, déchirures, images de crises, tournées ici en France en 1976 », montrent que l'on n'hésite pas à revenir à Godard.

Dans l'Eden Palace, un personnage insiste pour être « dans l'histoire ». Son interlocuteur murmure : « Une histoire même un peu contuse, même la plus futile... » A un autre moment quelqu'un dit : « Ils ont voulu lui ravir ce qu'elle a de plus cher : son imaginaire. » Entre ces deux pôles tente de se déployer le jeune cinéma.

THOMAS FERENCZI.

Variétés

Bernadette Rollin

Actrice (elle a joué cette année au Petit Odéon et à Châtelet), Bernadette Rollin termine l'aventure du récit : chassons, poèmes.

Son spectacle est excellent, parce que Bernadette Rollin est une lune à deux brux manchant (dans le sens possible de cette image). La première apparence

est d'un « beau sinistère » timide, pas tragique, mais tout de même en vadrouille du côté de la mélancolie. Avec les vagues de rêve que cela fait lever. Or il suffit d'un rien pour que cette « pâleur » intéressante se métamorphose en fatueuse renouveau de vie. La vraie gâtée, qui vous prend de court par sa ferveur d'entreprise.

Le contraire de ce qu'on appelle un « emploi ». Bernadette Rollin est tout emploi. Elle brûle les étapes. Un seul rôle dans une pièce durant toute une soirée, même un personnage qui bouge, à la Shakespeare, elle s'y sent en cabane. Là, dans la cave du quinzième siècle de la Vieille-Grille, entre la musquée (arabe) et les arènes (romaines), passant d'un poète pur (Hilbert) à des souvenirs de Louise Michel en Nouvelle-Calédonie, elle s'étonne plus.

Elle change aussi pas mal de choses d'Henri Gougaud, un de nos bons paroliers, qui manipule les mots et les images comme des fruits rouges de saison.

Bernadette Rollin a une bien belle voix, ombreuse ou claire, secrète ou de grand soir, rapide en métamorphoses, une vraie anguille. Alors c'est vrai, avec elle on se sent sous ses doigts à vingt pièces de théâtre, au moins.

Elle est accompagnée par Serge Noël (au piano) et Vincent Barès (à la guitare), avec retenue et poésie. Comme l'acteur est coupé pendant le spectacle, il est plus gentil (pour les artistes) de se remettre de l'humour.

MICHEL COURNOT.

* Vieille Grille, vers 22 heures.

PRESSE

Deux journaux londoniens ont été empêchés de paraître en raison d'une grève des ouvriers d'imprimerie : le Sunday Express (plus de trois millions d'exemplaires) n'a pu sortir dimanche tandis que le Daily Express était victime, lundi matin 5 septembre, du même arrêt de travail. Les deux titres appartiennent au groupe Beaverbrook. Le tirage, réalisé à Manchester, n'a pas été affecté par ce mouvement. La direction de Beaverbrook a précisé, dimanche soir, que tous les techniciens de l'imprimerie de Londres, membres du syndicat A.E.U.V., s'étaient congediés d'eux-mêmes en rompant leur contrat de travail. D'autre part, certaines pièces essentielles de l'imprimerie avaient disparu samedi soir. Bien que la police en ait retrouvé une partie en fouillant les locaux, « quelques pièces essentielles manquent encore », affirme la direction.

Lectures comparatives

La Machine, un film de Paul Vecchiali sur la peine de mort, qui ouvrirait hors compétition le Festival, relève d'une vision analogue. La Machine, c'est bien sûr la guillotine, mais c'est aussi le « système » — la police, la justice, la médecine, les mass media — qui, mis en présence du meurtrier du siècle, ne veut voir en lui qu'un monstre, un être pervers, et reconstruit un autre personnage pour mieux justifier son exécution et pour éviter de se poser certaines questions.

Ainsi élimine-t-on ce qui pourrait déstabiliser la machine. La grand-mère qui se laisse mourir dans Pleasant-vill, film américain de Vicki Polon et Kenneth Locker, plutôt que de voir sa maison détruite par les bulldozers ou le jeune chômeur qui, dans Troitroir des allongés, de Jean-Louis Daniel, finit avec plusieurs balles dans le corps, étendu sur le macadam, en sont, à leur façon, les témoins sinon les martyrs.

Il y aurait sans doute d'autres enseignements à tirer de ces « lec-

tures » comparatives auxquelles incite la formule même du Festival. Il reste que la sensibilité des jeunes auteurs — reflet tout à la fois de la situation du cinéma et d'espérances politiques déçues — est lourde de cette « mauvaise conscience » qu'il faut, selon Jean-Louis Daniel, filmer aujourd'hui « en plan large et en plan rapproché ».

Le jeune cinéma ce devrait être aussi un nouveau langage cinématographique. Jean-Louis Daniel, réalisateur du Troitroir des allongés, a soulevé la question à l'occasion du débat qui a suivi la projection de son film. Hormis Militia Battelfield, reportage inspiré du « cinéma-vérité » de Jads, et des deux films français de Jean-Louis Daniel et Frédéric Compain, on n'a guère assisté, le « cinéma différent » mis à part, à une rampe en cause des structures traditionnelles du récit. Rien de comparable à la « nouvelle vague » du début des années 60.

La « nouvelle vague » d'aujourd'hui, selon Jean-Louis Daniel, s'est elle-

Culture

LA PREMIÈRE FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE DE MOSCOU

Du 6 au 14 septembre va se tenir pour la première fois à Moscou, sur le territoire de l'Exposition des réalisations de l'économie nationale, une foire internationale du livre. Juste un mois avant la grande Foire de Francfort, l'U.R.S.S. organise une rencontre à laquelle prendront part des éditeurs de l'Ouest.

D'après une dépêche de l'agence Tass, M. Boris Pankine, président de l'Agence soviétique pour les droits d'auteurs, qui organise la Foire avec le Comité d'Etat pour l'édition, a précisé que soixante-cinq pays seraient représentés et environ plus de mille cinq cents maisons. Parmi les Occidentaux, la participation de l'Allemagne fédérale est la plus importante. Celle de la France (quatre-vingt-cinq firmes) dépasse celle des Etats-Unis (soixante-quatorze).

Toujours d'après M. Pankine, cette foire intéressera en priorité les belles-lettres. L'U.R.S.S. espère faire mieux connaître à l'Occident les auteurs soviétiques et des pays socialistes et renverser la disproportion qui existe actuellement dans les échanges culturels entre l'Est et l'Ouest.

La signature par l'U.R.S.S. en 1974 de la Convention internationale du droit d'auteur, et non de la convention de Bern comme nous l'avions indiqué par erreur en annonçant la Foire de Moscou (voir le Monde daté 7-8 août 1977), n'est pas non plus étrangère à l'initiative soviétique.

MONTE CARLO vo • QUINTETTE vo • 3 NATIONS • IMPERIAL PATHE • ST LAZARE PASQUIER • MONT-PARNASSE 83 • CONVENTION GAUMONT • CLICHY PATHE

Périphérie : FRANÇAIS Enghien • TRICYCLES Asnières • BELLE EPINE Thiais • MULTICINE Champigny

Après « MES CHERS AMIS », le nouveau chef-d'œuvre de MARIO MONICELLI

UN BOURGEOIS TOUT PETIT PETIT

Une description à la COURTELINE d'une famille de petits bourgeois... Alberto Sordi : un sens remarquable du comique... ROBERT CHAZAL / FRANCES-ROSE

Un film à ne pas manquer... HENRI CHAZAL / LE QUOTIDIEN Un film exemplaire! ALAIN REMOND / TELERAMA

Un film à voir et à méditer... MICHEL PEREZ / LE MATIN DE PARIS Digne de MARCEL AYMÉ... de la comédie satirique à la comédie noire... VALEURS ACTUELLES

ALBERTO SORDI SUBLIME :

François Forestier (L'Express)



présente MICHEL PICCOLI CHRISTINE PASCAL MICHEL AUMONT

DES

ENFANTS

GÂTÉS

mercredi

Un film de BERTRAND TAVERNIER

avec GERARD JUGNOT

ENFANT

ARTS ET SPECTACLES

cinéma à Hyères...

Festivals... et à Trouville

(Suite de la première page.)
L'achat des films à la télévision, a expliqué Marcel Jullian, directeur d'Antenne 2, va passer de 150 000 francs, prix maximum, à 225 000 francs, puis un jour ce chiffre sera doublé. On pourrait tout de suite louer la dizaine de films de long métrage montrés à Trouville et les projeter à une bonne heure d'écoute, vers 20 h. 30, si la profession ne proteste pas. Car, pour Claude Nedjar, producteur et président de la commission interprofessionnelle pour les rapports entre cinéma et télévision, le cinéma à la télévision ne doit plus faire concurrence aux films qui passent en salle aux « bonnes » heures, c'est-à-dire en soirée ou le dimanche. Certains interdits de programmation doivent disparaître, par exemple pour « Au hasard Balzac », de Robert Bresson, et « Hiroshima mon amour », d'Alain Resnais, jugés trop « difficiles », coupables surtout de faire baisser la courbe des sondages : et M. Jullian de dénoncer « le scandale non pas de l'utilisation, mais de la manipulation des sondages ».

Mais quel genre de films espère-t-on ainsi programmer sur nos antennes ? La télévision est-elle prête à accepter ce « jeune cinéma », ses audaces, gratuites ou pas, ses connotations politiques ou morales ?

Jacques Tati, présent en permanence durant tout le Festival, n'a eu aucune peine à défendre l'importance du court métrage comme moyen de formation au long métrage. La sélection retenue pour Trouville a atteint une bonne moyenne, cinq ou six des films étant tout simplement excellents. Trois d'entre eux ont été plébiscités par le public, ex-aequo, pour le Grand Prix du court métrage : « Le Chien de monsieur Michel », de Jean-Jacques Beineix, « Désiré la sangsue », de Bousart — tous deux adaptés d'une nouvelle, — et « Dégustation maison », de Sophie Tatischeff (tourné par la fille de Jacques Tati dans le village de « Jour de fête » où elle a grandi). Deux courts métrages nous ont paru encore plus brillants : « Un bol d'air », de Charles Nègre, avec Valérie Mairesse et l'équipe du café-théâtre Le Splendid, improvisation réjouissante, sur le thème du pique-nique, de six comédiens inspirés, et « Un village français », de Jacques Marry, susceptible de décourager à jamais tous les cinéastes ethnographes. Jacques Marry a filmé avec une fausse précision d'ethnologue les mœurs de la douce France, leur a adjoint le genre de commentaire sourcilieux de mise pour une thèse de troisième cycle en Sorbonne concernant les peuplades d'Afrique ou de Papouasie.

Les films de long métrage ne recevaient pas de prix. Aucun n'a paru déshonorant, mais aucun n'a convaincu réellement, sauf, pour certains spectateurs, le film d'un jeune cinéaste déjà éprouvé, François Weyergans, « Maladie mortelle », avec Laurent Terzieff et Arny Duperey : film chrétien, « bressonnien », mais, ajoute le metteur en scène (compatriote de J.K. Huysmans), citant le Coran : « Peu importe à Dieu que vous ne l'invoquiez pas ».

Hormis cet ouvrage hors compétition, si l'on peut dire, relevant dans un ordre mal assuré, quatre films porte-flambeau de l'équipe des « Cahiers de cinéma » : « Dora et la lanterne magique », de Pascal Kané, et « le Théâtre des matières », de Jean-Claude Biette, « l'Ombre et la Nuit », de Jean-Louis Leconte avec le mime Gilles Ségal (et une photographie très travaillée du vétéran Henri Alekan),

théâtres

Les salles ouvertes

Athénée, 21 h. : Espérance.
Comédie Camartin, 21 h. 10 : Soixante-trois.
Danton, 21 h. : Pape.
Rochette, 20 h. 45 : la Centaure.
Madelaine, 21 h. : Peste de veche.
Moufflard, 20 h. 45 : Erostrate.
Nouveautés, 21 h. : Divorce à la trouille.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Gros Chinois.

Festival estival

Faculté de droit, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Claude Heller (Scabiosa, Beethoven, Debussy).

Les cafés-théâtres

Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 22 h. : Les Frères ennemis.
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : la Démocratie ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, 1. 20 h. 15 : Tango.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pagoda, 7 (705-12-19).
ALICE DANS LES VILLES (All.), vers. am. : Le Marais, 4 (273-47-55), 14-Juillet-Parassie, 6 (328-85-00).
ASTÉRIX ET CLEOPÂTRE (Fr.) : Marseille, 6 (770-72-36), Calypso 17 (794-10-48).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 6 (335-53-38) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2 (201-50-32), Bénédictine-Montparnasse, 15 (544-25-02).
LE BISON BLANC (A., v.o.) : U.G.C.-Maitégon, 6 (336-31-97) ; v.f. : Océan, 2 (233-39-36), George V, 8 (222-41-40), Paramount-Opéra, 9 (773-34-37), U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-58), Paramount-Galaxie, 13 (580-18-05), Paramount-Montparnasse, 14 (326-22-17), Paramount-Orléans, 14 (540-45-51), Convention-Saint-Charles, 15 (579-32-00), Paramount-Mallot, 17 (758-24-24), Les Images, 18 (522-47-94), Secrétan, 19 (208-71-33).

La Cinémathèque

CHAILLOT, — Relâché.

Par-delà le contrat

Trois films de long métrage avaient le mérite de rentrer dans le vif d'un sujet mais dérouteaient le spectateur esthète, ils ont parfois été dénoncés comme du non-cinéma : dans l'ordre de leur projection, « Mémoire commune », de Patrick Poivevin, sur la Commune de 1871, avec notamment deux comédiens bien connus à Bobigny, Jean-Paul Wenzel et Florence Camarocque ; « Pour qui les prisons ? », d'Élie Lénas, avec la participation de trois anciens « bouillards » ; « Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? », de la comédienne Coline Serreau. Tous trois se rattachent par quelque manière à la technique du documentaire, l'un se veut aussi austère, dépouillé (É. Lénas) que l'autre flamboyant (Coline Serreau), le troisième emprunte au théâtre d'animation culturelle le goût de la fable distanciée mais « enlevée » à un rythme rapide (P. Poivevin).

« Mémoire commune » nous a rafraîchi nos souvenirs, informé en amusant. « Pour qui les prisons ? » met les points sur les I, sur la misère carcérale française : le vrai film a eu lieu lors du débat qui a suivi la projection, débat en forme de psychodrame mené parfois avec une rare violence par trois de ses protagonistes, un ancien détenu voulant « tout dire » sur la prison, un chirurgien-chef de la prison de Fresnes, et l'animateur d'Antenne 2, Jean-François Kahane.

Si le film de Coline Serreau parle clair et fort, c'est qu'il établit la communication la plus intense avec ses personnages, qu'il nous révèle sans didactisme une société fondée sur la violence et la soumission de la femme à un ordre supposé « éternel ». Coline Serreau ne s'embarrasse pas de fioritures : comédienne, elle étroit la vérité, une vérité, de ses interlocuteurs et interlocuteurs comme d'autres arrachent des dents. Ce film, qui dépasse la simple propagande, nous fait regretter que la réalisatrice n'ait pu reprendre et compléter certains portraits.

Ces trois films n'ont pas leur place à la télévision, ils remettent en cause trop directement notre monde. Imaginer le contraire équivaut à mentir. Pourtant c'est par la télévision que de telles œuvres, discutées ensuite avec la plus extrême franchise, atteindraient réellement leur objectif.

LOUIS MARCORELLES.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 5 septembre

21 h. 45 : Popeye ; 23 h. : J.-M. Thibault. — 21. 20 h. 45 : le Mystère de la petite marche ; 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Ciné des Miracles, 20 h. 30 : Marius Serrant ; 21 h. 45 : Armique 77 ; 22 h. : Vite la culture.
Les concerts
Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Brigitte Engerer, piano (Bach, Beethoven, Debussy, Prokofiev).
Impérial, 8 (742-72-52). Jean-Renard, 8 (274-40-75).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8 (223-47-19).
DERNIÈRE SORTIE AVANT D'ÊTRE (Fr.) : Quinette, 5 (332-33-40), Juliette-Bastille (337-90-51), Olympia-Ruepôt, 14 (542-61-42).
DEROUZELLE (Sov.) : Ariéquin, 5 (548-02-22).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Bouteville, 6 (633-78-38), Colisée, 6 (339-25-46).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Br., v.o.) : Saint-Germain-Buccherie, 6 (633-61-59), Montparnasse-Palace, 14 (331-51-16), Elysée-Lincoln, 8 (338-38-14), Olympia-Entrépot, 14 (542-61-42) ; v.f. : Français, 9 (770-35-58).
DONALD ET DINGO AU PAR-EST (A., v.f.) : Richelieu, 2 (233-56-70), la Royale, 8 (265-42-62), Magnan, 8 (339-42-62), Montparnasse-Palace, 14 (331-51-16), Caumont-Sud 14 (331-51-16), Caumont-15 (774-42-98), Clitichy-Palace, 18 (222-37-41), Gaumont-Gambetta, 20 (707-02-74).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio Alpha, 6 (332-39-47).
L'ESPRIT DE LA ROCHE (Esp., v.o.) : Le Marais, 4 (273-47-55).
L'HOMME PRESSE (Fr.) : Quinette, 5 (332-33-40), Colisée, 6 (339-25-46), Français, 9 (770-35-58), Nations, 12 (343-04-67), Fauvette, 13 (337-90-51), Montparnasse-Palace, 14 (331-51-16), Caumont-15 (774-42-98), Muret, 16 (288-99-75), Clitichy-Palace, 18 (222-37-41), Caumont-Gambetta, 20 (707-02-74).
LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (A., v.f.) : Grand-Palais, 15 (531-44-58).
PROVIDENCE (Fr., angl.) : U.G.C.-Océan, 8 (325-71-08).
ROOTS : ROYALTY (Ang., v.o.) : Studio Saint-Servin, 5 (333-50-81).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cécile, 5 (333-50-82) ; O.G.C.-Marbeuf, 8 (223-47-19) ; Daumesnil, 12 (343-52-97) ; Saxe-Montparnasse, 15 (544-25-02).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Lucerna, 8 (544-87-34) ; U.G.C.-Marbeuf, 8 (223-47-19).
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., v.f.) (*) : Grand Palais, 15 (531-44-58).
J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHIE (Canada) : U.G.C.-Opéra, 2 (231-50-32) ; la Cité, 5 (337-90-50) ; Bonaparte, 6 (332-12-12) ; Lucerna, 8 (544-87-34) ; Biarritz, 8 (725-59-21).
JANSON D'ARDENNE (Fr.) : Gaumont-Opéra, 9 (373-65-48).
MADAME CLAUDE (Fr.) (*) : Marius, 8 (339-92-82) ; Sisyphe, 5 (770-72-86).
LE MAESTRO (Fr.) : Paris, 8 (339-53-99) ; Gaumont-Madeleine, 8 (339-53-99) ; Gaumont-Sud, 14 (331-51-16).
LE MESSAGE (A., version arabe) : Clitichy-Palace, 18 (222-37-41).
MONSIEUR PAPA (Fr.) : Saint-Germain-Studio, 6 (332-42-72) ; Montparnasse-52, 6 (544-15-77) ; Concorde, 8 (339-53-99) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Pavlov, 13 (331-58-86) ; Gaumont-Convention, 15 (544-25-02) ; Mayfair, 18 (525-21-06) ; Clitichy-Palace, 18 (222-37-41).
OMAR GATILLO (Arg., v.o.) : Studio Média, 6 (333-25-97).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 51 (533-97-77).
LE PASSER SIMPLE (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Saint-Germain-Villiers, 6 (333-61-59) ; Colisée, 6 (339-25-46) ; France-Buccherie, 6 (633-61-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (337-90-51) ; Saint-Germain, 6 (770-35-58) ; 14-Juillet-Bastille, 11 (337-90-51) ; Montparnasse-Palace, 14 (331-51-16) ; Caumont-15 (774-42-98) ; Clitichy-Palace, 18 (222-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20 (707-02-74).
LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (A., v.f.) : Grand-Palais, 15 (531-44-58).
PROVIDENCE (Fr., angl.) : U.G.C.-Océan, 8 (325-71-08).
ROOTS : ROYALTY (Ang., v.o.) : Studio Saint-Servin, 5 (333-50-81).

MONTFARME 23 • CONVENTION SAINT-CHARLES
PETIT PETIT
ALBERTO SOSSI SUB

T.B.B.
THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
60, RUE DE LA BELLE-FEUILLE (MÉTRO : MARCEL-SEMBAT)
ABONNEMENT 1977-1978
I
"SIX PERSONNAGES EN QUÊTE D'AUTEUR"
DE LUIGI PIPIRANDELLO - MISE EN SCÈNE DE SACHA PITOFF
AVEC SACHA PITOFF ET RENÉE FAURE
II
"ET LA FÊTE CONTINUE"
TEXTES DE R. DESNOS, J. PREVERT, R. QUENEAU, S. VIAN
MISE EN SCÈNE DE L.-P. GRENIER ET D. RUSSENOT
DECORS ET COSTUMES DE JEAN-DEBENS MALICES
CHOREGRAPHIE ET BALLETS DE JEAN GUELS
AVEC
LES FRÈRES JACQUES
OLIVIER HUSSENOT - JACQUES BALUTIN - YVAN DAUTIN
ARLESEMENT - MAURICE NISCH - PIERRE VERNIER
ORCHESTRE : L'HYMOCLEON
III
"CÉLIMARE LE BIEN AIMÉ"
D'EUGÈNE LABICHE - MISE EN SCÈNE D'ANDRÉAS VOUTSINAS
AVEC DARRY COWL ET JEAN-MARIE PROSLER
TARIF POUR LES 3 SPECTACLES : FR. 60 COLLECTIVITÉS : FR. 48
ETUDIANTS (CARTE VERMEIL) : FR. 45
ET, EN TARIF SPECIAL ABONNÉS (TOUTES PLACES) : 15 FR.
CREATION DE
"LES AGUILLEURS"
PIECE DE BRIAN PHILAN - ADAPTATION D'AL. FAMECHON
MISE EN SCÈNE DE G. WILSON
AVEC JACQUES DUPLON ET GEORGES WILSON
NOMBRE D'ABONNEMENTS LIMITE
RENSEIGNEMENTS : 603.60.44

C.I.P. Palais des Congrès - Mercredi 14 et Jeudi 15 sept., 21 h.
Les Spectacles Lumbricoles en accord avec Anatole Heller
et avec le concours
de l'Association Française d'Action Artistique
Présentent
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE D'ISRAËL
direction
Zubin METHA
14 sept., 21 h.
MOZART :
Symphonie n° 40
MAHLER :
Symphonie n° 5
(p.s. Valmalette) Loc. Salle (758-23-04), Durand et Agences
15 sept., 21 h.
SCHUMANN :
Symphonie n° 1
SCHUBERT :
Symphonie n° 7
(p.s. Valmalette) Loc. Salle (758-23-04), Durand et Agences

AL OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
Toujours la fête!!!
avec
LE BIG BAZAR
LOCATION : 114, A 20M, DANS LES AGENCES PAR TELEPHONE 742 26 45

DES ENFANTS GÂTÉS
Un film de **BERTRAND TAVERNIER**
mercredi
GERARD JUGNOT

Le monde

LE

ROBERT VENTRE

Une boucherie
à Grande Surface
au service des consommateurs

PRIX DISCOUTES
TOUTE L'ANNEE

SPORTS

ATHLÉTISME

La domination de la R.D.A. dans la première Coupe du monde

De notre envoyé spécial

Düsseldorf. — Quelques cent cinquante mille spectateurs avertis et prompts à vibrer vigoureusement ont fait de la première Coupe du monde d'athlétisme, organisée à Düsseldorf, les 2, 3 et 4 septembre, un grand succès populaire. Fortes en émotions, cette réunion de vitesse a été marquée par plusieurs performances de très haut niveau, dont un record du monde établi dans le 4 x 100 mètres par l'équipe des États-Unis (38 sec. 3/100).

On disait les Allemandes de l'Est capables de battre la coalition du reste du monde : elles l'ont faite échapper à la victoire au profit d'une simple sélection européenne. En revanche, la formation masculine de la R.D.A., bénéficiant de circonstances favorables, s'est classée la première. Définitivement assurés à la suite de la blessure qui cloqua sur place l'Américain Mike Partee dans le relais 4 x 100 mètres, ce succès avait été compromis par un regrettable incident au moment du départ du 400 mètres.

Au lieu de claquer séchement, le coup de pistolet produisit l'effet d'un pétard mouillé. Placé à l'extérieur, loin du starter, Alberto Juantorena fit quelques foulées hésitantes. Non seulement la détonation lui était parvenue très assourdie, mais le bruit d'une caméra toute proche et celui d'un avion passant à proximité du stade l'avaient couverte. Avant-il bien entendu ? N'aurait-il pas rappelé les concurrents ? C'est seulement lorsqu'il vit l'indien Uday Prabu arriver à sa hauteur dans le septième couloir que le Cubain comprit que la course était bien lancée. Il parlait avec un handicap de plusieurs mètres et, fait encore plus fâcheux, le rythme de ses foulées était brisé. Le résultat de cette épreuve fantaisiste fut loin de correspondre aux valeurs établies.

Plusieurs heures après l'arrivée, Juantorena, battu de quelques centièmes de seconde, ne décollait pas. D'autres coureurs ayant subi un sort à peine plus équitable, il fut convenu, après de longues délibérations, qu'on recommencerait le lendemain. Protestations des responsables de l'équipe de la R.D.A. et de la sélection européenne ! Leurs athlètes s'étaient en effet classés aux deux premières places, et le règlement ne prévoyait rien de tel. S'il était vrai que le pistolet avait fait long feu, le starter était seul juge. Or il ne s'était pas manifesté.

Les arguties avancées par les dirigeants de l'athlétisme international pour ramener les concurrents dans leurs couloirs n'auront certainement pas contribué à renforcer leur crédit. Pas plus que l'erreur de l'officiel allemand, ajoutée à d'autres contretemps et à d'autres maladroites, ne milita en faveur d'une réputation pourtant bien établie, s'agissant de qualités d'organisation. Dernier rebondissement de cette affaire : la deuxième course eut lieu sans l'Australien Richard Mitchell ni l'Africain Félix Imadiy. Juantorena eut la victoire qu'il revendiquait, et, en se classant second, Volker Beck (R.D.A.) limita la perte de points enregistrée par son équipe.

On ne manquera pas de s'émouvoir une fois de plus du fait que les représentants d'un petit pays de dix-huit millions d'habitants soient parvenus à tenir en échec des forces colossales. La vaste Union soviétique n'a-t-elle pas elle aussi un système rationnel susceptible de promouvoir les talents ? La recherche scientifique

CYCLISME

Francesco Moser, champion du monde sur route

La victoire d'un homme et d'une équipe

Il aura fallu que Francesco Moser, battu chez lui la saison passée par Freddy Maertens, traverse l'Atlantique pour aller conquérir le titre de champion du monde des routiers professionnels qu'on lui destinait depuis plusieurs années déjà. La décision d'organiser le championnat du monde en Amérique du Sud — au Venezuela — c'est-à-dire loin des pays où l'on pratique traditionnellement le cyclisme, ne pouvait satisfaire que les congressistes épris de tourisme. Elle compliqua la tâche des coureurs qui consacrent l'essentiel de leur temps aux rallyes automobiles ou en voyages aériens.

Heureusement, cette expédition, quelque peu improvisée, mais menée par un très beau parcours, a donné lieu à une course de qualité et à un tournoi d'un vainqueur parfaitement digne de porter le maillot arc-en-ciel des internationaux au sprint l'Allemand Dietrich Thurau, avec lequel il s'était échappé durant 25 kilomètres. Moser a obtenu la plus retentissante victoire de sa carrière, qui fait de lui le successeur de Felice Gimondi et l'incontestable numéro un actuel du cyclisme italien. Elle confirme l'épanouissement d'un champion encore jeune, qui s'est distingué tant par sa régularité que par son brio et qui n'a cessé de progresser depuis ses débuts professionnels.

Or ce sont précisément ces deux vertus qui se trouvent aujourd'hui récompensées. Considéré comme l'un des meilleurs routiers internationaux (la Flèche wallonne, le Tour de Lombardie, le Midi libre figurent à son palmarès qui est riche en places d'honneur), l'ancien champion d'Italie s'est montré le plus entreprenant et le plus efficace sur le circuit de San Cristobal, où la chaleur, la pluie, le vent ajoutaient aux difficultés du terrain. Une première offensive l'avait projeté à l'avant à 40 kilomètres du but en compagnie de Maertens, Kuiper et Imadiy. Elle échoua, faute d'une entente suffisante entre les quatre hommes de tête, mais une seconde attaque lui ouvrit le chemin du succès en lui permettant d'éliminer Maertens.

Comme la veille, au terme de l'épreuve réservée aux amateurs et gagnée par Claudio Corti, les Italiens ont classé deux représentants parmi les trois premiers grâce à la présence de Francesco Bissoli.

De toute évidence, la réussite de Francesco Moser résulte à la fois d'un exploit individuel et d'un travail collectif. Constituée autour d'un chef de file unique, la « squadra » a tiré profit de la cohésion et l'inverse de l'équipe belge paralysée par ses rivalités. On savait depuis la veille que Maertens et Kuiper avaient rompu le dialogue et qu'ils ne pouvaient compter ni l'un ni l'autre sur les services de Roger de Vlaeminck. Le refus de coopérer se vérifia sur la route et précipita la défaite du mieux placé d'entre eux, nous voulons parler bien sûr de Freddy Maertens.

Les Français, pour leur part, ont tenté avec une bonne volonté manifeste de contrôler les mouvements offensifs et ils ont pu croire à une victoire possible de Bernard Hinault jusqu'à 25 kilomètres de l'arrivée, lorsque le jeune Breton, les jambes nouées par les crampes, dut laisser partir Moser et Thurau puis Bissoli et Kuiper. Débordé par Chalmel et Bissoli, il n'était sans doute pas aussi parfaitement préparé qu'il le laissait entendre. On peut supposer qu'il a payé en l'occurrence la note d'une saison chargée et d'un entraînement trop intense. Retardé par deux crevaisons, Thiebaud a abandonné mais Pélissier a justifié sa sélection par ses débuts.

La seule médaille française est celle de Josiane Bost, une Bourguignonne de vingt-et-un ans, qui a pris le relais de Geneviève Gazbillon.

JACQUES AUGENDRE.

NATATION

Polémiques à la Fédération française

La Fédération française de natation (F.F.N.) a réuni samedi 3 septembre aux critiques émises par MM. Lucien Zins, ancien directeur national, et Michel Rousseau, ancien champion, à la suite des mauvais résultats obtenus par la natation française aux récents championnats d'Europe de Jönköping. Selon M. Bernard Serandour, vice-président de la F.F.N., il s'agit d'un câble organisé par M. Zins pour exiger le départ de M. Garoff, directeur national. M. Serandour s'en prend avec vigueur à MM. Zins et Rousseau. « vieux chevaux de retour qui ont mal vieilli et qui n'attendent pas de rester dans l'ombre ». « Nous ne reconnaissons pas à M. Zins, précise encore M. Serandour, le droit de suspecter l'honnêteté et l'intégrité de M. Garoff. Il est trop mal placé pour cela, tout comme Michel Rousseau, qui ferait mieux de faire ses preuves en tant qu'entraîneur avant de contester l'action de M. Garoff ».

M. Serandour ajoute que des sanctions seront prises le 10 septembre lors d'un comité directeur exceptionnel, et pour sa part M. Garoff avance que M. Michel Rousseau « devra rendre des comptes à M. Perrillat, directeur des sports du secrétariat d'Etat, duquel il dépend, puisqu'il est salarié pour moitié de l'Etat ».

L'impression qui prévaut depuis longtemps est que les « vieux chevaux de retour qui ont mal vieilli » ne sont pas forcément ceux que cite M. Serandour. M. Zins et Rousseau, en tout cas, n'appartiennent pas à ce baron du troisième âge.

TENNIS

Plus de Français à Forest-Hills

Moins de deux semaines avant la finale de la zone européenne de Coupe Davis, qui les opposera à Rome du 16 au 18 septembre, les tennismen français et italiens ont eu un comportement décevant aux championnats internationaux des États-Unis qui ont débuté à Forest-Hills le 31 août. Les trois Français sont déjà éliminés : Patrice Dominguez au premier tour par l'Américain Vitas Gerulaitis (tête de série n° 8), 6-2, 6-0. François Jauffret au deuxième tour par l'Américain Sherwood Stewart, 7-5, 6-3, tout comme Patrick Frosio battu par le Sud-Africain Ray Moore, 6-1, 6-2. Adriano Panatta n'a pas été plus heureux contre l'Américain Dick Stockton, vainqueur par 2-6, 6-4, 6-4. Corrado Barazzutti s'est par contre montré plus brillant en éliminant successivement le Roumain Ilie Nastase (tête de série n° 7) par 6-4, 6-4, puis l'Australien Mark Edmondson par 6-1, 6-0.

Le jeune Américain John McEnroe (dix-huit ans), qui avait fait sensation en se qualifiant pour les demi-finales de Wimbledon, a confirmé ses résultats à Forest-Hills en se qualifiant pour les huitièmes de finale en battant son compatriote Eddie Dibbs (tête de série n° 9) par 6-2, 4-6, 6-4. Leur match a dû être interrompu une vingtaine de minutes, car un spectateur a été blessé à la cuisse droite par un projectile de calibre 38 tiré par un inconnu.

L'Américain Jimmy Connors, l'Argentin Guillermo Vilas et le Suédois Björn Borg, les trois favoris du tournoi, disputent les huitièmes de finale. Toutefois, le Suédois qui souffre d'une elongation aux pectoraux droits et d'un début de tendinite dans l'épaule, ne s'accorde « pas 1 % de chances de gagner Forest-Hills cette année ».

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE DU MONDE HOMMES

100 mètres. — 1. Williams (E.-U.), 10 sec. 13; 2. Day (R.D.A.), 10 sec. 19; 3. Leonard (Amériques), 10 sec. 19.

200 mètres. — 1. Edwards (E.-U.), 20 sec. 17; 2. Manning (Europe), 20 sec. 30; 3. Leonard (Amériques), 20 sec. 30.

400 mètres. — 1. Juantorena (Amériques), 45 sec. 57; 2. Beck (R.D.A.), 45 sec. 57; 3. Taylor (E.-U.), 45 sec. 57.

800 mètres. — 1. Juantorena (Amériques), 1 min. 44 sec. 2; 2. Hoff (Afrique), 1 min. 44 sec. 3; 3. Wulbeck (R.F.A.), 1 min. 45 sec. 5.

1 500 mètres. — 1. Overt (Europe), 3 min. 34 sec. 5; 2. Wessinghage (R.F.A.), 3 min. 37 sec. 5; 3. Straub (R.D.A.), 3 min. 37 sec. 5.

5 000 mètres. — 1. Yifter (Afrique), 13 min. 13 sec. 8; 2. Lequeurt (E.-U.), 13 min. 15 sec. 1; 3. Pilemmonde (Océanie), 13 min. 17 sec. 4.

10 000 mètres. — 1. Yifter (Afrique), 28 min. 34 sec. 3; 2. Hernandez (Europe), 28 min. 35 sec. 2; 3. Pilemmonde (R.D.A.), 28 min. 41 sec. 4; 4. Casanovi (Amériques), 28 min. 50 sec. 3; 5. Foster (E.-U.), 28 min. 51 sec. 1.

400 mètres haies. — 1. Moses (E.-U.), 47 sec. 58; 2. Beck (R.D.A.), 48 sec. 55; 3. Schmitt (R.F.A.), 48 sec. 55.

3 000 mètres steeple. — 1. Karst (R.F.A.), 8 min. 21 sec. 5; 2. Turley (E.-U.), 8 min. 22 sec. 5; 3. Malley (E.-U.), 8 min. 25 sec. 2.

Longueur. — 1. Robinson (E.-U.), 8,13 m.; 2. Baumgartner (R.F.A.), 7,98 m.; 3. Ehrvelsen (Afrique), 7,89 m.

Triple saut. — 1. De Oliveira (Amériques), 16,68 m.; 2. Piskulins (Europe), 16,61 m.; 3. Huinagel (R.D.A.), 16,49 m.

Lancers. — 1. Beluchmidt (R.D.A.), 2,30 m.; 2. Soons (E.-U.), 2,24 m.; 3. Wessing (R.F.A.), 2,24 m.

Perte. — 1. Tully (E.-U.), 5,60 m.; 2. Kozakiewicz (Europe), 5,55 m.; 3. Weber (R.D.A.), 5,52 m.

Paral. — 1. Wessing (R.F.A.), 87,46 m.; 2. Hantsch (R.D.A.), 84,28 m.; 3. Nemeth (Europe), 83,32 m.

Poids. — 1. Beyer (R.D.A.) (rec.), 21,74 m.; 2. Stahlberg (Europe), 20,46 m.; 3. Reichenbach (R.F.A.), 19,97 m.

Disque. — 1. Schmidt (R.D.A.), 37,14 m.; 2. Wilkins (E.-U.), 36,64 m.; 3. Neu (R.F.A.), 32,64 m.

Marteau. — 1. Rehm (R.F.A.), 75,64 m.; 2. Sachs (R.D.A.), 75,40 m.; 3. Farmer (Océanie), 75,30 m.

4 x 100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 37 sec. 5; 2. R.D.A., 3 min. 37 sec. 5; 3. Amériques, 3 min. 38 sec. 6.

4 x 400 mètres. — 1. R.F.A., 5 min. 41 sec. 3; 2. États-Unis, 5 min. 41 sec. 3; 3. Amériques, 5 min. 42 sec. 5.

CLASSEMENT

1. R.D.A. 107 pts
2. États-Unis 120
3. R.F.A. 112
4. Europe 111
5. Amériques 92
6. Afrique 78
7. Océanie 69
8. Asie 44

DAMES

100 mètres. — 1. Oelander (R.D.A.), 11 sec. 22; 2. Chivas (Amériques), 11 sec. 34.

200 mètres. — 1. Sawinska (Europe), 23 sec. 02; 2. Protchenko (U.R.S.S.), 23 sec. 26.

400 mètres. — 1. Sawinska (Eur.), 52 sec. 12; 2. Sidorova (U.R.S.S.), 51 sec. 29.

800 mètres. — 1. Petrova (Europe), 1 min. 59 sec. 2; 2. Liebetrau (R.D.A.), 1 min. 59 sec. 2; 3. Sypkina (U.R.S.S.), 1 min. 59 sec. 7.

1 500 mètres. — 1. Kazankina (Union soviétique), 4 min. 12 sec. 7; 2. Laitinen (E.-U.), 4 min. 13 sec. 2; 3. Bruns (R.D.A.), 4 min. 13 sec. 1.

3 000 mètres. — 1. Walz (Europe), 8 min. 43 sec. 5; 2. Bagina (Union soviétique), 8 min. 45 sec. 2; 3. Merrill (E.-U.), 8 min. 46 sec. 6.

100 mètres haies. — 1. Rabastyn (Eur.), 12 sec. 70; 2. Keller (R.D.A.), 12 sec. 87; 3. Nikitenko (U.R.S.S.), 12 sec. 87.

Longueur. — 1. Jaccato (Océanie), 6,54 m.; 2. Nygyrova (Europe), 6,48 m.; 3. Staschko (U.R.S.S.), 6,48 m.

Hauteur. — 1. Ackermann (R.D.A.), 1,98 m.; 2. B. (E.-U.), 1,92 m.; 3. Brill (Amériques), 1,89 m.

Disque. — 1. Meink (Union soviétique), 60,10 m.; 2. Gailin (Eur.), 62,38 m.; 3. Engel (R.D.A.), 62,12 m.

Javelot. — 1. Pucha (R.D.A.), 62,08 m.; 2. Kabanits (U.R.S.S.), 62,02 m.; 3. Sanderson (Europe), 60,20 m.

4 x 100 mètres. — 1. États-Unis, 3 min. 34 sec. 5; 2. R.D.A., 3 min. 34 sec. 5; 3. Europe, 3 min. 34 sec. 5.

4 x 400 mètres. — 1. R.D.A., 5 min. 41 sec. 3; 2. États-Unis, 5 min. 41 sec. 3; 3. Europe, 5 min. 42 sec. 5.

Basket-ball

Tournoi de Saragosse

Première Journée

Espagne bat France 108-72

U.R.S.S. bat Cuba 113-78

Deuxième Journée

U.R.S.S. bat France 104-82

Espagne bat Cuba 92-87

Troisième Journée

Cuba bat France 98-87

U.R.S.S. bat Espagne 95-81

Classement final : 1. U.R.S.S., 6 points; 2. Espagne, 5; 3. Cuba, 4; 4. France, 3.

Championnats du monde

Professionnels

1. Francesco Moser (Italie), les 255 kilomètres en 6 h. 38 min. 24 sec. (moyenne, 38,638 km/h.); 2. Thurau (E.F.A.), m.t.; 3. Bissoli (Italie), 1 min. 19 sec. 4. Kuiper (P.-B.), m.t.; 5. Petterson (Esp.), 1 min. 23 sec. 6. Chalmel (Fr.), 1 min. 39 sec. 7. Eklasson (Fr.), 1 min. 41 sec. 8. Hanaus (Fr.), 1 min. 42 sec. 9. Sarni (It.), 10. Godefroot (Belg.), etc.

Amateurs

1. Claudio Corti (Italie), les 170 kilomètres en 4 h. 21 min. 15 sec. (moyenne, 39,043 km/h.); 2. Morozov (U.R.S.S.), m.t.; 3. Macelli (Italie), 4 h. 26 min. 10 sec. 4. Sarni (It.), 4 h. 26 min. 10 sec. 5. De Wolf (Belg.), 4 h. 26 sec. 6. Berper (Suisse), 4 h. 26 min. 10 sec. 7. Sarni (It.), m.t.

Dames

1. Jonane Bost (France), les 48,5 kilomètres en 1 h. 35 min. 41 sec. (moyenne, 35,558 km/h.); 2. Connie Carpenter (E.-U.), 1 h. 36 min. 48 sec. 3. Minnie Brinkhoff (P.-B.), m.t.; 4. Karen Strong (Can.), m.t.; 5. Tineke Postma (P.-B.), m.t., etc.

Championnat de France

Première Journée

Léon-Chemarin (Fr.) Honda, les 120 tours en 5 h. 59 min. 57 sec. (moyenne, 108,788 km/h.); 2. J.-L. Soulas (Fr.), Honda, 4 h. 3 min. 44 sec. 1/10; 3. Korkonen-Buyari (Fr.-Belg.), Honda, 4 h. 2 tours.

Natation

A Leningrad, ce dernier week-end, les États-Unis ont battu l'Union soviétique 1215 points à 1321.

Rugby

Challenge Du-Ménor (Première Journée)

Poule A

Béziers bat Stade Toulousain 29-9

Grenoble bat Le Voulte 6-3

Poule B

Biarritz bat Toulon 36-19

Lourdes bat Paris U.C. 36-12

Poule C

Montferrand bat Vichy 25-21

Toulon bat Romans 13-6

Poule D

Perpignan bat Castres 13-9

Pau bat Mont-de-Maran 18-13

Poule E

Agen bat La Rochelle 48-13

Saint-Jean bat Brive 55-16

Poule F

Narbonne bat Bègles 32-21

Gravelly bat Montauban 16-13

Poule G

Bayonne bat Angoulême 22-13

Dax bat Auch 21-9

Rugby

LA MORT D'ADOLPHE JAURÉGUY

M. Adolphe Jauréguy est décédé dimanche 4 septembre à Saint-Jean-Pied-Port. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans. Dirigeant de la Fédération française de rugby, dont il fut vice-président, il se fit surtout connaître par ses qualités de joueur (trois-quart aile). International à trente et une reprises, il porta les couleurs de l'U.S. Tarbes, du Stade tarbais, du Stade toulousain, du Racing-Club de France et du Stade français. Il fut notamment le capitaine du quinze de France qui parvint le 2 avril 1927, à battre pour la première fois l'équipe d'Angleterre dans le Tournoi des cinq nations. M. Jauréguy laisse le souvenir d'un homme courtois et d'une grande qualité.

POUR MAINTENIR VOS INDEX
MAXIMUM - PARLEMENT GÉNÉRAL
PARLEMENT GÉNÉRAL

TEUR

En course, il n'y a pas de second. Depuis la dernière Transatlantique en solitaire, dont il avait sans doute parié avec trop d'assurance avant le départ, beaucoup se sont montrés ingrats envers Alain Colas qui a tant fait pour la popularité de la voile en France et qui a montré en maintes circonstances un courage peu commun.

Le livre retrace la carrière du grand navigateur, de Clamecy — qu'il ne renie jamais — jusqu'à Newport et à l'opération « Bienvenue à bord », qui, dans les ports de l'Atlantique, attiré sur les quatre mats cent cinquante mille visiteurs. Écrit par un spécialiste qui connaît bien Alain Colas, plus amplement illustré, cet ouvrage permet de mieux connaître un homme éprouvé chez qui la ténacité a toujours le dernier mot. Ce marin n'a pas fini de faire parler de lui.

* Fernand Nathan, 96 pages, illustré, relié, 49,50 F.

BIBLIOGRAPHIE

Voile

« ALAIN COLAS : LA MER EST SON DÉFI » de Jean-Paul Aymon

ROBERT & RENÉ

13, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS 10^e - M^o REPUBLIQUE

Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT
TOUTE L'ANNÉE
nos clients le savent!..

NOTRE
Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons.

ébrave

SERVICE TÉLEX
345.21.62 + 345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

مكتبة الادب

(Publicité)

LES ACTIVITÉS ET LES PROGRAMMES DE FORMATION DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DIRIGEANTS ET CADRES FACE A LEURS RESPONSABILITÉS SOCIALES

La gestion sociale de l'entreprise dans les perspectives économiques actuelles

L'établissement d'un bilan social est maintenant obligatoire pour les entreprises de plus de 750 salariés. Il le sera bientôt pour toutes celles de plus de 300 salariés. Pour les dirigeants d'aujourd'hui, il y a donc nécessité de préciser une politique sociale souvent restée embryonnaire ou velléitaire et de prendre en compte tous les aspects humains de l'entreprise.

La gestion sociale recouvre des problèmes liés au développement des hommes, à la gestion du personnel, aux problèmes d'information et de communication et aux nouvelles formes d'organisation du travail.

Face à ces responsabilités, les dirigeants se retrouvent souvent mal armés et éprouvent le besoin de chercher des solutions efficaces auprès d'experts et

d'autres praticiens d'entreprises. Il s'agit pour eux d'avoir une attitude volontariste de changement social dans le respect des individus et dans un esprit de dialogue avec les différents partenaires sociaux, et d'admettre que leur autorité comme leur compétence s'acquerront désormais grâce à leurs qualités d'animateur. En période de conjoncture difficile et de croissance désormais faible, toutes les décisions font plus ou moins l'objet de négociations. Cadres et dirigeants doivent donc admettre et maîtriser des comportements différents auxquels ils n'ont pas été préparés, sur lesquels ils seront finalement jugés et dont dépend le développement de l'entreprise. Une entreprise ne peut plus viser une réussite économique sans la prise en compte des hommes qui la constituent.

Alors, comment faciliter ou provoquer ce changement ?

Améliorer la qualité de la communication entre les différents niveaux hiérarchiques est essentiel, mais il faut concevoir des procédures nouvelles de gestion des hommes.

Pour les appliquer et les contrôler, il faut admettre aussi que la gestion sociale concerne l'ensemble de l'encadrement et pas seulement les responsables de la fonction personnel.

C'est dans cet esprit que l'Institut de Gestion Sociale entend développer cette année son équipe, ses programmes et ses autres activités.



SYMPOSIUM DE PROSPECTIVE SOCIALE APPLIQUÉE A L'ENTREPRISE

20 - 21 SEPTEMBRE
PALAIS DE L'UNESCO

DEUX JOURNÉES DE RÉFLEXION

Pendant deux jours, des praticiens d'entreprises, des économistes, des responsables politiques se réuniront et échangeront leurs points de vue et leurs expériences. Pour les dirigeants d'entreprises, et les responsables de ressources humaines qui participeront à ce symposium, cette rencontre sera le moyen de connaître les données économiques et sociales de la conjoncture 1978 et l'analyse qu'en font les experts.

Ils auront l'occasion de confronter et d'orienter leurs choix de gestion et leurs objectifs aux réflexions des personnalités de la vie politique et économique. Ils pourront les rencontrer et dialoguer avec eux, et peut-être ainsi lever certaines incertitudes, faciliter l'indispensable synthèse, entre impératifs économiques et objectifs humains et sociaux.

Ce symposium fait suite à une enquête menée auprès de dirigeants et de responsables de personnel d'entreprises.

Le nombre des participants est limité. Renseignements et inscriptions peuvent être obtenus auprès de l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 2, rue de la Paix, 75002 PARIS. Tél : 260-10-30

20 SEPTEMBRE

Matinée

CERTITUDES ET INCERTITUDES DU DIRIGEANT

Présentation des travaux et synthèse des résultats de l'enquête préalable. Analyse prospective des relations sociales dans l'entreprise. Un chef d'entreprise face aux incertitudes économiques et aux objectifs sociaux. Tendances et comportements des hommes dans les organisations.

Après-midi

LES DIRIGEANTS ET LA GESTION SOCIALE

L'influence du politique : Les positions des partis politiques seront exposées par les délégués des partis spécialisés dans ces problèmes.

Expériences et outils de gestion sociale : Participation aux décisions et concertations. Information interne et expression des salariés.

Bilan social et plan social. Amélioration des conditions de travail. Appréciation et gestion prévisionnelle du personnel.

Ce thème sera abordé sous la forme d'une table ronde où les dirigeants d'entreprises feront part de leurs expériences et en tireront les conséquences.

La préparation de l'encadrement et la décentralisation des responsabilités sociales.

21 SEPTEMBRE

Matinée

FACE A LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'analyse théorique et les évolutions possibles : Monnaie, investissement, inflation, rémunération, crédit.

Les mesures et les options au niveau de l'Etat : Confrontation des points de vue de syndicalistes, dirigeants d'entreprise et hauts fonctionnaires.

Les solidarités et les contraintes au niveau régional.

Les comportements des chefs d'entreprise : Un spécialiste de la presse économique analysera les scénarios possibles et comportements probables des chefs d'entreprise.

Déjeuner

Préledé par une personnalité, ce déjeuner rassemblera conférenciers et participants.

Après-midi

QUELLES RÉPONSES POUR L'ENTREPRISE ?

Aux nouvelles motivations de l'encadrement et des salariés. A l'évolution du rôle et de la légitimité des chefs d'entreprise et des responsables des ressources humaines.

Aux nouvelles obligations légales, notamment du Bilan Social.

Un haut fonctionnaire fera le point sur l'application de la loi et les décrets en cours de préparation. Au nouveau contexte mondial.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

L'Institut de gestion sociale propose, autour d'un ensemble cohérent de programmes, des activités s'adressant aux dirigeants, cadres et responsables de l'entreprise. L'Institut a réuni une équipe d'animateurs et d'intervenants constituée de praticiens et d'experts choisis pour leurs aptitudes pédagogiques et leurs expériences. Des personnalités politiques et économiques, des représentants de l'administration, des professeurs et des chercheurs participent aussi aux travaux.

Une enquête menée auprès des dirigeants et responsables de personnel d'entreprises françaises, ainsi que l'expérience des activités interentreprises et des chantiers, menée par l'Institut de gestion sociale pendant ces deux dernières années, ont révélé les difficultés des responsables à l'ère de leur effort de changement l'action et les programmes de formation. Pour les aider, l'équipe des spécialistes de

l'I.G.S. s'est enrichie de nouveaux praticiens et a mis en place d'autres activités :

● Actions de sensibilisation à travers des sessions de rencontres et par échanges d'expériences pour permettre aux responsables d'avoir une vision synthétique des problèmes de gestion sociale ;

● Élargissement des unités de perfectionnement, d'une part, et création d'un nouveau cycle de perfectionnement et de formation des responsables de personnel, d'autre part ;

● Orientation des cadres pour les aider à choisir dans les cycles de formation ceux qui leur permettront de lier de façon optimum leurs préoccupations de carrière et de formation professionnelle ;

● Recherches appliquées dans le cadre de groupes de travail et de séminaires de recherches sur les problèmes que pose la gestion du rôle social de l'entreprise.

Pour répondre aux objectifs des entreprises et des cadres UN ENSEMBLE COHÉRENT DE PROGRAMMES

1 - Définir un plan social et des orientations

« Stratégie de développement humain et social de l'entreprise » : 5 jours de réflexion et d'échanges.

Thèmes des travaux

Les conséquences de l'évolution du contexte socio-économique sur l'entreprise.

Maîtriser le changement social dans l'entreprise.

Méthodologie et mise en œuvre d'un projet social de l'entreprise.

Deux groupes de dirigeants se réuniront sur ce thème : premier groupe, les 22, 23 et 24 novembre 1977 et les 10 et 11 février 1978 ; deuxième groupe, les 11, 12 et 13 avril 1978 et 20 et 31 mai 1978.

L'Institut de gestion sociale a décidé d'aborder ce thème à travers une session d'études et d'échanges.

Hauts fonctionnaires, formation et action. Ce groupe de travail est réuni par des directeurs généraux, membres d'état-major et directeurs des relations humaines, directeurs

du plan et du développement. Il vise notamment à favoriser dans les entreprises membres une réflexion à l'intérieur de chaque entreprise entre les directions de personnel et les directions générales et à permettre une confrontation d'expériences. Cette session a permis déjà aux entreprises qui l'ont suivie de mieux se situer par rapport à des éléments de prospective socio-économique, d'effectuer un diagnostic de leur situation sociale et de réfléchir aux axes possibles de développement humain.

Les animateurs qui participent à ces travaux sont précisément les experts et praticiens qui, depuis plusieurs années, ont mené au sein d'entreprises et d'organismes professionnels les expériences les plus avancées.

2 - Décentraliser les responsabilités et préparer l'encadrement

« Management et gestion sociale » : un programme de quinze jours.

Thème des travaux

La première session débute en décembre 1977.

La deuxième session débute en avril 1978.

Le cadre dirigeant face à un nouvel environnement économique et social : analyse sociale et

conduite du changement, direction des hommes, communication et motivation, pratique de la négociation et fonctionnement des instances légales de représentation, intervention interprofessionnelle et appréciation, problèmes posés par le travail.

Ce programme est destiné aux cadres opérationnels et dirigeants

soucieux d'améliorer leur efficacité professionnelle en dominant les problèmes humains et sociaux de leur fonction. Il vise une modification des comportements et une connaissance des principaux outils et méthodes de gestion sociale. Il s'appuie sur une dynamique formation-action dans le cadre de cinq périodes de trois

jours étalées sur six mois. Entre chaque période, les participants sont amenés à réaliser dans leurs entreprises un travail en liaison avec la formation et ce avec l'appui des formateurs. Des groupes d'études sont aussi constitués qui permettent un échange d'expériences et un entraînement pratique.

3 - Améliorer les outils et les techniques de gestion sociale

Les unités de perfectionnement aux « pratiques de gestion sociale »

ANIMER, DIALOGUER, NEGOCIER	Orientation des hommes, communication, motivation, changement	Pratique de la législation sociale et fonctionnement des instances légales	Tensions et conflits, entraînement à la négociation	Tensions et conflits, entraînement à la négociation
SE former à l'EXPRESSION, A L'ENTRETIEN, A LA PEDAGOGIE	Entraînement à l'entretien et à l'expression	Entraînement à la conduite de réunions et à l'animation de groupe	Entraînement au rôle pédagogique de l'encadrement	Organisation et communication
AMELIORER LES CONDITIONS ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL	Analyse du travail et nouvelles formes d'organisation	Analyse systématique d'expériences d'amélioration des conditions de travail	Hygiène - Sécurité - Santé dans l'entreprise	Analyse et diagnostic sociotechnique
CONCEVOIR ET METTRE EN PLACE UN SYSTEME DE GESTION SOCIALE	Méthodes et outils, tableau de bord, Bilan social	Méthodes et outils, Diagnostic et Audit social	Systèmes de planification sociale	Systèmes d'information et politique sociale

Le cycle de perfectionnement à la fonction personnel

LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	Les postes	Les hommes	Les relations	Structure et politique de la fonction personnel
------------------------------------	------------	------------	---------------	---

LE SYMPOSIUM DES 20-21 SEPTEMBRE : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET GESTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE

M.
Fonction
Entreprise :
Adresse :
Tél. :

- Souhaite participer au symposium des 20 et 21 septembre à l'UNESCO ☐
- Souhaite recevoir le programme détaillé ☐

LES PROGRAMMES DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

M.
Fonction
Entreprise :
Adresse :
Tél. :

- Souhaite rencontrer un des animateurs de l'Institut de Gestion sociale ☐
- Souhaite recevoir les programmes détaillés ainsi que des dossiers d'inscriptions ☐

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Centre privé de formation continue
déclaré conformément à la loi du 31 décembre 1976
2, rue de la Paix, 75002 PARIS. — 260-10-30

Le Monde
ECO

ne conjoncture
eu rassurante

le patronat retrouve

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
RESPONSABILITÉS SOCIALES
spectives économiques actuelles



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Une conjoncture internationale peu rassurante

Alors que M. Raymond Barre cherche à soutenir l'activité de l'économie française tout en se défendant de pratiquer une politique de relance, la conjoncture internationale est rien moins que rassurante.

COMME en météorologie, il se produit, dans la vie économique, des changements soudains de climat dont on peut, le plus souvent après coup, dater à une semaine près, ou peu s'en faut, la survenance. Ainsi la grande récession dont nous ne sommes pas encore sortis a commencé à être perçue par les chefs d'entreprise pendant les derniers jours d'octobre 1974 : à ce moment-là, dans des pays aussi différents que les Etats-Unis, la France, l'Espagne, on constate simultanément une brutale chute des commandes.

Il semble qu'en 1977 on puisse situer dans le courant du mois d'avril non pas un brusque réchauffement de l'activité, mais comme un tassement. Depuis lors, à en croire les statistiques de revenu national, de production industrielle, de commandes, de ventes sur le marché intérieur et extérieur, etc., publiées par les différents pays, il semble bien qu'on assiste effectivement à un fort ralentissement d'une conjoncture qui, du reste, sauf aux Etats-Unis, était, dans les premiers mois de cette année, déjà assez faible. Comment interpréter ce phénomène ?

De sombres prévisions

Peut-être (disent les optimistes) parce qu'ils ont été éblouis, une première fois en se montrant incapables de prévoir, il y a trois ans, la crise qui se préparait, bon nombre de commentateurs et d'experts cèdent aujourd'hui à l'inquiétude. Pour ne citer que quelques exemples parmi d'autres, mentionnons *Business Week*, qui dans son numéro du 5 septembre, assure qu'aux Etats-Unis les pessimistes occupent de nouveau le devant de la scène. Et encore *l'Economist*, qui pour caractériser la présente conjoncture mondiale, parle d'"hésitation". Notre confrère de Londres conclut, une fois de plus, sur la nécessité pour les pays occidentaux, R.F.A. et Japon, qui préparent actuellement quelques mesures de stimulation, de se lancer hardiment dans cette voie.

Telle est, en effet, depuis plusieurs

mois la thèse quasi officielle des gouvernements anglo-saxons et de l'O.C.D.E. Elle consiste à faire pratiquement dépendre le sort de l'économie mondiale des décisions prises éventuellement à Bonn et à Tokyo. Des Allemands et des Japonais on réclame deux choses en partie contradictoires. La réévaluation de leur monnaie respective (plus ou moins obtenue pendant l'été), ce qui est une mesure de nature plutôt déflationniste. Une politique vigoureuse d'expansion de leur demande intérieure, ce qui, dans l'esprit des mêmes experts, signifie une politique d'accroissement du déficit budgétaire, destinée à revenir sur les efforts accomplis en 1976 et en 1977 pour diminuer les déséquilibres (encore considérables) existant dans ce domaine.

Persone n'est sans doute, au cours des dernières semaines, allé aussi loin dans la pessimisme que le sénateur républicain de New-York, M. Jacob Javits, qui, devant une sous-commission parlementaire, déclara le 29 août dernier qu'il fallait éviter à tout prix « un des plus grands dangers du siècle, le déclenchement d'une nouvelle grande dépression économique », laquelle, selon lui, pourrait durer encore plus longtemps que celle des années 30 « parce qu'on ne pourrait plus compter, de nos jours, sur la préparation d'une guerre pour la surmonter... ».

Plutôt que de parler, comme le fait le sénateur américain, d'une menace qui pèse sur l'économie capitaliste à échelle mondiale, on pourrait dire, selon ses propres termes, de l'inflation du chômage, de l'endettement, du prix de l'énergie, il serait sans doute plus exact de soutenir que celle-ci est entrée, il y a trois ou quatre ans, dans une crise ouverte qui comme toutes les crises — c'était le cas de celle de 1930 — connaît des phases, des moments de rémission, et même parfois semblerait le point de se terminer sous l'effet d'une reprise qui se révèle vite de courte durée.

Le creux de la vague a-t-il été atteint en 1975 ou bien doit-on craindre, pour un avenir plus ou moins proche, une rechute qui conduirait à une aggravation brutale d'un chômage déjà élevé ? Essayons de répondre à cette question en analysant très brièvement les facteurs qui déterminent la conjoncture mondiale, et à déterminer laquelle des deux influences l'emporte sur l'autre : ou bien celle des forces qui incontestablement sont à l'œuvre pour corriger les déséquilibres, notamment au niveau des entreprises, qui ont conduit à la crise (ce qui fait dire avec raison à Jacques Attali que celle-ci est la « stratégie » à travers laquelle le capitalisme redresse ses erreurs passées) ou bien celle des facteurs de désorganisation (découlant notam-

ment de l'inflation et de sa conséquence : la désagrégation du système international des paiements) qui continuent eux aussi à développer leurs effets.

Contentons-nous de faire remarquer que, pour trois raisons au moins, il est illusoire de s'attendre, même si les gouvernements sollicités, et d'autres, prennent le laureau par les cornes, à une défaite du monstre. Dans la moins mauvaise des hypothèses, qui n'est pas nécessairement la plus probable, le monde capitaliste, dans son ensemble, continuera à connaître pendant un temps indéterminé un niveau d'activité relativement médiocre (mais sans doute encore très élevé par rapport à la plupart des pays socialistes et bien sûr, des pays du tiers monde). Seuls ceux qui s'obstinent à penser que l'évolution économique est commandée par les perspectives de la demande, c'est-à-dire des facilités d'achat et donc de consommation, peuvent encore s'imaginer qu'il est au pouvoir des gouvernements de changer rapidement, s'ils le veulent, la situation. En réalité, les possibilités d'une économie (qu'elle soit capitaliste ou socialiste) dépendent du fonctionnement de l'appareil de production. Or celui-ci est, dans la phase actuelle, déterminé par un certain nombre de facteurs négatifs du point de vue de la croissance telle qu'on la connaissait jusqu'en 1973.

Le nouveau mode de gestion

En premier lieu, il convient sans doute de citer le nouvel état d'esprit qui règne dans le monde des affaires. La lecture de la presse spécialisée est à cet égard édifiante. Le type d'entreprise prise dont on cite aujourd'hui en exemple les performances, c'est celui qui, par la « discipline » qu'il a su insuffler à son équipe, a en l'espace d'un ou deux ans redressé les comptes de sa société. C'est à peine caricaturer la réalité que de dire que, dans tous les cas, le principal mobile d'action se présente sous forme négative : il s'agit d'échapper à la comptabilité à eux s'ouvrent les plus grandes chances d'avancement. Il y a moins de six ans c'étaient les spécialistes du marketing. Voilà un changement considérable. Rogner sur un

programme d'investissement pour le rendre plus rationnel et économiser la main-d'œuvre, afin d'améliorer les profits est considéré aujourd'hui comme plus glorieux que présenter un plan d'extension. Et cela aussi bien au Japon, où, dans un récent livre blanc, l'institut national de planification économique souligne le rôle déterminant de l'attitude désormais « défensive » des entreprises, qu'au pays de l'oncle Sam, où l'on Allemand ou qu'en France.

Les renseignements statistiques globaux dont on dispose — toujours difficiles à interpréter — semblent indiquer qu'un peu partout la situation financière des entreprises s'améliore (plus aux Etats-Unis qu'en Europe, et en Europe plus en Allemagne que dans les autres pays). La manœuvre réussie par M. Raymond Barre d'avoir amené la progression nominale des salaires au niveau sinon au-dessous de celle des prix apparaît comme un phénomène général. Dans son rapport « Les perspectives économiques » publié en juillet dernier, l'O.C.D.E. écrit que « l'inflation tendancielle des salaires s'est modérée plus rapidement que celle des prix ». Comme l'investissement, la consommation est la victime des nouveaux modes de gestion.

Certains ont pu écrire que le choc provoqué par le quintuplement du prix du pétrole a déjà été en grande partie « absorbé » par les économies industrielles. Cette expression n'a guère de sens. Par nature, le « prélevement » pécuniaire agit de façon permanente. L'une de ses principales conséquences, difficile à mesurer (mais non moins réelle pour cela), est d'avoir rendu non rentable un certain nombre d'équipements. On ne peut donc pas dire que, dans une économie d'échange, une machine mise au rancart. Cette circonstance contribue à rendre suspectes les statistiques sur les commandes de production inemployées. Le pourcentage d'inutilisation réel est sans doute plus faible qu'on ne le croit, mais comme simultanément une part croissante des investissements sont consacrés à la lutte contre la pollution, on ne peut guère s'attendre à une reprise en force des investissements productifs, car la barre à partir de laquelle ces derniers sont rentables s'est beaucoup élevée.

Le danger de rechute

Le plus grave danger de rechute de l'économie internationale provient sans doute d'un troisième élément. L'un des effets les plus dangereux de l'inflation, et lui aussi le plus souvent passé sous silence, est de créer une divergence entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation. Dans les pays à monnaie faible, la dépréciation de la monnaie précède souvent la hausse des prix internes. Dans les pays à faible taux d'inflation, la réévaluation est au contraire souvent en retard pour compenser l'écart favorable existant entre le niveau national et le niveau international des prix (d'où les appels périodiques à la revalorisation du deutschemark et du yen...). Conséquence : la concurrence des produits étrangers apporte de plus en plus comme insupportable. Les réactions de protectionnisme qui s'en suivent pourraient de proche en proche désorganiser gravement des appareils de production conçus un peu partout dans le monde, en fonction précisément des débouchés extérieurs.

C'est à la lumière de ces facteurs généraux qu'il convient de juger les différents programmes d'animation de l'activité qui sont en préparation.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 23.)

Le patronat retrouve le moral

LES chefs d'entreprise ont retrouvé le moral. C'est du moins ce que l'on pense avenue Pierre-Mauroy, à Serbie au siège du Conseil national du patronat français. Certes, les préoccupations dont on faisait état ici et là il y a quelques semaines encore dans les milieux patronaux n'ont pas disparu. La conjoncture internationale reste médiocre, l'évolution des prix préoccupante, et plusieurs secteurs d'activité sont encore menacés « par la concurrence sauvage », mais il n'empêche : le « moral » est meilleur.

Il est vrai que ces derniers temps les chefs d'entreprise ont eu quelques motifs de satisfaction. En premier lieu, les statistiques officielles ont confirmé ce que chacun pressentait : M. Barre a gagné l'un de ses paris, et non le moindre, puisque pour la première fois depuis dix ans, les salaires n'ont pas progressé plus vite que les prix. Dès lors, que le C.N.P.F. s'abstienne de toute critique de la politique gouvernementale et « colle » à un premier ministre qui a réalisé le grand miracle d'imposer une police des salaires, s'explique aisément. Ne serait-il pas malséant — et maladroit — de critiquer un homme qui partage vos vues ?

Avant les vacances, une délégation du C.N.P.F., dirigée par son président M. François Ceyrac avait demandé que trois mesures soient prises immédiatement : abaissement du loyer de l'argent, assouplissement sélectif du crédit, soutien aux secteurs les plus menacés et plus travaillés. Le conseil des ministres du 31 août lui a donné satisfaction. Bien sûr, « on » en espérait un peu plus, mais « on » se console aisément avenue Pierre-Mauroy. Après tout, ces mesures vont dans le bon sens, et « on » ne désespère pas de voir le gouvernement aller plus loin dans les semaines à venir. Si l'on ajoute à cela que le premier ministre a pris des décisions énergiques pour lutter contre les importations textiles sauvages, et

qu'il a mis en place une politique d'aide et de restructuration des secteurs d'activité les plus menacés, avouez que le retour à la rentabilité (idéologie, papier, par exemple), on comprend mieux le regain d'optimisme d'un patronat qui, par ailleurs, constate avec satisfaction que la bonne tenue du franc et le ralentissement de la progression des salaires aidant, les produits français conservent une compétitivité fort satisfaisante sur les marchés extérieurs.

Sus au programme commun !

Un bonheur arrivant rarement seul, il n'est jusqu'au ciel politique qui ne soit éclairci. L'été a, en effet, été marqué par la polémique entre le parti communiste et le parti socialiste. A la vérité, cette querelle laisse le C.N.P.F. quelque peu perplexe. Certes, il ne songe pas à nier qu'elle ait pu porter tort dans l'opinion à l'union de la gauche, mais la mariée semble trop belle, et les « politologues » du patronat qui restent persuadés que l'opposition vaut le pouvoir s'interrogent. « En insistant sur des revendications sociales immédiates, le P.C. a sans doute accru son audience au sein de la gauche tout en renforçant son emprise sur les classes les plus pauvres », explique-t-on, pour ajouter : « De son côté, le P.S., en résistant, a pu rassurer cette classe moyenne qui fera la décision lors des prochaines élections législatives. » Bref, l'heure n'est pas à la démobilisation, bien au contraire. Plus que jamais, le programme commun reste l'ennemi. Les analyses critiques de ce programme ont été approfondies, multipliées et diffusées aux fédérations professionnelles et régionales. Il sera demandé aux responsables patronaux locaux d'intervenir le plus souvent possible dans la presse régionale pour la faire connaître, le C.N.P.F. se chargeant de son côté des autres grands moyens d'information. La

tactique est d'ores et déjà arrêtée : il ne s'agit pas de remettre en cause la stratégie adoptée, mais de la faire passer à l'acte. Les attaques contre le programme commun, aussi percutantes soient-elles, ne sauraient suffire à assurer la victoire de la majorité aux prochaines élections, et que l'évolution de la situation de l'emploi sera déterminante. La modification des règles de l'inscription des demandeurs d'emploi sur la liste officielle de l'ANPE et la chasse aux faux chômeurs ne pouvant vraisemblablement tenir lieu de politique, le C.N.P.F. va donc dans les prochaines semaines continuer de porter la bonne parole afin que les chefs d'entreprise embauchent : le patronat s'est engagé on le sait à créer trois cent mille emplois pour les jeunes d'ici à la fin de l'année. Des rumeurs ont circulé, laissant entendre que le démarrage de l'opération n'avait pas été aussi brillant qu'on l'avait laissé entendre et qu'au sein même de l'organisation patronale certains doutaient de la possibilité d'atteindre l'objectif. Ces « bruits alarmants » sont démentis avec fougue. « Les premiers éléments dont nous disposons sont encourageants. Nous gagnerons notre pari. Rendez-vous en novembre ou décembre. Les Cassandres de tout poil devront faire amende honorable. » Qui vivra verra.

Plus que le contenu, le ton des propos a changé. Le découragement perceptible au lendemain des élections municipales a fait place à une combativité certaine. Saine réaction après tout : chacun sait que la peur n'évite pas le danger.

PHILIPPE LABARDE.

L'équilibre précaire de la Sécurité sociale

AINS, à en croire les prévisions du ministère de la santé, la Sécurité sociale ne sera-t-elle pas en déficit cette année. Elle enregistre même un léger excédent de l'ordre de 1 milliard de francs (sur un total de dépenses évalué à quelque 230 milliards), malgré la forte augmentation de l'allocation de rentrée scolaire que vient de décider le gouvernement. Voilà une nouvelle qui n'a pas manqué de surprendre l'opinion publique, à laquelle on avait, il y a un an, annoncé comme probable l'apparition d'un solde négatif supérieur à 10 milliards de francs, et qui sans doute se souvient des projections alarmistes établies naguère par les experts du Plan. Selon leur calcul, il fallait s'attendre, à cause notamment de la très rapide augmentation des charges de l'assurance-maladie, à un déséquilibre global de l'ordre de 30 milliards pour la fin de la présente décennie.

Du côté des pouvoirs publics, c'est le soulagement. Même si on estime précaire, et circonstancielle pour une bonne part, l'amélioration constatée, on se réjouit de n'avoir pas à demander cette année au Trésor de supporter une charge supplémentaire. La présentation des résultats d'une année de « plan Barre » en sera facilitée d'autant.

La réaction opposée est celle que l'on pouvait lire dans *l'Humanité* au lendemain de la publication des chiffres révisés sur la situation financière des caisses. Le rétablissement des comptes se serait fait sur le dos des assurés. En réalité, le chiffre dont on dispose et la manière dont sont présentés les prévisions et comptes rendent quasiment impossible l'interprétation des résultats de la Sécurité sociale non seulement d'un point de vue social, mais aussi d'un point de vue économique.

Au cours de l'enquête approfondie qu'avait menée au début de cette année la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale présidée par M. Henri Berger (R.P.R.), l'impression s'était dégagée que l'ensemble des groupes socio-professionnels entendus — ou tout au moins leurs représentants — étaient tombés d'accord sur ce point : des économies sont possibles dans le domaine des dépenses de santé, notamment dans le secteur hospitalier. Et comme on le sait (ou devrait le savoir), réduire, comme cela a été fait cette année, la part remboursée du coût de certains remèdes dont l'innuité est avérée n'est pas nécessairement aller contre le progrès social. Il reste que, dans une mesure difficile à déterminer, la décongestion constatée dans la croissance de la consommation médicale peut avoir des conséquences néfastes.

On retiendra, en tout cas, que la progression des dépenses de santé n'est pas aussi impossible à maîtriser — même si l'on met de côté les effets de la crise — qu'on le croyait il y a encore quelques mois. C'est là un point positif pour tous ceux qui ont et auront la charge de résoudre le problème, réputé insoluble, de l'équilibre financier à long terme de la Sécurité sociale. En revanche, la plus grande confusion continue à régner sur le sens à donner à l'évolution des recettes. Les difficultés ne sont apparues qu'à partir de 1975, lorsque la Sécurité sociale a cessé d'accumuler ce qu'on appelle avec beaucoup de légèreté un « trésor », dont la constitution, entre 1968 et 1974, n'était que qu'un effet de l'inflation des salaires sur le montant des cotisations.

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres apaisés à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études après le baccalauréat Admission directe au troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 261.81.14
demandez notre documentation



Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

AFFAIRES

POINT DE VUE

La crise des imprimeries de périodiques

Plus de deux cents publications s'impriment à l'étranger

Le conflit du « Parisien libéré » à peine réglé, les projecteurs de l'actualité sociale restent braqués sur le secteur de l'imprimerie : depuis bientôt deux ans, Chaix — en liquidation — est occupé par ses ouvriers, Lang connaît de graves difficultés, Victor Michel risque de perdre un nouveau client (« Top-Télé »), Draeger n'est pas à l'abri des incertitudes économiques tandis que la Néogravure, dont la situation n'est nullement alarmante, doit assumer les effets d'un nouveau progrès technologique de fabrication entraînant le licenciement possible de quelque cinq cents ouvriers.

Le 26 novembre 1975, le tribunal de commerce de Paris prononçait la liquidation des biens de la Société nouvelle imprimerie Chaix, dont le passif atteignait 28 900 000 francs (provision pour indemnités de licenciement comprise). Interpellé au sujet de la situation de cette entreprise par M. Fajon, à l'Assemblée nationale, M. d'Ornano, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, répondait au député communiste : « Lorsque la Société nouvelle imprimerie Chaix a été créée, voici un an, l'État a participé à la constitution de la nouvelle société de gérance. Il a tenu tous ses engagements. Malheureusement, la situation de l'imprimerie s'est progressivement dégradée, et le déficit de l'entreprise s'est accru. La direction, qui avait promis de redresser la situation, a proposé un nombre important de licenciements. Les organisations syndicales ont alors empêché l'exécution des commandes des deux principaux clients de l'entreprise : l'Indicateur S.N.C.F. Chaix et Air France. Ces deux clients ont parti, d'autres, inquiets, les ont suivis, la direction de l'entreprise a dû déposer son bilan. »

En juillet 1977, après vingt mois d'occupation de l'usine, quelque cent cinquante ouvriers (sur six cent quarante à l'origine) continuent d'entretenir le matériel en état de marche, sans aucune perspective de redressement de l'entreprise apparaisse.

Avant novembre 1974, Chaix faisait partie de la Néogravure et constituait alors le plus grand ensemble polygraphique français et le troisième d'Europe. Chaix seul, c'est encore 4 % de la production française en offset. L'usine Chaix représente un potentiel industriel important dont la moyenne d'âge, affirmant les ouvriers, est à peine de dix ans et qui est loin d'être dépassée techniquement. Selon les membres de la cellule communiste de Chaix, qui ont tenu une conférence en octobre, le dernier, « La valeur de ce matériel peut être chiffrée à plus de 5 milliards d'anciens francs, une seule machine à elle seule a coûté plus de 800 millions d'anciens francs. » « Va-t-on laisser détruire ce matériel en parfait état de marche et le vendre à 3 francs le kilo à la ferraille ? » Interrogent les militants du P.C. qui constatent en outre : « L'indicateur S.N.C.F. que nous confectionnons entièrement, est passé de 40 francs en 1975 à 90 francs en 1977. »

Les autres travaux que réalisait Chaix avant décembre 1975 ont été la Néogravure (« Les Parisiens », « Modes et Travaux », « Marie-Claire ») et, en ce qui concerne l'Indicateur Chaix, il est imprimé chez Daniel, Jouvet et Berger-Levrault.

Lang en péril

Chez Victor Michel, l'inquiétude grandit après l'annonce de la (probable) disparition de l'hebdomadaire « Top-Télé » (trois cent cinquante mille exemplaires), à compter du 14 septembre. Les projets de fusion de cette imprimerie avec la Néogravure, envisagés il y a un an, n'ont pu se réaliser. D'une certaine manière, l'affaire a tourné à ses dépens puisque les travaux coulés de « Top-Télé » qui constituaient une part importante des activités de Victor Michel — ont été transférés à la Néogravure depuis l'été 1976.

Avant engagé un procès contre la Néogravure en septembre dernier, lui réclamant 60 millions de francs à titre de dommages et intérêts pour rupture unilatérale de conventions passées, Victor Michel se voyait déboulé. Cependant, la cour d'appel condamnait la Société Top-Télé-7 Jours à payer à la Société Victor Michel la somme de 3 100 000 francs à titre d'indemnité compensatrice de préavis et condamnait la Société Victor Michel à payer la même somme mais à concurrence seulement de la somme de 1 594 251 francs.

Mais ce « ballon d'oxygène » ne comblerait pas pour Victor Michel, la perte subie. L'arrêt de la publication, après un an d'existence, de « Top-Télé » placerait cette imprimerie devant de nouvelles

liquidations de la plus grande imprimerie française (« Top-Télé-7 Jours », Paris-Match, Elle, Parents, le Chasseur français, Marie-Claire, la Vie ouvrière, Lui...). Pour M. René Mestries, président-directeur général de la S.A. Néogravure dont la situation économique et financière, au demeurant, n'a rien de commun avec celle de Lang, — cette accusation est dénuée de tout fondement : « Tout au contraire, cette mise en place du Neoscan peut épargner à la Néogravure, à moyen terme, les difficultés actuelles qui s'abattent sur les imprimeries similaires qui, en France, fabriquent des périodiques. »

En effet, avec ce nouveau système nous pourrions peut-être bénéficier des avantages respectifs de l'offset, dont les temps de préparation sont plus réduits et moins coûteux, et du « roulage » héliographique. »

À court terme cependant, M. Mestries ne nie pas que l'introduction de ce procédé entraînera, dans la moins favorable des hypothèses, le licenciement de cinq cent vingt-cinq personnes réparties entre les usines de Corbeil, Lille et Paris. Quel qu'il en soit, le P.-D. G. de la Néogravure résume absolument l'hypermotivité du « démantèlement » de l'entreprise qui, en dépit des regroupements qu'on a cherché à lui imposer, a réussi à dépasser une crise générale dont l'imprimerie n'est pas sortie.

En attendant, précisant que le conflit du Parisien libéré vient, après deux ans et demi, de trouver une issue honorable, pourquoi ne pas envisager les mêmes remèdes pour ce secteur très confiné de la presse hebdomadaire qui constitue les périodiques ? Les « victimes » des mutations techniques qui s'opèrent actuellement ne pourraient-elles bénéficier des dispositions particulières (travail anticipé, prime de départ volontaire, etc.), adoptées pour régler le conflit du Parisien libéré ?

« Désinvolture » des pouvoirs publics

Le gouvernement est saisi du problème et l'on sait qu'un prêt éventuel du Crédit national aux imprimeries en difficulté est à l'étude. Cependant, après la démarche commune effectuée au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat par les représentants du Livre C.G.T. et C.F.D.T. de chez Lang le lundi 29 août, ceux-ci constatent qu'ils n'ont eu aucune réponse précise : « n'a été que la promesse de l'État, cette « désinvolture » des pouvoirs publics, les syndicats voulaient avoir l'assurance qu'aucune décision juridique n'interviendrait avant que ne soient connues les conclusions de l'étude en cours menée par le Crédit national.

Les raisons de la crise que traverse l'imprimerie française de périodiques sont multiples : économiques d'abord, puis de la concurrence étrangère et de la « fuite » de nombreuses publications dans les pays limitrophes : technologiques, ensuite, avec l'implantation en force de l'offset aux dépens de l'héliogravure.

En 1976, les publications périodiques représentaient, en volume, 36 % des importations totales d'imprimés de la France et 40 % de ses exportations. Les importations de périodiques atteignent 23,5 % du tonnage de périodiques imprimés en France, alors qu'elle n'était que de 19,6 % en 1975.

Les importations de périodiques ont progressé de 7 % par rapport à 1975 alors que les exportations ont diminué de 3 %, ce qui explique le creusement du taux de couverture des échanges (48,2 % en 1975 contre 43,8 % en 1976) (3).

Toute l'imprimerie de langue française n'est pas, pour autant, au bord de la catastrophe. La plupart des petites entreprises équipées en matériel moderne ignorent la crise. Mais les difficultés que rencontrent celles-ci sont plus importantes — qui confectionnent les périodiques risquent de se répercuter sur l'ensemble de la profession.

Un plan technologique, l'offset est en passe, en effet, de supplanter l'héliogravure pour la réalisation des périodiques, en France du moins. L'héliogravure, procédé qui exige un long travail de préparation, se rentabilise grâce au « roulage », à condition d'être utilisée pour des tirages importants. Or les gros tirages n'existent plus sur le marché français (« Top-Télé-7 Jours » mis à part).

C'est précisément pour résoudre cette difficulté que la Néogravure vient de s'engager dans un processus de conversion des systèmes offset-héliogravure, qui entraînera aussi, des compressions de personnel. Et c'est pour protester contre ces licenciements probables que le Syndicat du Livre C.G.T. envisage un ordre de grève pour le mercredi 7 septembre, à l'après avoir déjà supprimé, en onze ans, trois mille cinquante emplois, affirme M. Coquelin, dirigeant de ce syndicat, soit 50 % des effectifs, la direction continue son travail de démantèlement.

(1) En dehors de Jours de France, Lang imprime encore Point de Vue-Images du monde, Marie-Françoise, Jours de France, le cahier offert de T.V.-Journal, entre plusieurs gros catalogues : la Redoute, les Trois Saisons, etc. (2) Bulletin de la Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques, juillet 1977.

CLAUDE DURIUEUX.

EN DÉPIT DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Lorraine, Luxembourg : un contraste de plus en plus accusé

LES échecs de la C.E.E. dans le domaine de la politique structurelle et conjoncturelle trouvent leur reflet dans les disparités et distorsions qui apparaissent au sein des régions transfrontalières.

La politique régionale du Luxembourg a été mise en œuvre dans le cadre de la politique de diversification et d'expansion industrielle commencée en 1959, inspirée par l'idée que le Grand-Duché de Luxembourg, du fait de l'exiguïté de son territoire, doit être considéré comme une seule région socio-économique. À partir de 1972, pour 25 à 30 %, la croissance du P.N.B. luxembourgeois pouvait être mise au compte des nouvelles entreprises, créant pour la plupart une valeur ajoutée très élevée.

La nouvelle politique économique luxembourgeoise a abouti à la croissance rapide de l'industrie chimique et celle des constructions mécaniques ; elle a eu pour effet un développement très important du secteur tertiaire, et notamment bancaire et financier. Le nombre des établissements de crédit opérant au Luxembourg est passé de vingt en 1965 à environ quatre-vingts en 1976, élargissant pour la plupart, la somme des bilans bancaires avait atteint quelque 37 milliards de dollars à la fin de 1975. Les établissements bancaires américains et ouest-allemands ont connu un essor extraordinaire, tandis que la politique d'expansion industrielle a été réalisée essentiellement par le truchement de certaines firmes multinationales d'origine américaine dont les principaux centres de décision se trouvent en dehors de l'Europe. Accessoirement, certaines firmes d'origine allemande y ont joué un rôle non négligeable.

capitales et les know-how de certaines entreprises multinationales. Dans ce contexte, hélas ! la solidarité européenne s'efface de plus en plus devant la solidarité nationale, la seule à se faire valoir en période de crise.

Les rivalités dans le domaine de la politique énergétique nucléaire pourront encore aggraver le développement inégal des structures des deux côtés de la frontière. Le grand-duché de Luxembourg, premier consommateur d'énergie du monde (par tête d'habitant), fort de l'appui de la technologie allemande, a projeté la création d'une centrale nucléaire de 1300 MW à Remerschen-sur-Moselle, à 3 kilomètres de la frontière française. La centrale germano-luxembourgeoise, installée en territoire luxembourgeois, sera intégrée dans le réseau de la R.F.A. ; le gros de la production sera acheminé vers l'Allemagne. Le gouvernement français, devant la nécessité de diversifier le bilan économique et énergétique de la Lorraine, a envisagé la construction d'un site nucléaire à Cattenom-sur-Moselle à une dizaine de kilomètres en amont de Remerschen. Sur une rivière à très grand débit — 10 mètres cubes d'eau par seconde en été, dernier — la juxtaposition des centrales aggrave le problème de la coopération transfrontalière et ne contribue en rien à la maximisation des économies internes et externes de la production énergétique.

Bien que le gouvernement français ait offert au Luxembourg une participation à Cattenom, le Conseil économique et social luxembourgeois a recommandé la création de la centrale de Remerschen et demande au gouvernement luxembourgeois que la France soit

par JULES STOFFELS (*)

formellement engagée à assurer la régulation du débit et de la température de l'eau de la Moselle à son entrée sur le territoire grand-ducal. Vu les circonstances, il est probable que la centrale germano-luxembourgeoise sera construite bien avant celle de Cattenom, qui, malgré l'avis favorable du Conseil économique et social de la Lorraine et celui du conseil régional, risque de sombrer dans les dossiers. Si telle était l'issue, la coupure de la région Sarre-Lorraine-Luxembourg pourrait aggraver bien davantage.

Déjà, les capitaux américains et allemands, très puissants, n'ont pas toujours eu de l'équilibre politique et de la présence française au sein de la région. Ni les avertissements récents des dirigeants de la C.E.E. en faveur de la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, ni les appels de la Confédération européenne des syndicats, favorables en cette occurrence à la création d'entreprises publiques communautaires, ne semblent avoir trouvé le moindre écho. A Remerschen et à Cattenom, la C.E.E. est en train de perdre sa crédibilité européenne.

Les insuccès de la C.E.E. sont dus tantôt à la croyance abusive dans les tentatives de certains automatismes inopérants, tantôt aux méfaits d'un dirigisme à rebours. Ils sont inséparables d'une certaine répugnance viscérale à la planification internationale et, en conséquence, à la création des instruments d'intervention adéquats.

Dans ces conditions, il apparaît que la C.E.E. ne peut que continuer à se désintégrer, en dépit d'une certaine bonne volonté et de certains résultats ne peuvent constituer des foyers propres à l'intégration et à l'épanouissement de la solidarité internationale. A présent, et quels que soient nos regrets, ne faut-il pas conduire avec Michel Dencrier, mais aussi avec une nation, que seule la nation, du fait de la solidarité établie, la condition nécessaire du respect des droits de l'homme et de l'exercice du pouvoir démocratique ?

À défaut d'une véritable solidarité européenne, vouloir briser la souveraineté nationale en faveur de certaines institutions pseudo-européennes constitue une cageuse aléatoire pour l'avenir des nations et celui de l'Europe. Avant l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct et l'extension de ses pouvoirs, ne vaudrait-il pas mieux s'assurer de la crédibilité communautaire des institutions européennes, réorienter et amender la politique économique et sociale de la C.E.E. à la lumière des faits ?

* Professeur de sciences économiques et sociales à Luxembourg.

SOUDAGE ET DÉCOUPAGE

LA PLUS GRANDE FOIRE SPÉCIALISÉE DANS LE MONDE POUR LA TECHNIQUE DE SOUDAGE

Le point de rencontre tous les 4 ans des spécialistes venant de l'intérieur comme de l'extérieur. Plus de 400 exposants en provenance de 20 pays y montreront l'état de l'art de la technique de soudage. Ils offrent une vue d'ensemble de tous les procédés de soudage, de découpage, de brasage et de collage, des méthodes de mesure et d'essai, des appareils de soudage, des baguettes d'apport, des auxiliaires, et des exemples de construction.

FOIRE INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE ESSEN 21-28 SEPTEMBRE 1977

ORGANISATEUR:

Deutscher Verband für Schweißtechnik e.V.
D-4000 Düsseldorf et
Ausstellungs- und
Messgesellschaft mbH
Essen (AMGE)
D-4300 Essen 1

RENSEIGNEMENTS:

Messe Essen,
Nordbrühl, 36
D-4300 Essen 1
Tel.: 0201/773054
Telex: 8579647



POINT DE VUE

EN DÉPIT DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Lorraine, Luxembourg
un contraste de plus en plus acc

formation continue des cadres

1100 cadres à l'ISSEC pour l'année 1976-1977

1100 cadres, ingénieurs, dirigeants d'entreprise de toutes dimensions et de tous les secteurs de l'économie ont participé ou suivent encore actuellement les programmes de l'ISSEC pour l'année 1976-1977.

Créé il y a 10 ans, par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois, à raison d'une journée par quinzaine.

L'ISSEC est membre du GERME (CNOF - CRO - ECE - ISSEC)

Des programmes intensifs sans absence prolongée hors de l'entreprise

• Les cours de chaque crédit de perfectionnement, enseignés tous les quinze jours sont donnés par journées complètes et ont lieu, pour les programmes d'automne 1977 à partir du 4 octobre dans les nouveaux locaux de l'ISSEC,

35, bd Sébastopol - 75001 PARIS.

Au cœur de la capitale entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles.

PERSONNEL

1. Techniques de base de la fonction personnel - 2. Structures et communications - 3. Relations de travail - 4. Droit du travail - 5. Direction du personnel par l'encadrement.

FORMATION

1. Méthodes en formation permanente - 2. Pratiques et formation de formateurs - 3. Organisation et gestion de la formation.

MARKETING

1. Marketing fondamental - 2. Chef de produit - 3. Marketing des produits industriels - 4. Méthodes d'analyse en marketing - 5. Etudes et recherches en marketing - 6. Marketing et marchés étrangers - 7. Direction des ventes - 8. Communications publicitaires - 9. Distribution et merchandising - 10. Politiques de marketing - 11. Anglais en marketing et négociation.

COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE DE GESTION

1. Comptabilité générale de gestion - 2. Comptabilité analytique et comptabilité budgétaire - 3. Contrôle de gestion - 4. Pratiques et informations comptables - 5. Fiscalité des entreprises.

FINANCE

1. Techniques de gestion financière - 2. Analyses financières et évaluation des sociétés - 3. Financement des entreprises - 4. Finances internationales - 5. Décisions et politiques financières - 6. Anglais en économie et finance.

PRODUCTION

1. Eléments fondamentaux de la gestion de production - 2. Techniques de planification et contrôle - 3. Conception d'un système de production - 4. Production et gestion de personnel.

SECRETARIAT GENERAL

1. Fonctions spécifiques du secrétariat général - 2. Droit général des affaires - 3. Droit des sociétés.

ORGANISATION

1. Techniques d'organisation - 2. Structures d'organisation - 3. Objectifs, contrôle et motivation - 4. Mise en place d'un système d'organisation.

RELATIONS HUMAINES

1. Expression orale - 2. Conduite de réunion et travail en groupe.

INFORMATIQUE

1. Méthodes quantitatives pour la gestion - 2. Eléments de base d'informatique.

GESTION DE LA P.M.E.

1. Diriger une P.M.E. - 2. Création d'entreprise et vocation d'entrepreneur.

L'ENTREPRISE ET L'ENVIRONNEMENT

1. Maîtrise de l'environnement : évolutions économiques - 2. Introduction à la gestion de l'entreprise - 3. Stratégies de l'entreprise.

ISSEC automne 1977

(début des cours : 4 octobre 1977)

au cœur de Paris
entre le
Centre Beaubourg
et le
Forum des Halles

des programmes
nombreux et complets

un rythme équilibré des cours
tant pour l'individu
que pour l'entreprise

marketing, comptabilité,
finance, contrôle, organisation,
production, personnel,
langues vivantes

ISSEC

Les diplômes de spécialité ISSEC

L'ISSEC délivre un titre de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL, FORMATION, MARKETING,
CONTRÔLE DE GESTION, FINANCE, PRODUCTION,
SECRETARIAT GENERAL, ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accèsion aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, qui totalisent, avec la préparation du mémoire, près de cinq cents heures de travail, et ce, dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accèsion à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat.

La formation ISSEC : deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :

• Soit à raison d'un ou plusieurs crédits par session : chaque crédit représente neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application immédiate et progressive, dans l'entreprise, des formations reçues. Deux sessions par an, en Octobre et en Mars.

• Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois ; — l'une ou l'autre formule peuvent être aisément adaptées aux besoins des demandeurs d'emploi.

Centres associés à Limoges, Nîmes, Orléans.

Centre de Langues ESSEC/ISSEC à Paris
Langues enseignées : Anglais, Allemand, Espagnol, Arabe, Russe, Brésilien

RENSEIGNEZ-VOUS !

Demandez les programmes détaillés de L'ISSEC.

INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET COMMERCIALES

Etablissement Privé d'enseignement supérieur

35, bd Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233.21.88

Demande d'information : session automne 1977

M., Mme _____

Société _____

Adresse _____

Tél. _____

- ☐ Je désire recevoir le programme de perfectionnement de l'ISSEC
☐ Je désire un rendez-vous au centre d'orientation de l'ISSEC
☐ Je désire un rendez-vous au centre de langues ESSEC/ISSEC

A renvoyer à
ISSEC

35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS
Tél. 233.21.88

M1

COUPAGE

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

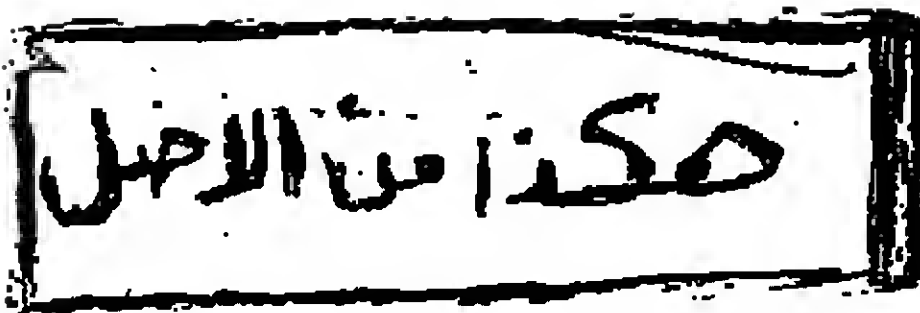
A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine

A la tête de la presse de la semaine



ÉTRANGER

Les horlogers suisses relèvent enfin le défi de l'électronique

Il y a encore moins de quatre ans, les horlogers suisses haussaient les épaules quand on leur parlait de montres électroniques. Sans cette erreur de jugement, l'horlogerie suisse aurait mieux résisté au vent de la crise. Aujourd'hui, elle s'est mise à l'ouvrage pour reconquérir le terrain perdu.

VINGT-HUIT millions de montres électroniques à quartz, soit près de 15 % de la production mondiale, ont, au total, été vendues en 1976, dont 8 millions de montres analogiques (avec cadrans et aiguilles) et 20 millions de montres numériques, ces dernières se répartissant en 14 millions de LED (à diodes lumineuses) et en 6 millions de L.C.D. (à cristaux liquides). Une douzaine de millions ont été fabriqués aux États-Unis, et à peu près autant en Extrême-Orient.

Ce n'est pas assez dire que les prévisions les plus optimistes ont été dépassées, elles ont été balayées. Un an auparavant, les experts avaient chiffré à 6 millions au maximum la « consommation » de montres à quartz, ce qui représentait déjà un triplement par rapport à 1974. Et ce n'est pas fini. A la fin de l'année dernière, les mêmes experts affirmèrent que le seul des 30 millions serait atteint cette année. Or, durant le premier semestre, les ventes ont déjà porté sur 23 millions de montres. Au rythme où elles se développent, le cap des 30 millions (30,8 % de la production) serait franchi à la fin de décembre.

Devant une pareille révolution, la seconde de toute l'histoire de l'horlogerie

montre à quartz n'est-elle pas née chez eux à la fin des années 60 ? Certes, plusieurs entreprises en produisaient déjà. Mais qu'est-ce que 2,7 millions de montres électroniques pour un pays dont la production horlogère a dépassé 64 millions de pièces l'an passé ?

Le retard pris par l'industrie horlogère suisse dans la course à l'électronique provient d'un curieux mélange d'inertie, d'attentisme et d'immobilisme prudent. « Nous nous sommes endormis sur nos lauriers », reconnaît M. Marcel Rubin, porte-parole d'Ebauches S.A., principale filiale du géant ASUAG (Société générale de l'horlogerie suisse S.A.), qui, à lui tout seul, compte pour plus d'un tiers (1 milliard de FS) dans le chiffre d'affaires de l'horlogerie suisse (2,8 milliards de FS).

Persuadés que la montre à quartz resterait un produit marginal, les horlogers suisses n'ont, jusqu'à une date récente, traité que de la montre de luxe. Mais, en deux ans, le ton a singulièrement changé. « Nous sommes

au génie inventif des Suisses, si ce n'est les quartz et les « displays » (afficheurs numériques à cristaux liquides).

L'important pour l'industrie horlogère suisse était de s'affranchir complètement en matière de technologie, et sur ce plan elle semble en passe de réussir. Mais l'affaire était trop coûteuse pour être prise en main par les petits. Seuls les deux grands, TASTAG et la S.S.I.H. pouvaient se lancer résolument dans l'aventure.

La Société suisse pour l'industrie horlogère (S.S.I.H.) numéro deux avec un chiffre d'affaires de 700 millions de FS, s'est attelée à la tâche. Elle fabrique désormais des quartz, des circuits intégrés et s'approprie même à sortir une pile longue durée (trois ans). Mais assez durement frappée par la crise, la S.S.I.H. a dû, pour redresser sa situation financière, procéder récemment à une augmentation de son capital entièrement souscrite par son partenaire privilégié, la société de commerce international Silber Heger, désormais son actionnaire à 36,2 %.

Mais des deux grands, c'est encore Ebauches, noblesse oblige, qui a produit le plus gros effort pour rattraper son retard.

Atin de faire l'économie de recherches coûteuses et d'aggraver du temps, la filiale de l'ASUAG a choisi une voie différente, en rachetant au printemps 1976 à la firme américaine Hughes Aircraft sa licence de fabrication de circuits intégrés. En même temps, Ebauches installait à Martin dans l'usine de sa filiale Ebauches électroniques une unité pilote. En avril dernier, l'usine de Martin est passée du stade des études à celui de la fabrication en série et sa capacité de production atteint dix mille modules-jour.

A lui seul, ce temple de l'électronique horlogère, à peu près unique au monde, vaut une petite fortune. C'est au total à 460 millions de FS (920 millions de FF) qu'Ebauches a payé son indépendance technologique, plus même si l'on inclut le prix de la ligne de fabrication de piles installée dans l'usine de la filiale Renata. Car, comme la S.S.I.H., Ebauches peut se vanter d'être autonome, et d'être à l'abri de la concurrence. Elle a aussi mis sur le marché une pile très longue durée (cinq à six ans). Ebauches a tout de même remporté à fabriquer les « displays », et s'est allié à Brown Boveri, qui les

lui procure dans le cadre d'un accord de coopération à long terme.

Seul un mastodonte comme l'ASUAG pouvait s'offrir un tel luxe. C'en est un si l'on songe qu'en 1976, année de pleine crise, pour la première fois depuis plus de quarante ans, le groupe a été déficitaire. Mais il avait les reins plus solides que la S.S.I.H. « Nous avons rééquilibré nos comptes en 1976 », a déclaré le président de l'ASUAG, M. Pierre Renggli, et nous comptons dès cette année recommencer à faire des bénéfices. »

Tenir les prix

Dans les milieux horlogers suisses, on reste néanmoins prudent. Les revers cuisants essuyés par les électroniques américaines, qui croyaient avoir découvert un filon aussi riche que celui des calculatrices de poche, se sont cassés les dents à force de casser leurs prix. font réfléchir.

Aussi M. Jean Vuilleumier, directeur général de l'ETA, autre filiale d'Ebauches, croit-il à la montre à quartz, mais sous certaines conditions : « La tri est en train de se faire, comme pour les calculatrices. » En tout cas, après avoir raté la correspondance, les horlogers suisses paraissent être remontés dans le train, et ce au meilleur moment. Terriblement échaudés, les électroniques américaines, dont les rangs se sont singulièrement éclaircis, sont en pleine réorganisation et leur reconversion aux montres L.C.D. et analogiques (ils avaient tout misé sur la LED) n'est pas terminée, loin s'en faut.

Les Japonais (Seiko, Citizen), toujours fidèles au L.C.D. et à l'analogique, se cantonnent encore dans les gammes de prix élevés. « Mais l'on ne saurait être trop vigilant », disent les horlogers japonais.

Tout le problème, pour les Suisses, est de tenir leurs prix. Pour y parvenir Ebauches a décidé d'adopter la même tactique que les Japonais en faisant sous-traiter certaines opérations dans des pays d'Extrême-Orient, où le coût de la main-d'œuvre est jusqu'à cinq fois moins élevé.

De toute façon, les Suisses continuent de croire quand même à la montre mécanique. « Elle verra l'aube du vingt et unième siècle », affirment-ils.

ANDRÉ DESSOT.

En France Montrélec progresse

ET les Français, dont l'industrie horlogère est la quatrième du monde, où en sont-ils ? Lancés à grand fracas en février 1976 par M. d'Ornano, alors ministre de l'Industrie, le plan électronique, dont on avait pu craindre qu'il ne soit mort-né, commence lentement à porter ses fruits, mais l'effort déployé par les hommes chargés de son application a été plus déterminant que l'aide des pouvoirs publics.

Créée en 1971 par les principales firmes horlogères du Doubs, avec l'aide de la Société de développement de l'horlogerie, Montrélec a fait, en 1976, un bond de 100 %, passant de 100 à 200 millions de FS. Montrélec avait besoin d'argent pour passer des études à la production. L'Etat lui avait promis 6 millions de francs. A ce jour, la société n'a encore reçu que 0,3 million de subventions non remboursables et 1,5 million au titre de l'aide au développement, touchée en décembre dernier. Les lenteurs administratives, paraît-il.

N'importe, Montrélec a quand même franchi le pas grâce à l'augmentation de son capital de 0,2 à 2,4 millions de francs, à laquelle tous ses actionnaires ont souscrit. Désormais installée à Montbéliard, Montrélec a une capacité de production de deux mille modules par mois, qui peut être doublée voire triplée sans difficulté. Ces modules équipent indifféremment les montres analogiques ou à cristaux liquides, dont la firme a déjà sorti trois modèles. L'on est encore loin de l'indépendance technologique, mais M. Vovelle, directeur général de Montrélec, ne désespère pas pouvoir fabriquer un jour les circuits intégrés.

Si dans le Jura quelques-uns hésitent encore à franchir le pas, beaucoup en revanche se sont mis consciencieusement au travail avec la détermination et le sérieux propres au caractère suisse. Des francs-tireurs se sont même mis de la partie, comme Nepro Onew (produits) et ses filiales Modules électroniques, deux entreprises fondées par M. Paolo Spadini, un ancien avocat tessinois, dont la production pourrait dépasser le million de pièces cette année. Mais si sophistiquées soient-elles, les produits fabriqués par de telles firmes ne doivent, hélas ! pas grand-chose

Une conjoncture peu rassurante

(Suite de la page 21.)

En Allemagne, la plupart des responsables ont aujourd'hui acquis la idée d'une certaine « relance », à l'exception notable du chancelier fédéral. Son gouvernement devrait faire connaître les dispositions qu'il entend prendre le 14 septembre. Une seule chose apparaît certaine : les dépenses prévues au budget fédéral de 1978 seront augmentées de 8 %, bien des 7,5 % initialement prévus. Il est aussi question d'un allègement fiscal, dont les modalités ne sont pas encore précisées, et d'une augmentation des gratifications de fin d'année. Ces mesures de mesures s'ajoutent au décalage progressif des tranches du programme supplémentaire d'équipement de 16 milliards de deutschemarks décidé au printemps.

C'est dans les prochains jours que le gouvernement japonais doit décider une nouvelle baisse du taux de l'escompte destiné à aider les entreprises en difficulté et à stimuler la demande intérieure... et accroître les importations. Les derniers chiffres publiés sur la progression du produit national brut au deuxième trimestre (+ 1,9 par rapport au trimestre précédent, qui lui-même marquait une progression de 2,5 %) ont paru meilleurs qu'on s'y attendait.

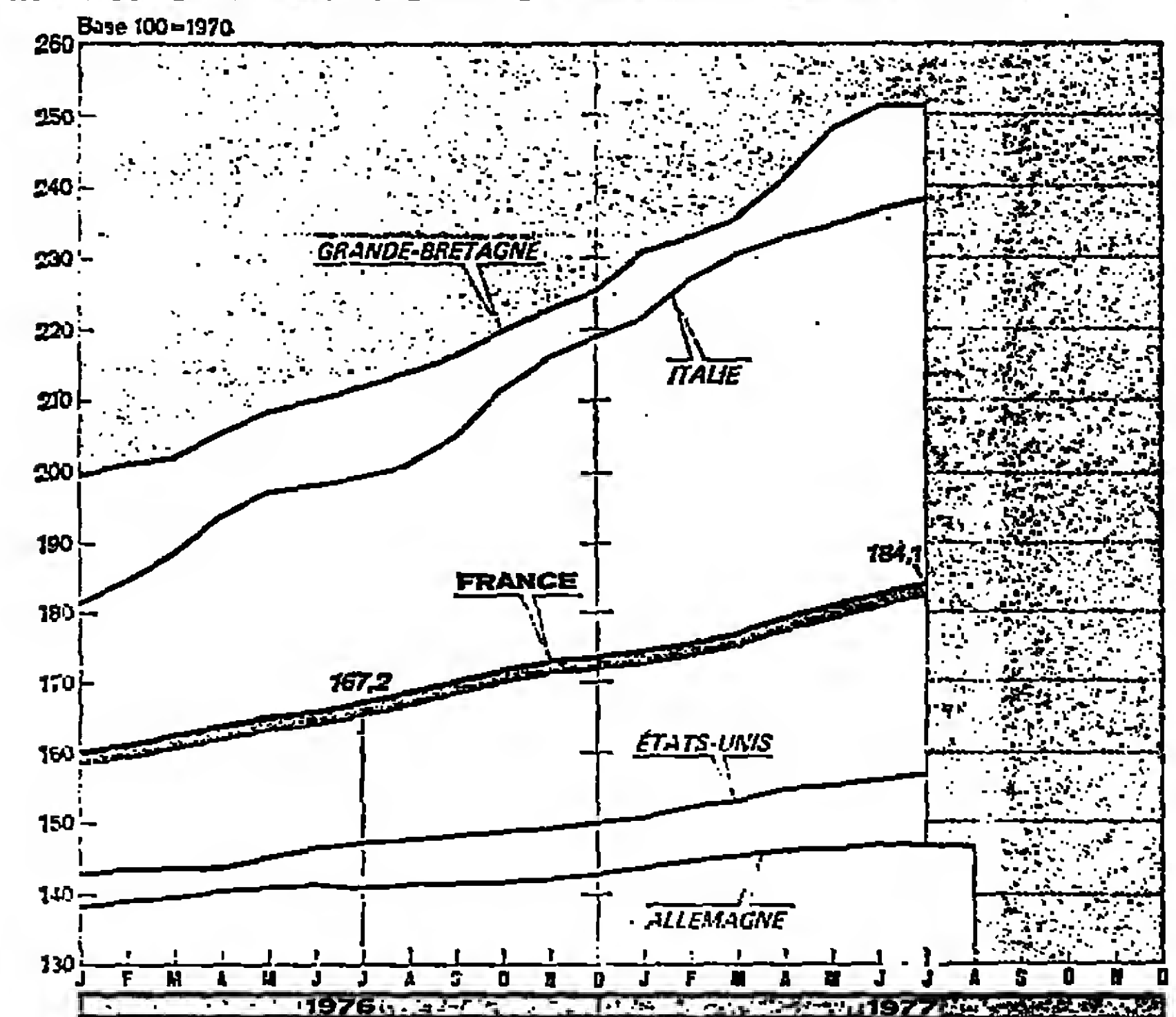
Aux États-Unis aussi, les statistiques

font l'objet d'interprétations diverses et souvent opposées. Pour le troisième mois consécutif, l'indice composite des indicateurs avancés de conjoncture s'est inscrit en faible recul (- 0,2 % en juillet). Dans le passé, l'indice en question a plutôt bien rempli son office. Les milieux officiels font remarquer que l'indicateur serait resté stable sans la baisse des prix de gros, mais celle-ci n'est-elle pas, avec la forte baisse des commandes de biens durables enregistrée en juillet, un signe de dégradation du climat des affaires ? L'O.C.D.E. qui croit à la vertu stimulante durable des dépenses budgétaires, continue à faire confiance aux effets de l'augmentation des crédits prévus au cours des prochains mois pour créer des emplois nouveaux (de chômage aux États-Unis touche encore 7,1 % de la population active, soit un pourcentage nettement plus élevé que dans les pays européens). Le Wall Street Journal voit au contraire dans l'accroissement des dépenses publiques un obstacle des plus puissants à une franche reprise. Ce journal n'est pas le seul, de l'autre côté de l'Atlantique, à déplorer la médiocrité du leadership de l'administration Carter dans le domaine économique. Une raison de plus pour expliquer l'incertitude qui règne dans les milieux d'affaires.

PAUL FABRA.

PRIX

Ralentissement de la hausse dans le monde



La hausse des prix de détail s'est nettement ralentie pendant l'été. Ainsi en juillet, l'augmentation moyenne n'a été que de 0,4 % dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. contre 0,6 % en juin. Pour les seuls pays industrialisés européens, la décelération est nettement plus forte : + 0,3 % en juillet (les calculs sont encore provisoires) contre + 0,8 % en juin.

En Allemagne, les prix de détail ont baissé de 0,1 % en juillet et en août. Aux États-Unis, ils ont augmenté de 0,3 % contre 0,5 % en juin à cause, surtout, de la très faible augmentation des prix alimentaires. Ceux-ci devraient rester très stables au cours des prochains mois, les prix agricoles ayant baissé pour le quatrième mois consécutif.

Les résultats de juillet ne donnent cependant pas une image exacte de la réalité. Ils correspondent à une hausse annuelle de 5 % environ dans les pays industrialisés, alors que la tendance profonde doit correspondre à un rythme d'inflation se situant entre 7 et 8 % l'an. Une légère réaccélération devrait donc se produire à l'automne après les résultats exceptionnellement favorables de l'été.

(Publié)

COLLOQUE SCIENCES-PO

A l'intention des dirigeants des entreprises et des administrations ; pour obtenir, en un temps limité, une information et une réflexion sur les principales évolutions techniques en cours

LES NOUVEAUX ENJEUX DE LA SCIENCE :

26, 27 et 28 septembre 1977

Séminaire organisé par l'I.E.P. dans le cadre de la formation continue ; le développement technologique et scientifique, les mutations industrielles et du cadre de vie. Animé par Albert DUCROCCQ avec

Claude ARBAHAM, Directeur général de l'Aviation civile ;
Hubert AUTBOUFFE, Chef du Département technique, Service de la recherche S.N.C.G. ;
Robert BROUSSE, de l'Institut de physique du globe ;
Gérard CALOUD, Directeur général de l'Institut national d'études démographiques ;
Hubert CURIEN, Président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales ;
Marcos FELDEN, Directeur de l'Institut de physique des plasmas, Université de Nancy ;
André GIRAUD, Administrateur général délégué au Commissariat à l'énergie atomique ;
Jacqueline GRAPIN, Journaliste au « Monde » ;
Yves LA FRAIRIE, Directeur général du Centre national pour l'exploitation des océans ;
Robert LION, Délégué général de l'Union des B.I.M. ;
Edmond MALIVAUD, Directeur général de l'INSEE ;
Lucien MEHL, Conseiller d'Etat ;
Euthymios PLOTON, Directeur des études économiques d'Elf-Aquitaine ;
Albert ROBIN, Directeur à la Direction générale d'électricité de France ;
Michel ROPOT, Directeur du F.R.D.S. au C.N.R.S. ;
Jocelyne ROUSSEAU, Directeur des Applications de la recherche à l'Institut Pasteur ;
Jean VOGUE, Directeur délégué pour les relations internationales à la Direction générale des Télécommunications ;
Jean-Claude WANNE, Directeur technique de l'ONERA ;
André WARUSSEL, Professeur de mathématiques spéciales au lycée Henri-IV.
Débats présidés par Albert DUCROCCQ, André DANZIN, Jean FOURASTIE.

LE MONDE DE DEMAIN :

29 septembre 1977

Colloque placé sous le patronage de l'Association des anciens Sciences-Po : synthèse et table ronde : science, politique et pouvoir de décision dans les vingt années à venir avec René ANDRIEU, Jacques DELOIS, Joseph FONTANET, Jean FOURASTIE, Henri LABORT, Louis LEPRINCE-RINGOET, sous la présidence de Paul DELOUVERNE.

Programme détaillé et inscriptions (avant le 15 septembre) : Institut d'Etudes Politiques, Service Formation continue : 27, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris. Tél. : 260-33-00.

RECHERCHER LE C.D. L'ANALYSE DES COMPTES DE LA CONJONCTURE

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

centre de préparation aux Grandes Ecoles

Les concours d'entrée aux grandes écoles sont des épreuves difficiles. P.C.S. s'adresse aux bacheliers B, C, D, conscients de ces difficultés et motivés par les débouchés des écoles commerciales.

Développée au sein d'un centre d'enseignement supérieur de gestion : l'Ecole Supérieure Libre et en langues.

des Sciences commerciales Appliquées. P.C.S. bénéficie d'une expérience pédagogique de plus de 28 ans.

En prise directe avec l'environnement des affaires, elle vise à accroître l'efficacité des préparations traditionnelles par une pédagogie personnalisée et un entraînement intensif en mathématiques et en langues.

P.C.S.

Enseignement Supérieur Privé

1, rue Boulgouville, 75007 PARIS - Tél. 551-32-59

EN ANNÉE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES

NOM :

PRÉNOMS :

Date et lieu de naissance :

Baccalauréat : Série B Série C Série D

Langues :

Adresse :

Concours envisagés : ☐ ESC ☐ ESCP ☐ ESCP ☐ ESCP

Autres écoles :

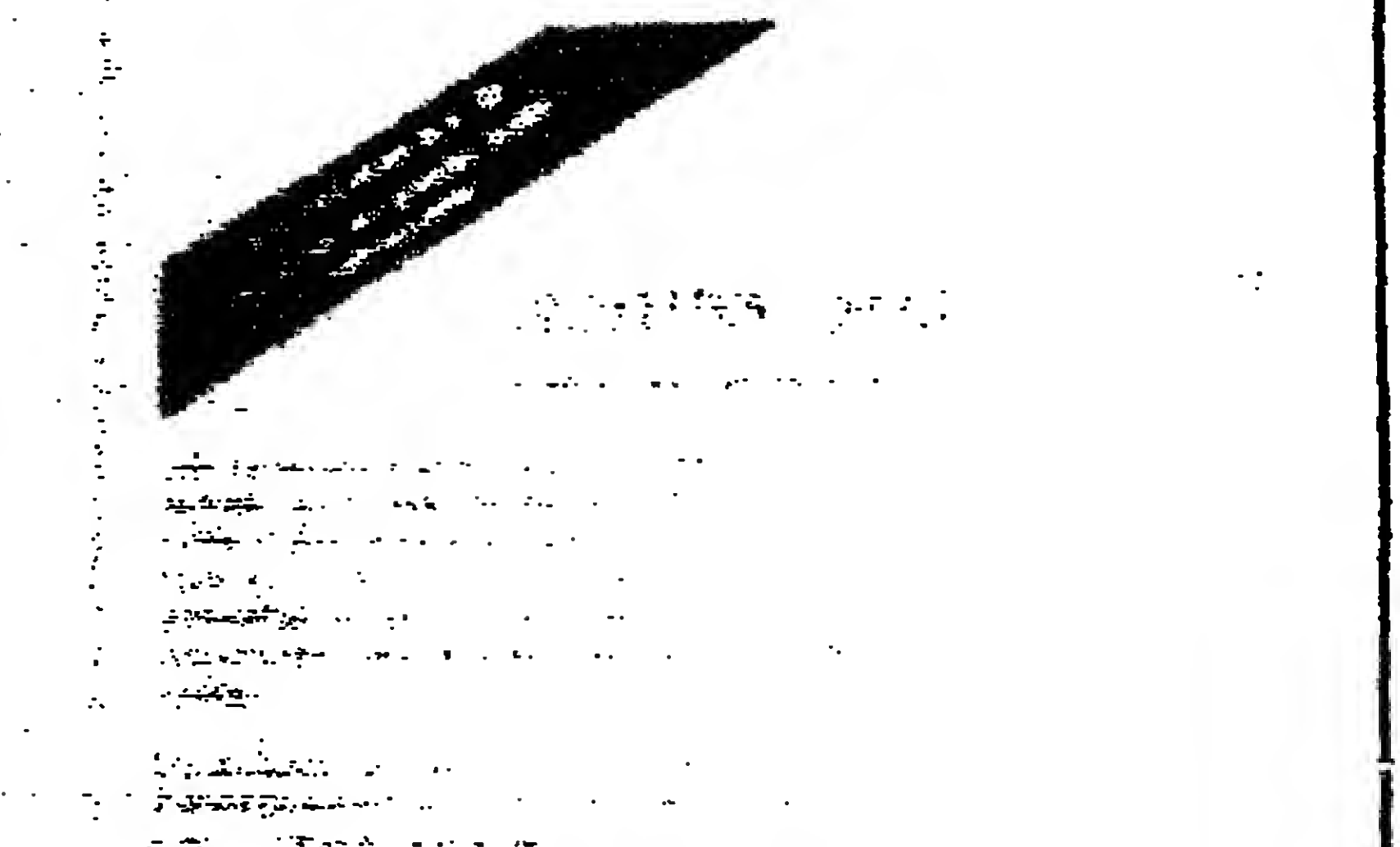
Date :

le défi de l'électronique

... le défi de l'électronique ...

Une conjoncture peu

... Une conjoncture peu ...



P.C.S.



DIRECTEUR DE RÉSEAU

180.000 F

Paris — Une grande entreprise française de fabrication et d'exploitation de matériels d'équipement à usage privé recherche le Directeur pour la France de son réseau intégré de vente, d'installation et d'entretien. Ce poste de grande responsabilité donne autorité directe sur plus de 600 personnes requiert un gestionnaire rigoureux doté d'une bonne expérience commerciale acquise de préférence dans l'industrie électro-mécanique ou électronique. Le candidat idéal, âgé d'au moins 35 ans et de préférence issu d'une grande école, devra avoir beaucoup de maturité, un grand sens psychologique et des qualités confirmées de meneur d'hommes. Il devra parler couramment l'anglais vu l'appartenance de la société à un groupe international d'envergure mondiale. Ecrire à Paris. Réf. B/5614M

CHEF SERVICE INFORMATIQUE

130.000 F

Une société de produits pharmaceutiques de renommée mondiale, recherche pour son siège situé à Reims, un Chef de Service du Traitement de l'Information. Rendant compte au Directeur Général, sa mission portera sur la maîtrise et le développement de la qualité de service de la fonction informatique au sein de l'entreprise. Il assurera les relations avec les services demandeurs, l'animation d'une équipe d'une vingtaine de personnes et supervisera la bonne marche de l'ensemble (études, chaînes de traitement, planning, budgets, utilisation des équipements - IBM 370/115). Ce poste convient à un cadre diplômé d'enseignement supérieur ou de niveau équivalent, âgé de 32 ans minimum, disposant d'une expérience solide et diversifiée du traitement de l'information acquise dans des fonctions lui ayant permis d'acquies avec succès l'encadrement d'équipe ainsi que la réalisation de projets et d'applications de gestion comptable, commerciale et de production. La rémunération annuelle, fonction du niveau de compétence du candidat, sera de l'ordre de 130.000 francs. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2586M

ADJOINT DIRECTION GÉNÉRALE

120.000 F

Une société en expansion (chiffre d'affaires 60 millions de francs), leader dans sa spécialité, recherche pour son siège à Paris, un Adjoint de Direction Générale. En relation étroite avec les dirigeants, il contrôlera les activités administratives, comptables, financières, fiscales et sociales. Il participera progressivement à la gestion globale de la société. Ce poste conviendrait à un généraliste d'entreprise, âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'études supérieures et ayant une large expérience de la gestion administrative et comptable, notamment en PME. Des connaissances en informatique et en droit social sont vivement souhaitées. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Ce poste, pour une personne répondant aux qualités envisagées, devrait déboucher rapidement vers les fonctions de Direction Générale. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2585M

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

100.000 F

Production — P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A. fait partie d'un groupe multinational de Consultants de Direction (1.000 consultants dans 23 pays) intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour faire face au développement de ses activités, P.A. recherche plusieurs Consultants « Production ». Ils interviendront au niveau des Directions des sociétés clientes dans les domaines suivants : contrôle de production, gestion des stocks, ordonnancement, structures, méthodes et gestion de l'entretien et Travaux Neufs, formation cadres, techniciens, maîtrise et ouvriers, analyse de la valeur et « value engineering », analyse des coûts dont ceux d'énergie. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'au moins 30 ans, diplômés d'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience pratique de plusieurs années au sein d'entreprises industrielles ou en cabinet d'organisation. Ils requerront une grande mobilité, et des missions à l'étranger sont envisageables. La connaissance de l'anglais constitue donc un atout supplémentaire. Il leur sera offert une formation théorique et pratique continue, un plan de carrière comportant des responsabilités croissantes et, dans le cadre des activités du groupe, une grande autonomie professionnelle. Le salaire, de l'ordre de 100.000 francs, auquel s'ajoutera après un an de présence, un intéressement aux bénéfices de la société, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. NELKEN à Paris. Réf. A/1062PM

PLANNING-ORDONNANCEMENT

Grenoble

JAMET S.A., filiale de TEFAL (700 personnes, 2 usines), de premier plan sur le marché du camping-caravanning, crée le poste de Responsable de la Logistique Industrielle. Rendant compte au Directeur Général et en étroite liaison avec les Directions Commerciale et de Production, il sera chargé de la mise en place des programmes de fabrication. Avec son équipe, il sera responsable, en particulier, de l'optimisation du plan de charge des usines et du respect des délais dans une profession connaissant une pointe saisonnière importante. En outre, responsable de la gestion des stocks - matières premières, produits finis - il déclenchera les approvisionnements, contrôlera l'ensemble des magasins et dirigera les expéditions. Ce poste convient à un candidat de 30 ans minimum, ayant de solides connaissances et une réelle pratique d'un ordonnancement élaboré dans un secteur à très forte saisonnalité, de préférence. La rémunération, liée à l'importance du poste, reposera sur l'expérience acquise. Ecrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3402BM

RÉVISION COMPTABLE

90.000 F

Une société d'expertise comptable (25 personnes) située à Paris, recherche un Chef de Mission. Dépendant de la direction du cabinet, il aura essentiellement la responsabilité de missions de révision comptable effectuées auprès d'une clientèle de sociétés variées. Dans le cadre de ces missions, il animerait une équipe de 2 à 4 personnes. Il devra concevoir l'organisation des interventions, superviser la réalisation, assurer le contact avec la clientèle. Ces missions ont lieu principalement en région parisienne, mais également en province. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, niveau mémorieliste du diplôme d'expert-comptable, ayant acquis en cabinet une expérience professionnelle de la révision comptable. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 90.000 francs si l'expérience du candidat la justifie. Ecrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2584M

JEUNE INGÉNIEUR PRODUCTION

80.000 F

Lorraine — Une importante société de première transformation de l'acier, recherche pour l'une de ses usines situées dans l'Est un Jeune Ingénieur de Production. Dépendant du Directeur d'Usine, il se verra confier pendant une première période des études et actions ponctuelles au niveau des services méthodes, contrôle qualité, études, etc., lui permettant de se préparer à la prise en charge de responsabilités opérationnelles importantes, puis de faire carrière à plus long terme au sein d'un groupe important. Ce poste convient à un jeune ingénieur diplômé (Centrale, Mines...) âgé de 27 ans minimum, souhaitant confirmer une première expérience de la vie industrielle (1 à 3 ans) acquise de préférence dans le domaine de la production. La pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand seront très appréciées. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. D'intéressantes perspectives de carrière sont envisageables. Logement facilité. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2579M

NÉGOCIATEUR D'AFFAIRES

150.000 F

Une petite société d'ingénierie très performante, possédant un "know how" de renommée mondiale et rattachée à un groupe français important, recherche un Négociateur d'Affaires de haut niveau pour prendre en charge la partie cryogénique dans les secteurs : énergétique, chimie et pétrochimie. Rendant compte au Directeur Commercial, il aura pour mission de prospecter, analyser et concrétiser les affaires à une échelle internationale. Il devra mener les négociations sur un plan technique, commercial et financier jusqu'à la signature des contrats avec l'appui des différents services concernés de la société. Il aura, enfin, à jouer un rôle de liaison entre les clients et les ingénieurs d'affaires chargés de l'exécution de ces contrats. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de premier plan, diplômé d'une grande école d'ingénieurs et âgé d'au moins 32 ans. Il devra justifier d'une solide maîtrise de la négociation d'affaires acquise dans une société d'ingénierie de niveau international. La pratique de l'anglais est impérative et celle de l'espagnol ou de l'allemand souhaitée. Ce poste implique enfin de fréquents déplacements dans le monde entier. La rémunération annuelle, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2518BM

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

120.000 F

Equipement moteurs automobiles — La société CURTY (chiffre d'affaires supérieur à 110 millions de francs, 650 personnes), leader national sur le marché des joints automobiles, recherche un Ingénieur de Développement. Responsable devant le Directeur Technique, basé à Lyon (siège et usine), sa mission sera de concevoir les produits aux plans théorique et pratique. Pour ce faire, il aura d'étroits contacts avec l'ensemble des constructeurs afin de définir les produits en tenant leur cahier des charges. Assisté d'une petite équipe, il devra mener les études et les essais au banc, dans un esprit de synthèse entre les contraintes de la production et les besoins des constructeurs. Enfin, dans une optique de moindre coût, il s'assurera personnellement de la mise au point des prototypes, de leur suivi en clientèle, et veillera aux conditions de leur bonne homologation, but de ce travail d'équipe. Ce poste intéresse un ingénieur de formation supérieure (AM, ENSPM...). Motoriste expérimenté, il maîtrisera les différents aspects du comportement des moteurs à combustion interne et aura la pratique des relations avec les constructeurs automobiles et leurs bureaux d'études. La mobilité est nécessaire (40 % du temps). La connaissance de langues étrangères est vivement souhaitée (anglais de préférence). Négociée avec le candidat retenu, la rémunération prévue est de l'ordre de 120.000 francs annuels. Ecrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/3439M

INGÉNIEURS DE VENTE

120.000 F

WIDIA FRANCE, filiale d'un très important groupe allemand, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'outils en carbure de tungstène, recherche, dans le cadre de l'extension de ses activités en France, deux Ingénieurs de Vente responsables, l'un de la moitié Nord et l'autre de la moitié Sud de la France. En étroite liaison avec la maison-mère, ils auront à implanter, promouvoir et développer les ventes d'outillages fabriqués en Allemagne et destinés aux Mines et Carrières. Leur principale mission consistera à pénétrer une part importante du marché français à partir d'une approche marketing systématique et d'une prospection auprès des différents utilisateurs. Avec l'appui de la maison-mère pour la stratégie de vente, les études de prix et les spécifications techniques, ils disposeront d'une très grande autonomie pour mener à bien la négociation des contrats et marchés. Ces deux postes conviendront à des ingénieurs des Mines ou de formation équivalente, âgés d'au moins 30 ans et pouvant justifier d'une solide expérience de la vente d'outillage en milieu minier et d'introductions à haut niveau dans ce secteur. La maîtrise de la langue allemande est impérative. L'un des postes sera basé de préférence dans l'Est et l'autre dans la région Rhône-Alpes. De très fréquents déplacements sont à envisager. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 120.000 francs, en fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2583M

MÉDECIN

Lyon

Responsable des études cliniques — Les Laboratoires pharmaceutiques DUPHAR (90 personnes, 45 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important groupe international, recrutent leur Responsable des Etudes Cliniques. Sous l'autorité du Directeur Général et en relation avec d'une part, la cellule Recherche-Développement des produits nouveaux au sein de la maison-mère, et d'autre part, les services responsables sur le plan scientifique et commercial des applications nouvelles de la gamme des produits existants, il réalisera les études cliniques menées en France. Ce poste doit motiver un jeune médecin, âgé d'au moins 28 ans, ayant de préférence acquis une première expérience professionnelle dans l'industrie pharmaceutique et/ou dans le domaine des études cliniques. La pratique de l'anglais est indispensable. Ce poste exige d'excellentes qualités de contact ainsi que de la disponibilité pour des déplacements fréquents. Le niveau de rémunération sera lié à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/3438M

INGÉNIEUR PRODUITS

90.000 F

Fonderie — Une société française de fonderie humaine bénéficiant d'une très forte implantation sur le plan européen grâce à des produits originaux et de qualité, recherche pour l'une de ses usines situées près d'une ville importante de la région Nord un Ingénieur pour le développement de produits nouveaux. Sous l'autorité du Directeur Technique il aura la responsabilité de la mise au point du dessin des pièces demandées par les clients. Pour ce faire, il devra adapter ces produits aux possibilités du procédé de fabrication de l'entreprise tout en se conformant aux exigences de la clientèle. Cela le mènera en liaison constante non seulement avec le service commercial mais également avec l'atelier d'usinage des moules. Il dirigera un bureau de dessinateurs-projeteurs. Ce poste, qui est créé, convient à un candidat âgé de 28 ans minimum, possédant un diplôme d'ingénieur à dominante mécanique (AM, Breguet, ESF, HEI, IDN). Il devra posséder une expérience technique de 3-4 ans dans une entreprise de mécanique ou en fonderie et avoir le goût pour les contacts commerciaux. Des voyages de courte durée étant à prévoir en Europe, la connaissance de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle, de l'ordre de 90.000 francs, sera déterminée en fonction des compétences acquises. Ecrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4981M

CHEF COMPTABLE

90.000 F

Une société de construction de maisons individuelles (chiffre d'affaires : 17 millions de francs, 55 personnes) située au Sud de la région parisienne, recherche un Chef Comptable. Relevant directement du Président-Directeur Général, il aura la responsabilité de toute la comptabilité générale, et participera à la mise en place de la comptabilité analytique. Il prendra en charge la paie du personnel, les déclarations sociales, l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, les prévisions mensuelles de trésorerie. Il s'occupera également des relations comptables avec les fournisseurs, de la vérification des factures, de la gestion des stocks, et ce en lien avec le service technique. Dans son travail, il sera assisté d'un aide-comptable et épaulé par des moyens informatiques. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation comptable et possédant une large expérience de la comptabilité acquise si possible dans une PME. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience professionnelle du candidat. Ecrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2587M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-49-33
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère col.	La 2ème col.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Important Groupe Français
implanté en AFRIQUE NOIRE francophone
recherche pour diriger une
exploitation industrielle (Scierie et Menuiserie)
d'une de ses filiales

INGÉNIEUR A et M

ayant plusieurs années d'expérience en
DIRECTION USINE
Ensemble industriel important et moderne
L'organisation de la production ne nécessite pas
une connaissance particulière de la transformation
du bois
L'effectif approche 300 personnes.
Résidence dans la capitale.
Env. lettre manusc. avec C.V. à n° 22.239
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

Multinational company (European Coordination Office in Brussels) is offering
an unique opportunity of an international career for an executive.
The company's European marketing activities cover basic petroleum chemi-
cals, plastics, new materials and biodegradable surfactants in Europe, the
Middle East and Africa.

AREA REPRESENTATIVE

He will assist the Product Manager Surfactants and create the marketing
and sales program to meet objectives in Southern Europe and North Africa
(travel frequency: +/- 50 %).
HIS PROFILE:
Young (25 - 32), Graduate (chemistry, marketing and/or economics); a
fluent command of English is essential in addition to a working knowledge
of French (other European languages would be an asset).
Willing to relocate in the Brussels area.
The position offers an attractive future and a good salary for the right
candidate who is looking for an international career in marketing.
Write with curriculum vitae under reference MM/255.
Interviews held in Paris end of September.

STAFF SELECTION & SERVICES S.A.

1060 BRUXELLES Avenue Brugmann 32 Bte 7 TEL. 02/344.18.94

IMPORTANT GROUPE
FRANÇAIS
recherche pour
AFRIQUE NOIRE

JEUNE INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE Formation I.E.S.A. ou EQUIVALENT

Ayant connaissances
courantes en français.
Appétence à gestion commerciale.
Situation intéressante.
Aventures habillées
d'exotisme.

Adr. C.V. et présent. n° 22.239.
CONTEXTE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

Pour subvention de
la télévision éducative Algérie
recherches

TECHNIQUE

de maintenance télévision
Connaissances des magnétoscopes
I.V.C. nécessaire.

Adresser C.V. et présentations à
ALPHEC, Service audio-visuel
100, rue de l'Université, Paris-7

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise un concours sur épreuves en vue de
pourvoir au maximum quatre emplois vacants

D'ADMINISTRATEUR

dans le domaine de la gestion et des techniques
de l'imprimerie.

LIMITE D'ÂGE: 32 ans maximum.

QUALIFICATIONS PRINCIPALES:

- avoir accompli des études universitaires
complètes sanctionnées par un diplôme dans
des disciplines techniques et/ou scientifiques.
- à la date limite fixée pour le dépôt des
candidatures, justifier d'une expérience pro-
fessionnelle postérieure au diplôme d'au
moins 2 ans dans la gestion et les techniques
de l'imprimerie (une connaissance des techni-
ques utilisant l'informatique est souhaitée).
- connaissance approfondie d'une des langues
des Communautés (allemand, anglais, danois,
français, italien, néerlandais) et connaissance
satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

LIEU D'AFFECTATION:

Luxembourg.

Traitement de base mensuel de début: entre
9.344 et 12.532 FF.

DATE LIMITE POUR LA RECEPTION
DES CANDIDATURES: 14 octobre 1977.

Tous renseignements complémentaires ainsi que
le FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLI-
GATOIRE peuvent être obtenus auprès:

- du Bureau d'Information des Communautés
Européennes, rue des Belles-Feuilles 61,
75782 Paris-Cedex 16;
- de la Commission des Communautés Euro-
péennes, Secteur Concours, Division "Recru-
tement, Nominations, Promotions", 200, rue
de la Loi 1049 Bruxelles - Belgique. Ref.:
COM/IA/156.

HEWLETT-PACKARD

GRENOBLE

Nous sommes une société mondialement réputée
pour la technologie avancée de nos produits (instru-
ments électroniques, Calculateurs, Ordinateurs...).
A Grenoble, nous avons implanté notre usine
européenne de matériel informatique, avec une
triple vocation: Recherches - Développement -
Marketing et Production.
Si vous êtes soucieux de concilier stabilité et
développement, nous vous offrons:
- la possibilité de pouvoir évoluer rapidement
(notre taux d'expansion est de 30 à 50 % par an),
- un cadre de travail agréable,
- Pour assurer notre expansion, nous recrutons
actuellement pour premier emploi:

JEUNES INGÉNIEURS

ESE - ENSI

Anglais courant.
Postes à pourvoir dans tous les départements
de l'entreprise

AGENTS TECHNIQUES

ÉLECTRONICIENS

IUT - BTS

Connaissances de base en anglais.
Ils travailleront dans un groupe de production sur
les tests et dépannages de matériel informatique.

JEUNE CADRE

POUR NOTRE DÉPARTEMENT DU PERSONNEL
diplômés de l'enseignement supérieur, anglais courant.
Il sera exposé à l'ensemble des tâches de la fonc-
tion personnel et prendra progressivement la
responsabilité de la formation.
Un premier contact avec un Service du Personnel
serait apprécié.

JEUNE CADRE

POUR NOTRE DÉPARTEMENT FINANCES
H.E.C. - ESSEC - SUP. DE CO.
(option Finance - Comptabilité)
Il travaillera au sein de la comptabilité analytique
et participera aux tâches financières liées à la
gestion d'un ensemble industriel (coûts standardi-
sés de revants, budget...). - Anglais courant.
Tous ces postes s'adressent à de jeunes diplômés,
ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, dépourvus des
obligations militaires.

Env. avec C.V. détaillé à:
HEWLETT-PACKARD, Direction du Personnel
156 X - 38042 - GRENOBLE CEDEX.

SNR ANNECY

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DE ROULEMENTS
Mécanique de précision
4000 personnes - 4 usines
recherche pour premier emploi

UN INGÉNIEUR DEBUTANT

pour assurer, après stage de formation,
la responsabilité technique et hiérarchique
du CONTRÔLE DE FABRICATION
d'une de ses usines de production.
Env. avec cur. vitae et photo (sans sér. C)
S.N.R. Département Emploi et Affaires Sociales,
Boîte Postale 17, 74010 ANNECY.

SOCIÉTÉ PRODUITS POUR ARTS GRAPHIQUES

recherche pour son département Marketing

SECRÉTAIRE BILINGUE

à la recherche de son premier emploi
- Maîtrisant parfaitement l'anglais,
- tenu à jour des statistiques produits,
- correspondance avec l'étranger,
- suivi des dossiers de relation publique.

LE PERRAY-EN-YVELINES

(proximité de Rambouillet)
5x8 restaurant entreprise,
13e mois + participation.
Adresser C.V. photo et présentations sous n° 0249 B
à BUREAU PUBLICITÉ
17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

H.E.C.? SUP. DE CO.? E.S.S.E.C. ...?

Voulez-vous mettre votre formation au service d'une éthique rigoureuse
qui est celle de la santé?

Nous vous offrons de commencer votre carrière comme

chef de produit

Vous pourrez ainsi nous montrer vos talents, après une période de forma-
tion sur le terrain. Par la suite l'expansion constante de notre Groupe
peut vous offrir des opportunités intéressantes de développement
personnel et professionnel.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V. et photo à:

MSD
MERCK
SHARP
DOHME
CHIBRET

R. WEISMAN
3, Avenue Hoche - 75008 PARIS

MERCK SHARP & DOHME - CHIBRET
Filiale française de l'un des tout premiers laboratoires
pharmaceutiques mondiaux.

SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES

LEADER SUR SON MARCHÉ recherche pour sa

DIRECTION DE PERSONNEL

au Siège Social (banlieue Ouest) un:

ASSISTANT

Chargé des statistiques de personnel, le candidat
pourra à la maintenance du système de paie avec
l'informatique.
Ce poste conviendrait à un

CADRE DÉBUTANT

(PREMIER EMPLOI)

H.E.C., ESSEC, I.E.P. ou universitaire de niveau
équivalent, ayant fait des stages en service de
personnel.
Départ des O.M. et intéressé à terme par la fonc-
tion personnel en usine de province.

Adr. C.V. à n° 23.708 CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

quartier Saint-Lazare

JEUNE UNIVERSITAIRE

pour poste

ATTACHE SERVICE

financier

Connaissances bancaires appréc.
1^{er} EMPLOI
Env. C.V. et prêt. à M. BERT,
3, r. du Dr-Lancereux, Paris-8

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

offres premier emploi

Le Monde met à la disposition de ses
lecteurs cette nouvelle rubrique dans les pages
d'annonces classées:

OFFRES PREMIER EMPLOI

Cette rubrique regroupe les propositions
uniquement destinées aux jeunes à la recherche
d'un premier emploi.

Dans le cadre de son expansion

VERKADE FRANCE

recherche des hommes jeunes et dynamiques,
dynamisme, rigueur, persévérance pour créer de
Nouveaux Clients

- Possibilité premier emploi pour jeunes voulant
apprendre et faire carrière dans une entreprise
stable;
- Formation: vente et commerciale assurée par
l'entreprise;
- Fixe: 13 mois. Prime vacances. Intéresse sur
réalisations et objectifs. Frais de mission. Volu-
taires fournis;
- Références morales exigées;
- Présentation stricte obligatoire pour vente pro-
duits alimentaires de haute qualité;
- Priorité donnée au courage et à l'ambition.

NE PAS SE PRÉSENTER

Adresser C.V. dét. manuscrit, av. photo récente, à:

VERKADE FRANCE - S.P. 15, 95100 Goussainville.

Société importation de matériel

américain recherche

pour son service après-vente

UN AGENT TECHNIQUE

DIPLOME

en électronique

et électromécanique.

Débutant ou ayant

moins d'un an d'expérience.

Bonnes connaissances de l'anglais techn.

Poste à pourvoir immédiatement.

Env. C.V. le 1^{er} bureau scientifique,

114, av. du Président Wilson,

92071 LA PLAINE-SAINT-DENIS

(prox. Porte de la Chapelle).

Téléph. 343-23-44.

VALLOUREC EXPORT

23, av. de Neuilly, PARIS (16^e)

150 Port-Vallée

(sortie côté Neuilly)

recherche pour premier emploi

SECRÉTAIRE

CORRESPONDANT

ANGLAIS - FRANÇAIS

Très bonne connaissance anglaise

Steno et dactylo

dans les deux langues.

Tél. pour rendez-vous 74-71-08

Import. Sté de prod. alimentaire

offre pour un premier emploi

des postes de

STAGIAIRES

pour son établissement de PARIS

AGENT DE MÉTRODE

Niveau BAC

AGENT ORDONNANCEMENT

Rémunération 90 % du S.M.I.C.

Possibilité d'embauche définitive

après un stage de huit mois.

Pour tous renseignements

complémentaires téléphoner au

01-45-75, poste 287.

Import. Sté de prod. alimentaire

offre pour un premier emploi

des postes de

STAGIAIRES

pr son établ. de CHOISY-LE-ROI

ANALYSTE INFORMATIQUE

I.B.A.C. 2^e

ANALYSTE PROGRAM.

ANALYSTE

CHIEF DE PRODUIT

ART. GRAPHIQUES

COMPTABLE 2

Rémunération 90 % du S.M.I.C.

Possibilité d'embauche définitive

après un stage de huit mois.

Pour tous renseignements

complémentaires téléphoner au

01-45-75, poste 287.

Le Monde INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un
emploi, nous publions à nouveau quelques infor-
mations pratiques. Elles doivent être, bien
entendu, adaptées par chacun à sa situation
particulière.

CURRICULUM VITAE - N° 1

Votre curriculum vitae doit pouvoir se distin-
guer par une lecture aisée et rapide: il est
souhaitable qu'il comprenne cinq chapitres dis-
tincts:

- présentation de votre identité
- formation
- langues
- expérience professionnelle
- éventuellement d'autres activités
(publication, enseignement, etc.)

Ce document ne doit pas être trop long, une ou
deux pages suffisent. Les phrases seront courtes
et constitueront une description claire de vos
activités et réalisations professionnelles.

Dans le curriculum vitae, il est préférable
de se limiter aux informations factuelles, inva-
riables; ce qui est négociable (salaire, date de
disponibilité, etc.) pourra être mentionné dans la
lettre de candidature si l'entreprise le demande
dans l'annonce.

Évitez les considérations trop personnelles ou
moralisantes. L'intérêt suscité par votre candi-
dature sera essentiellement fonction de votre
formation et des réalisations décrites dans le
curriculum vitae.

Aux États-Unis, le dernier poste occupé est
généralement privilégié, c'est pourquoi il est
indiqué au début du curriculum vitae.

En France, il semble préférable de l'agencer
de manière chronologique, afin de mettre en
évidence votre progression professionnelle: men-
tionnées en début de ligne, les dates peuvent
constituer des points de repère qui facilitent la
lecture.

Je Plus 150

CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,68
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

ETPM

LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F.
Fort taux de croissance
Oscar à l'exportation

nous recherchons pour L'ETRANGER des
Jeunes administratifs expérimentés

Postes à pourvoir :
Après une période de formation à Paris, vous serez affectés dans une de nos régions d'activité (Moyen-Orient, Mer du Nord, Afrique, Amérique du Sud).
Vous aurez à gérer la comptabilité, la trésorerie, le personnel, etc., sous l'autorité du responsable administratif de la région.
On pourra vous confier l'organisation et la gestion administrative directe de nouvelles implantations décentralisées.
Ces postes à l'étranger comportent, en sus d'une rémunération attractive, de nombreux avantages (statut familial, indemnité de résidence, logement, etc.).

Votre profil :
Vous avez acquis une expérience confirmée de la gestion administrative de chantiers ou de succursales situés à l'étranger. Vos connaissances comptables sont du niveau D.E.C.S.
Vous pratiquez couramment l'anglais et l'espagnol.
Compte-tenu de la croissance de la société, une grande mobilité personnelle et intellectuelle est nécessaire.
Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 5502 à
P. LICHAU S.A.
10, rue de Louvois 75003 Paris
Paris cedex 02 qui transmettra

Pour Ecole d'Ingénieurs en ALGERIE
ORGANISME FRANCAIS recrute :

ingénieurs, universitaires ou enseignants
de nationalité française

en :
• AUTOMATISME
• FABRICATION MECANIQUE
• METALLURGIE
• TURBO MACHINE
• ELECTRICITE INDUSTRIELLE
• THERMIQUE INDUSTRIELLE
• CONSTRUCTION MACHINES
• METHODES
• ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL

Cinq années d'expérience industrielle (Bureaux d'Etudes, de Méthodes ou Ateliers) ou cinq années d'expérience enseignement au minimum.
Contrats de longue durée (deux ans minimum). Gestion par organisme français assurant avantages sociaux équivalents à position en France.
Logement assuré. Congé annuel en France.
Adresser curriculum vitae détaillé avec photo sous référence 9028 à
AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

NOUS SOMMES UNE SSCI IVOIRIENNE BIEN IMPLANTEE A ABIDJAN.
Nous travaillons comme conseil auprès des administrations, des banques et des complexes industriels et en service bureaux. Notre nouvelle structure se met en place et nous cherchons notre

directeur technique
Sa mission est double : support technique et méthodologique auprès du BE composé d'une vingtaine d'analystes et de programmeurs et conseil technique du DC pour le choix des solutions et de la rédaction des devis.
Nous offrons le soleil mais pas la famine. En contrepartie, nous donnons une rémunération plus qu'attractive, un certain style de vie et, à terme, une filière de retour. Vous êtes ingénieur grande école et avez acquis une solide culture informatique. Après avoir débüté, pour quel pas, dans le système, vous avez conduit plusieurs projets mettant en œuvre les bases de données et le télétraitement et maîtrisez bien ces techniques.
Alors, laissez-vous tenter et écrivez à J. THILY ss réf. 3241 LM.
Carrières de l'informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Ensemble Industriel recherche
INGENIEUR GENIE CIVIL
ou équivalent

Mission de 2 ans en Afrique comme Adjoint au Chef de chantier.
Expérience de plusieurs années dans entreprises de Bâtiment ou Travaux Publics.
Connaissances approfondies dans les domaines suivants :
• Nivellement.
• Levé et implantation.
• Métré et vérification.
• Facturation et comptabilité.
• Coordination sous corps d'Etat.
Langues : Anglais exigé - Allemand souhaité.
Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 7471, « Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-20.

MANAGEMENT CONSULTANTS
CA, ACMA, ACCA or experts comptable with several years experience in practice & industry, are required for a wide variety of work in North Africa. Projects include design & implementation of management information systems, capital investment appraisal, development of computer systems, investigation & audit work. Very attractive remuneration package with large capital savings.
Please send C.V. quoting ref. n° T. 76227 M. RESUME-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-20.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressent et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

responsable commercial
Espagne

EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
Une entreprise française spécialisée dans les équipements hydrauliques implante une usine en Espagne et recherche un homme capable de prendre en mains et gérer de façon prospective le développement commercial de cette filiale. Il assurera d'abord seul le lancement des produits sur le marché avec l'aide technique des associés espagnols et pourra ensuite s'adjoindre des collaborateurs. Ce poste largement évolutif convient à un homme de 25 ans minimum, parlant couramment l'espagnol, de formation supérieure technique ou commerciale avec quelques années d'expérience de vente aux industries. La connaissance des problèmes d'hydraulique et de corrosion serait un atout mais n'est pas indispensable. Une installation à Madrid est possible.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 70212/SM (à mentionner sur l'enveloppe) à M. PERCHE, Responsable branche industrie.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, « Le Monde information-professions » dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans « Le Monde ». Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.
Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'oeil, l'ensemble des annonces parues dans « Le Monde », c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Information.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Banques - Assurances.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation.
<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.	<input type="checkbox"/> Cadres débutants.
<input type="checkbox"/> Comptabilité.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
12 semaines	30	72	112	145	177	206	234	259	283	304	324	339	355	369	380
26 semaines	60	134	195	254	308	361	408	453	494	532	566	594	622	647	670
52 semaines	118	260	336	406	470	528	581	627	667	702	731	756	784	808	824

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.
INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)
Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.73.05, ou écrire :
« LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75008 PARIS

NOM : _____ ou SOCIETE : _____
ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du « Monde » ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ETRANGER envoi aérien : + 1F par fonction et par semaine.

UN CHEF D'EXPLOITATION
Sous l'autorité du Directeur Général de la Société, il aura pour mission de mettre en production un nouveau gisement appelé à prendre une extension rapide dans les prochaines années (effectif prévu en régime d'exploitation normal : plus de 300 pers.).
Il sera responsable de la reconnaissance et de la préparation du gisement, de l'extraction souterraine du minerai et de son enrichissement, de même que de l'ensemble des problèmes de stockage et de livraison. Il définira le budget et les objectifs avec la Direction Générale et il mettra en œuvre les moyens humains, techniques et matériels nécessaires à leur réalisation. Il coordonnera, animera et dirigera les activités des Ingénieurs Chefs des services de la mine. Il suivra constamment l'évolution des travaux et il prendra et fera les mesures de redressement. Il sera le représentant de sa société auprès des autorités locales. Le candidat retenu, âgé d'un minimum 40 ans minimum, possédant des connaissances techniques solides en Exploitation de Mines, Géologie, Mécanique, Electricité, Bâtiment, Génie Civil et en Gestion. Il aura obligatoirement une expérience acquise dans des postes similaires (mine métallurgique souterraine). La connaissance de l'Arabe constituerait un atout supplémentaire.
Référence 124.
Adresser C.V. en précisant la référence à GRH Consetis, 3, av. de Séguier, 75007 Paris.

HENKEL, Groupe Chimique International
3200 personnes, siège social à Düsseldorf (R.F.A.) propose à un

jeune cadre

de se développer dans le cadre international d'une activité commerciale (marketing, publicité, technologie des produits).
Après 2 à 3 ans à Düsseldorf, il assumera un poste de responsabilité dans une filiale européenne (France incluse) ou d'Outre-Mer.
Il a une formation commerciale supérieure HEC, ESSEC, ESCI une expérience de 2 à 4 ans de la vente ou du marketing de produits industriels.
De bonnes connaissances en allemand et, si possible, en anglais sont indispensables.
Ecrire à HENKEL FRANCE S.A. sous réf. 947 B.P. 119 94250 - GENTILLY.

ENTREPRISE RAZEL Frères TRAVAUX PUBLICS
recherche pour l'ETRANGER

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Capable d'animer et de diriger les services administratifs et comptables. Ce poste conviendrait à un candidat de formation comptable (D.E.C.S. ou équivalent) et disposant d'une récente et solide expérience dans le domaine des Travaux-Publics. Connaissance de l'Anglais appréciée.
Notre Entreprise garantit d'urgence les avantages propres aux cadres expatriés. Salaires intéressants - Sécurité de l'emploi - Sécurité pour les enfants etc...
La plus totale discrétion sera observée autour des candidatures (lettre manuscrite et CV détaillé) qui seront à adresser à :
ENTREPRISE RAZEL FRERES
Christ de Sacy BP 109
91403 Orsay Cedex

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE,
secteur Métallurgie, 8000 personnes,
15 Filiales à l'étranger,
recherche dans le cadre de son expansion et de son développement international :

INGENIEUR D'AFFAIRES

diplômé Grande Ecole, ayant l'expérience des négociations et pouvant agir d'une manière autonome en intrinsiquant complètement les dossiers de chantiers nouveaux.
Cette opportunité intéressera un ingénieur confirmé ayant un esprit de pionnier et un intérêt marqué pour les relations commerciales.
Anglais courant indispensable.
Déplacements fréquents.
Nous vous remercions d'écrire sous N° 24682 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmet.

Important Groupe français recherche pour
GESTION ADMINISTRATIVE FINANCIERE ET COMPTABLE DE SOCIETES EN AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE
D.E.C.S.
ou EQUIVALENT, avec exper.
Avantages habituels d'expatriement.
Adresser C.V. et prétentions n° 25.215, Consetis Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (10),
ZAIRE (KINSHASA)
ETABLISSEMENT PUBLIC recherche POUR TACHES FORMATION UN SPECIALISTE RADIO - FREQUENCE
NIVEAU D.U.T. ELECTRONIQUE.
Adr. let. man. et C.V. à l'INA, avenue de l'Europe, place 101 93400 BRY-SUR-MARNE.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX
Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

سكوتن الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m. est.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,38
IMMOBILIER	20,00	22,38
AUTOMOBILES	20,00	22,38
AGENDA	20,00	22,38

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



HARRIS

COMMUNICATIONS AND INFORMATION HANDLING

UN FABRICANT DE BIENS D'EQUIPEMENT LOURD

(machines ROTATIVES OFFSET destinées à l'imprimerie commerciale et aux journaux, chiffre d'affaires 150 millions de francs dont 70% export, effectif 550)

filiale du groupe américain

Harris Corporation

recherche

pour MONTAIRE, près de CREIL, à 50 kms de Paris :

UN RESPONSABLE INFORMATIQUE GESTION DE PRODUCTION

qui dépendra du Directeur des Fabrications, pour mettre en place un système informatique moderne en télé-processing de gestion de production.

Correspondant de l'organisme extérieur chargé de l'établissement des traitements informatiques, il participera à la définition des nouveaux systèmes et procédures de gestion de production en tenant compte des réalités de l'entreprise. Il contrôlera le succès de leur mise en application, puis de leur évolution ultérieure.

Agé (e) de 30 ans minimum, bilingue Français/anglais, diplômé(e) d'université ou d'une grande école, le candidat aura si possible une expérience professionnelle dans l'introduction et l'exploitation d'un système informatique de gestion de production. Il sera capable de travailler en équipe avec tout le personnel (exécutants, cadres, direction) et de motiver les utilisateurs. Il devra faire preuve d'initiative, être objectif et capable d'identifier les problèmes et trouver ou proposer des solutions.

Des possibilités de promotion existent dans l'informatique ou les autres départements de la Société ainsi que d'autres divisions du groupe. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

UN INGENIEUR A.M. ou équivalent

Débutant pour son bureau d'études mécaniques. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Diplôme d'une grande école. Débutant pour son département fabrications électroniques. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Ces trois postes sont à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer curriculum vitae, photo et lettre de candidature à Monsieur KUNZ, Directeur du Personnel, MARINONI S.A., 60160 MONTAIRE. Discretion assurée.

LE CARBONE-LORRAINE

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS A VOCATION MULTINATIONALE

spécialisé dans la fabrication de produits industriels aux applications très diversifiées (industrie électrique, chimique, mécanique)

recherche pour son usine

D'AMIENS

INGENIEUR CHEF DE BUREAU D'ETUDES

AM - ICAM - ESME - HEI - IDN

ou équivalent

ayant au minimum 5 ans d'expérience pratique dans fonction similaire ou dans les domaines de construction de machines, outillages et installations (dont installations électriques).

Réf. 422 B

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à Direction du Personnel et des Relations Sociales 45 rue des Acacias 75017 PARIS

Entière discrétion assurée

AGENCE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE HAUTE-NORMANDIE recherche

CADRE COMMERCIAL

E.S.C. ou équivalent

Au sein d'une équipe chargée de favoriser le développement économique de la région ; son rôle sera de prospecter et d'assurer le suivi des projets d'implantation industrielle et tertiaire. Expérience similaire environ 2 ans souhaitée.

Adr. C.V., ARD - B.P. 518 - 78005 ROUEN CEDEX

Multinationale Directeur d'usine

Le groupe est important. Sa vocation : concevoir, produire, commercialiser un appareillage électronique à usage industriel. Nous recherchons le nouveau Responsable de l'usine (effectif 300 personnes).

Sa mission : animer, coordonner et contrôler les activités d'études, d'administration et de finance, de qualité, de production et de personnel dans le but d'atteindre les objectifs définis au moment de l'élaboration du plan. Assurer les relations avec le siège ainsi qu'avec la direction européenne. Le tout dans le cadre d'une large délégation.

Ce poste peut être confié à un ingénieur électronicien confirmé, bon technicien de formation type SUPÉLEC, ayant vécu une expérience, si possible dans une multinationale anglo-saxonne, d'animation et de gestion, de tout ou partie, d'une unité de production.

Bien sûr il maîtrise bien l'anglais.

De plus il est à l'aise dans les relations et s'affirme comme un homme de communication.

La rémunération est de l'ordre de 160 000 F/an.

Le poste est à pourvoir dans le Nord de la France.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence DU 931/M à SEFOP qui les en remercie.

7 rue Lincoln 75008 PARIS

INGENIEURS

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

vous propose ces postes pour LA VENTE ET LA PROMOTION de ses différents produits (calculatrices, systèmes digitaux...)

commerciaux

Les candidats devront avoir une bonne formation technique, confirmée par un diplôme d'ingénieur et une bonne aptitude à la vente.

Ils auront le goût de la performance.

Ces postes sont à pourvoir à Paris (possibilité d'affectation ultérieure en province).

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., photo, prétentions à Madame LE GUET, T.I.F. - B.P. 5, 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

RIVOIRE & CARRET MARSEILLE

recherche

pour son Usine Sud

LE RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET DU PERSONNEL

Nous demandons :
- formation supérieure
- expérience sérieuse et concrète des problèmes humains en usine
- capacités à décider et à prendre des initiatives
- efficacité dans le service rendu.

Le titulaire actuel, en arrêt longue maladie ne reprendra pas son poste.

Si vous êtes intéressé, envoyer C.V. complet, photo et prétentions à Rivoire et Carret Relations du Travail B.P. 518 13219 MARSEILLE CEDEX 01 Discretion absolue assurée.

Importante Société Construction Matériel de Levage Lourds - Région Nord-Ouest recherche pour Bureau d'Etudes

INGENIEUR

A.M. - I.C.A.M. - E.N.S.M.

possédant une expérience de quelques années des études en levage lourd ou chaudronnerie, charpente, grosse mécanique.

Des connaissances sérieuses des études d'engins de levage sur pneus seraient appréciées.

Ecrire avec C.V. et prêtent. à HAVAS LE HAVRE, en présentant la référence 96088, B.P. 1355, 78065 LE HAVRE CEDEX, qui transmettra.

Importante Société de Mécanique du Centre de la France recherche

INGENIEUR SPÉCIALISÉ

EN MATÉRIEL HYDRAULIQUE

- Age souhaité minimum 28 ans.
- Formation A.M. ou équivalent.
- Anglais apprécié.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions, n° 23.109, CONTEXTE Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

FRAMATOME

Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde

USINE DE

CHALON-SUR-SAONE (71) en pleine expansion recherche

ASSISTANT INFORMATIQUE

pour exploitation et amélioration de chaînes de traitement existantes
- Formation : Ingénieur ou Maîtrise informatique.
- Expérience de mise en place d'applications nouvelles sur matériel IBM ou CDC (3 ans min.).

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

pour exploitation et amélioration de chaînes de traitement existantes
- Dégagé des obligations militaires.
- Formation : B.T.S. Informatique.

- Poste à pourvoir rapidement.
- Aide possible dans la recherche d'un logement.

Ecrire : FRAMATOME Service Recrutement B.P. 13 - 71380 SAINT-MARCEL

telic STRASBOURG
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Leader sur le marché français dans le secteur privé, nous développons une génération d'ingénieurs électroniciens de grande capacité de conception nouvelle.

Une importante équipe pluridisciplinaire constituée d'ingénieurs et de techniciens à la mission d'assurer les conceptions détaillées et les études. Nous recherchons son

Chef de Projet RESPONSABLE DE LA CONCEPTION ET DES ETUDES

Outre des connaissances générales industrielles, il sera sensibilisé aux prix de revient et aura déjà assuré la conduite d'études.

Une solide expérience en électronique - informatique - téléphonie

(tout au moins l'application) est indispensable. Enfin, il aura d'excellentes aptitudes humaines et de fortes capacités de coordination.

Il pourra compter sur des adjoints compétents.

Ce poste est basé à STRASBOURG.

Si vous vous sentez concernés, envoyez votre C.V. détaillé, sous REF. N° 2946 à notre Conseil qui vous garantira une entière et totale discrétion. Si préalablement vous souhaitez quelques informations complémentaires, téléphonez au (89) 3612.00 à R. HARTMANN.

40, rue du Tréport 67000 STRASBOURG

Fabricant de produits d'attachés verticaux région Est (150 kilomètres de Paris) recherche

1 INGENIEUR CHIMISTE

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, aura pour tâche de contrôler la qualité des fabrications, d'élaborer de nouveaux produits et d'adapter les produits existants à la demande, de gérer l'ensemble de la production.

Une expérience de 10 années minimum dans le domaine de la peinture est nécessaire.

De bonnes connaissances dans le domaine de l'isolation sont souhaitées.

Ce poste comporte de réelles responsabilités pour le candidat qui les souhaite.

La rémunération serait de l'ordre de 120.000 F l'an.

Adresser C.V. avec référence et prétentions

sous référence CT/70 à

PROFILS CONSEIL EN RECRUTEMENT

5 bis, rue Képler 75116 PARIS

PROFILS

GROUPE INDUSTRIEL FRANCO-SUISSE (secteur Mécatronique) recherche pour ville française proche de GENEVE

contrôleur de gestion

pour prendre la responsabilité,
1) en hiérarchie du service comptable d'une usine d'environ 600 personnes,
2) en tant que mission de contrôle de gestion dans différentes filiales du marché commun.

Sont souhaitées pour ce poste :

- une formation de type Grande École Commerciale + D.E.S.,
- la pratique de la langue allemande,
- une expérience de direction comptable et/ou de contrôle.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F la première année, au terme de laquelle il sera confirmé dans la plénitude de sa fonction.

Écrire avec CV détaillé, sous référence 12591 (M), à PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL SPECIALISÉ DANS EMBALLAGES INDUSTRIELS recherche pour son ORGANISATION FRANÇAISE :

1 RESPONSABLE RÉGIONAL DES VENTES

Véritable DELEGUE OPERATIONNEL avec autorité sur forces des ventes.

Plusieurs années d'expérience des ventes en milieu industriel et connaissance de l'anglais nécessaires. Formation supérieure technique ou commerciale souhaitée.

Réelles perspectives de promotion rapide pour candidat de valeur.

Poste à pourvoir rapidement.

Lieu de résidence : REGION NORMANDE.

Adresser C.V. et prétentions à n° 25287 CONTEXTE Publicité, 30, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

IMPORTANT CABINET COMPTABLE MEUSE SUD recherche pour compléter son équipe

JURISTE

Appelé à assister la clientèle dans les domaines juridiques, fiscaux et financiers. Poste convenant à un candidat âgé de 30 ans environ, justifiant au minimum d'une licence en droit, option droit privé, de connaissances solides en droit du travail et des sociétés, ainsi que d'une première expérience comptable ou bancaire.

Rémunération non inférieure à 90.000 F l'an.

Facilités de logement.

ÉCRIRE SOUS RÉFÉRENCE N° 734 av. C.V.

et photo à OREST, 5-7, r. Pierre-Parrot, 57000 METZ.

OREST

DIRECTEUR G.I.E.

Activités Forestières Centre

Deux sociétés, qui ont pour mission la mise en valeur et l'aménagement de l'une des régions du Centre de la France, recherchent le Directeur du Groupement d'Intérêt Économique qu'elles ont constitué pour promouvoir une politique de boisement et réboisement de cette même région. En liaison avec les responsables des deux sociétés mères et avec les élus locaux, il devra repenser et poursuivre l'action de constitution de groupements forestiers déjà entreprise par l'une des sociétés mères. Il devra surtout définir, lancer et faire appliquer une nouvelle politique forestière. Pour ce faire, il réalisera à court terme une opération pilote de quelques dizaines d'hectares préfigurant les actions à mener dans le cadre d'une société d'intérêt qu'il devra créer à trois ans pour appliquer cette nouvelle politique ainsi définie et dont il assurera la direction. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (École supérieure du bois, École de papeterie de Grenoble...), possédant plusieurs années d'expérience de production, de transformation ou de commercialisation du bois agricole soit au sein d'une société industrielle, soit dans une organisation professionnelle, il devra être un bon gestionnaire et posséder des connaissances solides des mécanismes financiers et bancaires. Écrire sous référence 127/M à :

GRH Conseils 3, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE ET FISCAL région RHÔNE-ALPES recherche pour poste à responsabilités

UN JURISTE CONFIRMÉ

avec 3 ans d'exp. professionnelle, spécialiste en droit des sociétés.

Discrétion assurée. Envoyer C.V., prétentions à HAVAS sous n° 2347, 3900 GRENOBLE.

Centre social et socio-culturel régional

Responsable animation et coordination d'une importante équipe de travailleurs sociaux et d'animateurs

dans le cadre des orientations définies par un ensemble de partenaires : Association, Ville, Caisses d'Allocations Familiales, Bureau d'Aide sociale.

Expérience solide indispensable. Envoyer curriculum vitae et motivations de la candidature pour le 25 septembre 1977 au Bureau d'Aide Sociale, 14, rue Hébert, 38007 Grenoble Cedex.

CLASSEES

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.G.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.G.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
CENTRE-OUEST

La Société (effectif 500 personnes), implantée dans une ville du centre-ouest à 100 kms de la mer, est spécialisée dans la fabrication d'appareils de levage et de manutention et de constructions métalliques. Avec ses filiales, elle se place parmi les premiers constructeurs européens de la spécialité.

Elle recherche un cadre financier de haut niveau pour diriger ses services finance, comptabilité, informatique, administration. Formation: IEP, HEC, ESSEC, INSEAD, MBA ou niveau équivalent. Bonnes connaissances juridiques et comptables. Anglais indispensable. Expérience minimum 5 ans à un poste de direction.

26 rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 741 M.

DIRECTEUR COMMERCIAL
ANGERS

Filiale autonome d'un groupe norvégien important, la Société a acquis une notoriété incontestée dans la conception et la production de machines à fabriquer les emballages bois et cartons.

Elle recherche un jeune directeur commercial (5 à 10 ans d'expérience) de ventes d'équipements industriels pour promouvoir ses produits sur les marchés français et étrangers. Formation de haut niveau: Ingénieur (ECP, A et M...) et formation complémentaire gestion et marketing (CPA, MBA, ICG...). Ce poste peut éventuellement être confié à un cadre de formation commerciale habitué à la vente d'équipements industriels. Connaissance du marché de l'emballage apprécié. Pratique courante de l'anglais impérative. Possibilité d'évolution dans la Société ou dans le groupe.

26 rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 742 M.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

La Société (1150 p., 300 M de CA) fabrique et commercialise pour l'équipement de la cuisine, des fours, des cuisinières, des hottes et des plaques.

Elle occupe une part importante du marché.

Le cadre recherché assurera l'étude, le développement des sous-ensembles électroniques (programmateurs et microprocesseurs) adaptés aux produits de l'entreprise.

Le poste convient à un ingénieur diplômé possédant une expérience pratique dans ces domaines.

Lieu de travail: THIONVILLE.

26 rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 707 M.

CHEF DE FABRICATION
confection industrielle CHARENTAIS

La Société (600 p., 100 M de CA) se consacre au sportswear et aux vêtements de dames et d'enfants, haut de gamme.

Avant d'être nommé, le candidat doit avoir une expérience de chef de fabrication dans la confection industrielle.

Ce poste consiste à assister le Directeur de Production dans la conception des ateliers de couture, pliage, pressing et convient à un homme de plus de 25 ans, ayant une expérience dans la confection industrielle des vêtements à manches. Formation E.S.I.V. ou équivalente. C.E.T.I.H. souhaitée.

Rémunération: 80.000 F +.

Ne pas envoyer de C.V.

26 rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 701 M.

RESPONSABLE DES METHODES
LOIRE ATLANTIQUE

La Société (650 p., 340 M de CA) fabrique des matériels de chantiers: grues, dumpers, bétonnières, chariots élévateurs tous terrains.

Le poste convient à un cadre technique de plus de 25 ans, possédant une expérience méthodes et ayant participé à l'information d'une gestion de production.

Rémunération: 60 000 F +.

Ne pas envoyer de C.V.

26 rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 616 M.

groupe pierre fabre

Le Groupe conçoit, fabrique et commercialise des produits médicaux, cosmétiques, vétérinaires.

Pour le service de PHYTOCHIMIE de notre Centre de Recherche, nous recrutons

UN CADRE CHIMISTE

Pour postuler, il faut:

- être titulaire d'un diplôme en CHIMIE ORGANIQUE ou d'un diplôme d'ingénieur-docteur (orientation Chimie Organique) d'une grande école de Chimie;
- maîtriser l'utilisation des appareils d'analyse (UV-IR-RMN...);
- avoir une expérience en synthèse organique;
- lire l'Anglais et l'Allemand (Bibliographie);

Une expérience industrielle même courte favorisera la candidature.

Le poste est à pourvoir à CASTRES-Tarn.

Adresser lettre manuscrite, C.V., références saluées à:

F. CHEVALIER - Groupe Pierre FABRE
125, rue de la Faisanderie - 75016 PARIS

Grande École de Gestion
située en Province
recherche SON

responsable des études de formation supérieure Grande École

En étroite collaboration avec le Directeur, il aura pour mission:

- l'établissement et la mise en œuvre des programmes, la coordination des enseignements;
- l'animation de tout le corps professoral;
- le suivi des études et les contacts avec les élèves;
- les relations sur l'enseignement de la gestion, en liaison avec les entreprises et les autres grandes écoles de Gestion.

Cette fonction nécessite une expérience d'un poste à responsabilité en entreprise, le goût pour la recherche pédagogique et la faculté de communiquer avec un public étudiant.

Nous proposons:

- un contrat à durée déterminée et une rémunération en rapport avec les compétences.

Écrire avec C.V. détaillé et prétentions à Solange MONTEL, sous réf. 72.595 M.

plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris.

Tous les dossiers seront traités confidentiellement.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MONTAUBAN ET DU TARN-ET-GARONNE

recherche pour assurer les fonctions

D'ANIMATEUR INDUSTRIEL UN COLLABORATEUR

28 ans minimum, d'un niveau de formation supérieure ayant le contact facile et le sens du concret, disposant d'une expérience professionnelle en entreprise.

En outre, une bonne connaissance d'une ou deux langues étrangères est souhaitée.

UNE PRÉFÉRENCE SERA DONNÉE AUX CANDIDATS ORIGINAIRES DE LA RÉGION

Adresser lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions avant le

23 SEPTEMBRE A MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA C.C.I. DE MONTAUBAN ET DU TARN-ET-GARONNE, 20, ALLÉES DE MORTARIEU, 82017 MONTAUBAN CEDEX.

C.D.S. WESTINGHOUSE LE MANS
recherche:

pour son département Equipement Redresseurs

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation électronique pour:

- liaisons et assistance technique clientèle;
- suivi des commandes et des livraisons;
- liaison avec Direction Commerciale et Services Usines.

Quelques années d'expérience et une bonne connaissance de l'anglais sont souhaitables.

Écrire Service du Personnel
B.P. 107
72005 LE MANS Cedex

Les Hopitals civils de Lyon
recherchent

BEL. A : Département Études et Réalisations

INGENIEUR INFORMATICIEN

1 ou 2 ans d'expérience de préférence en statistiques.

BEL. B : Département Exploitation

INGENIEUR INFORMATICIEN

N° du Département.

Système informatique:

- 2 ICL 60 840 K
- 220 terminaux sous STRATOS

Adr. lettre manuscrite (en précisant rémunération), C.V. et photo

HOSPITALS CIVILS DE LYON SERVICE INFORMATIQUE
51, boulevard Pinel
B.P. 40 - 69611 BRON CEDEX

GROUPE INTERNATIONAL B.T.P.
RECHERCHE POUR SES ACTIVITES INTERNATIONALES:

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Avant déjà expérience études et chantiers

- ANGLAIS INDISPENSABLE.
- Age minimum: 35 ans.
- Lieu de résidence: FRANCE avec fréquents déplacements sur chantiers à l'étranger.
- Discrétion assurée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 7.737 à
P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois,
75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

MERLIN GERIN

recherche

JEUNES DUT-BTS

de formation:

- Electrotechnique
- Electronique

pour postes:

- Maintenance - Après Vente
- Chantiers (montage - mise en service)
- Technico-commerciaux

Ces fonctions nécessitent une disponibilité pour déplacements soit en France, soit à l'étranger (langue anglaise souhaitée).

Adresser C.V. détaillé à: MERLIN GERIN (JFP/10)
83 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL REGION NORD

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

relevant directement du Directeur-Général

Il gère les comptabilités générale et analytique de deux Sociétés et prendra en charge toutes les questions de législation sociale.

Le candidat retenu aura une bonne formation comptable (D.E.C.S. ou niveau équivalent), et plusieurs années d'expérience d'une fonction similaire.

Le poste est à pourvoir dans la région de LILLE.

Adresser C.V. détaillé manuscrit, sous numéro, à:
N° 7473 « le Monde » Publiaté,
5, rue des Italiens, 75457 Paris-9.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

JEUNE CADRE

formation ESC ou équivalent

pour son bureau de transit à MARSEILLE.

Une solide expérience en matière de transit, transports terrestres, maritimes, fluviaux, aériens, de douane, manutentions, consignation, est exigée.

Anglais parlé couramment indispensable.

Adresser C.V. détaillé à D.R.P. ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS

LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

Une des plus importantes sociétés de vente par correspondance, spécialisée non seulement dans la diffusion de disques, mais aussi dans l'édition de livres (Cercle du Bibliophile - Rencontre), recherche pour son siège à EVREUX:

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Formation Sup. de Co. Sciences Eco ou équivalent avec, si possible, première expérience pour participer avec l'équipe déjà en place à:

- l'établissement des prix de revient et des statistiques publicitaires;
- l'analyse du comportement client;
- la préparation et le suivi du plan Marketing.

Une mémoire vive, le goût de l'analyse des chiffres sont indispensables pour assurer la fonction.

Les candidats sont priés d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V., photo au Département des Relations Sociales de la Guilde Internationale du Disque, B.P. 1000 - 27000 EVREUX.

CONSORTIUM IMMOBILIER
Recherche pour LA ROCHELLE

SON GESTIONNAIRE

Mission: ADMINISTRER un ensemble de 200 appartements en location.

Profil: C'est un GESTIONNAIRE, ayant un niveau Sup. de Co. de bonnes connaissances juridiques dans l'immobilier.

Une expérience de syndic ou similaire est souhaitée.

Résidence: La Rochelle, logement de fonction.

Env. C.V. + lettre manuscrite + Prétentions sous réf. G.27, à
Cabinet de Psychologie d'Entreprise
12, rue Claude Massé, 17000 La Rochelle

TOULOUSE Mécanique - Pyrotechnique

INGENIEUR D'ÉTUDES

pour prendre la responsabilité de produits à tous les stades: étude, mise au point, industrialisation, suivi de la commercialisation et production.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur A et M, ayant l'esprit commercial et le sens du concret.

Anglais indispensable. Déplacements France-étranger

Adresser C.V. complet sous réf. 322 à:

GERCO
4, rue G. Péri
31000 TOULOUSE
recherche de personnel

Société en pleine expansion

NOUS DEVONS: réaliser des investissements importants, extension de notre usine de L'OISE

NOUS RECHERCHONS:

UN DIRECTEUR DE TRAVAUX

La fonction (temporaire) études, appels d'offres et devis, contrôle plans d'exécution et réalisations, gestion coûts, coordination du chantier:

- Durée 15 à 18 mois;
- Rémunération sur contrat à la vacation, ou honoraires pour la durée du chantier.

Ce poste conviendrait à INGENIEUR GRANDE ÉCOLE expérience Générale Civil, T.P., (5 à 10 ans). Connaissances gestion.

Expérience unité de production appréciée.

Adresser C.V. détaillé sous n° 23.888 à CONTESSÉ Publ., 20, av. l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE
Région SUD-OUEST
recherche

INGENIEURS D'ÉTUDES DÉBUTANTS

pour ses LABO.

Formation: SUP - ENSI - ESE - ENSAE

Adresser C.V., photo à n° 25.082, CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
recherche pour son usine de

FRANCHE-COMTÉ

médecin du travail

Il complètera l'équipe d'un service autonome. Excellentes conditions de travail dans une entreprise moderne.

Évolution de carrière possible dans un groupe important.

Envoyer dossier de candidature s/réf. 704.242 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75001 PARIS qui transmettra.

TRES IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MAISONS INDIVIDUELLES
pour Région Aquitaine

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE, D.E.C.S.

ayant expérience d'un poste de responsabilité dans l'entreprise

Age minimum 35 ans

Poste à Bordeaux

Adresser curriculum vitae et prétentions s/réf. n° 7.449 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75457 Paris (9^e).

Nous sommes une Société de Vente par correspondance en pleine expansion (C.A.: 240 millions - 200 pers.).

recherchons:

JEUNES DIPLOMÉS (ESES) même débutants (es) ESCP, HEC, ESSEC ou équiv.

Offrons:

- après une formation complète dans l'entreprise des postes à responsabilité dans le secteur administratif ou commercial.

Envoyer C.V., photo et prétentions à LA MAISON DE VALERIE Service du Personnel B.P. 20 - 41550 Vineuil

POUR CHAMBERY et autres villes SAVOIE recherche

COMPTABLES compétents en fiscalité, et qui

SECRÉTAIRES expérimentées Situation intéressante. Bonne présentation. Minimum 25 ans. Possibilité de logement. Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CHAMBERY, n° 5.972.

U.P. ARCHITECTURE 1, rue Buisson 42000 SAINT-ETIENNE recherche

- 1 Enseignant architecture
- 1 Enseignant construction (architecte, ingénieur...)

CENTRE HOSPITALIER GÉNÉRAL DE BOURGES recherche

- 3 Internistes D.E. aides anesthésistes;
- 19 Infirmières D.E. pour ouvertures nouvelles services de soins cardiologiques et de réanimation cardiologie.

Les candidatures (recrutement direct ou mutation) pourront être envoyées le plus tôt possible, à M. le Directeur du Centre Hospitalier Général de BOURGES, 24, rue Gambon 18014 BOURGES CEDEX.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE

RESTAURATION MAISONS ANCIENNES

DORDOGNE, PROVENCE recherche POUR DIRIGER chantiers en collaboration avec ARCHITECTE et CLIENTS

TECHNICO-COMMERCIAUX FORMATION ASSURÉE

Adresser C.V. manuscrite + photo et prétentions à PROPINTER S.A., B.P. 33, 24100 BERGERAC.

STATION INTERNATIONALE

HIVER - ETE

DIRECTEUR OFFICE TOURISME

DISPONIBLE DE SUITE

Ecr. M. LE PRÉSIDENT Office du Tourisme, 7220 TIGHE.

ENTREPRENEUR METALLURGIQUE Région Nord

CHEF DU PERSONNEL RELATIONS HUMAINES Universitaires, Ecole Commerce, Expérience: 5 à 10 ans. Age minimum: 35 ans. 100 à 120.000 F par an.

Ecr. avec C.V. dat. s/réf. 955 à SWEERTS B.P. 239, 75424 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Pour CHAMBERY et autres villes SAVOIE recherche

COMPTABLES compétents, qualifiés en fiscalité et en

SECRÉTAIRES expertes, mentes Situation intéressante Bonne présentation

Minimum 25 ans

Possibilité de logement

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CHAMBERY n° 5.972

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

سكننا من الامم

	La ligne	La ligne T.G.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Important Producteur
MATIERES PLASTIQUES**
recherche
**ingénieur
commercial**
résines oléfiniques

polyéthylène - polypropylène
basé à Paris pour visiter les transforma-
teurs de la région parisienne et du Sud-
Ouest de la France.
Le poste sera proposé à un excellent ven-
deur connaissant si possible le marché des
polyoléfiniques et des transformateurs.
Connaissance de l'anglais appréciée.
Adresser C.V. manuscrit, photo et
prétentions sous référence 5103 AB
5, rue Meyerbeer
75009 Paris

DIRECTEUR D'USINE PICARDIE

La Société (128 p. 14 M de CA) fabrique des pièces
métalliques découpées et embouties.
La Direction est à Paris, l'usine neuve en Picardie (à
15 km de Paris) compte 65 p. et bientôt 80.
Le poste convient à un jeune ingénieur mécanicien
diplômé d'une école type A et M ayant dirigé un
atelier de mécanique.
Rémunération : 100 000 F +.
Ne pas envoyer de C.V.
28 rue Marbeuf, 75008 Paris vous
adressera note d'information et docu-
ment de candidature sur demande.
Référence 714 M.

CHEF DES VENTES FRANCE

La Société (128 p. 14 M de CA) fabrique des pièces
métalliques découpées et embouties.
Le poste convient à un cadre de plus de 28 ans, de for-
mation supérieure, possédant une expérience de la ven-
te de biens industriels.
Base Paris. Rémunération 60 000 F +.
Ne pas envoyer de C.V.
28 rue Marbeuf, 75008 Paris vous
adressera note d'information et docu-
ment de candidature sur demande.
Référence 715 M.

CHEF DE FABRICATION ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE

La Société appartient à un groupe de fonderie (alliage
léger) faisant un CA de 418 M dont elle réalise plus de
la moitié avec 1500 personnes.
Elle recherche pour son établissement de CHATELAIN
(930 p.) un ingénieur diplômé de plus de 35 ans (spé-
cialisation ESF souhaitée) possédant une expérience
de fonderie.
La rémunération sera supérieure à 110 000 F.
Ne pas envoyer de C.V.
28 rue Marbeuf, 75008 Paris vous
adressera note d'information et docu-
ment de candidature sur demande.
Référence 716 M.

ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE CHIMIE PAS DE CALAIS

La Société est spécialisée depuis sa création dans la fa-
briation de produits chimiques de synthèse principale-
ment utilisés en parfumerie et en pharmacie.
Elle recherche l'Adjoint au Directeur de son usine prin-
cipale (210 pers.). Formation ingénieur chimiste. Con-
naissance en chimie de synthèse organique. Minimum
35 ans. Habitudes de la conduite des hommes.
28 rue Marbeuf, 75008 Paris vous
adressera note d'information et docu-
ment de candidature sur demande. Réf. 730 M.

EXPLOITANTS CONFIRMES Classe V

En tant qu'interlocuteurs privilégiés de vos
clients, c'est vous qui :
- détectez et analysez leurs besoins,
- gérez le portefeuille qui vous est confié,
- développez votre clientèle par des
actions de prospection appropriées,
- défendez directement vos dossiers
devant le Comité des engagements.
Ces postes s'adressent à des diplômés de
l'enseignement supérieur ou bancaire
(B.T., C.E.S.B.), ayant acquis une expérience
professionnelle de 2 à 3 ans.
Postes à pourvoir en Région Parisienne.
Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé,
photo et prétentions à
**BANQUE
HERVET** Direction
127, Avenue Charles de Gaulle
B.P. 154, 92201 Neuilly-sur-Seine

Nous sommes un important Groupe
et nous souhaitons nous attacher des

ingénieurs

débutants ou quelques années d'expérience
diplômés d'une Grande Ecole

(X, Centrale, Télécom., Supélec, Sup. Aéro, A.M...;
double diplôme : X, Télécom... très apprécié)

- SI** vous êtes ambitieux.
SI vous voulez prendre très vite des responsabilités (techniques,
humaines, en Etudes ou en Production).
SI vous souhaitez travailler dans les Techniques de pointe
(électronique, micro-mécanique, optique...).

Alors, téléphonez dès aujourd'hui (de 9H à 12H - 14H à 17H30)
au 296.02.90 poste 221

Produits de Grande Consommation
Une brillante affaire française (CA : 250 MF)
de grande réputation professionnelle, pra-
tiquant les méthodes de distribution les plus
modernes, cherche un

directeur marketing et ventes

Collaborateur immédiat du directeur général,
responsable de ses lignes de produits (de la
définition aux résultats), patron d'une équipe
de 150 vendeurs, ce directeur est un homme
d'au moins 33 ans, diplômé d'une grande
école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP)
comptant dans son expérience cinq années au
moins de vente de produits de grande
consommation ou de biens durables.
La rémunération est véritablement élevée.
Ecrire à J.-E. LEYMARIE ss réf. 3249 LM.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-TULLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Groupe international, fournisseur de
L'INDUSTRIE TEXTILE ET D'HABILLEMENT

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour sa nouvelle filiale en France

Il doit conseiller et développer la clientèle
existante et assurer les relations avec les nouveaux
clients. Il met sur pied un réseau de vente et
guide quelques représentants régionaux. Le poste
exige aussi l'administration efficace de notre
bureau situé à Paris. Des déplacements fréquents
en France sont nécessaires.

Nous recherchons un homme de vente, dynamique,
avec un sens des contacts, de formation supérieure,
ayant une solide expérience, de préférence dans
le secteur textile, capable de travailler avec des
méthodes efficaces et d'assurer une bonne en-
suiement. Connaissances en anglais et/ou allemand
souhaitables.

Formation à l'étranger prévue.
Les dossiers de candidature (C.V., photo, préten-
tions) seront traités confidentiellement.
Ecrire sous référence n° 7458, « Le Monde » Publ.,
5, rue des Italiens, 75247 Paris (9°).

Le P.D.G. d'un important groupe français
d'installations industrielles (2000 personnes)
proche banlieue Sud Paris

recherche pour le second rapidement dans les
problèmes de développement et de réorganisation

futur secrétaire général

Pendant une période de mise en place de près
d'un an il assurera et suivra les dossiers relatifs
au contrôle de gestion et budgétaire, à la compa-
bilité générale et analytique, à la fiscalité et au
droit des sociétés, à l'organisation administrative
et aux procédures informatiques.

Ce poste de confiance intéresse un homme de
formation Grandes Ecoles de Commerce ou é-
quivalent, âgé d'au moins 38 ans, ayant exercé
en entreprise des responsabilités analogues.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération
actuelle sous réf. 699 M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT
EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

UNE GRANDE AFFAIRE DE PROMOTION
IMMOBILIERE (siège Paris) cherche son

directeur financier

Il assure le contrôle, la synthèse et la présentation
des comptes des SCI et SA (environ 60), dirige
la trésorerie, met sur pied les montages finan-
ciers, participe aux tours de table. C'est égale-
ment un homme de missions, capable de
préparer en termes financiers les décisions de la
direction générale (rachat d'affaires, etc.). La
rémunération est de 150 à 200.000 F par an.
Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3250 LM.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-TULLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

formation créative s'agrandit encore

animateur de formation

(MANAGEMENT - MARKETING - VENTE)

IL FAUT :
- Trente ans environ
- Trois ans d'expérience du métier
- Un esprit créatif
- Etudes supérieures

NOUS OFFRONS :
- Un travail varié (et absorbant)
- Une participation à la politique de la société, sous ses aspects
- Une petite équipe performante, et riche de réalisations depuis six ans, et
- de projets pour les années à venir
- Notre marché ? Les 100 premières Entreprises de France.

ECRIVEZ (Photo - C.V. et No de Téléphone) à
FORMATION CREATIVE - 15, rue de Bruxelles 75009 PARIS

DEPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE

SPERRY UNIVAC ordinateurs

recrute

ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

Formation DUT minimum - 2 ans d'expérience

connaissances appréciées :
- Système DOS - Temps Réel
- Applications comptables et financières.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du
Personnel sous références M5 - SPERRY UNIVAC, 3, rue
Bellini - 92806 PUTEAUX - Réponse et discrétion assurées

gan le **gan vie**
assurances recherche pour son important département informatique
(200 personnes) travaillant sur matériel IBM 370, DOS/VS,
CICS/VS, DLI

CHEF DE PROJET

(INGENIEUR GRANDES ECOLES : SUPÉLEC, MINES...)

Ce poste permettra à un candidat dynamique de valoriser :

- son expérience de l'analyse de 3 à 5 ans,
- son sens des contacts humains et de l'organisation,
- ses aptitudes à l'encadrement.

La connaissance du D.L.I. est appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Mme DEGEY, 2, rue Pillet
Will - 75009 PARIS. Discrétion assurée.

Adjoint Direction Commerciale

Filiale d'un grand groupe, la société vend des biens d'équipement
intéressant bureaux, administrations.
Le Directeur de l'Exploitation Commerciale a la responsabilité
des produits (amélioration, création) des ventes (85 millions) du
Personnel (une centaine de vendeurs).

Il recherche un adjoint pour lui confier :
à court terme la coordination de toutes les actions à entreprendre
(marketing/publicité/ventes/gestion) pour réussir le lancement
d'un nouveau produit,
à moyen terme l'assistance dans l'ensemble de ses tâches sur
tous les produits de la société.

L'homme recherché doit être personnellement entreprenant et
vendeur. Antididacte d'excellente culture générale ou diplômé
d'une Ecole Supérieure de Commerce, c'est un homme de
marketing pratique - qui a déjà eu l'expérience d'animation de
vendeurs - La connaissance du secteur matériel de bureau est
souhaitable.

Le poste exige la pratique courante de l'Anglais.
La rémunération est de l'ordre de 150/150 000 F annuels.

Les personnes préparées par leurs expériences et leurs compé-
tences à ces responsabilités peuvent adresser leur dossier sous
référence EC 941/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP
7 rue Lincoln 75008 PARIS

IBM
Groupe Ordinateur
recherche

inspecteurs techniques

Pour assurer en clientèle la maintenance d'ordinateurs et unités
périphériques ou d'unités de saisie d'information. Dans ce rôle,
ils doivent allier une bonne technicité à des qualités de contact.

offre : - un métier passionnant et varié ; - une situation évolutive,
des perspectives intéressantes ; - une formation de base,
puis permanente.

les candidats devront être :
- titulaires d'un B.T., B.T.S., DUT ou équivalent en automatismes,
électronique, électrotechnique ;
- être dégagés des obligations militaires ;
- connaître de l'anglais apprécié.

- Une affectation temporaire dans les services de production
au titre de la formation (mises au point d'unités centrales et
périphériques) pourra être envisagée.

Adresser C.V. + photo et lettre de
candidature à M. A. TEILLER,
23, rue de Clichy, 75009 Paris.

IBM

RENAULT EQUIPEMENTS ET TECHNIQUES Département Agro-Alimentaire

Notre vocation est de promouvoir et de réaliser l'implantation de
matériel français à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient).
Pour cloffer notre équipe nous recherchons deux

ingénieurs d'affaires

De formation supérieure (ENSA, ENSIA, INSA, A. et M...), vous avez
acquis au cours d'une dizaine d'années d'expérience dans le domaine
agro-alimentaire ou agro-industriel, une solide pratique de la négo-
ciation de contrats importants à l'étranger dont vous avez peut-être
assuré également la réalisation. Vous avez fait vos preuves en ce
domaine et vous aimeriez, maintenant élargir le champ de vos res-
ponsabilités.

Au sein de notre Département nous voulons vous confier :
- la prospection des affaires et la préparation des propositions,
- les négociations techniques et financières,
- la coordination de nos partenaires, des détenteurs de process, des
entreprises et des fournisseurs.

Outre de réelles qualités de manager, une parfaite maîtrise de l'anglais
est nécessaire pour réussir dans ce poste. La connaissance de l'arabe
serait très appréciée.

Le poste est basé à Paris mais implique de fréquents déplacements.
Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement
d'EUREQUIP, le soin d'examiner les candidatures. Ecrivez-leur
sous référence 20.70-M.

EUREQUIP
DEPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

ASSEES

FABRICATION
...
EXPLOITANTS CONFIRMES
...
LAU DIRECTEUR
...
BANQUE HERVET

formation creative
animateur de formation
...
SPERRY UNIVAC
...
ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

gan
...
gan
...
CHEF DE PROJET

gan
...
CHEF DE PROJET

gan
...
CHEF DE PROJET

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SK&F SMITHKLINE GL
14.000 personnes - 40 filiales - 3,5 milliards de C.A.
représentés en France par les Laboratoires Pharmaceutiques
SMITH KLINE & FRENCH et GREMY-LONGUET
souhaite s'adjoindre
"MATERIALS MANAGER"
pour coordonner à un stade élevé les opérations
ACHATS-STOCKS-PRODUCTION
Le poste : Responsable des niveaux et des coûts optima des stocks, son activité s'étendra de la gestion générale des achats à l'ordonnancement central de la production, dans le cadre d'un budget de 150 millions FF.
Superviser le mouvement des matières et des fournitures, de leur entrée à leur utilisation. Il dirigera au Siège une petite équipe spécialisée et assurera une liaison fonctionnelle permanente avec le service planning des Usines de LIMAY (78) et de PESSAC (33).
Le profil : L'expérience des achats et celle des planning de production pharmaceutique sont indispensables. Ce poste pourrait convenir à un ingénieur, à un Diplômé en Gestion des Entreprises ou à un Pharmacien Industriel.
Anglais apprécié.
Lieu de travail : Siège social à PUTEAUX
Compte tenu du développement du Groupe, ce poste est susceptible d'évoluer vers des responsabilités plus larges.
Ecrire avec C.V., photo, prétentions et salaire actuel à
Direction du Personnel, réf. R.T.-15, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX
DISCRETION ET REPONSE ASSUREES

Commerce International
Adjoint au Directeur Administratif et Financier
Le développement actuel de l'entreprise nécessite la création d'un poste d'Adjoint au Directeur Administratif et Financier. Après une formation complète acquise au sein de la société comme auprès des fournisseurs il sera amené à prendre progressivement en charge certaines de ces responsabilités : élaboration de contrats, problèmes juridiques, liaisons avec Coface, Forma, Douanes, relations avec la comptabilité générale et la comptabilité commerciale...
Le titulaire de ce poste doit être jeune, posséder une formation de type ESC ou IEP option Commerce International, avoir vécu une première expérience dans ce domaine.
C'est un homme dont le sens commercial ne supprime pas le sens de la rigueur et de la méthode. Il souhaite donner à sa carrière un nouvel élan et est prêt à se consacrer à la tâche.
La rémunération de départ est de l'ordre de 75 000 F.
Lieu de travail : Paris.
Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence AF 958/M à SEFOP qui les en remercie.
SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE PREMIER PLAN
RECHERCHE POUR SA DIVISION
ORGANES OFFICIELS
(REINS ARTIFICIELS)
DES CADRES
TECHNICO-COMMERCIAUX
DE GRANDE VALEUR
A l'expérience déjà acquise (si possible en hémodialyse, ou dans un domaine médical proche, les candidats devront posséder un sens aigu des responsabilités, une volonté d'être parmi les premiers de leur entreprise ou plan des résultats.
Les possibilités de faire une brillante carrière au sein de notre groupe sont réelles pour des candidats solides et à l'ambition justifiée. La mobilité et la disponibilité sont nécessaires pour ces postes de haute rémunération qui sont à pourvoir en toutes régions de la France métropolitaine. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.
Envoyer votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo récente, à n° 77567 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Récamier, 75002 PARIS, qui transmettra.

SERTI
Société de Conseil et de Réalisation en Informatique de Gestion, nous appartenons à l'un des premiers Groupes de Sociétés de Services en Informatique. Nous recherchons pour PARIS et la région parisienne plusieurs
ANALYSTES
et ANALYSTES-PROGRAMMEURS
ayant au moins deux ans d'expérience en Informatique de Gestion et une excellente pratique des langages évolués. En participant à la réalisation de projets pour nos clients, ils seront au fait de l'évolution de la technique, développeront leurs capacités d'autonomie et leurs compétences : diversité des matériels, des méthodes de travail, des applications ainsi que des relations professionnelles.
Ecrivez sous référence M5 à Monique GASTINE qui étudiera confidentiellement votre candidature
SERTI 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

SOCIÉTÉ D'ETUDES
économie aménagement réalisations
1 chef de projet aménagement régional
X. MINES, Ponts, E.C.P.
Il aura à animer le travail d'une équipe pluridisciplinaire et à prendre des initiatives et responsabilités inhérentes à la fonction.
aura à mettre en œuvre des connaissances pratiques étendues
Evolution vers Direction des Etudes
40 ans minimum
Ayant au moins 10 ans de pratique
Ecrire réf. 1 CP 77
1 ingénieur de projet
X.E.C.P., MINES G.M., P.C., E.S.T.P., I.N.A., I.G.R.E.F.
Etudes de projets spécifiques :
- INFRASTRUCTURES : routes, rail, aéroports, ports, hydrauliques
- AGRICULTURE : élevage, forêts, pêche, industries agro-alimentaires
- INDUSTRIES LÉGERES : textile, cuir, bois, électroménager, mécanique.
aura à prendre des initiatives et assumer des responsabilités pour diriger les techniciens ou ingénieurs travaillant à la même tâche.
40 ans minimum
Ayant au moins 10 ans de pratique
Ecrire réf. 1 I.P. 77
1 ingénieur économiste statisticien
Grandes Ecoles, ENSAE, DES St. Eco.
Etudes de marché internationales et nationales
Etudes de planification nationale, régionale et sectorielle
Travaux sur ordinateur
Etudiera les projets courants et participera à leur exécution en prenant les initiatives et les responsabilités qui nécessitent l'exécution de ces projets.
30 ans minimum
Ayant au moins 10 ans de pratique
Ecrire réf. 1 I.E. 77
Seuls seront examinés les dossiers des candidats possédant une expérience effective des postes proposés.
Envoyer C.V. manuscrit avec photo à N° 45723 PA SVP 37 rue Gal Foy, 75008 Paris, en rappelant la référence du poste.

LAROUSSE
recherche
Spécialiste de la V.P.C.
pour devenir un
ADJOINT AU DIRECTEUR DU MARKETING
Pour mener à bien les opérations de mailing, de couponning, etc. il devra avoir l'expérience de :
- l'utilisation des fichiers,
- du traitement informatique,
- de la conception du matériel.
Ce poste conviendrait à un jeune Diplômé d'Etudes Supérieures possédant 3 ou 4 ans d'expérience du MARKETING DIRECT.
Ecrire avec curriculum-vitae précis et détaillé sous N° 4598 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

DIRECTEUR D'USINE
150 personnes REGION PARISIENNE
recherche par société française de traitement de surface N° 1 dans sa spécialité.
Dépendant de la Direction Générale, il aura la responsabilité complète de la gestion de son établissement dans le cadre d'une direction par objectif avec plan d'action et délégation.
Il assurera l'animation de son équipe sur les plans technique, commercial et gestion.
Age 35 ans minimum. Ingénieur diplômé.
EXPERIENCE SOUHAITEE : celle d'une P.M.E. direction de petite unité, commerciale, bonnes connaissances traitement des métaux ou mécanique
Ecrire avec C.V., présent. et photo sous n° 8.991 à P.M.P., 68, rue de Provence, 75008 Paris, qui transmettra

ANALYSTES
Un important groupe de RETRAITE et PREVOYANCE (2 000 personnes)
Son service
ORGANISATION et INFORMATIQUE
qui s'agrandit en fonction des projets envisagés. Vous proposerez de les aider à développer de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune et pourvue de moyens modernes.
(370/158 - Réseau télétraitement national)
2 postes sont offerts
DES ETUDES SUPERIEURES SONT EXIGÉES.
L'un des 2 postes nécessite en plus une connaissance approfondie en COMPTABILITE et 3 années d'expérience professionnelle, en vue de prendre en charge l'informatisation des COMPTABILITES ANALYTIQUE ET BUDGETAIRES puis la COMPTABILITE GENERALE
Envoyer lettre manuscrite C.V. photo sous n° 25.018 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PARIS 150.000 F.-
Direction Générale à Fonction Marketing
Société internationale, nous sommes un des leaders mondiaux sur notre marché ; nous fabriquons des produits de haute technicité à destination grand public et industrie.
Nous souhaitons confier la Direction de notre filiale commerciale française à un diplômé d'une grande école : H.E.C., M.B.A., - 33 ans minimum -, parlant couramment l'Anglais, possédant une expérience en marketing éprouvée de grande consommation, ayant assuré la gestion effective d'une unité opérationnelle.
Rattaché au Directeur Général (français) de la zone européenne sud, vous serez responsable de la gestion d'une affaire ayant un taux d'expansion élevé (le plus fort en Europe), de son développement et de ses profits.
Vous devrez prendre l'initiative d'actions de marketing et les orienter.
Ces fonctions conviennent à une personnalité à la fois imaginative et réaliste.
SELE CEGOS
Adresser lettre man. + C.V. détaillé sous réf. 71432/M à R. HERDET - SELE-CEGOS 33, quai Gallieni 92132 SURESNES.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE
Vous avez si possible une double formation ingénieur et économiste. Vous êtes convaincu que les organisations professionnelles jouent aujourd'hui un rôle capital. Qu'elles ont besoin d'hommes modernes, compétents et dynamiques et que vous pouvez y trouver un métier actif et enrichissant.
Vous avez au moins une dizaine d'années d'expérience professionnelle, en particulier dans les biens d'équipement, et vous avez su équilibrer vos connaissances techniques et une bonne compréhension des mécanismes économiques. Vous vous sentez apte à aborder les problèmes les plus divers qui peuvent se présenter à l'échelle d'une vaste profession.
Que vous soyez en entreprise, ou dans une administration en contact habituel avec l'entreprise, c'est de vous peut-être que nous avons besoin aujourd'hui.
Le cabinet de recrutement SIRCA est chargé de réunir les candidatures. Ecrivez lui sous référence 77121 M.
Sirca
64, rue de la Boétie 75008 Paris

Second Oeuvre du Bâtiment
Notre Société (190 millions de CA et 550 personnes) est en expansion depuis plusieurs années. Nous sommes filiale d'un groupe important et nous recherchons :
un Chef Comptable-Adjoint
Le candidat a une bonne formation générale et une spécialisation comptable de niveau DECS minimum. Bien qu'il soit encore dans la première partie de sa carrière, il a déjà quelques années d'expérience pratique d'une comptabilité de gestion.
Il sera chargé de mettre au point les procédures comptables du suivi quotidien des comptabilités et veillera à leur application.
Il collaborera avec le Chef Comptable pour définir les nouveaux besoins dans le cadre de la refonte en cours des programmes de traitement informatique, et pour proposer des solutions nouvelles qu'il contribuera à mettre en place.
Le poste est à pourvoir à Servon près de Brie-Comte-Robert.
Le salaire prévu ne sera pas inférieur à 90 000 F.
Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur dossier avec lettre manuscrite et photo d'identité à :
WEBER ET BROUTIN
SERVON - 77170 - BRIE-COMTE-ROBERT

Directeur de Projets (X-Centrale...)
Organisation Industrielle
Un groupe international de Conseil en Management, dont les activités sont largement diversifiées et les connexions avec l'industrie bien établies en France et Outre-Mer, désire développer son secteur Organisation Industrielle.
Le Directeur recherché aura pour mission, avec l'actuelle équipe d'ingénieurs expérimentés qu'il animera, de mener une action commerciale et technique autonome centrée sur les systèmes de Contrôle de production informatisés pour des entreprises travaillant en moyennes séries ou à la commande.
Les candidats à ces fonctions, 35 ans minimum, de formation grande école (X-Centrale...), doivent avoir une expérience d'ingénieur-conseil à haut niveau dans le domaine indiqué, et une expérience complémentaire soit en méthodes, soit en entretien, ou au contrôle qualité. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération sera de l'ordre de 150/180 000 F/an et le poste est à pourvoir à Paris.
Les ingénieurs intéressés par ce développement de leur carrière sont invités à adresser leur dossier sous référence OI 934 à SEFOP qui les en remercie et les transmettra directement aux dirigeants du Groupe ; il est donc demandé d'indiquer les noms des sociétés à qui le dossier ne doit pas être communiqué.
SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Logabax
informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche

RESPONSABLE SERVICE PROMOTION - ETUDES - MARKETING

PROFIL :

- Formation supérieure commerciale ;
- 30 ans minimum ;
- Bonne connaissance de l'allemand ou de l'anglais.

MISSION :

- Animation d'une équipe d'une dizaine de personnes chargées des actions de support commercial au lancement et à la diffusion de nos produits en France et à l'étranger.
- Analyse du marché et de la concurrence.
- Création de la documentation commerciale.
- Journal d'information.
- Plan de publicité.
- Promotion et animation commerciale.
- Organisation des expositions et manifestations.
- Coordination des actions avec nos filiales.
- Suivi du budget du service.

Lieu de travail : EVRY (91)

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 131 à M. B. CHALLET, LOGABAX, Bureau Evry II, 623, terrasse de l'Agora, 91000 EVRY

Periodique 2° œuvre, ch. plein temps, journaliste form. techn. Disposition assurée. Ecr. C.V. ARIET, 4, r. d'Amsterdam (8)

CENTRE AUDIO-VISUEL LANGUES VIVANTES
(anglais, espagnol, commercial et form. permanente d'adultes) proche banlieue Ouest, métro recherche à plein temps

ASSISTANTE
pédagogique angliciste pr. coord. d'équipe enseignante toutes langues et relations avec entreprises. Expérience enseign. anglais avec méthodes audiovisuelles et laboratoires de langues indispensables.
Ecr. n° 1 7573 M. Régis-P., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2

Recherchons
PR. ENTREPRISE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE

ANALYSES-PROGRAMMEURS
Ecr. av. C.V. man. prêtent à S.E.D.D., départ. informatique, 2, rue Berthelot, 76100 MARONNE-LA-MANNE.

RESPONSABLE DE PROJET
La filiale d'un important Groupe multinational recherche pour ses activités
COMPOSANTS ET INSTRUMENTS

INGÉNIEUR de bonne formation générale (GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITÉ)

ayant plusieurs années d'expérience, pour prendre en charge le développement de ses nouvelles méthodes d'assemblage et d'encapsulation.

Outre la connaissance approfondie des semi-conducteurs de puissance, une réelle expérience pratique de la fabrication des circuits hybrides couplés est indispensable.

L'expérience de la fabrication des semi-conducteurs sera très appréciée. Lieu de travail permanent en proche banlieue Est. Déplacements fréquents à prévoir, missions possibles de longue durée (2 mois). Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 1369

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 9.

GOODYEAR FRANCE
Numéro 1 Mondial du PNEUMATIQUE

92500 RUEIL MALMAISON recherche le

responsable de ses relations publiques

***LE POSTE :**
c'est un poste de haut niveau dépendant directement de la Direction Générale pour lequel une expérience dans la fonction est souhaitée.

***LA FONCTION :**
Il aura à charge l'animation, la promotion et la réalisation des actions de :

- 1) relations intérieures :
Communications - Information - Publications - Animation des activités sociales
- 2) relations extérieures :
- support commercial et promotionnel
- exploitation de la course automobile
- relations avec la Presse et les organismes extérieurs.

***LE CANDIDAT :**
Age minimum 27 ans
Personnalité affirmée - homme de contact
Grande disponibilité
Bonne connaissance de l'anglais.

Adresser votre C.V. avec photo, prétentions et lettre manuscrite au Chef du Personnel S.P. 310 - 92506 Rueil Malmaison Cedex.

chef service méthodes centrales

120.000 F +

FAÇONNAGE DES METAUX EN FEUILLES

Un groupe métallurgique important (7 usines) dont l'activité est principalement orientée vers l'INDUSTRIE AUTOMOBILE veut confier la responsabilité du service central des méthodes à un ingénieur de 30 ans minimum, type Arts et Métiers.

Rattaché au Directeur technique, il dirigera un service d'une dizaine de personnes et en liaison avec les services techniques commerciaux et les Directions opérationnelles de production, sera chargé de la définition des matériels et outillages de fabrication, de l'établissement des modes opératoires et de l'optimisation des coûts de production, des études de postes et analyses chronométriques.

Le poste est à pourvoir en banlieue OUEST Paris.

Envoyer curriculum vitae, photo récente et rémunération sous la réf. 70727/M (à mentionner sur l'enveloppe) à M. PERCHE, responsable branche industrie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

LE SECRETARIAT GENERAL UNE FONCTION POLYVALENTE POUR UN JEUNE DIPLOME

Pour renforcer ses structures, notre société (prestataire de services, filiale d'un groupe important) souhaite engager un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, Sc. po, Droit, Sc. éco, ...) qui assurera, sous l'autorité de la Directrice Générale Adjointe,

- la gestion et l'administration du Personnel,
- la direction administrative
- la supervision de la comptabilité auxiliaire en liaison avec le groupe,
- le contrôle des budgets financiers.

Ce poste convient à un candidat ayant acquis une première expérience de secrétariat général.

Rompant aux contacts et aux relations humaines, ayant le sens de l'autorité, il travaillera avec méthode et organisation. Il sait également utiliser l'outil informatique.

Poste à pourvoir à Paris-Ouest

Les candidatures seront traitées confidentiellement par notre Conseil (indiquez sur l'enveloppe la référence 1000M)

CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

Concepteur et maître d'œuvre d'installations d'ensembles industriels de haute technicité, nous sommes en pleine expansion.

Pour notre département informatique équipé d'un IBM 370/168, nous recherchons :

chefs de projets

Dépendant d'un ingénieur en chef, ils assureront le développement d'applications industrielles : gestion de documents et de matériel.

Ingénieurs diplômés, ils justifieront d'une expérience de l'informatique de gestion en milieu industriel. Réf. M/500

analystes expérimentés

Ils dirigeront une équipe de programmeurs et mèneront à bien des travaux d'analyses fonctionnelle et organique.

Une expérience d'application de gestion, base de données ou détermination est nécessaire. Réf. M/501

Ces différents postes, basés à Paris, peuvent bénéficier d'excellentes perspectives d'avenir.

Adresser lettre manuscrite et c.v. en rappelant la référence du poste choisi à AXIAL Publ., 91, Fg St-Honoré 75008 Paris, qui transmet.

GENERAL MOTORS FRANCE
recherche pour sa

DIVISION AUTOMOBILE

CHEF DE DISTRICT

pour animer l'action des concessionnaires sur les plans : COMMERCIAL - TECHNIQUE - ADMINISTRATIF - GESTION.

Le candidat devra :

- être âgé de 30 ans minimum
- avoir une expérience approfondie du marché de l'automobile
- avoir le goût des contacts humains et le sens des responsabilités
- accepter une grande mobilité dans l'affectation
- posséder la langue anglaise.

ATTACHE COMMERCIAL

titulaire du BAC et diplôme de Commerce. Expérience ventes automobile souhaitée. Acceptant déplacements en province. Anglais indispensable.

Après formation le titulaire pourra évoluer vers une situation de

CHEF DE DISTRICT.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo Service Personnel GM - 5, boulevard Gallieni 92231 GENNEVILLIERS Discretion absolue garantie.

Compagnie Générale d'Informatique

Société de Services et de Conseil recherche

Ingénieurs débutants grandes écoles

(X. CENTRALE, MINES, SUP'AERO TELECOM, SUP'EEC, AGRO...)

formés ou non à l'informatique

Dès leur entrée dans la société (3 octobre) ils recevront une formation complète aux techniques de la C.G.I. (CORIG, PAC...)

Leur carrière sera ensuite orientée, suivant leurs goûts, vers des postes de responsabilité dans les différents départements de la C.G.I. (Conseil, Logiciel, Formation)

Si vous êtes intéressés et dégagez de vos obligations militaires, envoyez C.V. + photo à

Mme JAMET - C.G.I.
84, rue de Grenelle - 75007 PARIS

Premier groupement d'entreprises indépendantes de distribution de matériaux de construction - second-œuvre, 80 entreprises adhérentes, 1,5 milliard de C.A. (h.t.) cherche son :

directeur de marketing

Celui-ci devra, outre une fonction d'études et marketing proprement dite, animer, coordonner et contrôler une équipe de conseillers régionaux (6 personnes), et être un conseil efficace et persuasif pour mettre en application le résultat de ses études.

Ce collaborateur de haut niveau aura :

- l'aptitude à concevoir un projet et à y faire adhérer ses interlocuteurs (patrons de PME),
- la capacité de dynamiser son équipe,
- une solide expérience de la distribution et du terrain,
- une forte motivation à faire évoluer les hommes et les méthodes.

Envoyer CV détaillé et manuscrit, sous référence 12-583 M à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann 75008 Paris, qui transmet.

Un très important groupe industriel français spécialisé dans le domaine de l'électronique professionnelle recherche pour la conception et la mise en place de chaînes informatiques très variées sur IBM, CONTROL DATA...

CHEF DE PROJET

MISSION :

- définition de spécifications et/ou participation à leur élaboration
- supervision de la réalisation des projets.

Une formation supérieure (grande école ou équivalent) ainsi qu'une expérience d'environ 2 ans dans le domaine des applications Temps Réel sont indispensables en outre, la pratique du PL1 serait appréciée ;

Une formation complémentaire sera assurée.

Age minimum souhaité 30 ans.

Le poste est à pourvoir à PARIS OUEST.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. à No 24502, CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT FABRICANT DE Produits Industriels pour le Bâtiment et les T.P.

CA : 1 Milliard de F. - 6 Usines en France 5500 personnes recherche un

Chef du Personnel

pour l'Unité de production (800 personnes) de la REGION PARISIENNE (Ouest)

Son rôle est de mettre en œuvre au niveau de son établissement la politique du personnel de la Société, notamment en matière de recrutement, rémunération, formation, sécurité, relations sociales.

Le titulaire de ce poste devra avoir une bonne formation administrative et sociale et surtout une expérience lui ayant permis d'acquiescer une connaissance parfaite de ce métier.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1350 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Hoechst France

vous propose pour son siège le poste

promotion des ventes

VOTRE MISSION :

- vous serez amené à effectuer la promotion d'une gamme de nos produits auprès d'une CLIENTELE INDUSTRIELLE de haut niveau avec laquelle il vous sera également demandé de mener certaines négociations
- vous réaliserez la collecte des informations commerciales en vue de leur exploitation statistique

VOUS DEVEZ AVOIR :

- la formation d'une grande école commerciale et la volonté de progresser en faisant vos preuves au sein d'un groupe important,
- la connaissance de la langue allemande.

Si ce poste vous intéresse adressez-nous votre candidature au réf. 20.15 en mentionnant la rémunération souhaitée à HOECHST FRANCE Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Nobel - Cedex 3 92090 PARIS LA DEFENSE.

ADMINISTRATION
recrute pour le 15 septembre 1977

HOMME ou FEMME

- 25 ans minimum, ayant au moins 2 années d'études supérieures en Droit ou Sciences Economiques ou Ecole Supérieure de Commerce, niveau licence souhaité ;
- Bonne connaissance de la comptabilité et du droit fiscal (notamment T.V.A.) nécessaire ;
- Expérience professionnelle souhaitée.

Recrire avec C.V. à l'Ingénieur de l'Arrondissement opérationnel n° 3, Direction Départementale de l'équipement de la Seine-Saint-Denis, 90, avenue du Général-de-Gaulle, 93110 ROCHY-SOUS-BOIS.

LA BROUSSE & DUPONT

Société spécialisée dans les produits de toilette, d'hygiène, d'entretien et de bricolage, dont le siège social est à PARIS,

recherche son :

responsable exportation europe

De formation universitaire, ayant déjà une expérience de 3 à 5 ans de vente à l'étranger, et de gestion de produits, il doit être disposé à voyager 6 mois par an en Europe.

Anglais et Allemand courants.

Recrire avec curriculum vitae, photo et prétentions au Directeur Exportation - LA BROUSSE & DUPONT - 12, rue Léon Jost 75017 PARIS.

FILIALE IMPORTANT GROUPE DISTRIBUANT DU MATERIEL D'ELEVAGE, région TRAPPE (78),

recherche dans le cadre de son développement

UN HOMME DE MARKETING

Chef du bureau d'études commerciales.

En collaboration et sous l'autorité du Directeur Commercial, il réalisera et mettra en œuvre les études marketing et promotion des ventes.

Ce poste clef, basé au siège, au sein d'une direction jeune, exige :

- une formation supérieure (ESSEC, ESCP, Sciences Eco, ...)
- une expérience marketing ou chef de produit,
- un esprit créatif et le sens de la méthode,
- le goût du travail en équipe,
- une bonne connaissance du milieu agricole.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 25090 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

REA
ELECTRO OPTICS AND DEVICES

recherche

ingénieur commercial EUROPE

Ingénieur Electronicien bilingue Français-Anglais Il sera basé en France et voyagera environ 50 % de son temps en Europe et aux USA, mais les voyages seront de courte durée.

Une expérience en photomicroscopie, tube de prise de vue, amplif. de brillance, tube de puissance, C.R.T., détecteur IR (lié et laser), détecteur silicon de IR, est souhaitable, soit dans les développements ou applications et commercialisation de ces composants.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel à :

Cabinet Claude VITET
30, rue Croix-des-Petites-Champs 75001 PARIS

hb conseil

Conseil de Direction des cinquante premières entreprises du marché français recherche

Ingénieurs Grandes Ecoles

ayant au moins trois ans d'expérience dans une société multinationale, et connaissant l'Allemand.

Ecrire: HB Conseil, 70, rue de Ponthieu, 75008 Paris

LASSEES

DE PROJET

responsable de ses relations publiques

fs de projets

diverses expériences

ATTACHE COMMERCIAL

CHIEF DE DISTRICT

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

CHIEF DU PERSONNEL

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES
DÉPARTEMENT ETUDES TRAVAUX A L'ÉTRANGER
INGÉNIEUR D'ÉTUDES
OU
TECHNICIEN CONFIRMÉ
Spécialité V.R.D. et INFRASTRUCTURES
Le candidat qui nous choisira se verra confier des études techniques V.R.D. et INFRASTRUCTURES et la mise à prix de ces projets, 4 à 5 années en entreprise lui auront permis d'acquérir une bonne expérience en ce domaine.
Le poste est à pourvoir à Paris, mais des déplacements à l'étranger sont à prévoir.
Une réelle maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.
Adresser C.V. avec photo récente, en précisant l'expérience et les prétentions salariales sous référence I.V.-B.C. à
S.A.E. Direction du Personnel
32, avenue de New-York, 75784 PARIS - ORDEX 16

offres d'emploi

Groupe Bancaire
recherche
CHEF COMPTABLE
LES CANDIDATS DEVRONT :
• Être titulaires du D.E.C.S. ou justifier d'un niveau équivalent.
• Avoir une expérience confirmée de plusieurs années en matière de comptabilité générale et contrôle budgétaire.
• Posséder une bonne compétence en matière de fiscalité.
• Avoir déjà exercé des fonctions d'encadrement.
Le poste exige une parfaite connaissance de la réglementation professionnelle des banques, ainsi que la pratique de la réalisation des états C.B. Evolution intéressante pour candidat de valeur qui saura s'affirmer.
— Anglais apprécié —
Adresser curriculum vitae sous n° 25.129, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

Entreprise Travaux Publics et Bâtiment
C.A. 350 MILLIONS DE FRANCS
recherche
pour prendre la direction de l'ensemble des services comptables du siège, des agences et des chantiers étrangers
CHEF COMPTABLE
HAUT NIVEAU
(EXPERTISE COMPTABLE)
Expérience pratique confirmée dans la profession préalable mais non déterminante.
Adresser curr. vitae très détaillé et prétentions à n° 3.225, PUBLICITÉS REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

DIRECTEUR EXPORTATION PRODUITS DE BEAUTÉ JEANNE GATINEAU
recherche
2 CHEFS DE ZONE
dont 1 parlant couramment ANGLAIS et ESPAGNOL, l'autre parlant couramment ANGLAIS et ALLEMAND
— sous sa responsabilité, animer, contrôler réseau agents et filiales existant dans le cadre d'un budget annuel ;
— mettre au point stratégie de vente par pays dans un groupe de marché ;
— se déplacer sièges sociaux et terrain valeur 6 mois l'an ;
— expérience vente Produits de Beauté de prestige appréciée.
Env. photo, lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et prétentions à ADEP, S.P. 39-08 - 75002 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.
Discretions assurées.

IMPEX S.T.E. PRODUITS CHIMIQUES PARIS (9*)
recherche pour son centre traitement de l'information de Paris équipé d'un ordinateur 370/145 de 1000 K exploités en OS/VS + CICS :
1 Programmeur d'Application confirmé
Expérience de 1 à 2 ans en programmation Cobol. Connaissance assembleur appréciée. Formation CICS assurée.
1 Programmeur d'Application débutant
Niveau I.U.T. ou équivalent. Formation complémentaire assurée. 40 heures semaines - Horaires individuels.
1 Pupiloteur - Opérateur
Expérience OS appréciée. Formation complémentaire assurée (Télétraitement JCL). Horaires 40 heures/5 jours 2/8.
Envier avec C.V., photo et prétentions, n° 25.129, Contexte Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

BANQUE EN FORTE EXPANSION
recherche
cadre responsable
de son **SERVICE D'ENGAGEMENTS**
ayant une forte capacité d'analyses financières et une très bonne connaissance de l'établissement et du suivi des dossiers de crédit.
• 8 ans d'expérience bancaire minimum requise, si possible dans un établissement de taille moyenne comprenant exercice effectif de responsabilités dans ce secteur.
• Diplôme d'études supérieures souhaité.
Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence BEIRA (à mentionner sur l'enveloppe) à :
Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Burroughs
poursuit son expansion et recherche pour ses départements :
— TELECOMMUNICATIONS
— LOGICIELS DE BASE
— LOGICIELS DE BASE
— FORMATION
ANALYSTES
Jeunes diplômés d'études supérieures maîtrise d'informatique ou ingénieurs informaticiens débutants Postes à pourvoir sur
Paris et en Afrique du Nord
ANALYSTES PROGRAMMEURS
Jeunes diplômés I.U.T. informatique Postes à pourvoir sur
Paris
Liberté des C.M. — Anglais souhaité.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en indiquant Centre de convocation souhaité (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Rennes, Lille, Nancy) à M. J.-P. RICHARD, S.A. BURROUGHS, 230, avenue Laurent-Coty, 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

BANQUE PRIVÉE A PARIS
recherche pour son service du personnel
COLLABORATEUR CLASSE IV ou V
Le candidat devra avoir une très bonne expérience de la paye informatique, ainsi que sur l'ensemble de la gestion administrative du personnel (URSSAF, congés, retraite, législation du travail).
Ses fonctions seront celles d'ADJOINT AU CHEF DE SERVICE
Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 9040 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmet.

HEWLETT PACKARD
FRANCE
dans le cadre de l'expansion de sa division instrumentation électronique de mesure recherche pour activités techniques commerciales (Paris et Province)
ingénieurs électroniciens
confirmés et débutants (libérés des obligations militaires) spécialisés dans les domaines suivants :
— électronique générale, informatique, télécommunications.
Ils recevront une formation complémentaire à caractère technique et commercial à notre siège d'ORSAV ainsi que dans les diverses sociétés du groupe implantées à l'étranger.
Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du Lundi au Vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par INFORMATION CARRIÈRE SVP 11.11
qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Adresser : 129 On peut également adresser son dossier à SVP Ressources Humaines 65, rue de Valenciennes 75017 PARIS.

CIT ALCATEL
Département Communication recherche
JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS ET DE PERSONNEL
— Après une période de formation dans différents services de l'entreprise, ils seront affectés dans des établissements de province ou de la région parisienne.
— Ces postes conviendront à des jeunes cadres, de formation supérieure, débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience en gestion de personnel.
— Mobilité indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions (avec photo) à CIT-ALCATEL Département Communication, Serv. recrut., 10, rue Latécoère, 78140 Vélizy.

Très important groupe immobilier cherche UN
INGÉNIEUR EN CHEF
Responsable de l'entretien de l'ensemble du patrimoine, il devra, avec l'aide d'une équipe d'ingénieurs, définir la politique d'entretien, étudier les projets de gros travaux, en contrôler la réalisation et superviser l'entretien courant.
Ce poste ne peut convenir qu'à un spécialiste bâtiment ECP, AM-TP, 32 ans minimum, ayant déjà été confronté de très près à des problèmes de chantier : budget, planning, appels d'offre TCE.
Salaire de l'ordre de 130.000 F/Annuel.
Veuillez écrire sous réf. 12571 M à HAVAS CONTACT, 136 bd Haussmann 75008 Paris.

GROUPE LEADER DE SA PROFESSION
recherche
pour filiale spécialisée dans modèles réduits maquettes et autres articles de loisir.
CHEF DE PRODUIT
— Avant expérience confirmée recherche et commercialisation de produits ;
— Frêt à s'initier à nouvelle activité pour appliquer, ensuite, ses connaissances de marketing ;
— Ouvert aux contacts avec industriels étrangers ;
— Anglais courant indispensable, allemand souhaité ;
— Déplacements fréquents de courte durée.
Situation d'avenir dans société en expansion rapide.
Adresser C.V., manuscrit détaillé, photo et prétentions à M. Lepage, S.R. 22, 95000 DRANCY.

CHAUSSEON
recherche pour sa Direction Informatique équipée de matériels IBM 370 travaillant en multi-programmations DOS-VS et POWER.
Hallez-vous TP avec les autres naines
PUPITREURS et PRÉPARATEURS de TRAVAUX
DUT et plusieurs années d'expérience
Lieu de travail : COURESSOIRE.
Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions à : CHAUSSEON, S.P. 236, 92031 ANTIÈRES.

experts comptables auditeurs
Nous sommes une importante société française d'Audit et d'Expertise Comptable. Nous recherchons, pour assurer notre expansion immédiate et à terme, des collaborateurs titulaires du diplôme d'Expert Comptable ou diplômés, pour nos centres de Paris, Lyon et Grenoble.
Postes à pourvoir :
Experts comptables : Niveau Chef de Groupe ou Responsable de dossiers.
Auditeurs : Niveau Chef de Mission.
Nous tiendrons largement compte, dans nos appréciations, des potentialités humaines des candidats. Les candidatures à terme seront prises en considération.
Pour nous permettre de vous adresser une stricte discrétion, vous écrire à Jean AUBRY - HELIOS FRANCE, 7, rue de Chaillet 75116 Paris

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
son agence région Parisienne (400 personnes)
Banlieue SAINT-LAZARE
UN ADJOINT AU DIRECTEUR
MISSION :
Il sera plus particulièrement chargé de la coordination des services exploitation (traitement des commandes) et du suivi clientèle.
PROFIL :
— Il devra avoir une expérience d'au moins 5 ans dans la distribution ;
— Des qualités prouvées d'encadrement du personnel, d'organisation du travail et du règlement litiges clients.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à n° 25.818 Contexte Publ., 20, avenue Opéra, 75008 Paris Cedex 01.

La division : MACHINES AUTOMATIQUES DE CONTRÔLE
d'un des premiers groupes industriels français propose le poste
ingénieur assistance clients
Il est chargé de concevoir, de proposer, d'organiser et d'animer soit au siège, soit chez les clients des stages de formation et de perfectionnement destinés au personnel technique des clients nationaux et internationaux qui utilisent le matériel.
Nous souhaitons rencontrer un jeune INGÉNIEUR électromécanicien ouvert à la technique et ayant si possible une expérience d'enseignement et de formation.
Allemand indispensable - anglais souhaité.
Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence 4202 A
5, rue Meyerbeer 75009 Paris

USINE MATERIEL MEDICAL
demande pour poste de responsabilité et d'avenir
JEUNE HOMME DYNAMIQUE
— 25 ans minimum.
COMPTABLE
plus notion de gestion.
Adr. C.V. + photo aux E.S. RAVIER TOUZARD, 57-59, avenue Carnot, 94200 CACHAN.

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL MATIÈRES PREMIÈRES ALIMENTAIRES
recherche pour Paris
TRADER (haut niveau)
— Anglais parfait
— Discrétion assurée
Adresser lettre + C.V. + photo n° T 077.570 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

Le Département Emploi du Centor développe ses activités de
CONSEIL EN RECRUTEMENT
Nous souhaitons coopter
un consultant confirmé
Partenaire au sein d'une équipe restreinte, il est responsable de la gestion complète et du développement progressif d'un portefeuille de clients.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 700 M à
centor DÉPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS

UN INGÉNIEUR (T.P., Télécom...)
Pour lui confier la responsabilité :
— de la gestion technique et financière des chantiers en région parisienne,
— l'animation des équipes en collaboration étroite avec les conducteurs de travaux,
— les relations commerciales (négociations des marchés, contacts avec les administrations).
Ce poste conviendrait à un ingénieur d'Affaires désireux d'évoluer à terme vers une fonction de Direction Générale.
La rémunération proposée ne sera pas inférieure à 100.000 F/an.
Envier, avec CV détaillé et rémunération actuelle, à Solange MONTEIL, sous référence 35809 (M), PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADRÉES	Le mot c.l.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19	OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
IMMOBILIER	10,00	11,44	DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

RANK XEROX
recherche
ATTACHÉS COMMERCIAUX
pour diffuser deux nouveaux produits :
• le télécopieur
• la machine à écrire "Marguerite"
Vous avez l'expérience de la vente.
Vous êtes diplômé ou non de l'enseignement secondaire ou supérieur.
Nous vous offrons :
• un salaire élevé
• de nombreux avantages sociaux,
• une formation rémunérée.
Postes à pourvoir à PARIS et
RÉGION PARISIENNE.
Adresser votre candidature avec C.V.
sous réf. T 106 à INFRAPLAN CARRIÈRES,
Tour de Lyon, 185, rue de Bercy, 75012 Paris,
qui traitera les candidatures.

FLAMMARION
recherche son futur
Directeur à l'exportation
Ce poste sera confié à un cadre commercial de haut niveau, 35 ans minimum.
Formation H.E.C., M.B.A.
Avec une expérience complète et venue des problèmes de l'exportation tant sur le plan commercial que financier, si possible dans le secteur du livre.
Excellente connaissance de l'anglais indispensable.
Poste basé dans la banlieue sud, à 5 km de Paris.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Odile THEOREL — 10, rue Barbette, 75003 PARIS.

JEUNES GENS
Bac technique ou C minimum
IUT/DUT apprécié
Un important groupe de Sociétés vous offre d'acquies une expérience de premier ordre comme
PROGRAMMEUR
avec une évolution vers l'analyse de système
INFORMATIQUE.
Le Centre de Traitement Ordinateur est situé à Paris.
Formation (ou complément formation) assurée et rémunérée.
Envoyer lettre manuscrite à No 25.247, -
CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra
© 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

former les responsables "assurance de qualité"
Concevoir et réaliser de grands ensembles industriels en France comme à l'Étranger : telle est notre activité.
Notre division "Qualité" regroupe un personnel chargé de définir et de mettre en application les programmes correspondants.
L'ingénieur que nous recherchons est appelé à former ce personnel aidé pour cela par une équipe de 3 personnes. Il prépare et organise les programmes de formation en matière d'Assurance de qualité depuis la rédaction de ces derniers et la réalisation des sessions, jusqu'à la gestion des qualifications obtenues. Sa responsabilité inclut également des réalisations audiovisuelles servant de supports aux cours. Réaliste et imaginatif, il possède une expérience d'au moins 4 ans. Une pratique en formation des adultes est un atout.
Le poste est basé à Paris.
Adresser lettre de candidature s/réf. 29/M à AXIAL Publicité, 91, Fbg St-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Société Produits Chimiques
Région parisienne
recherche
TECHNICO-COMMERCIAL
Spécialiste traitement des eaux,
en vue développer clientèle existante.
Déplacements fréquents.
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.
Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 25.194.

MANUFACTURIERS HANOVER BANQUE NORDOUE
recherche
pour son Département ETUDES DE CREDITS CHARGÉ D'ETUDES
Une formation économique (DES Sciences Eco, Sup de Co, IEP Eco/fin), éventuellement complétée par un M.B.A., permettant d'assimiler les techniques d'analyse financière, et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.
1 à 2 ans d'expér. bancaire seraient appréciés.
Adresser lettre + photo à
Direction du Personnel
20, rue de la Ville l'Évêque 75008 PARIS

CRÉDIT COMMERCIAL
Importante Société
leader mondial dans sa branche
recherche
JEUNES DIPLOMÉS de L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et en province, existant :
• des qualités de contact, de dynamisme et de bon sens ;
• le goût des responsabilités qui comportent l'appréhension des risques de crédits commerciaux et l'étude de la solvabilité des entreprises.
Adresser lettre manuscrite, C.V. déf., prétentions et photo récente sous n° 25.448 CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

Ensemble industriel
recherche
INGÉNIEUR A.M. OU TEXTILES
ayant une connaissance approfondie des Matériaux Textiles et en particulier :
— Implantation et maintenance,
— Conditionnement d'air,
— Electricité et fluides.
Ce poste conviendrait à un Ingénieur ayant travaillé quelques années dans un service production, entretien ou travaux neufs d'une usine textile.
Langues : Anglais exigé - Allemand souhaité.
Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 7.470, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-24.

Groupe de Sociétés PARIS cherche pour l'un de ses Directeurs UN Jeune diplômé école supérieure de commerce ESSEC ESCP...
en vue de lui confier des missions spécifiques sur les plans administratifs, financiers, juridiques.
Le collaborateur, de 28 ans minimum, doit déjà avoir exercé une première activité professionnelle d'environ 2 ans en qualité d'auditeur ou d'assistant d'un secrétaire général ou d'un directeur financier d'une moyenne entreprise.
Ce poste évoluera peut-être sous l'égide de responsabilités plus opérationnelles à moyen terme.
Le salaire de départ sera de l'ordre de 80.000 F/anuels.
Veuillez écrire sous réf. 12.570 M à Plein Emploi, 10 rue du Mail 75002 Paris.

POUR PARIS
Société spécialisée dans équipements pour Industries Alimentaires
recherche
pour exportation
COLLABORATEUR
Homme dynamique, 5 à 10 ans expérience dans la branche pour prospection des marchés étrangers, notamment Pays Arabes.
Anglais courant exigé + autre langue
Disponible très rapidement
Ecrire avec C.V., photo et prétentions, ss n° 71.644, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS 8^e
recherche
UN JEUNE CADRE Classe V
— 5 ans d'expérience bancaire ;
— connaissance bien services caisse, compensation, portefeuille ;
— Aptitude au commandement nécessaire ;
— Brevet Prof. demandé.
Envoyer C.V. + photo + prétentions :
B.P. 452.08 - 75358 PARIS CEDEX 08.

programmeur système DOS
La cadre : Importante Banque Paris.
Pour renforcer son équipe système, chargée de : • faire évoluer et optimiser le matériel et son système d'exploitation (DRI/145 DOS-VS, PDP/11) • réaliser et mettre au point des logiciels.
Il est demandé : • une formation Bac Math Elm ou IUT • 3 à 5 ans d'expérience • une maîtrise du langage ASSEMBLER et du DOS/V • connaissances P.L.I. apprises • une expérience DICOMS appréciée • une capacité de contacts et une forte motivation intellectuelle.
Adresser C.V. détaillé, prétentions sous réf. 516 à Monsieur HUOT, ANSWATE SELECTION, 135, rue de la Pompe - 75016 Paris

FABRICATION ET VENTES DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
par suite d'une modification dans les structures
recherche
DIRECTEUR DES VENTES
Ce poste conviendrait à un homme d'au moins 30 ans ayant déjà animé des forces de ventes. La connaissance du produit et du marché sera un atout précieux pour la sélection.
La rémunération est de l'ordre de 100.000 francs (fixe + intéressement).
POSTES À POURVOIR IMMÉDIATEMENT
Si cette offre vous intéresse, envoyez C.V. manuscrit et photo à REGIE-PRESSE, n° 77.590, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

JURISTE D'ENTREPRISE
LA SOCIÉTÉ : Important groupe industriel en expansion rapide offrant de réelles possibilités de carrière.
LE POSTE : En liaison directe avec le Secrétaire Général du groupe, le juriste, sous l'aspect juridique, des sociétés du groupe.
LE CANDIDAT : Licencié en Droit, il doit posséder une solide connaissance du Droit des Sociétés pour l'avoir pratiqué pendant au moins 2 ans.
Adresser C.V. et photo à n° 1758.

Decanville S.A.
recherche
pour son département semi-remorques bennes
INSPECTEURS DE VENTE
— Secteur d'activité : FRANCE
— Références indispensables.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :
DECANVILLE S.A., 16, rue Decanville, 91102 CORBEIL-ESSONNES.
Discrétion et réponse assurées.

FONDERIE DE PRÉCISION
recherche
pour succéder le Chef du Service
CADRE BUREAU MÉTHODES
Agé 40 ans minimum et de formation ou équivalent BTS FONDERIE ou MÉCANIQUE.
Il devra justifier d'au moins 5 ans d'expérience méthodes fonderie, contrôle dimensionnel et traçage.
Anglais technique indispensable — allemand apprécié.
Adresser C.V. détaillé en précisant appointements souhaités sous n° 10.000 B.
Editions BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 93300 VINCENNES qui transmettra.

Filiale société multinationale
électricité automobile
recherche pour siège Nord Est parisien un
chef des ventes
On demande :
• Expérience prouvée de ventes premier équipement et pièces de rechange.
• Pratique courante anglais, allemand apprécié.
• Bon organisateur, animateur, aimant contacts humains.
On offre :
• Chance de travailler dans le cadre d'une société moderne leader dans son domaine, rémunération très intéressante.
Ecrire sous référence 5492 Men joignant C.V. détaillé et prétentions à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris codes 02 qui transmettra réponse assurée

ENTREPRISE
Second entre bâtiment
recherche
pour son Agence de VILLEJUIF
CHEF COMPTABLE Homme
30 ans minimum
Niveau D.E.C.S. exigé.
Tenue et gestion comptes Bilan/Exploitation
Contrôle Budg. Trésor. Fisc. Adm.
Expérience prix de revient chant.
très appréciée.
Rémun. 80.000 F/an.
Poste à pourvoir immédiatement.
Ecrire avec C.V. détaillé à J.-J. SAMARAN, S.E.P.D., 12, rue Paul-Dautier, 78140 VELIZY.

P.-D.G. Société transformation matières plastiques par injection, 10.000.000 F C.A., spécialisée emballages haute parfumerie — cosmétologie — pharmacie, cherche son ADJOINT COMMERCIAL pour l'intégrer dans le Comité de Direction, et lui confier les responsabilités suivantes :
— négociation avec clientèle niveau élevé, conception et évolution des produits, relations avec usine, administration des ventes.
Poste à pourvoir bureau de Paris (ETOILE), usine Bretagne Sud. Connaissance des marchés et introduction dans la clientèle indispensables.
Rémunération selon expérience de l'ordre de 85.000 F/an + intéressement aux résultats de l'entreprise + frais de déplacement.
Env. C.V. et lettre man. à M. Henry DUFOUR, 3, rue Rigaud, 92200 NEUILLY.

MATRA
recherche pour sa division équipements électronique un
INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
Grandes Ecoles (ESE, ENSERG, ENSEEIHT)
pour participer à des études en laboratoire.
Ce poste concerne un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine des micro-processeurs.
Adresser C.V., rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 207
MATRA Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

Si vous possédez une formation supérieure et si vous avez l'expérience de la vente ou de la pédagogie des adultes
SOPAD - NESTLÉ
vous propose de participer comme
ANIMATEUR DE FORMATION
au perfectionnement de ses équipes de vente en son Centre de Formation de TAVERNY (Val-d'Oise). Au sein d'une équipe d'animateurs, vous contribuerez à la définition des besoins, à l'élaboration des programmes, à la préparation et à l'animation des sessions ainsi qu'à la recherche de moyens pédagogiques.
Nous n'oublierons pas non plus votre propre perfectionnement.
Adresser C.V. détaillé à SOPAD Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer, 92011 COBREVILLE.

PHILIPS
recherche :
JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Grandes Ecoles
ou diplômés enseignement supérieur
3 ans d'expérience informatique, pour participer au sein d'un groupe à des développements de logiciels sur mini-ordinateurs.
Adres. lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à :
PHILIPS Service du Personnel
6-8, rue Firmin-Gillot, 75015 PARIS.

Pour service documentation
Important Laboratoire dans l'industrie
du Caoutchouc recherche
INGÉNIEUR
— pratique en laboratoire ou fabrication dans cette industrie ;
— excellente connaissance de l'anglais lu indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions à n° T 77.628 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

Pour son Département Additifs Lubrifiants ROHM AND HAAS FRANCE S.A.
recherche
1 INGÉNIEUR
— Formation : Ingénieur Chimiste ou Mécanicien - Ecoles des moteurs appréciée.
— Expérience : 5 ans minimum dans lubrifiants.
— Responsabilités : Support technique - Clientèle dans plusieurs pays d'Europe.
Voyages 40 à 50 % du temps.
Parfaitement bilingue anglais, allemand souhaité.
Envoyer curriculum vitae au Chef du Personnel, ROHM AND HAAS FRANCE S.A., 183, rue de Bercy, 75579 PARIS CEDEX 12.

IMPORTANT CABINET COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche
pour missions de révision
RÉVISEURS expérimentés
Déplacements fréquents
Envoyer C.V. et prétentions sous le n° 7.476 à : « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-24.

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche
CADRE NIVEAU D.E.C.S.
POUR CONTRÔLE COMPTABILITÉ DE SOCIÉTÉS
EXPERIENCES CABINET APPRÉCIÉES.
Ecrire avec C.V. + photo s/réf. 1.735 à R.P. 52
INTER PA 75006 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Ecole Nationale Supérieure des P.T.T.
recherche
SPECIALISTE DE LA PÉDAGOGIE DES LANGUES VIVANTES
Pour coordonner les enseignements
Qualités d'organisateur indispensables
C.V. détaillé manuscrit précisant le niveau des diplômes.
46, rue Barrault, 75014 PARIS CEDEX 13

سكزا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne 1	La ligne 2
OFFRES D'EMPLOI	48,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGEIDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

	Le m/n col.	T.C.
ANNONCES ENCHEREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	23,38
IMMOBILIER	20,00	23,38
AUTOMOBILES	20,00	23,38
AGEIDA	20,00	23,38

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

LE DE FRANCE INFORMATIQUE
5 PROGRAMMEURS
COBOL/OS, 270, 135, 145.
3 PROGRAMMEURS
UNIDATA 7700 COBOL A.M.S.
2 REDACTEURS
technique informatique.
Pr. des postes, 3 ans min. exp.
140. pour r. de 200-250.
CABINET D'EXPERTISE
COMPTABLE
quartier Saint-Philippe-du-Roule
recherche
UN(E) ASSISTANT(E)
DE DIRECTION
d'une haute technicité
A l'expérience confirmée en
cabinet, dont les qualités de
compétence et de souplesse
doivent permettre :
- Le suivi des dossiers
- La coordination d'une
petite équipe de collaborateurs.
Env. C.V. man., photo (retour-
né et prêt. sous n° 1172, à
Centre
P de Psychologie et d'Effici-
17 r. des Académies Paris

ORGANISATION PROFESSIONNELLE PATRONALE
recherche
pour son CENTRE DE FORMATION
UN FORMATEUR
Liberté obligations militaires.
Ce poste conviendrait à une personne dynamique
ayant le goût des contacts humains et des qualités
d'organisation.
Ses principales compétences devront se situer :
- Pour les mathématiques au niveau Bac ;
- Pour les enseignements littéraires. A un niveau
supérieur au Bac ;
- 2 années minimum d'enseignement sont exigées ;
- Une formation aux techniques audio-visuel est
souhaitée.
Adresseur C.V. et photo n° 704.439 M. REGIE-
PRESSE, 25 bis, rue de Valenciennes, 75002 PARIS,
qui transmettra.

Société Electronique
recherche d'urgence
DESSEINATEURS
E1 - E2 - P1 - P2 - P3 - P4 - P5 - P6 - P7 - P8 - P9 - P10 - P11 - P12 - P13 - P14 - P15 - P16 - P17 - P18 - P19 - P20 - P21 - P22 - P23 - P24 - P25 - P26 - P27 - P28 - P29 - P30 - P31 - P32 - P33 - P34 - P35 - P36 - P37 - P38 - P39 - P40 - P41 - P42 - P43 - P44 - P45 - P46 - P47 - P48 - P49 - P50 - P51 - P52 - P53 - P54 - P55 - P56 - P57 - P58 - P59 - P60 - P61 - P62 - P63 - P64 - P65 - P66 - P67 - P68 - P69 - P70 - P71 - P72 - P73 - P74 - P75 - P76 - P77 - P78 - P79 - P80 - P81 - P82 - P83 - P84 - P85 - P86 - P87 - P88 - P89 - P90 - P91 - P92 - P93 - P94 - P95 - P96 - P97 - P98 - P99 - P100 - P101 - P102 - P103 - P104 - P105 - P106 - P107 - P108 - P109 - P110 - P111 - P112 - P113 - P114 - P115 - P116 - P117 - P118 - P119 - P120 - P121 - P122 - P123 - P124 - P125 - P126 - P127 - P128 - P129 - P130 - P131 - P132 - P133 - P134 - P135 - P136 - P137 - P138 - P139 - P140 - P141 - P142 - P143 - P144 - P145 - P146 - P147 - P148 - P149 - P150 - P151 - P152 - P153 - P154 - P155 - P156 - P157 - P158 - P159 - P160 - P161 - P162 - P163 - P164 - P165 - P166 - P167 - P168 - P169 - P170 - P171 - P172 - P173 - P174 - P175 - P176 - P177 - P178 - P179 - P180 - P181 - P182 - P183 - P184 - P185 - P186 - P187 - P188 - P189 - P190 - P191 - P192 - P193 - P194 - P195 - P196 - P197 - P198 - P199 - P200 - P201 - P202 - P203 - P204 - P205 - P206 - P207 - P208 - P209 - P210 - P211 - P212 - P213 - P214 - P215 - P216 - P217 - P218 - P219 - P220 - P221 - P222 - P223 - P224 - P225 - P226 - P227 - P228 - P229 - P230 - P231 - P232 - P233 - P234 - P235 - P236 - P237 - P238 - P239 - P240 - P241 - P242 - P243 - P244 - P245 - P246 - P247 - P248 - P249 - P250 - P251 - P252 - P253 - P254 - P255 - P256 - P257 - P258 - P259 - P260 - P261 - P262 - P263 - P264 - P265 - P266 - P267 - P268 - P269 - P270 - P271 - P272 - P273 - P274 - P275 - P276 - P277 - P278 - P279 - P280 - P281 - P282 - P283 - P284 - P285 - P286 - P287 - P288 - P289 - P290 - P291 - P292 - P293 - P294 - P295 - P296 - P297 - P298 - P299 - P300 - P301 - P302 - P303 - P304 - P305 - P306 - P307 - P308 - P309 - P310 - P311 - P312 - P313 - P314 - P315 - P316 - P317 - P318 - P319 - P320 - P321 - P322 - P323 - P324 - P325 - P326 - P327 - P328 - P329 - P330 - P331 - P332 - P333 - P334 - P335 - P336 - P337 - P338 - P339 - P340 - P341 - P342 - P343 - P344 - P345 - P346 - P347 - P348 - P349 - P350 - P351 - P352 - P353 - P354 - P355 - P356 - P357 - P358 - P359 - P360 - P361 - P362 - P363 - P364 - P365 - P366 - P367 - P368 - P369 - P370 - P371 - P372 - P373 - P374 - P375 - P376 - P377 - P378 - P379 - P380 - P381 - P382 - P383 - P384 - P385 - P386 - P387 - P388 - P389 - P390 - P391 - P392 - P393 - P394 - P395 - P396 - P397 - P398 - P399 - P400 - P401 - P402 - P403 - P404 - P405 - P406 - P407 - P408 - P409 - P410 - P411 - P412 - P413 - P414 - P415 - P416 - P417 - P418 - P419 - P420 - P421 - P422 - P423 - P424 - P425 - P426 - P427 - P428 - P429 - P430 - P431 - P432 - P433 - P434 - P435 - P436 - P437 - P438 - P439 - P440 - P441 - P442 - P443 - P444 - P445 - P446 - P447 - P448 - P449 - P450 - P451 - P452 - P453 - P454 - P455 - P456 - P457 - P458 - P459 - P460 - P461 - P462 - P463 - P464 - P465 - P466 - P467 - P468 - P469 - P470 - P471 - P472 - P473 - P474 - P475 - P476 - P477 - P478 - P479 - P480 - P481 - P482 - P483 - P484 - P485 - P486 - P487 - P488 - P489 - P490 - P491 - P492 - P493 - P494 - P495 - P496 - P497 - P498 - P499 - P500 - P501 - P502 - P503 - P504 - P505 - P506 - P507 - P508 - P509 - P510 - P511 - P512 - P513 - P514 - P515 - P516 - P517 - P518 - P519 - P520 - P521 - P522 - P523 - P524 - P525 - P526 - P527 - P528 - P529 - P530 - P531 - P532 - P533 - P534 - P535 - P536 - P537 - P538 - P539 - P540 - P541 - P542 - P543 - P544 - P545 - P546 - P547 - P548 - P549 - P550 - P551 - P552 - P553 - P554 - P555 - P556 - P557 - P558 - P559 - P560 - P561 - P562 - P563 - P564 - P565 - P566 - P567 - P568 - P569 - P570 - P571 - P572 - P573 - P574 - P575 - P576 - P577 - P578 - P579 - P580 - P581 - P582 - P583 - P584 - P585 - P586 - P587 - P588 - P589 - P590 - P591 - P592 - P593 - P594 - P595 - P596 - P597 - P598 - P599 - P600 - P601 - P602 - P603 - P604 - P605 - P606 - P607 - P608 - P609 - P610 - P611 - P612 - P613 - P614 - P615 - P616 - P617 - P618 - P619 - P620 - P621 - P622 - P623 - P624 - P625 - P626 - P627 - P628 - P629 - P630 - P631 - P632 - P633 - P634 - P635 - P636 - P637 - P638 - P639 - P640 - P641 - P642 - P643 - P644 - P645 - P646 - P647 - P648 - P649 - P650 - P651 - P652 - P653 - P654 - P655 - P656 - P657 - P658 - P659 - P660 - P661 - P662 - P663 - P664 - P665 - P666 - P667 - P668 - P669 - P670 - P671 - P672 - P673 - P674 - P675 - P676 - P677 - P678 - P679 - P680 - P681 - P682 - P683 - P684 - P685 - P686 - P687 - P688 - P689 - P690 - P691 - P692 - P693 - P694 - P695 - P696 - P697 - P698 - P699 - P700 - P701 - P702 - P703 - P704 - P705 - P706 - P707 - P708 - P709 - P710 - P711 - P712 - P713 - P714 - P715 - P716 - P717 - P718 - P719 - P720 - P721 - P722 - P723 - P724 - P725 - P726 - P727 - P728 - P729 - P730 - P731 - P732 - P733 - P734 - P735 - P736 - P737 - P738 - P739 - P740 - P741 - P742 - P743 - P744 - P745 - P746 - P747 - P748 - P749 - P750 - P751 - P752 - P753 - P754 - P755 - P756 - P757 - P758 - P759 - P760 - P761 - P762 - P763 - P764 - P765 - P766 - P767 - P768 - P769 - P770 - P771 - P772 - P773 - P774 - P775 - P776 - P777 - P778 - P779 - P780 - P781 - P782 - P783 - P784 - P785 - P786 - P787 - P788 - P789 - P790 - P791 - P792 - P793 - P794 - P795 - P796 - P797 - P798 - P799 - P800 - P801 - P802 - P803 - P804 - P805 - P806 - P807 - P808 - P809 - P810 - P811 - P812 - P813 - P814 - P815 - P816 - P817 - P818 - P819 - P820 - P821 - P822 - P823 - P824 - P825 - P826 - P827 - P828 - P829 - P830 - P831 - P832 - P833 - P834 - P835 - P836 - P837 - P838 - P839 - P840 - P841 - P842 - P843 - P844 - P845 - P846 - P847 - P848 - P849 - P850 - P851 - P852 - P853 - P854 - P855 - P856 - P857 - P858 - P859 - P860 - P861 - P862 - P863 - P864 - P865 - P866 - P867 - P868 - P869 - P870 - P871 - P872 - P873 - P874 - P875 - P876 - P877 - P878 - P879 - P880 - P881 - P882 - P883 - P884 - P885 - P886 - P887 - P888 - P889 - P890 - P891 - P892 - P893 - P894 - P895 - P896 - P897 - P898 - P899 - P900 - P901 - P902 - P903 - P904 - P905 - P906 - P907 - P908 - P909 - P910 - P911 - P912 - P913 - P914 - P915 - P916 - P917 - P918 - P919 - P920 - P921 - P922 - P923 - P924 - P925 - P926 - P927 - P928 - P929 - P930 - P931 - P932 - P933 - P934 - P935 - P936 - P937 - P938 - P939 - P940 - P941 - P942 - P943 - P944 - P945 - P946 - P947 - P948 - P949 - P950 - P951 - P952 - P953 - P954 - P955 - P956 - P957 - P958 - P959 - P960 - P961 - P962 - P963 - P964 - P965 - P966 - P967 - P968 - P969 - P970 - P971 - P972 - P973 - P974 - P975 - P976 - P977 - P978 - P979 - P980 - P981 - P982 - P983 - P984 - P985 - P986 - P987 - P988 - P989 - P990 - P991 - P992 - P993 - P994 - P995 - P996 - P997 - P998 - P999 - P1000 - P1001 - P1002 - P1003 - P1004 - P1005 - P1006 - P1007 - P1008 - P1009 - P1010 - P1011 - P1012 - P1013 - P1014 - P1015 - P1016 - P1017 - P1018 - P1019 - P1020 - P1021 - P1022 - P1023 - P1024 - P1025 - P1026 - P1027 - P1028 - P1029 - P1030 - P1031 - P1032 - P1033 - P1034 - P1035 - P1036 - P1037 - P1038 - P1039 - P1040 - P1041 - P1042 - P1043 - P1044 - P1045 - P1046 - P1047 - P1048 - P1049 - P1050 - P1051 - P1052 - P1053 - P1054 - P1055 - P1056 - P1057 - P1058 - P1059 - P1060 - P1061 - P1062 - P1063 - P1064 - P1065 - P1066 - P1067 - P1068 - P1069 - P1070 - P1071 - P1072 - P1073 - P1074 - P1075 - P1076 - P1077 - P1078 - P1079 - P1080 - P1081 - P1082 - P1083 - P1084 - P1085 - P1086 - P1087 - P1088 - P1089 - P1090 - P1091 - P1092 - P1093 - P1094 - P1095 - P1096 - P1097 - P1098 - P1099 - P1100 - P1101 - P1102 - P1103 - P1104 - P1105 - P1106 - P1107 - P1108 - P1109 - P1110 - P1111 - P1112 - P1113 - P1114 - P1115 - P1116 - P1117 - P1118 - P1119 - P1120 - P1121 - P1122 - P1123 - P1124 - P1125 - P1126 - P1127 - P1128 - P1129 - P1130 - P1131 - P1132 - P1133 - P1134 - P1135 - P1136 - P1137 - P1138 - P1139 - P1140 - P1141 - P1142 - P1143 - P1144 - P1145 - P1146 - P1147 - P1148 - P1149 - P1150 - P1151 - P1152 - P1153 - P1154 - P1155 - P1156 - P1157 - P1158 - P1159 - P1160 - P1161 - P1162 - P1163 - P1164 - P1165 - P1166 - P1167 - P1168 - P1169 - P1170 - P1171 - P1172 - P1173 - P1174 - P1175 - P1176 - P1177 - P1178 - P1179 - P1180 - P1181 - P1182 - P1183 - P1184 - P1185 - P1186 - P1187 - P1188 - P1189 - P1190 - P1191 - P1192 - P1193 - P1194 - P1195 - P1196 - P1197 - P1198 - P1199 - P1200 - P1201 - P1202 - P1203 - P1204 - P1205 - P1206 - P1207 - P1208 - P1209 - P1210 - P1211 - P1212 - P1213 - P1214 - P1215 - P1216 - P1217 - P1218 - P1219 - P1220 - P1221 - P1222 - P1223 - P1224 - P1225 - P1226 - P1227 - P1228 - P1229 - P1230 - P1231 - P1232 - P1233 - P1234 - P1235 - P1236 - P1237 - P1238 - P1239 - P1240 - P1241 - P1242 - P1243 - P1244 - P1245 - P1246 - P1247 - P1248 - P1249 - P1250 - P1251 - P1252 - P1253 - P1254 - P1255 - P1256 - P1257 - P1258 - P1259 - P1260 - P1261 - P1262 - P1263 - P1264 - P1265 - P1266 - P1267 - P1268 - P1269 - P1270 - P1271 - P1272 - P1273 - P1274 - P1275 - P1276 - P1277 - P1278 - P1279 - P1280 - P1281 - P1282 - P1283 - P1284 - P1285 - P1286 - P1287 - P1288 - P1289 - P1290 - P1291 - P1292 - P1293 - P1294 - P1295 - P1296 - P1297 - P1298 - P1299 - P1300 - P1301 - P1302 - P1303 - P1304 - P1305 - P1306 - P1307 - P1308 - P1309 - P1310 - P1311 - P1312 - P1313 - P1314 - P1315 - P1316 - P1317 - P1318 - P1319 - P1320 - P1321 - P1322 - P1323 - P1324 - P1325 - P1326 - P1327 - P1328 - P1329 - P1330 - P1331 - P1332 - P1333 - P1334 - P1335 - P1336 - P1337 - P1338 - P1339 - P1340 - P1341 - P1342 - P1343 - P1344 - P1345 - P1346 - P1347 - P1348 - P1349 - P1350 - P1351 - P1352 - P1353 - P1354 - P1355 - P1356 - P1357 - P1358 - P1359 - P1360 - P1361 - P1362 - P1363 - P1364 - P1365 - P1366 - P1367 - P1368 - P1369 - P1370 - P1371 - P1372 - P1373 - P1374 - P1375 - P1376 - P1377 - P1378 - P1379 - P1380 - P1381 - P1382 - P1383 - P1384 - P1385 - P1386 - P1387 - P1388 - P1389 - P1390 - P1391 - P1392 - P1393 - P1394 - P1395 - P1396 - P1397 - P1398 - P1399 - P1400 - P1401 - P1402 - P1403 - P1404 - P1405 - P1406 - P1407 - P1408 - P1409 - P1410 - P1411 - P1412 - P1413 - P1414 - P1415 - P1416 - P1417 - P1418 - P1419 - P1420 - P1421 - P1422 - P1423 - P1424 - P1425 - P1426 - P1427 - P1428 - P1429 - P1430 - P1431 - P1432 - P1433 - P1434 - P1435 - P1436 - P1437 - P1438 - P1439 - P1440 - P1441 - P1442 - P1443 - P1444 - P1445 - P1446 - P1447 - P1448 - P1449 - P1450 - P1451 - P1452 - P1453 - P1454 - P1455 - P1456 - P1457 - P1458 - P1459 - P1460 - P1461 - P1462 - P1463 - P1464 - P1465 - P1466 - P1467 - P1468 - P1469 - P1470 - P1471 - P1472 - P1473 - P1474 - P1475 - P1476 - P1477 - P1478 - P1479 - P1480 - P1481 - P1482 - P1483 - P1484 - P1485 - P1486 - P1487 - P1488 - P1489 - P1490 - P1491 - P1492 - P1493 - P1494 - P1495 - P1496 - P1497 - P1498 - P1499 - P1500 - P1501 - P1502 - P1503 - P1504 - P1505 - P1506 - P1507 - P1508 - P1509 - P1510 - P1511 - P1512 - P1513 - P1514 - P1515 - P1516 - P1517 - P1518 - P1519 - P1520 - P1521 - P1522 - P1523 - P1524 - P1525 - P1526 - P1527 - P1528 - P1529 - P1530 - P1531 - P1532 - P1533 - P1534 - P1535 - P1536 - P1537 - P1538 - P1539 - P1540 - P1541 - P1542 - P1543 - P1544 - P1545 - P1546 - P1547 - P1548 - P1549 - P1550 - P1551 - P1552 - P1553 - P1554 - P1555 - P1556 - P1557 - P1558 - P1559 - P1560 - P1561 - P1562 - P1563 - P1564 - P1565 - P1566 - P1567 - P1568 - P1569 - P1570 - P1571 - P1572 - P1573 - P1574 - P1575 - P1576 - P1577 - P1578 - P1579 - P1580 - P1581 - P1582 - P1583 - P1584 - P1585 - P1586 - P1587 - P1588 - P1589 - P1590 - P1591 - P1592 - P1593 - P1594 - P1595 - P1596 - P1597 - P1598 - P1599 - P1600 - P1601 - P1602 - P1603 - P1604 - P1605 - P1606 - P1607 - P1608 - P1609 - P1610 - P1611 - P1612 - P1613 - P1614 - P1615 - P1616 - P1617 - P1618 - P1619 - P1620 - P1621 - P1622 - P1623 - P1624 - P1625 - P1626 - P1627 - P1628 - P1629 - P1630 - P1631 - P1632 - P1633 - P1634 - P1635 - P1636 - P1637 - P1638 - P1639 - P1640 - P1641 - P1642 - P1643 - P1644 - P1645 - P1646 - P1647 - P1648 - P1649 - P1650 - P1651 - P1652 - P1653 - P1654 - P1655 - P1656 - P1657 - P1658 - P1659 - P1660 - P1661 - P1662 - P1663 - P1664 - P1665 - P1666 - P1667 - P1668 - P1669 - P1670 - P1671 - P1672 - P1673 - P1674 - P1675 - P1676 - P1677 - P1678 - P1679 - P1680 - P1681 - P1682 - P1683 - P1684 - P1685 - P1686 - P1687 - P1688 - P1689 - P1690 - P1691 - P1692 - P1693 - P1694 - P1695 - P1696 - P1697 - P1698 - P1699 - P1700 - P1701 - P1702 - P1703 - P1704 - P1705 - P1706 - P1707 - P1708 - P1709 - P1710 - P1711 - P1712 - P1713 - P1714 - P1715 - P1716 - P1717 - P1718 - P1719 - P1720 - P1721 - P1722 - P1723 - P1724 - P1725 - P1726 - P1727 - P1728 - P1729 - P1730 - P1731 - P1732 - P1733 - P1734 - P1735 - P1736 - P1737 - P1738 - P1739 - P1740 - P1741 - P1742 - P1743 - P1744 - P1745 - P1746 - P1747 - P1748 - P1749 - P1750 - P1751 - P1752 - P1753 - P1754 - P1755 - P1756 - P1757 - P1758 - P1759 - P1760 - P1761 - P1762 - P1763 - P1764 - P1765 - P1766 - P1767 - P1768 - P1769 - P1770 - P1771 - P1772 - P1773 - P1774 - P1775 - P1776 - P1777 - P1778 - P1779 - P1780 - P1781 - P1782 - P1783 - P1784 - P1785 - P1786 - P1787 - P1788 - P1789 - P1790 - P1791 - P1792 - P1793 - P1794 - P1795 - P1796 - P1797 - P1798 - P1799 - P1800 - P1801 - P1802 - P1803 - P1804 - P1805 - P1806 - P1807 - P1808 - P1809 - P1810 - P1811 - P1812 - P1813 - P1814 - P1815 - P1816 - P1817 - P1818 - P1819 - P1820 - P1821 - P1822 - P1823 - P1824 - P1825 - P1826 - P1827 - P1828 - P1829 - P1830 - P1831 - P1832 - P1833 - P1834 - P1835 - P1836 - P1837 - P1838 - P1839 - P1840 - P1841 - P1842 - P1843 - P1844 - P1845 - P1846 - P1847 - P1848 - P1849 - P1850 - P1851 - P1852 - P1853 - P1854 - P1855 - P1856 - P1857 - P1858 - P1859 - P1860 - P1861 - P1862 - P1863 - P1864 - P1865 - P1866 - P1867 - P1868 - P1869 - P1870 - P1871 - P1872 - P1873 - P1874 - P1875 - P1876 - P1877 - P1878 - P1879 - P1880 - P1881 - P1882 - P1883 - P1884 - P1885 - P1886 - P1887 - P1888 - P1889 - P1890 - P1891 - P1892 - P1893 - P1894 - P1895 - P1896 - P1897 - P1898 - P1899 - P1900 - P1901 - P1902 - P1903 - P1904 - P1905 - P1906 - P1907 - P1908 - P1909 - P1910 - P1911 - P1912 - P1913 - P1914 - P1915 - P1916 - P1917 - P1918 - P1919 - P1920 - P1921 - P1922 - P1923 - P1924 - P1925 - P1926 - P1927 - P1928 - P1929 - P1930 - P1931 - P1932 - P1933 - P1934 - P1935 - P1936 - P1937 - P1938 - P1939 - P1940 - P1941 - P1942 - P1943 - P1944 - P1945 - P1946 - P1947 - P1948 - P1949 - P1950 - P1951 - P1952 - P1953 - P1954 - P1955 - P1956 - P1957 - P1958 - P1959 - P1960 - P1961 - P1962 - P1963 - P1964 - P1965 - P1966 - P1967 - P1968 - P1969 - P1970 - P1971 - P1972 - P1973 - P1974 - P1975 - P1976 - P1977 - P1978 - P1979 - P1980 - P1981 - P1982 - P1983 - P1984 - P1985 - P1986 - P1987 - P1988 - P1989 - P1990 - P1991 - P1992 - P1993 - P1994 - P1995 - P1996 - P1997 - P1998 - P1999 - P2000 - P2001 - P2002 - P2003 - P2004 - P2005 - P2006 - P2007 - P2008 - P2009 - P2010 - P2011 - P2012 - P2013 - P2014 - P2015 - P2016 - P2017 - P2018 - P2019 - P2020 - P2021 - P2022 - P2023 - P2024 - P2025 - P2026 - P2027 - P2028 -

ous renseignements, se
ter 2 rue Washington,
ris (3^e étage). — Métro :
, ou téléphoner au

*Reproduction interdite de tous arti-
cles, sauf accord avec l'administration.*

**Commission paritaire des journaux
et publications : n° 5127.**

prônée par les TUC

De notre correspondant

De notre correspondant

L'opposition social-démocrate a vivement critiqué le plan de stabilisation présenté par le gouvernement le 25 août. Les délégués du «*partei* du serpent» européen, estimant que «*cette coopération assure à un petit pays une certaine garantie de stabilité mondiale*», ont déclaré qu'il s'agit d'une «*crise*». Ils sont contre la dévaluation de la couronne, et qui «*manifestera une nouvelle flambée de la monnaie*», et qui «*pourrait être le point de la voie pour la grande majorité des salariés*». Ils dénoncent enfin «*l'insouciance*» du programme qui accompagne la dévaluation de la monnaie.

Toutefois, c'est surtout la réaction dont le parti social-démocrate lui paraît irriter le plus, à savoir l'opposition. Affirmant que, par le passé, les formations politiques du Parlement étaient tenues pour responsables des crises infligées par le gouvernement social-démocrate et que la possibilité de les influencer leur était ainsi refusée, le parti social-démocrate M. Palmé, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, le 30 août : «*Cette fois nous nous opposons à la dévaluation seulement pour nous défendre*». Les autres groupes ne sont pas jugés bon de nous consulter. D'autre part, nos partenaires nordiques ont, eux aussi, une attitude défensive. Le commandement du Danemark, la Norvège et la Finlande représente un tiers de nos échanges et il nous suit que la dévaluation de la couronne suédoise les a entraînés dans la dévaluation de notre propre programme, nous voulions attirer et voir si les invitations au dialogue et au consensus faites par nos partenaires scandinaves par le gouvernement suédois.

Notre comportement à notre égard veut être montrer qu'il a choisi

M. Palmé ont fait des centristes et des sociaux-démocrates les adversaires principaux, mais ils menacent les libéraux, trinitaires composant de la coalition : ceux-ci pourraient éventuellement devenir des adversaires après les élections de 1979.

La tâche qui attend maintenant le gouvernement paraît délicate. La réussite du plan de stabilisation dépendra en grande partie de l'attitude des syndicats. Ceux-ci ont clairement fait savoir qu'il n'acceptera pas question, pour eux, d'absorber quelque 40.000 chômeurs. Ils ont élu le ministre de l'économie, M. Boman, au printemps, «*pour sortir le pays de la crise*», cependant qu'ils ont fermement refusé le dialogue. A l'issue de leur entretien avec le gouvernement, nous apprend 31 août, les dirigeants de la Confédération générale du travail (L.O.) ont déclaré : «*Le L.O. est prêt à discuter, au cours de l'automne, une nouvelle révision l'impose sur le revenu pour 1979*». Il est clair que le L.O. ne favoriserait les négociations politiques. Toutefois, L.O. est resté fermement hostile au modèle restreint actuellement en vigueur, qui pèse sur les salaires et la consommation des biens de consommation. Les barèmes fiscaux et qui contrebalancent trop les hautes salaires. Or, s'agit-il d'une promesse électorale, ou d'un engagement ? Il est difficile, évidemment, de remplir. Mais certains pouvoirs récents du premier ministre indiquent que son intention, prévue initialement pour 1979, est de réviser le barème. Cela permettrait au gouvernement, d'une part, de montrer aux syndicats sa bonne volonté et, d'autre part, d'éviter que ceux-ci ne réclament des compensations pour les conséquences de la dévaluation de la couronne.

ALAIN DEBOVE.

M. Paineau not fait des centristes. C'est évident. Mais il a fait des socialistes, des communistes, des socialistes principaux, mais ils méritent les libéraux, troisième coalition possédante de la coalition : ceux qui pourraient éventuellement devenir socialistes, deux ans après les élections de 1978.

Le tâche qui attend maintenant est le gouvernement parait difficile. Le plan de stabilité dépend en partie de l'attitude des syndicats. Ceux-ci n'ont clairement fait savoir qu'il n'est pas possible de négocier une telle forme que ce soit « *contrat social* », idée lancée par le ministre de l'économie, M. Bismuth, au printemps, « pour donner un moyen de négocier les salaires », mais ne ferment pas la porte au dialogue. A l'issue de leur entretien avec le gouvernement, les représentants du Conseil National du Travail, L.O. ont déclaré qu'ils étaient prêts à discuter, au cours de la semaine prochaine, les modalités de l'impôt sur le revenu pour 1979. « *Laquelle, incontestablement, faciliterait les négociations postérieures* », ont-ils déclaré. Évidemment hostile au modèle retenu actuellement par le gouvernement, ils ont une indication des besoins de la population. Ils ont dit trop les hauts salaires. C'est s'agit là d'une promesse électorale que les conservateurs, en particulier, ont promis de tenir. Les ministres proches récents du premier ministre indiquent que son intention de production, première inflexion point 1978, pourrait être réajustée pour 1979. C'est, cependant, au gouvernement d'être conscient de la menace, d'autre part, d'éviter que ceux qui ont obtenu des salaires élevés ne comprennent pour les conséquences de la dévaluation de couronner.

ALAIN DEBOVE

De notre correspondant

Le fait est que les statistiques de l'emploi pour le mois d'août, si elles sont relativement encourageantes dans l'ensemble, sont apparemment avec plus d'évidence que jamais, qu'il y a une demande même un « bond en avant plutôt extraordinaire » du chômage parmi les minorités, les Noirs en particulier.

Le pourcentage de la population active en quête d'un emploi a légèrement augmenté en août, passant de 6,5 % à 7,1 % (le Monde du 4-6 septembre). Le chômage retrouve ainsi son niveau de juin, qui est aussi celui (gentrifié) qui autorise disqualifier les Noirs depuis l'entrée en fonction de la nouvelle administration ; c'est un progrès par rapport au triste record atteint en novembre dernier : 8 1/2 %. Le nombre des personnes employées s'est accru de 210 000 en août, atteignant ainsi la population active, alors que celui des chômeurs n'a augmenté que de 180 000. Mais ce sont essentiellement les Noirs qui entrent dans cette catégorie.

Le chiffre le plus déplorable l'un après l'autre de 34 1/2 %. Quel qu'il en soit, elle montrait, comme les autres statistiques, l'énorme inégalité dont les Noirs souffrent par rapport aux Blancs : le taux de chômage pour les jeunes de cette race est de 12,5 %, pour les races confondues, n'atteignant en juillet que 15,5 %.

Au total, le chômage des Noirs est passé de 19,2 % en juillet à 14,5 % en août. Commentent ce qu'il a appelé « un scandale national ».

M. Stokes, congressiste noir de l'Ohio, a déclaré, à la fin de la semaine dernière : « Si la situation était pire, elle ne le serait pas pour les jeunes. Blancs et Noirs d'Amérique soient deux fois moins employés que les Noirs, nous aurions une guerre civile... L'amertume est d'autant plus grande chez les responsables de la communauté noire que celle-ci a voté en masse pour le candidat qui a gagné. C'est qu'un des plus représentatifs a appelé « une négligence délibérée » du nouveau gouver-

Nous aurions une guerre civile si...

Le décompte des travailleurs sans emploi en fonction de la race et du sexe est éloquent. Les moins touchés se trouvent être les travailleurs noirs et blancs. Ceux-ci ne souffrent du chômage en proportion de 4,6%. Plus viennent les femmes blanches, avec 6,2%. Pour les hommes noirs, le taux de

Le Canada avait, mieux que la plupart des pays industrialisés, résisté à la récession de 1974-1975, mais au prix d'une implantation relativement importante et d'une détérioration de sa balance extérieure.

A la fin de 1976, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il allait placer un programme de lutte contre l'inflation. C'est ce que s'étude consacrée par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le 10 septembre, nommé « un réajustement par rapport au reste de la zone O.C.D.E. ».

Si la hausse des prix est revenue à 15 %, cela représente 10,8 % en 1975, la limitation de la progression des revenus n'a pas empêché les salaires d'augmenter de 15 %. Quant à la politique monétaire, elle n'est guère améliorée. Il est vrai que le dollar canadien, en hausse depuis le milieu de 1975, a fortement baissé à la fin de 1976.

La croissance, qui a été de 5 % en 1976, pourrait ne pas dépasser 3 % en 1977. Mi la politique budgétaire, qui prévoit une réduction du déficit, risque de compromettre l'accroissement des dépenses, ni la politique monétaire ne stimuleront l'activité économique.

C'est la politique, sur laquelle les experts de l'O.C.D.E. se taisent sans éloges, a un coût social important, puisqu'elle a contribué à faire augmenter le taux de chômage.

Celui-ci est actuellement proche

« des plus élevés qui ont jamais existé dans une économie industrielle développée ». L'inflation inquiétante du chômage des hommes adultes « donne à penser que, face à l'avenir persistante de la demande, les gouvernements vont être obligés de commencer à réduire les effectifs de main-d'œuvre adults ». Et le crédit supplémentaire de 100 milliards de dollars inscrit au budget de 1977 pour des créations d'emplois, ne permettra, selon l'O.C.D.E., de créer que de 5 à 10 000 postes par an.

Quant aux assurances-chômage, le Canada prévoit « les prestations les plus généreuses parmi les grands pays de l'O.C.D.E. », ce coût social semble élevé.

Il n'est pourtant pas question d'une relance qui risquerait, dit l'O.C.D.E., d'activer les « anti-inflationnistes ». Les mesures prises pour 1977 la hausse du coût de la vie pourrait être de 7,4 %.

Le chômage des adultes de sexe masculin pourrait encore augmenter de 100 000 personnes, ajoute alors : « On peut se demander s'il ne conviendrait pas de mettre en œuvre de nouvelles politiques de formation afin de réduire la gravité du problème que pose le chômage (...) ».

■ **BRESIL.** — Brésiliens vient d'accorder à l'Algérie un crédit de 25 millions de dollars (qui sera porté plus tard à 50 millions) pour financer des achats de produits brésiliens. Le commerce entre les deux pays consiste surtout en l'achat de minerais algériens par le Brésil et en exportations brésiliennes de café et de sucre vers l'Algérie.

■ SUISSE. — Un député suisse, M. Willy Volkmann, vient de proposer une réforme de la fiscalité, après avoir appris qu'une cinquantaine au moins des quelque trois mille millionnaires en francs suisses, sans compter ceux qui payaient pas d'impôts sur le revenu. La direction des impôts a révélé que trois mille soixante-dix mille Zurichois avaient déclaré en 1980 un revenu net de 100 francs ou plus, soit 1 million de francs suisses (2,1 millions de francs français).

**Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises
(DEBS)**

Cycle court : plein temps, une année universitaire
ou long : soir ou demi-journée, deux années universitaires

INSCRIPTIONS : DU 1/6 AU 16/9/1977

● **TEST D'ENTRÉE : LE 24 SEPTEMBRE 1977**

DÉBUT DES COURS : 17 OCTOBRE ET 24 OCTOBRE

ENSEIGNEMENTS : 578-97-16 (pte 339-400-401)

162, rue Saint-Charles, 75015 Paris

FORMATION-GESTION 3^e CYCLE

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

APPEL D'OFFRES

Un appel d'offres est lancé en vue de l'équipement électrique des ouvrages construits lors de la surélévation du Barrage du KSOB, qui est situé sur l'oued KSOB, Wilaya de M'SILA.

Les dossiers peuvent être retirés à la Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques, Oasis-Charles - BIRMANDREIS (ALGER).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à Monsieur le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques, à l'adresse ci-dessus, avant le 30 octobre 1977 à 12 heures.

Les candidats resteront engagés par leur offre pendant 120 jours.

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture d'un tracteur pour avions « gros porteurs » (DC 10; AIRBUS; L 1011; B 747).

Les entreprises intéressées pourront retirer le cahier des charges auprès d'AIR ALGERIE : Direction technique, Aéroport International de DAR EL-BEIDA - ALGER - ALGERIE, à partir du 20 août 1977.

Les offres devront parvenir sous double enveloppe à l'adresse ci-dessous indiquée.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « à ne pas ouvrir, appel d'offres n° 005/77 ».

La date limite de dépôt des offres est fixée au 20 septembre, délai de rigueur.

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix jours.

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL

Un avis de concours international est lancé en vue de la fourniture et du montage d'un matériel de dragage destiné au dévaseement de la retenue du Barrage du KSOB, sur l'Oued KSOB (Wilaya de M'SILA).

Les dossiers peuvent être retirés à la DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES, Oasis Saint-Charles, BIRMANDREIS (ALGER).

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être remises sous pli fermé à M. le DIRECTEUR DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES, à l'adresse ci-dessus, avant le 15 novembre 1977, à 12 heures.

Les candidats resteront engagés par leur offre pendant cent vingt jours.

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES
Société Nationale des Matériaux de Construction
(S.N.M.C.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la réalisation d'un complexe plâtrier « clés en main » dans la commune de M'DAOUROUCH (WILAYA de GUELMA).

Les entreprises intéressées pourront se faire délivrer les dossiers d'appel d'offres à partir du 20 AOUT 1977, ce contre la somme de 200,00 DA à l'adresse suivante :

S. N. M. C.
Division Engineering et Développement.
« PROJET PLATRE »
B.P. 90, Gué-de-Constantine, Kouba, Algérie.

Les soumissions doivent être adressées sous double enveloppe cachetée, dont une portant la mention : « APPEL D'OFFRES », Complexe PLATRIER M'DAOUROUCH - SOUMISSION - A NE PAS OUVRIR. »

La date limite de remise des offres est fixée au 31 OCTOBRE 1977 à 12 heures, le cachet de la poste faisant foi. Aucune offre parvenue après cette date ne sera prise en considération.

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORT ET DE TRAVAIL AÉRIENS

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 06/77

Un appel d'offres international est lancé pour l'installation d'un système de communications radio, destiné au contrôle de ses véhicules affectés au transport du personnel navigant.

Les Entreprises intéressées pourront retirer le cahier des charges auprès d'AIR ALGERIE - sous-direction des moyens généraux - Aéroport de Dar-El-Beida dès le 30 août 1977.

Les offres devront être adressées avant le 30 septembre sous double enveloppe à la même adresse.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention « A ne pas ouvrir », appel d'offres n° 06-77.

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours.

NOUVEAU dans tous les bureaux de poste

BONS D'ÉPARGNE DTT

à intérêt progressif



BON D'ÉPARGNE
BON D'ÉPARGNE

Taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE RÔLE DES CADRES DANS L'ENTREPRISE

Encadrer les cadres

(Suite de la première page.)

Pour nous faire une idée, partons d'un exemple simple dans la situation présente. C'est-à-dire avec un éventail de salaires de l'ordre de 1 à 12, soit de 1 670 F. montant du SMIC en septembre 1977 (1), à 20 000 F. environ, qui couvre la quasi-totalité des salaires. Et voyons ce qui se passerait si, sans changer le SMIC, l'éventail était fixé de 1 à 5, le salaire le plus élevé devenant 8 350 F.

Deux hypothèses

Deux hypothèses doivent être envisagées.

Où bien on tient compte de l'échelonement actuel des salaires, et on diminue homothétiquement tous les salaires supérieurs au SMIC. Dans ce cas, une personne gagnant 10 000 F ne gagnera plus que 6 800 F ; celle qui gagne 5 000 F passera à 4 100 F. etc.

Où bien on admet que la mesure de réduction ne joue qu'au-delà du seuil de 8 350 F. tous les salaires supérieurs se trouvant uniformément ramenés à ce montant. Tous les cadres gagnant aujourd'hui plus de 8 350 F se verraient téléscopés à un seul niveau, qui ne changerait plus, quels que soient leurs mérites et leurs carrières.

Admettons qu'aujourd'hui le SMIC soit porté à 2 300 francs, dans le contexte actuel. Cette augmentation n'aurait pas de répercussion sur les salaires plus élevés, il en résulterait pour ceux-ci une perte relative. Si, dans le même temps, on fixe l'éventail des salaires de 1 à 5, le cumul de ces deux mesures entraîne à la fois une perte en valeur absolue, et une

perte en valeur relative pour les salaires supérieurs au nouveau SMIC, même si la diminution paraît moins importante.

C'est bien ce qui menace actuellement l'encadrement. Pourtant, les gains économiques qui en résulteraient seraient faibles, de l'aveu même de ceux qui préconisent cette réduction. Il s'agit donc bien d'une proposition démagogique : on sacrifie les cadres à une idée, pour satisfaire d'autres catégories. Avec, comme bénéfice supplémentaire, le découragement des éléments dont le dynamisme est essentiel à l'entreprise.

Encore n'avons-nous pas tenu compte, dans ce schéma, des répercussions de l'impôt sur le revenu, puisque personne n'en parle. De tout temps, les cadres ont été la cible préférée du fisc. Le silence sur ce point ne laisse donc rien présager de bon pour eux. A moins qu'il ne signifie que les taux actuels seront diminués pour ce qui sera devenu, à ce moment-là, les hauts (sic) salaires. C'est une hypothèse qui nous semble peu probable, mais sur laquelle nous aimerions avoir des précisions.

Le flux des propositions sur les salaires se transforme en silence total lorsqu'il s'agit de leurs conséquences sur le régime de retraite par répartition des cadres. Il est évident qu'un tel plafonnement des salaires rendrait totalement impossible le paiement des retraites pour lesquelles les cadres ont cotisé tout au long de leur carrière. Envisage-t-on une spoliation pure et dure ? Ou bien prévoit-on un financement différent pour permettre d'effectuer les paiements dus ? Les entreprises, qui attachent la plus grande importance à la sécurité de la retraite de leurs cadres, ont le droit d'exiger une information précise sur ce point.

Enfin, derrière ces menaces économiques, se profile, à peine voilé, le souci de diminuer le pouvoir et l'autorité des cadres, au profit d'organes légaux de l'entreprise, plus ou moins contrôlés par les centrales syndicales. Ce n'est pas en démantelant l'encadrement et en grignotant son pouvoir que l'on améliore la situation dans l'entreprise. Les recherches sérieuses sur ces sujets montrent en effet que c'est dans la décentralisation, la délégation de responsabilités, que se trouve la solution du problème de l'intégration de l'économique, du social et de l'humain, clé de l'entreprise de demain.

Ouvrir le débat avec les intéressés

Il est vrai que, dans les entreprises modernes en pleine évolution, le problème de l'insertion des cadres, aujourd'hui plus nombreux, plus compétents, plus spécialisés et ayant des aspirations différentes, n'est pas réglé. Mais des solutions y sont activement recherchées. C'est par un travail en commun des dirigeants d'entreprise et de l'encadrement que l'on pourra espérer les trouver, les expérimenter et

ensuite les généraliser. Beaucoup d'entreprises se sont déjà largement engagées dans cette voie. Certaines de leurs associations travaillent sur les résultats de leurs expériences.

Ces efforts sont nombreux et les types d'expériences multiples. C'est pourquoi les prochaines assemblées des entreprises françaises (2) consacreront une large part de leur temps et de leurs efforts à les examiner, à les critiquer et à essayer d'en dégager des directives pour l'avenir. Elles offriront aux cadres l'occasion de participer aux forums qui traiteront de ces questions. Le but est de rechercher les moyens d'améliorer la concertation, d'augmenter la responsabilité de l'encadrement dans la qualité de la vie, de mieux définir leur statut et de résoudre les problèmes de leur emploi.

Nous ne pensons pas en effet — quelle que soit leur bonne volonté — que des organisations extérieures à l'entreprise puissent décider in abstracto quel doit être le rôle et la rémunération de l'encadrement. Alors qu'en réalité, elles cherchent à résoudre des problèmes différenciés qui leur sont propres. Nous souhaiterions simplement qu'elles aient, comme nous, le courage d'en discuter ouvertement et concrètement avec les intéressés. L'encadrement et les dirigeants d'entreprise ont résolu ensemble le problème de l'industrialisation de la France. Ils sauront aussi résoudre ensemble celui de la qualité de la vie dans l'entreprise, autrement qu'en brimant les uns pour faire illusion aux autres.

PAUL APPEL

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Le groupe zurichois Grilikon-Buehler (O.B.B.) va prendre le contrôle de Bally en rachetant les actions que détient M. Werner K. Rey, actionnaire majoritaire de la firme de chaussures. L'O.B.B., holding financier, contrôle une centaine d'entreprises dans vingt pays.

Automobile

La régie Renault créera une nouvelle filiale pour diriger l'usine que le groupe va construire à Ingrandes (Vienne), dans la zone industrielle de Châtelleraud. Cette unité, dont les travaux doivent débuter à la fin de l'année, entrera en service dès 1980. Elle fabriquera des pièces mécaniques qui alimenteront l'ensemble des chaînes de la Régie, et devrait employer de huit cent cinquante à mille salariés.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisses	Fr. française
48 heures...	5 5/8	6 5/8	3 1/4	4 1/4
1 mois...	6 3/8	6 7/8	3 5/8	4 7/8
2 mois...	6	6 1/2	3 1/2	4
6 mois...	6 1/4	6 3/4	3 5/8	4 1/8

(1) Le chiffre exact est 1 898,82 F.
(2) Du 15 au 18 octobre à Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉCONOMIQUES TROYENS ET DOCKS RÉUNIS

L'offre publique d'achat lancée, en juin, par les actions Économiques troyens et docks réunis par le Crédit industriel et commercial et le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine pour le compte de la société Cedis, a rencontré un vif succès, puisque 55 110 actions ont été présentées.

Il est rappelé, par ailleurs, que pendant l'offre publique d'achat, Cedis a acheté en Bourse 51 615 actions Économiques troyens et docks réunis.

La participation de Cedis se trouve ainsi portée à 138 725 titres, soit 91,23 % du capital de la société Économiques troyens et docks réunis.

LA MURE

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire au siège de la délégation de Grenoble, 41, avenue Alsace-Lorraine, le vendredi 19 septembre, à 10 h. 30, pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1977 (durée exceptionnelle de dix-huit mois), qui font ressortir une perte de 10 575 000 F, dont 1 892 000 F de bénéfice net ordinaire et 12 467 000 F de moins-values à long terme.

Il convient de signaler que ces moins-values sont principalement la conséquence des résultats déficitaires enregistrés chez SICIL au cours des deux derniers exercices, du fait de trois de ses filiales, et que SICIL augmentera son capital très prochainement afin de se doter des capitaux propres qui lui permettront de retrouver une structure financière adaptée au niveau de ses activités.

Tous comptes faits...

BONS du TRESOR

à intérêts progressifs

...un placement plein d'intérêts et disponible au bon moment.

Taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %

LES MARCHÉS FINANCIERS

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

3 500 PERSONNES ONT VISITÉ L'USINE MONTEFIBRE DE SAINT-NABORD

(De notre correspondant.)

Epinal. — « Occupée » le temps de l'opération « portes ouvertes » par le personnel, qui entendait ainsi « se assumer toute la responsabilité », l'usine Montefibre-France de Saint-Nabord a accueilli, sous le soleil, le samedi 3 septembre, quelque trois mille cinq cents personnes.

Trois mille cinq cents hors-la-loi en quelque sorte. « Ces gens n'ont pas hésité, comme l'ensemble des ouvriers, à passer outre le jugement du tribunal de grande instance d'Epinal qui, la veille, a déclaré illégale cette manifestation », explique M. Jean-Pierre Ferry, secrétaire générale de l'union départementale C.G.T., visiblement satisfait « de l'appui massif de l'opinion publique ».

Par groupes de douze — sécurité oblige — les visiteurs, guides, encadrés et renseignés par trois ou quatre représentants de l'intersyndicale (C.G.T. - C.F.D.T. - C.G.C.) ne peuvent toutefois pas découvrir les dernières installations. Celles dont la mise au point est à peine achevée. « Ainsi retire-t-on à la direction la possibilité de nous accuser de favoriser l'espionnage industriel », note avec humour M. Masson, délégué C.F.D.T. Et, précaution redoublée, on prive les invités de laisser leurs appareils photographiques et caméras à l'entrée de l'usine, à deux pas de la garderie improvisée pour les moins de douze ans.

En fin d'après-midi, alors qu'une longue file d'attente patiente toujours devant les grilles, sous l'œil de l'huissier de la direction qui ne cesse de drasser constat, les représentants des partis de gauche, des syndicats ouvriers et agricoles, de la FEN, des associations familiales, viennent apporter « leur soutien aux travailleurs en lutte ». Les élus communistes, en nombre, portent l'échappe tricolore.

Le « speaker » de Montefibre qui a installé son micro à deux pas de la table où l'on signe le Livre d'or, répète inlassablement : « Madame, Mademoiselle, Monsieur, vous venez de visiter Montefibre, usine ultra-moderne. Merci de refuser avec nous la mort à laquelle le patronat veut la condamner. Ensemble, nous disons non à ce scandaleux gâchis économique et social. »

A 19 heures, on retire la banderole « Usine occupée ». Tout est d'écroulé sans le moindre incident. Les Montefibre attendent maintenant la réunion du comité d'entreprise qui, initialement prévue lundi 5 septembre à 9 heures, a été repoussée à l'après-midi. — Y. C.

سكز ان الاول

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMERIQUES
- ASIE
- DIPLOMATIE
- AFRIQUE
- PROCHE-ORIENT
- EUROPE
- 5.9. POLITIQUE
- DEUX POINTS DE VUE SUR LE PARTI SOCIALISTE : « Le P.S. et la classe ouvrière », par André Richard ; « Le P.S. et les agriculteurs », par Yves Tavernier.
9. MEDICINE
10. EDUCATION
- RELIGION
- 10-11. SOCIÉTÉ
- LIBRES OPINIONS : « Les managers de la toxicomanie », par Francis Carlet.
12. SCIENCES
13. JUSTICE
14. EN ILLE-DE-FRANCE
15. EQUIPEMENT
- 16-18. ARTS ET SPECTACLES
19. SPORTS

LE MONDE DE L'ECONOMIE

- PAGES 21 A 24
- Une conjoncture internationale peu rassurante.
 - La crise des imprimeries de périodiques.
 - Les horlogers suisses relèvent enfin le défi de l'électronique.

38 à 40. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (15)
Annonces classées (28 à 37) ;
Aujourd'hui (37) ; Météo (38) ;
Journal officiel (37) ; Météo (38) ;
Bourse (41).

Le numéro du « Monde » daté 4-8 septembre 1977 a été tiré à 508 353 exemplaires.

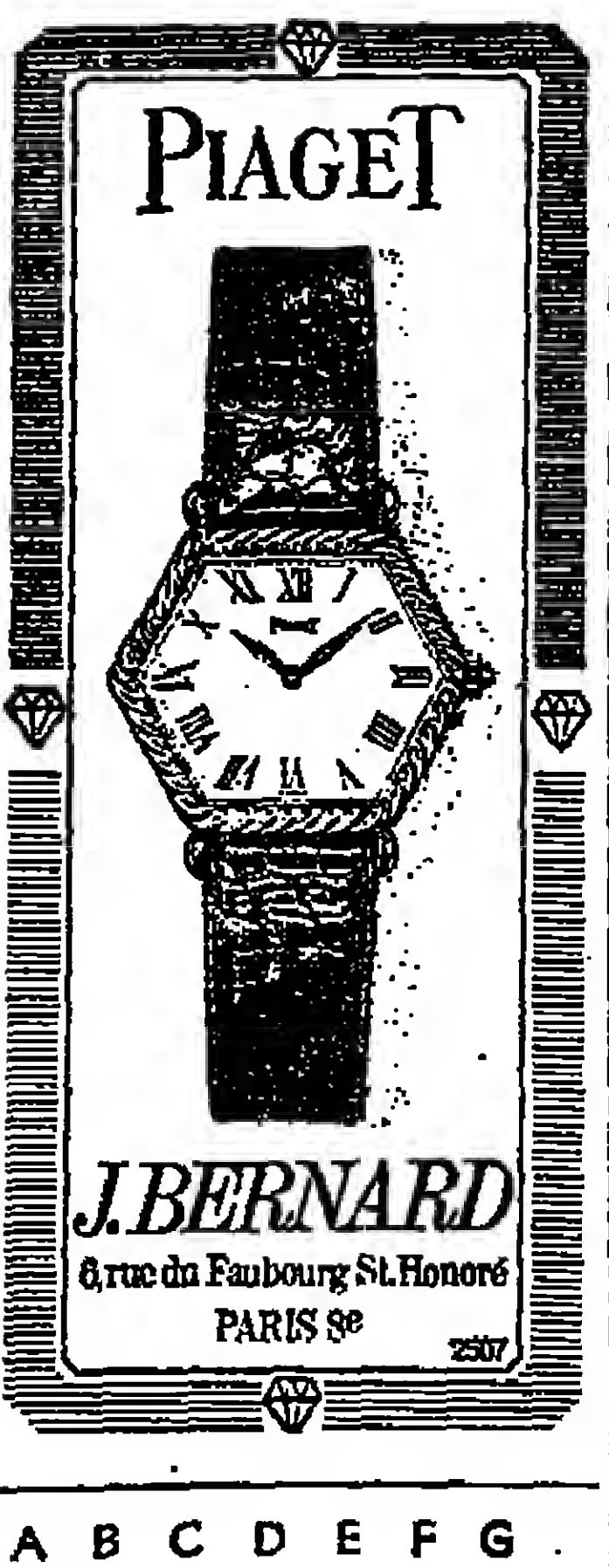
(Publicité)

NOUVEAUX DIPLOMES pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue étrangère, allemand, italien, espagnol, russe, grec, etc., ont acquis un niveau d'études, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités professionnelles, leur formation par un des diplômes suivants :

- Diplôme des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à toute formation de commerce et des affaires ;
- Brevets de Technicien Supérieur Traducteur-Interprète attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais) : carrières de l'information, tourisme, hôtellerie ;
- Etudiants, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc., sauront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification.

Le département Information-Orient — Brevets de Technicien Supérieur — 485, rue de Valenciennes, 92003 Paris-Les Lilas, envoie sur demande une documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés). Tél. : 270-81-88 (organ. privé).



PIAGET

J. BERNARD

6, rue du Faubourg St. Honoré
PARIS 8^e

A B C D E F G

Les négociations sur les salaires dans le secteur public et nationalisé

La C.G.T. et la C.F.D.T. ne signeront pas

Les négociations sur les salaires de 1977 reprennent, cette semaine, dans le secteur public et nationalisé : ce lundi 5 septembre, à 15 h. 30, à la fonction publique et aux Charbonnages de France ; mardi 6, à 10 heures, à l'E.G.F. et à la R.A.T.P. ; mercredi 7, à 17 heures, à la S.N.C.F.

Les propositions que le gouvernement et les directions des entreprises nationales vont présenter aux représentants des personnels portent notamment sur : « le rattrapage », car l'indice officiel des prix a progressé plus vite que les salaires du secteur public, et sur la progression du pouvoir d'achat en 1977, qui pourrait être de 1 %, selon certains paramètres économiques.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà fait savoir qu'elles tenaient ces discussions pour des « parodies » et qu'elles ne donneraient pas leur signature. C'était déjà le cas, pour les accords conclus ces dernières années (sauf à l'E.G.F.). L'élément nouveau est qu'en 1977 les syndicats réformistes se montrent, eux aussi, très réservés.

Les négociations avaient échoué, jusqu'à présent, en premier lieu parce que le gouvernement avait fait disparaître la classe qui, en 1976, prévoyait une échelle mobile des salaires, avec augmentation provisionnelle de mois en mois.

Dans la fonction publique, les traitements n'ont été relevés que de 4 % depuis le début de l'année 1975 (le 1^{er} janvier, 2,5 % le 1^{er} juin). L'indice de l'INSEE, ayant augmenté de 5,5 % à la fin de juillet, par rapport à janvier,

le retard des salaires est certainement supérieur actuellement à 2,5 % (sans parler de la perte de pouvoir d'achat résultant des ajustements « postérieurs »). Force est de constater que les réformes des salaires ont conduit les autorités à réexaminer au moins une partie de leurs plans. C'est ainsi que le projet de loi instituant la peine de mort en cas d'apostasie de l'islam a été discrètement retiré de la circulation.

Le grand mufti d'Egypte, plus libéral que le cheikh d'Al-Azhar, partisan, lui, de l'application rigoureuse de la « charia » (loi divine), a pris position dans un article de presse remarqué contre la violence en matière de religion. De son côté, le quotidien *Le Progrès égyptien* a écrit : « Le Coran ne condamne pas l'apostasie à la mort, bien qu'il la voue au feu de l'enfer ».

En Égypte

Le gouvernement réexamine ses plans concernant l'application intégrale de la loi coranique

De notre correspondant

Le Caire. — Si les projets gouvernementaux d'appliquer la législation avaient dans un premier temps réjoui les intégristes islamiques, appuyés par l'Arabie Saoudite, et certaines couches populaires particulièrement dévoties (le Monde du 27 juillet), dans un second temps les milieux musulmans réformistes ou libéraux, ainsi que les chrétiens, ont eu des réactions si négatives qu'elles ont conduit les autorités à réexaminer au moins une partie de leurs plans. C'est ainsi que le projet de loi instituant la peine de mort en cas d'apostasie de l'islam a été discrètement retiré de la circulation.

Le grand mufti d'Egypte, plus libéral que le cheikh d'Al-Azhar, partisan, lui, de l'application rigoureuse de la « charia » (loi divine), a pris position dans un article de presse remarqué contre la violence en matière de religion. De son côté, le quotidien *Le Progrès égyptien* a écrit : « Le Coran ne condamne pas l'apostasie à la mort, bien qu'il la voue au feu de l'enfer ».

Des « convertis circonstanciels »

Les intellectuels en contact avec le pouvoir ont également, mais avec moins d'insistance que prévu, fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts à se convertir à la « charia » fut la source principale du législateur égyptien, et qu'en faire la source unique compromettrait la modernité du pays. Ces prises de position devraient permettre au R.A.S., dont les dispositions personnelles libérales sont notoirement mieux acceptées, de résister aux pressions islamiques et extérieures dont il est l'objet de la part des tenants du droit musulman.

La réaction la plus inattendue, en raison de l'attitude traditionnellement prudente à l'égard du pouvoir politique observée par les coptes, a été celle de l'Eglise nationale d'Egypte. Les responsables de celle-ci nient être intervenus.

L'EXCÉDENT DES PAIEMENTS DE LA R.F.A. A ÉTÉ DE 2 MILLIARDS DE DEUTSCHMARKS EN JUILLET

Bonn (A.F.P.). — La balance des paiements a été excédentaire de 2 milliards de D.M. en juillet, alors qu'elle avait été déficitaire de 130 millions de D.M. en juin.

Pour les sept premiers mois de l'année, la balance des paiements est en excédent de 1,3 milliard de D.M. contre 5,3 milliards de D.M. pour la même période de l'an dernier.

La Banque centrale souligne que le résultat de juillet est pour l'essentiel imputable aux interventions sur le marché des changes en faveur du dollar. Depuis le début du mois d'août, le redressement de la monnaie américaine a entraîné le reflux de 500 millions de D.M.

La balance des transactions courantes s'est soldée par un déficit de 1,3 milliard de D.M. contre un excédent de 800 millions de D.M. en juin. Ce déficit est dû pour une part à la baisse de l'excédent commercial (1,9 milliard en juillet contre 2,9 milliards en juin), et pour une autre part à l'accroissement du déficit de la balance des services (1,7 milliard contre 1 milliard).

Pour les sept premiers mois de cette année, l'excédent de la balance des paiements courantes (4,1 milliards de D.M.) est inférieur de 800 millions à celui de la même période de l'an dernier.

COLIS FAMILIAUX
HUILE D'OLIVE

VERGE EXTRA - OLIVOLI
Produit net de l'olive fraîche
extraite par procédé
PREMIERE PRESSE à FROID
et clarifiée par simple
décoloration et filtration
Poids net 500 g et 1 kg
Dont. docum. grat. n° 9 à la
SIE PROVINCIALE OLEICOLA
15000 SALON-DE-PROVENCE

Selon la C.B.S.

LE ROI HUSSEIN ET M. MOSHE DAYAN SE SONT RENCONTRES IL Y A DEUX SEMAINES A LONDRES

New-York (Reuter, A.F.P.). — Selon le correspondant à Tel-Aviv de la chaîne américaine C.B.S., le roi Hussein de Jordanie et le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Dayan, se sont rencontrés il y a deux semaines à Londres. Le souverain jordanien et le ministre israélien auraient exprimé, pour des raisons différentes, leur inquiétude devant les ouvertures faites par Washington en direction de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), affirme le journaliste. Le roi Hussein ne voudrait pas d'une présence de l'O.L.P. sur la rive occidentale du Jourdain, ni menacerait la stabilité de son royaume, et M. Dayan estimait que cette présence serait un danger pour Israël.

Toujours selon la C.B.S., les deux personnalités n'auraient pu se mettre d'accord sur le « plan Dayan », d'une « division fonctionnelle » de la Cisjordanie entre Israël et le royaume hachémite. L'état hébreu gardant la haute main sur la sécurité, et l'administration civile étant partagée entre les édiles locaux et la Jordanie.

Lors du séjour de M. Dayan à Londres, les rumeurs d'une éventuelle rencontre avec le roi Hussein, qui y faisait une visite privée, avaient été démenties de source autorisée.

UN ATTENTAT A LA BOMBE FAIT TRENTE-CINQ BLESSÉS DANS LE CENTRE DE BAGDAD

Bagdad (A.F.P.). — Onze personnes ont été blessées, dimanche 4 septembre, par l'explosion d'une bombe au phosphore dans le centre de Bagdad, annonce ce lundi 5 septembre l'Agence irakienne d'information.

La bombe était placée dans une voiture en stationnement dans la rue Al-Rachid. L'explosion a provoqué un début d'incendie et d'importants dégâts matériels. Parmi les passants venus à la rescousse des pompiers pour retirer les blessés des voitures endommagées, vingt-quatre ont été atteints par les flammes, ajoute le communiqué, portant ainsi à trente-cinq de nombre total des victimes, parmi lesquelles on compte des femmes et des enfants.

Le communiqué accuse les « agents de l'impérialisme » d'être les « auteurs de cette lâche action menée contre la révolution et les masses irakiennes ».

BOISERIES

LITS • SIÈGES • MEUBLES
FABRICANT SPECIALISTE
BIBLIOTHEQUES • BUREAUX
RANGEMENTS • ELEMENTS
LAMBRIS • ALCOVES
MEUBLES-LITS
A VOS MESURES
DECORS DE FENETRES
TENTURES MURALES
TOUS TRAVAUX
NEUVEAUX RESTAURATIONS
EBENISTERIE • PAPERASSERIE
INSTALLATIONS
STYLE ET CONTEMPORAIN

A. Meyssignat

DECORATEUR ENSEMBLER
ATELIERS - BUREAU D'ETUDES - MAGASIN
DANS NOS IMMEUBLES 2500 M²
42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE
PARIS 12^e - BASTILLE - MARNOU
CONSEILS - PROJETS - DESSINS - DEVIS
Tél. 343.96.31 - LIGNES

LA PRISE DE DECISIONS

1 soir par semaine
1 samedi tous les 15 jours pendant 3 mois

• Sans interrompre votre activité professionnelle
• Attestation de fin d'études

AUTRES COURS : GESTION FINANCIERE, ECONOMIE, MARKETING, FONCTION PERSONNEL, RELATIONS HUMAINES

Possibilité de prise en charge par l'employeur

CNOF-CSSS

14 rue Monsieur le Prince
75006 Paris (Métro Odéon)
Tél. 033.83.46

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT
GESTION - COMPTABILITE - MARKETING

admission sur titre pour les bacheliers
admission aux examens pour les non-bacheliers

EXAMEN D'ENTREE

SESSION

12 septembre

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

DEVANT DES PÊCHEURS NORMANDS Des Japonais victimes de la pollution de Minamata ont apporté leur témoignage

De notre correspondant

Le Havre. — « Si nous cessions de nous battre, le drame de Minamata risquerait d'être oublié de tous. Nous devons rappeler au monde que la maladie de Minamata n'est pas terminée. Elle continuera tant que les victimes vivront. » Ainsi s'exprime M. Eiichi Watanabe, Japonais de vingt-cinq ans, dont la presque totalité de la famille a été touchée par la pollution mercurielle. Il était, samedi soir 3 septembre, au Havre, accompagné de deux autres personnes atteintes de paralysie partielle, du docteur Masazumi Harada, neurologue japonais. Cette délégation japonaise était invitée par l'association écologiste Poésidon, spécialiste de pollution marine.

Deux cents morts, près de mille malades atteints d'infirmités plus ou moins importantes, et enfin quarante nouveau-nés qui jamais ne verront le jour, sont les terribles effets de la maladie de Minamata. A l'origine du drame, la Chisso Corporation, une usine d'engrais rejetant des tonnes de produits toxiques à base de mercure. Celui-ci, par l'intermédiaire des poissons pêchés dans la baie, revenait dans le menu des riverains, et en priorité des pêcheurs. Lors des premiers symptômes, en 1953, on n'attacha guère d'importance à une maladie que, faite de mieux, on appela « étrange » maladie. Deux ans plus tard, mourait la première victime.

En 1958, après vingt années de lutte, les victimes ont gagné leur combat et les rejets ont cessé. Mais au Japon, d'autres usines identiques fonctionnent toujours. Aujourd'hui, M. Watanabe, dont les centres nerveux ont été gravement atteints, remarque : « Je voudrais seulement pouvoir traverser et passer mon permis de conduire ».

Au Havre, dimanche, à la Maison du marin, les pêcheurs normands posaient des questions, demandaient des précisions : étaient-ce les poissons de fond, ou ceux d'entre deux eaux, qui transmettaient le mal ? On leur répondit que tous les poissons étaient également atteints. On parla ensuite des déversements radio-actifs de l'usine atomique de la Hague, des produits rejetés pour les ports de pêche de la côte jusqu'à la baie de la Seine. On aborda aussi le cas des trente-huit pêcheurs normands atteints de dermatoses.

Conclusion de Mme Hamamoto, dont le mari, paralysé, s'appuie sur une canne : « Regardez mon mari : il est la victime des rejets irresponsables de déchets industriels. Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard ».

PATRICK PESLIER.

M. CHIRAC VEUT CRÉER UNE « VÉRITABLE TRAME VERTE » DE PARIS

Dans une interview accordée, lundi 5 septembre, à l'Agence France-Presse, M. Jacques Chirac, maire de Paris, a notamment déclaré : « Paris ne doit pas être dépourvu de voies autoroutières, mais il ne peut pas être, non plus, un centre de repos rempli de jardins trop grands et dépeuplés. La vie doit s'y dérouler, complétée en fonction des moments d'activité et de détente qui s'y succèdent. Dans la vie quotidienne, nous sommes en train, par exemple, non pas de créer, au hasard des suggestions, des zones piétonnières, mais de chercher les moyens d'assurer à Paris un cadre d'ensemble d'une véritable circulation piétonnière pour donner à chacun la liberté de marcher dans sa ville. Et parce que les piétons ne sont pas seulement des marcheurs, il faut multiplier les espaces verts, les petits jardins, les placettes, lieux de repos, mais aussi de rencontres. N'est-ce pas déjà le rôle évident de l'ensemble piétonnier autour du Centre Pompidou ? »

« Je ne suis pas hostile aux jardins-décor, mais encore plus importants pour moi sont ceux, plus petits, qui contribuent au développement de la vie locale et qui, par leur multiplication, finissent par créer une véritable trame verte de Paris ».

M. Chirac a également évoqué la nécessité d'améliorer l'action culturelle et de développer une politique de logement social « liée au maintien, voire à la réinstallation d'entreprises industrielles et commerciales ».